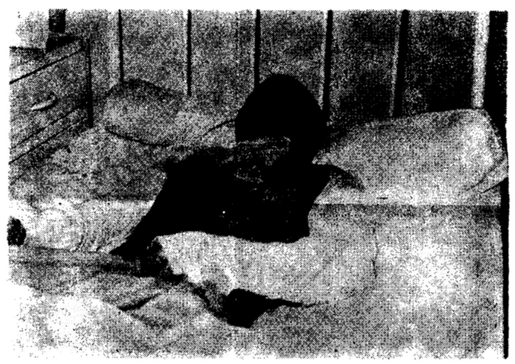
MSS-202

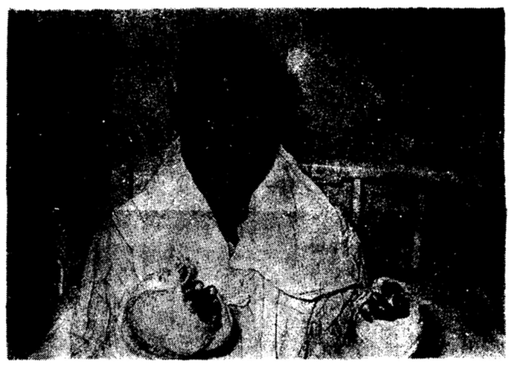
MISC. - PALESTINE, 1970-1972

Box 4
FOLDER 25

HERE IS A NEW METHOD TO CONQUER « THE PROMISED LAND »

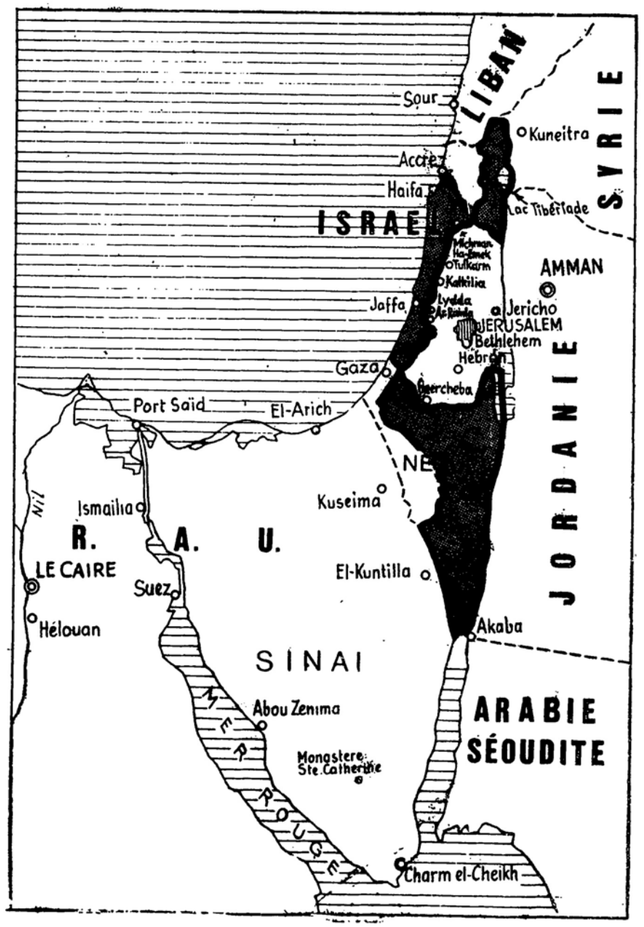
THE NAPALM . . . . THIS BARBAROUS ARM, PROHIBITED BY INTERNATIONAL LAW, HAS BEEN OFFERED TO ZIONIST WAR CRIMINALS BY THEIR SUPPORTERS, THE AMERICAN IMPERIALISTS, TO BE USED AGAINST ARAB PEOPLE.



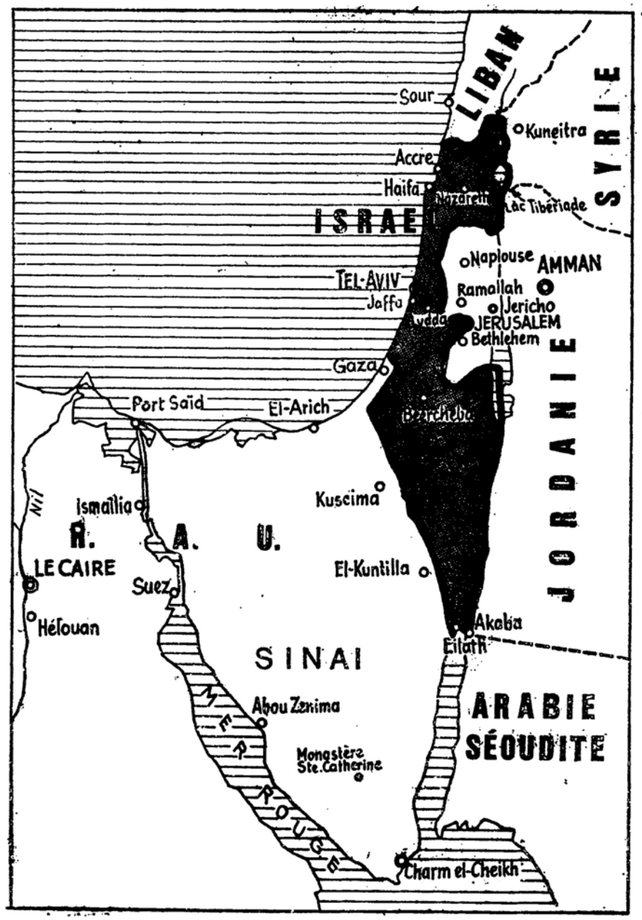


WAR HAS ITS VICTIMS, BUT WHEN ZIONIST BARBARITY MASSACRES CHILDREN WE MUST, ALL OF US, EXCLAIM : HALT !! TO THE AGGRESSORS, HALT !! TO ALL THOSE WHO SUPPORT THE ZIONIST CRIMINALS . . . . NAZIS HAVE MASSACRED JEWS . . . . WHY THEN ARAB CHILDREN OF PALESTINE SHOULD BEAR SO MUCH SUFFERINGS ?... CONSCIOUSNESS OF EACH OF US SHOULD ASK ITSELF THE SAME QUESTION . . .

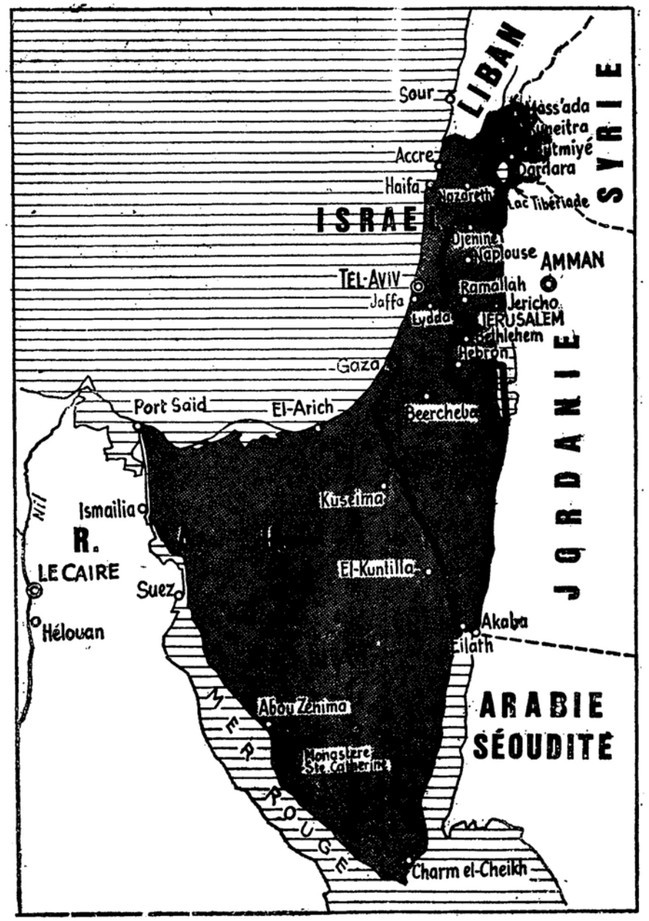
Fierce expansionism. **The Partition Plan:** the plan for division of Palestine adopted by the United Nations in 1947.



The actual border of Israel according to the armistice agreement in 1949 until the aggression on 5 July 1967.



Zones occupied at present by Isra l military forces.



Un expansionnisme forcené

PREMIERE CARTE :

Le plan de partage de la Palestine établi par l'ONU en 1947.

DEUXIEME CARTE :

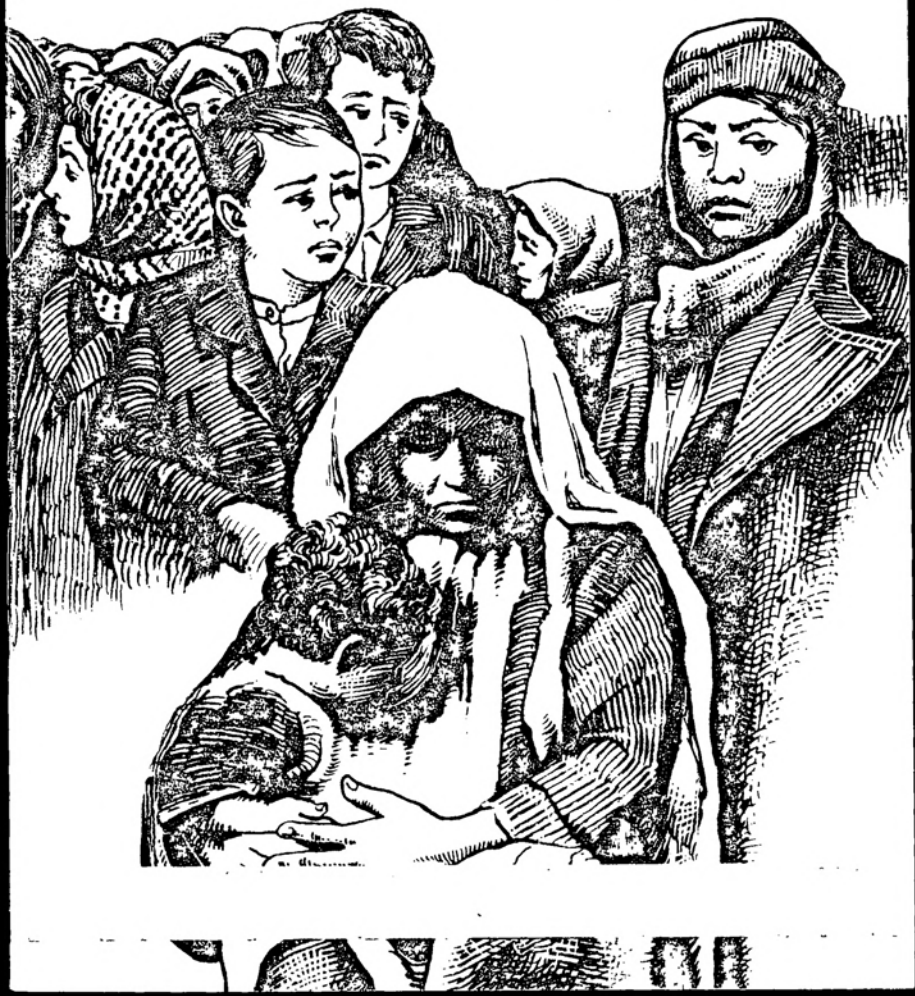
Les frontières réelles d'Israël à partir de l'armistice de 1949 et jusqu'à l'agression du 5 juin 1967.

TROISIEME CARTE:

Les zones occupées aujourd'hui par les troupes israéliennes.

LA TRAGEDIE DES REFUGIES

ARABES PALESTINIENS



LA TRAGEDIE DES REFUGIES

ARABES PALESTINIENS

Le Problème des réfugiés palestiniens arabes reflète une image monstrueuse de la force qui prime le droit, du piétinement de la justice, du défi à la dignité humaine, de complot ourdi par certaines grandes puissances pour la destruction des lois internationales et des droit de l'homme.

L'Organisation des Nations Unies qui consacre cette année sa commémoration à l'affaire des réfugiés dans le but d'éveiller la Conscience humaine, et d'inciter les peuples et gouvernements du monde à trouver une solution juste et équitable à cette cause, est invitée avant toute autre nation ou organisation mondiale, en sa qualité de responsable de la portection du droit de l'homme et du renforcement de la paix, à mobiliser conjointement et en toute sincérité ses efforts afin d'aboutir à une solution au problème des réfugiés palestiniens. Ce problème qui, le moins qu'on puisse en dire, demeure depuis déjà 18 ans, une des plus déchirantes tragédies du siècle.

Dans cette publication que nous soumettons à la connaissance de l'opinion publique mondiale, notre but n'est pas d'énumérer toutes les circonstances et équivoques à travers lesquelles a passé le problème des réfugiés palestiniens, ni d'exposer les péripéties de son évolution, pas plus d'ailleurs que de mettre en évidence les faits marquants qui accusent les pays Colonialistes dans leur aide au Sionisme mondial responsable en premier lieu d'avoir délogé et chassé le peuple palestinien de son foyer et de ses biens. Mais nous nous bornerons en toute simplicité et foi à tracer un tableau vivant et vrai de cette tragédie dans l'espoir d'éveiller la Conscience des peuples du monde entier et de les inciter à imposer aux gouvernements et aux responsables le respect du droit et de la justice et, par ce fait, permettre le retour des citoyens palestiniens arabes à leur terre natale qui leur a été arrachée par le Sionisme mondial.

La tragédie des réfugiés palestiniens s'est vue naître en 1948 au moment où le Sionisme mondial s'empara de la Palestine par la force et la violence chassant les habitants arabes de leur territoire et les dépouillant de leurs biens.

Avant la première guerre mondiale, le peuple arabe de Palestine déployait tous ses efforts et possibilités pour acquérir son indépendance du joug Ottoman.

Quand la guerre éclata, les Anglais s'étaient officiellement engagés envers les Arabes à réaliser leurs aspirations nationales et à leur accorder leur indépendance, y compris celle de la Palestine. Cela eût lieu en 1916.

A la fin de la guerre, quelles ne furent la surprise et la déception des Arabes de se voir leurrés par l'Angleterre qui avait lâchement conclu avec ses Allies les traités secrets tendant à se partager les pays arabes et à les soumettre au mandat français et britannique. Cette déception des Arabes attteignit son comble quand ils apprirent par la suite que l'Angleterre avait promis solennellement à l'Organisation Mondiale Sioniste de fonder en Palestine un Home national. Ce fut la promesse de Belfour en 1917.

L'Angleterre qui en cette date ne jouissait d'aucune scorte d'autorité ni d'un droit fondé sur la Palestine, avait sans scrupules et délibérement donné aux Sionistes afin d'y établir une patrie au pays appartenant de facto et de droit au peuple arabe de Palestine, seul qualifié à décider de son auto-détermination.

Toutes les déclarations et informations les plus courantes et que personne n'ignore, indiquent qu'en 1918 et même avant cette date, Musulmans et Chrétiens arabes formaient en Palestine une proportion de 93% de la totalité

de la population tandis que les Juifs n'en représentaient qu'une minime proportion de 7%. En outre les palestiniens arabes possédaient et disposaient de plus de 97%, de l'ensemble du territoire àlors que les Juifs, eux, n'en detenaient que 2%.

* * *

Comment se présente actuellement la situation :

1) Les Sionistes occupent aujourd'hui plus des 3/4 du territoire de la Palestine.

2) Les Arabes de Palestine, habitants légitimes du pays, ont été contraints de quitter leur terre par des actes de violence, de massacre, et de terreur barbare, leurs biens ayant été confisqués; leur nombre s'élève environ à un million et quart d'émigrés, dont un demi million errent à travers le Monde et 3/4 de millions vivent sous les tentes, souffrant de la misère, des maladies et des fléaux naturels, tandis que leur propre pays et leurs propres habitations son occupés par des étrangers venus de tous les coins de la terre, sans aucun lien eutre eux (pas même celui de la langue) hormis la doctrine Sioniste.

3) L'indépendance de la Palestine, le droit de sa population de jouir de la souveraineté et d'exercer son activité humaine au sein de sa patrie, furent abominablement réduits à néant par l'agression monstrueuse des Sionistes, agression qui ne diffère en rien de l'atrocité barbare des fascsites, ennemis de l'humanité.

4) Plus de deux millions de juifs étrangers ont pénétré de force en Palestine au vu et au su de l'Organisation des Nations Unies, passant outre les principes de la déclara

tion des Droits de l'homme signée par plus de Cent nations au monde et dont les premiers articles stipulent que chaque homme peut vivre en toute sécurité dans son pays et son foyer.

* * *

La tragédie des Réfugiés Palestiniens a été préméditée et réalisée depuis déjà trente ans. Elle a été l'œuvre d'un complot Colonialiste Sioniste visant à assurer une patrie pour les juifs à une époque où ni le fascisme ni le nazisme n'avaient pas encore fait leur apparition pour faire prévaloir une thèse d'oppression, car ni en 1920 ni en 1930 et nulle part en Europe, les juifs n'étaient persécutés.

* * *

Le Colonialisme représenté par l'Angleterre, et le Sinonisme mondial en 1918, ont collaboré en commun à la création d'un Etat Sioniste en Palestine et ce, avec un esprit, dont le moins qu'on puisse dire, est qu'ils est contraire aux normes les plus élémentaires du Droit et de la Loi. En effet l'Angleterre a autorisé et encouragé l'immigration juive en Palestine, ce qui augmente le nombre des juifs

de 600 mille émigrés de même que la proportion des terres leur appartenant atteingnit 7,5%. Le but poursuivi par le Sionisme était l'établissement d'un Etat juif en Palestine, tandis que celui que se proposait le Colonialisme britannique était de dérober aux arabes de Palestine leur droit au sein de leur propre patrie et l'otroi de la terre palestinienne au Sionisme mondial.

La terreur et le massacre des innocents arabes palestiniens dans leur patrie, la créations des organisations terroristes Sionistes et le silence de l'Angleterre en tant que pays mandataire responsable des actes de sabotage sioniste et responsable devant la Société des Nation de la sécurité du peuple palestinien, voilà des vérités que l'opinion publique mondiale devrait connaître pour juger de la portée considérable et des réelles dimensions de la tragédie des Réfugiés Palestiniens.

Nous soumettons ci-après, qulques réalités concernant les organisations juives militaires clandestines, qui déployaient une activité terroriste en Palestine durant le mandat britannique, réalités relatées conformeement aux

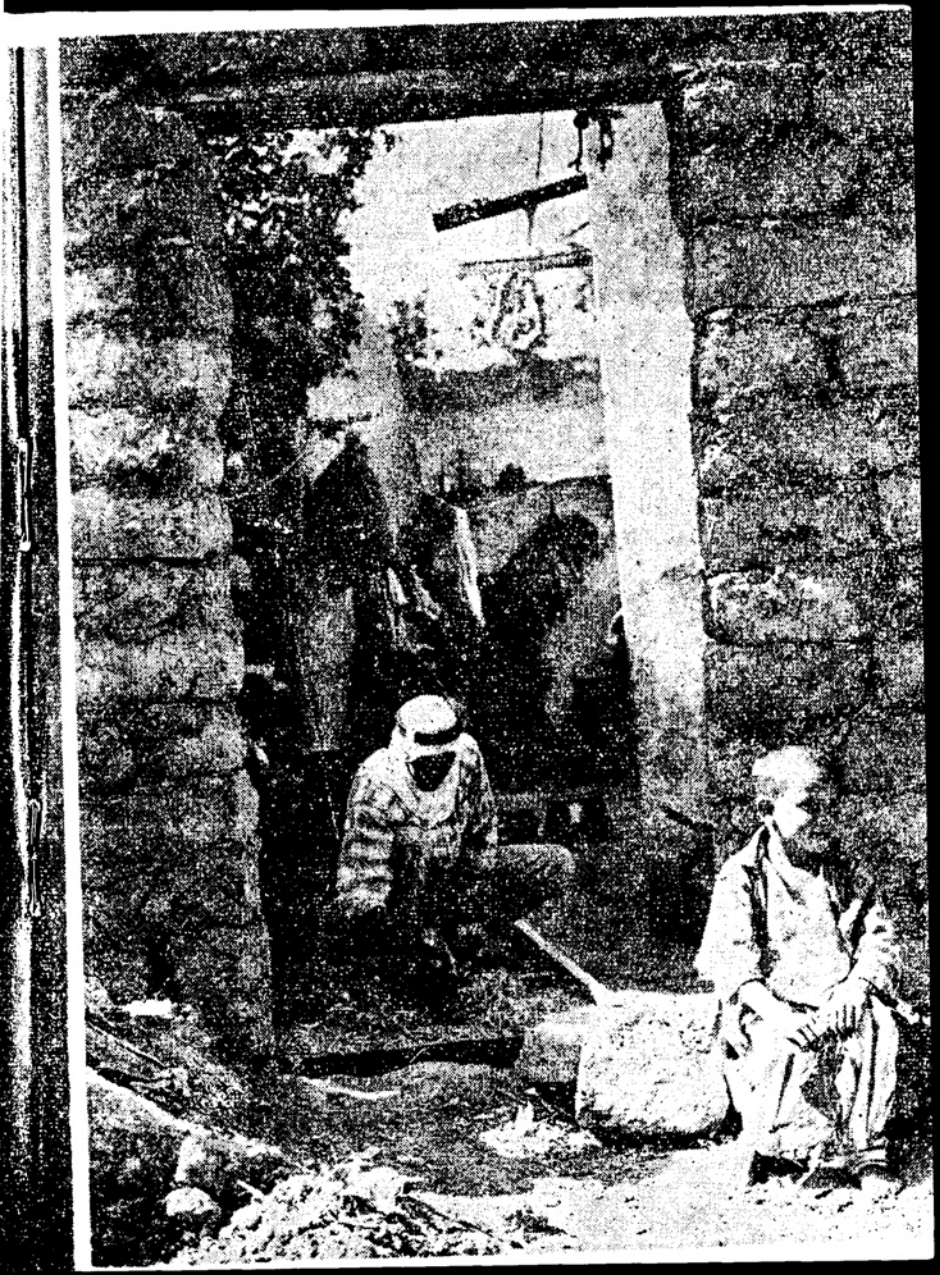
rapports des Commissions d'enquête Anglo-Américaines :

1) **L'Organisation de la Hagana et du Palmeac** : Organisation militaire armée composée de :

— Juifs citadins dont le nombre est d'environ 40.000 hommes et femmes.

— Armée de terre secrète recrutée parmi les agents de police des quartiers juifs, d'environ 16.000 hommes.

— Une force armée à l'état de mobilisation continue connue sous le nom de Palmeac d'un effectif de 2.000 hommes en temps de paix et 6.000 en tmeps de guerre.



2) **L'Irgun Zsvaî Leumin,** est une Organisation nationale militaire fondée en 1935 avec un effectif de 3.000 à 5.000 combattants.

3) **Le Groupe Stern,** est une bande armée d'environ 200 à 300 hommes recrutés parmi les fanatiques dangereux.

Toutes ces organisations terroristes Sionistes répandaient la terreur en Palestine depuis 1935 sur instruction de l'Agence Mondiale Juive.

Voici quelques spécimens des opérations terroristes effectuées par ces organisations Sionistes :

— Attaque armée des voies ferrées, des gardes côtières maritimes, et des raffineries pétrolières à Haîfa.
— Attaque armée des stations de radar et des aérodromes.
— Attaque armée des ports et des équipes ouvrières de chemins de fer.
— Opérations de terreur sur les populations arabes palstiniennes et attaque armée nocturne dans leur villages, avec massacre et mutilations des villageois arabes.

Ces actes sauvages d'agression, les Sionistes intrus les ont commis contre les arabes

de Palestine avant 1948 année durant laquelle ceux-ci furent chassés de leurs demeures et transformés en réfugiés.

Nous nous contenterons de relater quelques exemples des actes de terrorisme dont les Sionistes fascistes sont les auteurs reconnus, et ce, dans l'intention de chasser les palestiniens arabes de leurs maisons et semer la terreur parmi ceux qui n'avaient pas encore été touchés afin de les contraindre à fuir en laissant leurs domaines et leurs biens.

Les massacres de Deir-Yassin :

Le 9 avril 1948 une force armée juive composée de 500 hommes et equipée de mit-

railleuses et d'armes automatiques a effectué une «razzia» sur le village de Deir-Yassin. Elle s'est acharnée sur la population et a failli l'exterminer entièrement. La bande juive a rassemblé sur la place publique du village les hommes, les femmes, les enfants, et les personnes âgées puis un feu nourri de mitrailleuses et de grenades fut dirigé sans pitié sur les habitants; ceux qui ne succombèrent pas sur le coup furent achevés par des couteaux, des sabres .. . Jamais dans les annales de la barbarerie un pareil massacre n'a été commis, un massacre sanguinaire où les victimes, la plupart des jeunes, des femmes et des vieillards gisaient sur le sol dans une mare de sang, percés de balles, tandis que leurs boureaux se faisaient un plaisir de contempler le spectacle sanglant.

La cruauté du terrorisme des Sionistes a atteint son apogée quand ceux-ci s'amusaient à parier sur le sexe de l'enfant dans la ventre de sa mère, poussant leur monstruosité jusqu'à éventrer sauvagement les femmes enceintes pour s'emparer de l'objet de leur pari.

Durant cette nuit sinistre, les terroristes sionistes ont massacré plus de 250 victimes.

Churchill et son ministre des Colonies à cette époque se sont bornés à déclarer que : «Cette agression est un acte de cruauté, elle témoigne d'une barbarie criminelle faisant suite à une longue chaine d'agressions que les sionistes ne cessent de commettre jusqu'à présent.»

Le massacre de Kibya : Le 14 oct. 1953, les Sionistes ont commis dans le village jordanien de Kibya un violent massacre des arabes palestiniens habitant ce village; voici la description du déroulement de ce crime :

«A neuf heures et demie, dans la nuit du

14 octobre 1953, le village s'est transformé soudain en un enfer. Des bombes de Morter en provenance du côté israélien, ont été lancés avec précision sur les habitants, provoquant la destruction d'une grande partie de la localité et l'enterrement des victimes sous les décombres. Aussitôt après, un demi bataillon de l'armée régulière israélienne a encerclé le village pour empêcher la fuite des survivants et a entrepris un massacre atroce dans lequel femmes et enfants ont été égorgés de sang froid. Des témoins neutres et objectifs ont affirmé la véracité de cette tuerie collective.

Massacre de Kafr Kassem : Ce massacre dépasse dans son atrocité celui de Kibya et même ceux commis par les Nazis. Kafar Kassem est un village palestinien situé dans le territoire occupé par les israéliens. Sa sécurité dépend donc de ceux-là mêmes qui l'ont attaqué.

Dans cette tuerie, la police israélienne a anéanti cinquante et un villageois arabes alors qu'ils rentraient chez eux, le soir, des champs où ils travaillaient. Ce crime n'avait absolument aucune raison, n'était-ce la soif des sionistes pour le sang arabe. Douze femmes et dix enfants de 14 à 17 ans ont été trouvés parmi

les victimes; sept autres avaient de deux à douze ans. Treize autres enfants étaient grièvement blessés.

Ainsi donc, en recourant aux massacres collectifs, aux attentats successifs aux bombardements des habitations palestiniennes, le Sionisme voulait déloger les propriétaires légaux de leurs foyers, pour s'y installer à leur place.

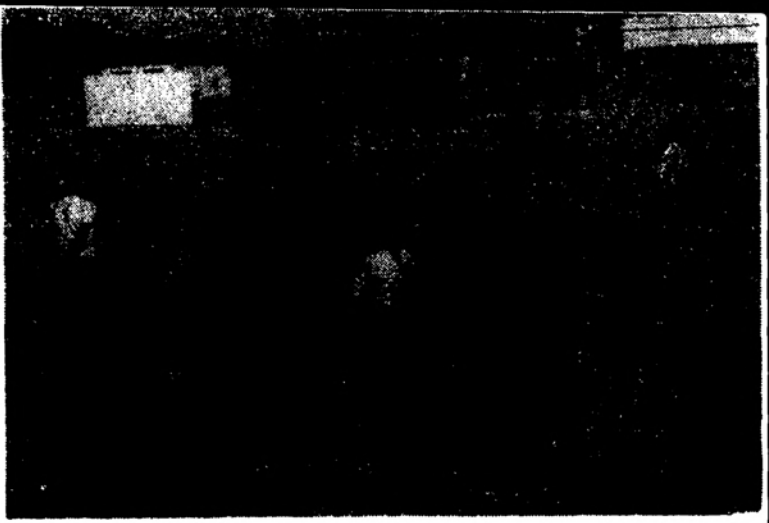
Ces évènements ont amené le Conseil de Sécurité à intervenir. Mais, au moment où l'Assemblée génrale des Nations-Unies était réunie en Avril 1948 pour discuetr le projet de la remise de la Palestine sous tutelle internationale, et au moment où le Conseil de Sécurité récla-

mait vigoureusement la cessation de tous les actes de terrorisme, de violence et de sabotage, à ce moment même, les leaders sionistes ont décidé le déclenchement de vastes opérations militaires contre les villes et villages arabes, afin de forcer le plus grand nombre des habitants civils à quitter leur pays. Ainsi se créa donc le problème des réfugiés palestiniens dont le nombre dépasse aujourd'hui un million et quart, qui endurent depuis 18 ans la vie sous les tentes et les conditions les plus inhumaines, tandis que leurs terrains, leurs villes et leurs villages, où ils ont vécu et qu'ils se sont succédé de père en fils pendant des centaines d'années, à construire et développer, sont passés aux mains des usurpateurs sionistes.

Y aurait-il un seul homme de conscience au monde pour croire que l'Amérique, la Grande Bretagne et les autres puissances colonialistes ont admis sinon provoqué cette catastrophe ?

A la suite de ces crimes sionistes faisant fin des principes des droits de l'homme et de sa dignité, l'Organisation des Nations Unies a pris un nombre de décisions réclamant le retour des palestiniens à leur patrie, la Palestine

Le simple fait de venir en aide aux réfugiés



palestiniens n'a guère pu donner une solution au problème et ne peut être considéré comme remède à cette tragédie. Car les réfugiés palestiniens qui subissent la pauvreté et la misère sont determinés à retourner dans leur pays. Il n'y a pas une loi ni une législation juste au monde qui pourrait les priver de ce droit sacré

Pour ces réfugiés, le problème n'est pas de s'installer dans les pays où ils sont, mais de recouvrer leurs droits et retourner à leur foyer usurpé.

En décembre 1948 l'Organisation des Nations Unies a pris la résolution No. 194 III) stipulant notammant :

(Si les réfugiés choisissent le retour dans

leur pays pour y vivre en paix avec leurs voisins, il doit leur être permis de le faire dès que cela est pratiquement possible. Ceux qui ne désirent pas retourner auront droit à une indemnité pour leurs biens et pour toute lésion ou perte dans ces biens, qui leur sera payée par le gouvernement ou les autorités responsables conformément aux règles du droit ou usage international).

Puis, l'O.N.U. a poursuivi ses résolutions à ce sujet, si bien que leur nombre a atteint 70 résolutions principales, toutes affirmant clairement le droit des arabes palestiniens à retourner dans leur pays. Cependant, Israël a persisté à ignorer ces résolutions et à s'opposer à leur exécution.

Tout celà fait ressortir deux caractéristiques d'Israël et du Sionisme mondial qui a créé cet Etat : 1° - la rebellion contre l'O.N.U. dont Israël est devenu membre. 2° - le recours à la force et au terrorisme pour réaliser les desseins du sionisme mondial dans l'occupation de la Palestine.

Ces gens qui ont propagé dans le monde entier les crimes qu'ils ont subis de la part des nazis, sont eux-mêmes les successeurs des nazis et ne cessent de perpétrer encore les crimes les

plus atroces contre les palestiniens.

La deuxième guerre mondiale a été déclenchée pour mettre fin à la mentalité et aux agissements fascistes. Mais le sionisme est venu succéder au fascisme et prendre la relève dans cette mentalité et ces agissements.

Il est surprenant de constater que nul pays au monde n'a été aussi souvent blâmé et condamné par les organisations principales de l'O.N.U. qu'Israël, à la suite des actes qu'il a commis contrairement à la Charte internationale et en piétinant les droits de l'homme et les règles les plus simples de la dignité humaine.

Ces dizaines de résolutions de l'O.N.U. invitant Israël à permettre le retour des réfugiés palestiniens dans leur pays, constituent en

elles-mêmes un document qui condamne Israël ainsi que les forces impérialistes qui l'appuient.

Serait-ce donc la logique de la force qui régirait les relations entre les peuples ? L'Organisation des Nations Unies qui appelle en ce jour les Etats et les Peuples du Monde à se dresser pour appuyer la cause des réfugiés et à leur restituer leurs droits, est appelée elle-même à chercher les moyens pratiques pour faire respecter la justice, mettre fin à l'usurpation, et punir les coupables qui ignorent l'homme et font fin de son droit à vivre dans la dignité et dans sa patrie.

La tragédie des réfugiés palestinens n'est pas simplement une tragédie régionale. Elle est celle de tous les peuples qui aspirent à la paix et à la sécurité dans leurs patries. Le peuple arabe n'est pas seul responsable de la solution de la question des réfugiés palestiniens, car l'agression sioniste subie par le peuple de Palestine est une agression contre les principes de l'Humanité même. Il est donc du devoir de tous les peuples, de l'opinion mondiale, de tous les Etats épris de paix et de justice, de coopérer pour mettre fin à cette injustice et pour faire restituer le droit usurpé à son titulaire légitime.

Que le nombre des réfugiés palestiniens

soit un million ou un millier de vagabonds, les responsables de leur sort doivent être chatiés et les réfugiés doivent recouvrer leur patrie afin que les innocents ne perdent pas toute confiance en la justice et les principes humains.

La vie que mènent les réfugiés palestiniens aujourd'hui est une vie de misère et de privation. Ils la supportent certes . . . mais non parce qu'ils s'y adaptent . . . car il n'y a pas un homme ou un peuple au monde qui puisse admettre une vie d'humiliation et de besoin . . . S'ils la supportent encore c'est parce-qui'ls sont décidés, et entièrement déterminés à récupérer leur patrie, leur terre, leur foyer, le fruit de leur efforts et ceux de leurs ancêtrs dans la construction et le développement de la Palestine.

Les réfugiés palestiniens attendent encore que l'opinion mondiale appuie leur cause qui est une cause de droit et de justice. Il n'y a pas une force capable de leur faire oublier la revendication de leur droit de récupérer leur patrie. Leur regard restera tourné vers la Palestine .. . Ni le temps ni la misère ni les complots de l'impérialisme et du sionisme ne sauraient donner à l'injustice et à l'usurpation le caractère de légailté et de légitimité.

NEW NAZISM
IN THE MIDDLE EAST

NEO-NAZIS
AU MOYEN-ORIENT

Napalm-inflicted burns - the gift of Zionism to humanity

Le Napalm : Grand Cadeau du Sionisme a L'Humanité

Destitute Refugees... Victims of the New Nazism of the Twentieh Century

Des Réfugiés... Victimes du Nazisme de la Seconde Moitié de ce Siècle

Foreign Diplomats Visit Napalm Victims in Syria

Les Membres du Corps Diplomatique en Syrie Visitent les Victimes des Bombes au Napalm

Nazi-fashion Atrocities

The Zionist-imperialist aggression of Israel against the Arab people in the Middle East has been accompanied by acts of terror and barbarism that prove the Israeli Zionists to be the New Nazis of the twentieth century.

In addition to the expulsion of hundreds of thousands of peaceful people from their homes and lands and their consequent reduction to the destitute life of refugees, there have been indiscriminate acts of slaughter of civilians — old men, women and children — in Sinai and the Gazza strip, on the Western bank of the Jordan and in Syria, as well as the use by the Israeli forces of the internationally-prohibited napalm bombs, the looting of towns and villages, the bombing of hospitals and other atrocities.

In Sinai the Israelis had their tanks roll over helpless Egyption war prisoners while they sadistically enjoyed the horrible sight of slaughter and the mingling of steel-crushed human flesh with the sands of the desert. This has been reported by the International Herald Tribune.

The needless bombing of civilians in arab towns and villages by incendiary and napalm bombs from Israeli planes has been reported by members of medical missions in Jordan and Syria. Doctor Kemal Bakh'azi reports that 25 % of the cases in the hospital where he works in Jordan have been napalm wounds of an approximate diameter of 10 cms., that 75 % of the war injuries treated by the medical mission which he heads have been napalm-inflicted, Other members of the medical mission, Drs. K. Karam, Z. Asali, F. Kilani. and Z. Hawa report that napalm-injured Jordanians were cruelly beaten by Israeli troops after the infliction of their injuries. Drs. J. Thabet and N. Cortas, of the medical mission operoting at the Mezze hospital in Damascus, report that of the 30—40 patients in each of the hospital wards, 8 to 10 suffered from napalm-inflicted burns and wounds.

These reports and the inhuman acts of the Israelis are not be wondered at because Israel, the imperialist base of aggression in the Middle East, has always maintained the motto of upholding its existance through killing, burning and destruction. Israel does this shamelessly in the second half of the twentieth century with the imperialist power. The correspondent of the Czechslovak News Agency has reported having personally seen 300 cases of napalm-inflicted injuries in the hospitals of Damascus. The Tass News Agency special correspondant in Palestine has reported needless and indiscri-

minate killing by the aggressor Israelis.

Other acts of terror perpetrated by the invading Israelis against the Arab people include the ejection of 200 Arab families from their homes in the Old City in Jerusalem and the expelling of the inhabitants of Syrian border villages after a few-minutes warning, and the shooting on the spot of those remaining in their homes after the time limit set by the Israel army.

Arab towns and villages have been destroyed; the homes of their inhabitants have been electrified by the invading Zionists to force people out—exactly as Hitler used to do to the Jews. Over 100 thousand Arabs have been expelled from the western part of Jordan in less than a week and over 50,000 persons in Syria, in two days. This has been reported by Lawrence Mitchelmore, UNRWA Commissioner in the Middle East.

Zionist Chain of Terror

The new atrocities of the Zionists are in full keeping with their record and the philosophy of their fanatic movement. Indeed, Zionism is a fanatical movement which aims at the maintance of an aggressive national state in another people's country. The Zionist aims, being illegal, can only be achevied by violence and illegal means. For it is not in the nature of fanatics to acknowledge the claims of any code that interferes with their aims.

Under British mandate in Palestine, the Zionists commited acts of terror against the Arabs and the British; and since the creation of Israel, they have maintained an endless chain of terror. In the infamous massacre of Deir Yasseen(1948) the Zionists slughtered peaceful Arab villagers — men, women and children. These included 25 pregnant women whose bodies were deliberately ripped open with bayonets 52 mothers with babies at their breasts. Of the Kibye massacrs (1953), Father Ralph Gorman said in the « Sign », the National Catholic Magazine of America : The Nazis never used terror in a more coldblooded way than the Israelis in the massacre of Kibya.

In the terrible massacre of Kafr Kassem (1956), 51 Arab villagers were killed by Israeli police machine gun fire. The villagers were returning home from their fields. The excuse for the masscre was the victims failure to observe a curfew which had not been declared. Its real cause was Zionist thirst for Arab blood.

The New Nazis

The fact is that the Arab people have been plagued with the Zionists, the new Nazis of the twentieth century. The aim of the Zionists is to exterminate the Arabs, take their lands, destory their towns and villages, slaughter them in a Nazi-like fashion and establish themselves as an imperialist base of aggression, destruction and expansion.

The Ziontsts believe that they can establish themselves in the Middle East only through the extermination of the Arabs. It is ironic, as Profes-

sor Toynbee has justly remarked, that the Jews who were the victims of Nazism should now uphold Nazi terror and, as Zionists and Israelis, use Nazi methods in their aggressions against the Arabs.

This is not mere accusation. The Israeli Herut leader and now member of the Israeli cabinet, M. Begin, has said that acts of terrorism satisfy in the Jews a suppressed desire for revenge. He has also said that massacres are a pre-requiste condition of the rise of Israel. The Zionist philosopher Perdshevesky has said: The Jewish people should act through the sword and not through the Torah. A Zionist pioneer, the Revisionist Jabotensky, has said : The sword is not a German invention but a possession of our ancestors !

The fanatic Zionists have directed their suppresed desire for revenge and criminal terrorism against the Arabs. They have committed acts of cruelty and barbarism reminiscent of the worst crimes of the Nazis. They have come to consider every means — cruelty, crimes, massacres, destruction, the destitution of innocent people—justifiable to achieve their fanatic aims. They have used napalm bombs and other weapons of destruction to achieve aggressive ends, and would have used even the atom bomb if they had had it. Indeed, the fanatic new Nazis would stop at nothing in the pursuance of their dreams of expansion and aggrandisement.

The peace-loving peoples of the world should be alert to the new Nazis. For those who filled the world with protests against Jewish persecution have become the adept disciples of the Nazis and continue to commit crimes against the Arab people and humanity. World War II put an end to Fasscist rule but Zionism and Israel have kept alive Fascist mentality and behaviour.

The recent crimes of the Zionist new Nazis have resulted in the reduction to refugees status of 150 thousand more Arabs. Most of these are in terrible plight : they have lost everything and their neighbours and close relatives have been either ruthlessly butchered or napalm-bombed by the Zionists.

The world cannot afford to remain indifferent to the crimes of the new Nazis. Arab lands and the Arab people are now their immediate victims. But their mentality and behaviour — the menality of crime, ruthlessness and napalm bombs — will soon invade other parts of the world, when all civilisation and the whole of humanity will be in serious peril and great danger.

Wondering in Search of a Shelter -- Arab Victims of American Imperialism

Johnson et l'Impérialisme sont-ils Satisfaits ?... les Envahisseurs Remplacent les Réfugiés

He has been hit by a napalm bomb
Israel stands on Corpses and Cruelty

Ils l'ont otulé avec le Napalm... pour qu'ysrael soit créé sur les cadavres et les corps brulés dés victimes

No home and no shelter — Terrible results of the Zionst-imperialist Aggression

Starvation-Vagabondage et sans-abris... conséquences de l'invasion de notre pays par l'Impérialisme et le Sionisme

The Zionists subject the Arabs to the horrors of a Nazi Persecution

L'Ironie du sort : les Arabes d'Aujourd'hui subissent par l'Action des sionistes ce que l'humanite avait subi par l'action des Nazis

LES ATROCITES A LA MANIERE DES NAZIS

L'agression impérialo-sioniste que vient de perpétrer Israël contre le peuple arabe au Moyen-Orient a été accompagnée par des actes de terrorisme et de barbarisme, rappelant les crimes nazis et prouvant que les sionistes israéliens sont les néo-nazis du 20e siècle.

Outre l'expulsion de centaines de milliers de gens pacifiques de leurs foyers et de leurs terres pour les réduire en réfugiés, des actes criminels et des massacres ont été perpétrés dont les victimes sont des viellards, des femmes et des enfants au Sinaï, à Gaza et sur la Rive Occidentale du Jourdan et en Syrie, sans parler toutefois de l'utilisation par les forces israéliennes des bombes au napalm, dont l'emploi est interdit sur le plan international, de la destruction des villes et des villages, et du bombardement des hôpitaux et d'autres atrocités.

Au Sinaï, les tanks roulèrent sur les prisonniers de guerre égyptiens, tandis que les Israéliens contemplaient sadiquement la vue des massacres des hommes dont la chair a été mélangée avec le sable du désert. Ceci a été rapporté par le journal « International Herald Tribune ».

Le bombardement par l'aviation israélienne des civils dans les villes et les villages arabes, avec les bombes incendiaires au napalm, a été rapporté par les membres des missions médicales qui ont visité la Syrie et la Jordanie.

Docteur Kémal Bakh'azi rapporte que 25 % des cas dans les hôpitaux jordaniens ont été causés par les projectiles au napalm d'un diamètre approximatif de 10 cm, que 25 % des blessés qui sont traités par la mission médicale qu'il dirige, ont été atteints par le napalm et que les hôpitaux et les ambulances n'ont pas été épargnés par les Israéliens.

D'autres membres de la mission médicale, Dr. K. Karam, Dr. Z. Assali, Dr F. Kilani et Dr. Z. Hawa, rapportent que les victimes du napalm en Jordanie, ont été cruellement battus par les troupes israéliennes. Dr. Thabet et Dr. N. Cortas, membres de la mission médicale opérant à l'hôpital de Mezzé (Damas) rapportent que parmi les 30 à 40 patients dans chacune des ailes de cet hôpital, 8 à 10 souffrent de brûlures causées par le napalm.

Ces rapports et les actes inhumains des Israëliens ne doivent étonner personne, parce que l'existence d'Israël, base impérialiste de l'agression au Moyen-Orient, est pleine de massacres et de destruction. Israël commet ces crimes, sans vergogne, dans la seconde moitié du 20e siècle avec l'encouragement des puissances impéria-

listes. Le correspondant de l'Agence tchécoslovaque d'informations, a indiqué qu'il avait contacté personnellement dans les hôpitaux de Damas 300 blessés qui ont été les victimes du napalm. Le correspondant spécial de l'Agence Tass en Palestine a signalé plusieurs tués dont la mort a été causée par l'effet du napalm.

D'autres cas du terrorisme perpétrés par les envahisseurs israéliens contre le peuple arabe sont à signaler : 200 familles arabes ont été chassées de leurs foyers dans la ville ancienne de Jérusalem, les habitants des villages-frontières en Syrie ont été expulsés à la suite d'un avertissement de quelques minutes. Ceux parmi ces habitants qui n'ont pas exécuté les ordres donnés par l'armée israélienne, ont été exécutés sur le champ.

Les villes et villages arabes ont été détruits : les maisons appartenant à leurs habitants ont été électrifiées par les envahisseurs sionistes pour forcer leurs occupants à les évacuer, exactement à la manière hitlérienne à l'égard des Juifs.

En moins d'un semaine, cent mille Arabes ont été expulsés de la Rive Occidentale du Jourdain, et plus de 50.000 personnes ont été expulsées, en deux jours, en Syrie.

Ces faits ont été signalés par M. Lawrence Mitchelmore, Commissaire Général de l'U.N.R.W.A. au Moyen-Orient.

Le terrorisme sioniste

Les nouvelles atrocités des sionistes sont en pleine conformité avec la philosophie de leur mouvement fanatique. En effet, le sionisme est un mouvement fanatique qui vise la création d'un Etat national agressif dans le pays appartenant à un autre peuple. Par conséquent, les visées sionistes, étant illégales, ne peuvent être réalisées que par la violence et les moyens illégaux. Car, il n'est pas dans la nature des fanatiques d'observer les prescriptions d'une loi quelconque qui s'oppose à leurs visées.

Sous le mandat britannique en Palestine, les sionistes commirent des actes de terrorisme contre les Arabes et les Anglais ; et depuis la création d'Israël, ils ont entrepris une chaîne ininterrompue d'actes terroristes. Lors du fameux massacre de Deir-Yassine en 1948, les sionistes massacrèrent de pacifiques villageois arabes (hommes, femmes et enfants). Vingt cinq femmes enceintes ont été délibérement éventrées avec des baillonnettes. 52 femmes avec leurs bébés ont été massacrées. Le Père Gorman a fait la déclaration suivante à la revue « SIGN » (Revue nationale catholique de l'Amérique) :

« Les Nazis n'ont jamais utilisé le terrorisme avec un sang-froid tel qu'il a été utilisé par les Israéliens lors des massacres de Kihya ».

Lors de l'horrifiant massacre de Kafr Kassem (1956), 51 villageois ont été mitraillés par la police israélienne. Ils revenaient des champs pour regagner leurs maisons. Le motif de ce massacre était que les victimes avaient omis d'observer le couvre-feu qui n'a pas été d'ailleurs décrété. Mais le motif réél était la soif du sang arabe.

Les néo-nazis

Les Arabes ont été affligés par les sionistes, les néo-nazis du 20e siècle. Le but des sionistes est d'exterminer les Arabes, d'usurper leurs terres, de détruire leurs villes et leurs villages, de les massacrer à la manière des nazis, et de s'établir en tant que base impérialiste d'agression, de destruction et d'expansion.

Les sionistes croient qu'ils ont la capacité de s'établir au Moyen-Orient en procédant à l'extermination des Arabes. « C'est ironique, comme le fait remarquer le Professeur Toynbee, que les Juifs qui furent les victimes du nazisme, adaptent maintenant le processus du terrorisme nazi, comme le font les sionistes et les Israéliens qui emploient des méthodes nazistes dans leurs agressions contre les Arabes ».

Il ne s'agit pas d'une simple accusation. M. Begin, leader du Parti Herut, actuellement membre du cabinet israélien, a déclaré que les actes de terrorisme satisfont un désire de revanche chez les Juifs. Il a déclaré aussi que les massacres constituent une condition primordiale de la naissance d'Israël. Le philosophe sioniste Perdshevesky a proclamé :

« Le peuple juif doit agir au moyen de l'épée et non de la Bible ».

Un pionnier sioniste, le revisionniste Jabotensky, déclara :

« L'épée n'est pas une invention allemande, mais une possession de nos aïeuls ».

Les sionistes fanatiques ont leur désir de revanche et leurs crimes terroristes contre les Arabes. Ils ont commis des actes plus cruels et plus horribles que ceux commis par les nazis.

Ils en arrivent à justifier tous les moyens pour arriver à leurs objectifs fanatiques : cruauté, crimes, massacres, destruction, destitution d'un peuple innocent etc...

Ils ont utilisé les bombes au napalm et autres armes de destruction pour parvenir à leurs objectifs agressifs. Dans ce but, ils n'auraient pas manqué d'employer la bombe atomique. En effet, les néo-nazis fanatiques ne s'arrêteront devant rien pour réaliser leurs rêves expansionnistes.

Les peuples épris de paix dans le monde doivent être mis en garde contre les néo-nazis. Ceux-là qui remplissent le monde de protestations contre la persécution des Juifs, sont devenus les disciples des nazis et continuent de commettre des crimes contre le peuple arabe et contre l'humanité. La Deuxième Guerre Mondiale mit fin au régime fasciste. Mais le sionisme et Israël ont ressuscité la mentalité et la conduite fascistes.

Les crimes récents des néo-nazis sionistes ont donné lieu à une nouvelle augmentation des réfugiés arabes de l'ordre de 150 mille. La plupart de ces réfugiés vivent dans des conditions terribles. Ils ont perdu tout ; même leurs voisins et leurs parents qui viennent d'être les victimes du napalm employé par les sionistes.

Le monde ne doit pas se permettre de rester indifférent devant ces crimes commis par les néo-nazis. Les terres arabes et le peuple arabe sont maintenant les victimes des néo-nazis dont la mentalité, la conduite et les bombes au napalm envahissent bientôt d'autres régions du monde, lorsque toute la civilisation et l'ensemble de l'humanité seront exposés à un péril sérieux et au grand danger.

Onsted form their lands and farms by Zionist Terrorism

Ils ont quitté leurs terres et leurs foyers pour rejoindre les convois des réfugiés victimes du Sionisme International

Hitler's Crimes were no Worse !

Hitler et le Nazism ont-ils commis des Crimes plus Horribles ?

Deformed face and hands — symbol of Zionist deformation of humanity

Les Envahisseurs sionistes l'ont Defigure.. L'Humanite doit s'attendre a une Nouvelle Defiguration

Published by :
Syrian Arab News Agency

Edité par L'Agence SANA

ELEMENTS

LA PAIX AU PROCHE-ORIENT NOUVELLES ALTERNATIVES

Noam CHOMSKY,

Nayef HAWATMEH, Itzhak BEN AHARON, Marek HALTER

APPEL AUX CHEFS DE LA RESISTANCE PALESTINIENNE

Muhammed ABU SHILBAYA

Albert MEMMI,

Fernand ROHMAN, Danièle LOSCHAK, Guido FUBINI, Heinz-Joachim HEYDORN, Gérard BRULÉ

COMITÉ DE LA [illegible] MOYEN ORIENT

1er TRIMESTRE 1971 . N° 7

ELEMENTS

Revue trimestrielle du Comité International de la Gauche pour la Paix
au Moyen-Orient
15, rue des Minimes, Paris-3e - Tél. 887-06-65

Rédacteur en Chef :

Clara HALTER

Rédacteurs en Chef adjoints :

Fernand ROHMAN, Danièle LOSCHAK

Comité de Rédaction :

Jacques DEROGY, Marek HALTER,
Michel-Antoine BURNIER, Bernard KOUCHNER
et
Albert MEMMI

Diffusion :

Publi-Univers, Paris

Directeur de Publication :

Clara MALRAUX

Le Bureau du Comité :

Mmes Clara HALTER, Danièle LOCHAK, Clara MALRAUX. Simone SCHWARZ-BART
MM. Michel-Antoine BURNIER, Jean CASSOU, Maurice CLAVEL, Charles DENNER, Jacques DEROGY, Jean-Pierre FAYE, Jean-Louis FERRIER, Lucien GOLDMANN, Marek HALTER, Vladimir JANKELEVITCH, Bernard KOUCHNER, Roger LALLEMAND, Morvan LEBESQUE, Albert MEMMI, Edgar MORIN, Yves PERSON, Jean-François REVEL, Fernand ROHMAN, Claude ROY, André SCHWARZ-BART, Pierre VERSTRAETEN, Robert ZITTOUN.

SOMMAIRE

EDITORIAL 3

La paix au Proche-Orient - nouvelles alternatives

Marek HALTER La Paix au Proche-Orient - Nouvelles alternatives 5
Noam CHOMSKY Le conflit israélo-arabe - Une perspective radicale 9
Nayef HAWATMEH La Résistance palestinienne et la solution pacifique 17
Itzhak BEN AHARON La lutte des classes en Israël 21
Albert MEMMI Pour une franche reconnaissance du fait national 29

La gauche européenne et le conflit israélo-arabe

Guido FUBINI Le rôle de la Gauche dans le conflit israélo-arabe 35
Heinz-Joachim HEYDORN La Gauche allemande et Israël 39

Opinions

Muhammed ABU SHILBAYA Un appel aux chefs de la Résistance palestinienne 43
Bernard-Henri LEVY Sionismes en Palestine 45

Le conflit israélo-arabe en librairie

Fernand ROHMAN « Moi, Juif palestinien » de Claude Ranel 49

Danièle LOSCHAK « Nasser » de Jean Lacouture 55

Gérard BRULÉ « Il conflicto arabo-israeliano » de Guido Fubini 60

Réactions et réponses...

Rahman MASRI, Elie ELIACHAR, Claude BRAUN, Joëlle ALLOUCHE, Francis GRUNCHARD, Y.S. et H.A.C., Ch. ROUVIER, « EL MOUDJAHID » 64

Les activités du comité international

67

Les textes de ce numéro ne peuvent être reproduits, traduits ou adaptés, qu'après accord préalable de la rédaction.

Les derniers événements au Proche-Orient ont, encore une fois, démontré la justesse de nos analyses et de nos prévisions.

Malheureusement, c'est avec un certain retard que nos amis palestiniens se sont rendus compte que « les luttes révolutionnaires ne s'exportent pas » (voir l'article de Noam Chomsky) et que la priorité aurait du être donné à la lutte contre le régime réactionnaire jordanien (voir l'interview de Nayef Hawatmeh).

L'internationalisme de gauche n'est pas un vain mot pour nous, il implique le soutien et la solidarité avec les luttes menées dans les différents continents. Nous avons au Proche-Orient accordé notre soutien à la lutte pour les droits nationaux des Palestiniens, et aux forces progressistes qui agissent au sein du monde arabe et en Israël. Mais nous avons pensé, et continuons à le faire, que notre devoir est de dire également ce que nous considérons être la vérité. Il est inconcevable que dans le cadre des luttes engagées par les différentes forces à travers le monde pour le changement des structures politiques et sociales, les forces de progrès au Proche-Orient ne se soient jamais rencontrées. Car dans cette rencontre réside la base même de toute action révolutionnaire dans cette partie du monde.

En ce qui concerne les problèmes nationaux, les problèmes de frontières, et les conflits entre Etats, nous l'avons dit et répété : les deux nations vivant sur le territoire de la Palestine au sein desquelles s'organisent et luttent des forces progressistes (voir l'entretien avec Itzhak Ben Aharon), ont toutes deux droits à une vie nationale dans le cadre de deux Etats indépendants.

Nous nous sommes toujours élevés contre les politiques d'annexions, mais également contre l'intervention des forces étrangères à la région. Les populations du Proche-Orient, et surtout celles d'Israël et d'Egypte, éprouvés par 25 ans de guerre ne sont plus en états de croire aux promesses (voir les derniers sondages en Israël où 56 % de la population considère que l'Egypte refusera la Paix véritable même si les territoires lui sont restitués, et les articles de Heykal dans « Al Ahram »).

C'est en agissant, en créant des précédents qu'on pourrait arriver à redonner confiance à ces populations, et dépasser ainsi les antagonismes nationaux qui sont sans doute des étapes nécessaires

(voir l'article d'Albert Memmi), mais devraient être considérés dans une perspective révolutionnaire qui aboutirait au dépassement de ces antagonismes.

Notre responsabilité est grande, car soutenir, c'est aussi engager ceux que l'on soutient. Ne pas avoir le courage de faire une analyse véritable des situations et d'en tirer les conséquences, c'est partager la responsabilité des situations tragiques ainsi engendrées.

Quelles que soient les chances des tentatives actuelles pour parvenir à une solution pacifique, dont nous n'avons jamais désespéré, l'essentiel pour nous, c'est de ne pas perdre de vue les perspectives qui sont les notres, dans cette partie du monde comme ailleurs.

C'est pourquoi nous plaçons encore notre espoir dans la gauche, et continuons de penser que c'est à elle, à nous, de montrer que sur la base d'une conception commune de l'avenir, les forces progressistes et avec elles les peuples qu'elles représentent, peuvent trouver et proposer les modalités d'une entente. C'est la seule force qui pourrait faire bouger les puissances et les gouvernements de la région, et les amener à faire des concessions réciproques indispensables à toute solution durable.

Seule une entente entre Israéliens et Palestiniens permettrait enfin la création d'une véritable force révolutionnaire au Proche-Orient.

Nous sommes étonnés du nombre et de la notoriété des gens de gauche, dans tous les pays, qui se sont rapprochés de nos positions, nous l'écrivent, nous le disent ; il nous paraît temps que ce mouvement prenne publiquement toute son ampleur. Car la Gauche doit cesser d'être absente et exercer en faveur de la paix une pression dont la tonalité ouvrira déjà sur le combat révolutionnaire.

LA PAIX AU PROCHE-ORIENT NOUVELLES ALTERNATIVES

par Marek HALTER

Les événements et les initiatives diplomatiques se succèdent au Proche-Orient. Nous avons été les premiers à vouloir démontrer qu'une entente entre Palestiniens et Israéliens d'une part, Israéliens et Arabes de l'autre était possible, non dans l'intérêt des puissances impérialistes, mais sur un programme auquel les forces progressistes de la région pourraient souscrire. Pour faire accepter cette idée, nous devions préciser notre but : il s'agit, au Proche-Orient comme ailleurs, de provoquer un changement profond des structures politiques et économiques. Or la prolongation d'une guerre conduite sur des mots d'ordre nationalistes interdit pour l'instant toute mobilisation des masses en vue des luttes sociales. (La fin rapide des grèves de Hélouan en Egypte, et d'Ashdod en Israël en ont été la preuve). Mais si l'on considère la paix dans cette partie du monde comme un moyen de dépasser les antagonismes nationaux et de donner la priorité aux antagonismes de classes, il est nécessaire de rechercher attentivement les moyens d'y parvenir.

1) Une partie de cet article a été reproduite dans « Le Monde » du 2 avril 1971.

Plusieurs facteurs interviennent dans le conflit du Proche-Orient : les Etats arabes, l'Etat d'Israël, le peuple palestinien, les deux grandes puissances enfin. La combinaison de ces différents éléments permettait d'envisager plusieurs solutions. La première, qui eût été évidemment la meilleure, était une entente entre Israéliens et Palestiniens. Mais celle-ci a été rendue impossible jusqu'à présent par leur refus mutuel de reconnaître l'existence nationale de l'autre - refus peut-être plus catégorique encore de la part des Palestiniens. La seconde solution était une entente entre l'Egypte, qui représente la force la plus importante du monde arabe, et Israël. Mais on s'est trouvé ici devant une contradiction : pour faire un pas en direction d'un règlement négocié, Nasser avait besoin de la récupération des territoires occupés, qu'il aurait pu transformer en victoire politique. Or les Israéliens, de leur côté, n'étaient pas prêts à faire une telle concession aussi longtemps que leur exigence fondamentale - la reconnaissance - n'était pas acceptée. Il s'en est suivi un enlisement du conflit et une dépendance croissante des pays de la région vis-à-vis des grandes puissances, dont la pénétration au Proche-Orient s'est ainsi renforcée.

le problème palestinien

Il ne restait donc plus qu'une seule possibilité : une paix imposée par l'intermédiaire de l'O.N.U. et du Dr Jarring, dans l'intérêt des grandes puissances. A cette fin, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis devaient avoir le contrôle quasi-total des forces en présence. Les Palestiniens seuls leur échappaient. Les deux Grands ont donc, chacun à leur manière, entrepris un travail de « récupération » : les Etats-Unis ont utilisé leurs amis ou agents pour une tentative de noyautage, tandis que l'Union Soviétique, a préféré la séduction en invitant Arafat à Moscou, puis a créé un groupe de fedayin d'obédience communiste, « les partisans ».

Mais cette double stratégie ne pouvait qu'échouer, dans la mesure où la structure groupusculaire de la résistance palestinienne, ainsi que son

manque d'unité politique, organisationnelle et idéologique, lui interdisaient de s'engager dans un processus différent de celui dans lequel elle était enfermée depuis toujours, à savoir la guerre. Il restait donc à ceux qui préféraient une « solution pacifique », à liquider - ou tout au moins à mettre en veilleuse - les revendications palestiniennes. C'est le roi Hussein qui fut chargé de cette besogne, avec l'argent et l'aide des conseillers américains. Il s'agissait pour lui de conserver son trône, en accordant d'un côté des concessions aux Palestiniens, tandis que de l'autre il liquidait physiquement les structures mêmes de leurs organisations, avec l'approbation tacite ou contrainte de tous les Etats de la région. Cette méthode s'est révélée efficace : après quelques mois, la base palestinienne est désorientée, et les structures intermédiaires entre ses chefs et elle, indispensables à toute action militaire ou politique, sont démantelées. Les Palestiniens sont à la recherche d'un second souffle, et la mission Jarring a pu reprendre son cours.

un choix pour la gauche

L'alternative devant laquelle se trouve l'opinion publique mondiale réside donc dans le choix entre la guerre - avec le chantage au conflit mondial - et la paix des grandes puissances. Le monde entier est ainsi suspendu aux allées et venues du médiateur de l'O.N.U.

Quant à la gauche, elle est écartelée entre ceux qui s'identifient avec la politique du gouvernement israélien, et ceux qui continuent à mettre leurs espoirs révolutionnaires dans la lutte des Palestiniens. Du reste, ces derniers n'ayant pas répondu assez vite à ces espoirs, une partie de la gauche, déçue, semble à présent retourner à des problèmes plus immédiats : guerre du Sud-Est asiatique aux Etats-Unis, lutte anti-impérialiste en Amérique latine, lutte contre la répression en France. Une minorité, toutefois, continue à penser que la poursuite de la guerre au Proche-Orient accélérera la radicalisation des masses et que, par un déterminisme mécaniste, cette radicalisation débouchera sur une révolution socialiste.

Quant à la majorité, bien que poussée peut-être par des motivations différentes, elle rejoint l'opinion publique mondiale qui s'inquiète des chances de succès de la mission Jarring.

Nous avons dès le début refusé les identifications sommaires, et avons montré que le soutien des revendications nationales palestiniennes n'était pas incompatible avec le droit pour le peuple israélien de s'autodéterminer dans l'Etat de son choix. Nous refusons donc l'alternative qui nous est proposée : guerre - ou paix imposée. Nous pensons que le véritable choix pour la gauche, est entre la paix des grandes puissances et une paix véritable, démocratique, issue de la volonté des peuples de cette région. Nous avons utilisé nos faibles moyens pour soutenir les forces progressistes dans les différents camps, et pour favoriser les contacts entre Palestiniens et Israéliens. Nous nous sommes faits l'écho des propositions des uns et des autres, et nous sommes efforcés de provoquer un rapprochement entre eux. Nous avons essayé de mettre sur pied une rencontre israélo-égyptienne, qui, sans les hésitations puis la mort subite de Nasser, aurait pu aboutir. Nous nous réjouissons de voir que des personnalités intellectuelles, ainsi que des forces politiques et syndicales de plus en plus nombreuses reprennent actuellement nos thèses.

Si la gauche ne veut pas une fois encore passer à côté de l'histoire, il lui faut s'engager nettement, plutôt que de se borner à signer pétitions et communiqués. Nous avons lancé un appel aux forces progressistes du Proche-Orient, les conviant à une conférence internationale. Nous comptons démontrer ainsi qu'une entente est toujours possible entre des hommes ayant des conceptions politiques et sociales communes. Des personnalités de premier plan à travers le monde soutiennent cette action ; mais il est nécessaire que la gauche toute entière l'appuie clairement pour prouver que, face aux politiques impérialistes, et dans l'intérêt des forces progressistes du Proche-Orient, elle est encore capable de prendre une initiative constructive.

LE CONFLIT ISRAELO-ARABE : UNE PERSPECTIVE RADICALE

par Noam CHOMSKY

Noam Chomsky est professeur de linguistique au Massachussetts Institute of Technology à Cambridge ; ses travaux sont de renommée internationale. Il est également un des animateurs de notre Comité Américain.

Ses prises de positions politiques - et en particulier son livre « Le pouvoir américain et les nouveaux mandarins » (1969) - l'ont placé sur l'avant-scène de la vie politique.

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, Noam Chomsky avait longtemps été partisan de l'Etat binational. Le texte que nous publions ici en exclusivité marque un tournant dans son analyse du conflit israélo-arabe. Avant de nous le faire parvenir, Noam Chomsky l'a présenté au Congrès de l'Association des Etudiants Arabes.

Je commencerai par faire une mise au point. Mon propos n'aura rien de particulièrement radical. Je me contenterai d'être réaliste et humain. Le jour viendra peut-être, où un programme d'action à la fois radical et réaliste sera possible au Moyen-Orient. Je dois dire que dans la mesure où je comprend la situation, une telle éventualité m'apparaît lointaine.

Il s'agit de distinguer clairement les prédictions des recommandations. Je crains qu'une analyse raisonnable de la situation actuelle ne conduise à de pénibles conclusions. Elles me semblent franchement inévitables, mais je ne les recommanderai pas. De plus réconfortantes alternatives peuvent être envisagées. Il est même possible d'y contribuer. On peut toutefois s'interroger sur le succès d'une telle entreprise.

Les acteurs de la tragédie palestinienne des cinquante dernières années la ressentent comme un conflit national : Juifs contre Arabes.

Chaque partie se voit menacée dans sa survie même, chacune se considère victime de la terreur, chacune revendique ses actes au nom de la légitime défense ou tout simplement des représailles. Mon intention n'est pas de trancher ce débat. Pris dans l'engrenage d'un conflit national chaque belligérant peut construire une argumentation convaincante en elle-même, et qui laisse peu de place pour la discussion ou la négociation, car ses exigences sont fondamentalement posées en termes de survie. Qui plus est, pris dans cet engrenage chaque acte peut virtuellement recevoir (et généralement reçoit) une quelconque justification au nom de la survie, du « destin national » ou des « nécessités historiques ».

Dans un tel conflit - précisons, dans un conflit perçu de cette façon - la seule solution est le recours à la force.

Bien entendu, cette conclusion n'est pas limitée au conflit israélo-arabe. On peut même l'appliquer à tous les conflits de type national. Prenons par exemple l'antagonisme franco-allemand dans la première guerre mondiale. Ceux qui se révoltaient contre un carnage inutile étaient considérés comme des traîtres ou des sauvages.

Lorsque Karl Liebknecht refusa de voter les crédits de guerre, il fut dénoncé comme fanatique. N'avaient-ils pas raison pourtant, ces traîtres et ces fous ! Chaque partie poursuivait une politique de suicide. Encore une caractéristique des conflits nationaux qui servent rarement les intérêts des antagonistes.

Dans le cas qui nous occupe, je pense que chacun poursuit une politique de suicide. Pour l'instant, Israël représente de loin la plus grande force militaire. Il a les moyens de frapper encore plus fort. Le sort de la ville de Suez est là pour nous le rappeler. D'après des rapports récents, Israël serait la seule puissance du Moyen-Orient à posséder des missiles sol-sol à portée moyenne pouvant être équipés de têtes classiques ou nucléaires. Lancés à partir du territoire israélien, ils pourraient atteindre le Caire ou Alexandrie. Israël est probablement sur le point de construire des armes nucléaires - peut-être est-ce même déjà fait - (cf John

CHAQUE MOIS LISEZ

dire

la nouvelle revue
de la gauche socialiste

Rédacteur en chef
Claude Estier

LA SEULE PUBLICATION
OU S'EXPRIMENT
TOUS LES COURANTS
DE LA
GAUCHE FRANCAISE

Envoi d'un numéro spécimen
sur demande
25, rue du Louvre, Paris 1er.

Cooley, Christian Sciences Monitor, Oct. 24). En exerçant sa puissance militaire, Israël penserait pouvoir amener les Etats arabes à négocier sur ses propres conditions et obtenir d'eux la liquidation du mouvement de guerilla palestinienne. De tels projets ont peu de chance d'aboutir. L'universitaire israélien Y. L. Talmon écrit : « Israël peut être victorieux et continuer de l'être jusqu'à son dernier souffle. C'est une auto-destruction... après chaque victoire, nous sommes en butte à de nouvelles difficultés... L'abîme de haine mutuelle ira s'agrandissant et les désirs de revanche s'exaspéreront ». (Cité par Don Peretz, Middle East, Juin 70). Ainsi, malgré sa supériorité militaire, Israël ne peut se permettre d'asséner à l'adversaire un coup définitif. Une telle éventualité entraînerait sans doute l'intervention russe, la destruction d'Israël, peut-être une guerre nucléaire. Un fait remarquable est la profondeur des raids aériens au cours de l'hiver dernier. Persuadés que leur sécurité dépend avant tout de leur force militaire, les Israéliens ont pris livraison avec satisfaction des Phantoms américains que leurs forces aériennes se firent un devoir d'utiliser. Les Russes intervinrent aussitôt pour rétablir l'« équilibre », désormais situé à un niveau plus élevé et potentiellement plus dangereux. C'est ainsi que chaque succès militaire a pour conséquence la reconstitution des forces à un niveau plus élevé de puissance. (Il n'y a qu'à comparer 1948, 1956, 1967, et l'équilibre actuel) et de menace pour tous. Israël poursuit par cette escalade une stratégie suicidaire. Il peut gagner chaque conflit, à l'exception du conflit final. On peut supposer que tôt ou tard les forces et la situation internationales lui seront défavorables. Eventualité qui serait fatale pour Israël, le drame se jouant d'ailleurs à une autre échelle.

Pour d'autres raisons, cette stratégie est dangereuse même à court terme. Comment la démocratie israélienne pourrait-elle survivre avec un million d'arabes vivant dans les territoires occupés, qui ne peuvent être considérés comme des citoyens à part entière, aussi longtemps que le gouvernement maintient son exigence d'une majorité juive ? L'armée invoquera vraisemblablement des raisons de sécurité pour conserver ces territoires. Aujourd'hui le gouvernement israélien parle de frontières sûres et garanties. Et bien sûr personne n'est dupe sur la qualité de telles garanties. Où seraient en effet les garanties de sécurité si Israël rédigeait lui-même le traité de paix que les autres parties n'auraient qu'à ratifier ? C'est l'impasse.

De plus, Israël en arrive à dépendre de plus en plus des puissances mondiales et particulièrement des Etats-Unis. Il est souvent décrit comme le bras armé de l'impérialisme occidental. Cette description n'est pas exacte, mais elle pourrait dans l'avenir se révéler telle. C'est avec bienveillance que l'impérialisme américain considère la dépendance d'Israël, pour plusieurs raisons. Je n'en citerai qu'une, que l'on oublie la plupart du temps. Les Etats-Unis ont grand besoin, sur le plan intérieur, d'un ennemi international. Il s'agit, continuant la tradition du dernier quart de siècle, d'entretenir la disponibilité de la population prête à seconder la puissance américaine à travers le monde, et à favoriser le développement d'un capitalisme d'Etat hautement militarisé et centralisé. Cette politique implique évidemment un coût social élevé que seule une population passive et effrayée peut consentir. Le conflit israélo-arabe est donc le bienvenu auprès des militaristes américains.

Le consensus dû à la guerre froide s'est estompé. Belle occasion pour un Joseph Alsops d'exploiter avec un cynisme suprême la menace pesant sur Israël, en déclarant que seuls le courage et la puissance américaine peuvent le sauver d'un génocide soutenu par les Russes. Il ne s'agit pas là de suppositions, mais de faits réels. Une campagne de propagande est en route et rencontre des sympathies, même au sein de la gauche libérale.

Les Arabes poursuivent aussi une politique d'échec. L'Egypte a ressenti cruellement la supériorité aérienne d'Israël et rien ne laisse prévoir un retournement de situation. Le clivage technique ira probablement s'agrandissant. Quant aux projets actuels du Mouvement palestinien. ils n'ont aucune chance d'aboutir. Israël n'est pas l'Algérie. On ne pourra ni chasser ses habitants, ni espérer qu'ils partent de leur plein gré abandonnant une forme achevée d'autodétermination. Toute stratégie politique basée sur de telles illusions ne servirait qu'à prolonger la destruction et à consolider les forces réactionnaires et répressives des deux

côtés. Peut-être même permettrait-elle aux grandes puissances d'exercer une sorte de recolonisation, mais de toute façon cette politique ne ferait qu'accroître la dépendance vis-à-vis des impérialistes qui ont leurs raisons pour souhaiter le maintien d'une telle dépendance.

Par une ironie tragique, c'est en poursuivant la lutte pour leur indépendance nationale que les belligérants perdent un peu plus cette indépendance. A elles seules, les fournitures d'armes depuis 1947 ont coûté plus de 25 billions de dollars et ne cessent d'augmenter. Ce fait représente en lui-même une sorte de recolonisation qui pourrait ensuite se manifester de façon plus directe. La situation est dramatique pour les peuples du Moyen-Orient. Rappelons-nous cet avertissement de Rosa Luxembourg : « Lorsque l'impérialisme triomphe, il ne saurait être question de guerres nationales. [La revendication de] ses droits nationaux devient un sujet de déception en trahissant les masses laborieuses face à leur pire ennemi, l'impérialisme ».

J'aimerais ajouter quelque chose au sujet des Palestiniens qui sont au cœur même de l'impasse israélo-arabe. A l'Ouest, leurs problèmes, leurs exigences, leurs droits ont été cyniquement ignorés. En fait, les récents événements nous ont clairement montré que les Palestiniens représentent au mieux une gêne tant pour les puissances locales qu'internationales. On peut dire sans exagération que tous les Etats directement concernés sont d'accord pour souhaiter, ouvertement ou non, l'élimination des Palestiniens. C'est pourquoi leurs efforts pour se maintenir en tant que force sociale ou politique les font entrer en conflit avec les grandes puissances et la plupart des Etats du Moyen-Orient. Ainsi s'explique l'orientation révolutionnaire de certains éléments de la résistance. Le développement futur de cette orientation est d'une importance capitale pour l'avenir du Moyen-Orient tout entier et pour les conditions de la survie de ses habitants. Il est aussi déterminant pour la recherche d'une paix juste.

Les possibilités d'une paix juste au Moyen-Orient ne sont guère encourageantes. Paix et justice sont étroitement liées, mais posent des problèmes différents. Nous savons bien ce qu'est la paix, mais la justice n'est pas une affaire aussi simple. Deux groupes nationaux sont en conflit, et leurs exigences incompatibles. Mais il est certainement exact que la recherche de la justice transcende les problèmes nationaux. Pour certains la condition première serait d'abolir les divisions nationales et d'en triompher. Pour la gauche en particulier, tout problème de justice est inconditionnellement lié à la transformation sociale profonde de chacune des sociétés existantes. Cette raison, et elle n'est pas la seule, suffirait à expliquer pourquoi la gauche est à ce point concernée par l'évolution des mouvements palestiniens.

Le problème est encore compliqué par le fait que les Palestiniens ont été victimes d'une injustice historique que nous devons honnêtement tenir pour irréversible, puisque toute réparation s'avère impossible, compte tenu des réalités présentes, et que d'ailleurs cette réparation, à supposer qu'elle soit possible, aurait des conséquences insupportables pour tout esprit civilisé, de gauche ou de droite.

Les Palestiniens ont été privés d'une partie importante de leur territoire, voilà l'injustice. Ceci, au moins, est indéniable. Les organisations palestiniennes qui se sont fortifiées ces dernières années proposent que l'injustice soit réparée par la création d'un Etat palestinien démocratique et laïque sur tout le territoire de la Palestine. Mais pour permettre cette réalisation elles réclament : « l'élimination des institutions politiques, militaires, sociales, syndicales et culturelles de l'Etat d'Israël ». La citation est tirée du Programme du 6 Mai du Commandement Unifié de la Lutte Palestinienne qui regroupe toutes les organisations. La même déclaration précise qu'aucun changement fondamental des institutions israéliennes ne pouvant être réalisé de l'intérieur, la seule solution est le recours à la lutte armée.

Laissons de côté cette conception abstraite de la justice pour en examiner les conséquences. A partir de telles prémisses, les conclusions ne se font pas attendre. Et si l'action doit être déterminée en fonction de ces conclusions, la plupart des suppositions s'en trouveront vérifiées, à savoir l'union sacrée de toutes les couches de la société israélienne pour défendre

leurs institutions et l'exclusion d'un éventuel bouleversement de ces institutions réalisé de l'intérieur en liaison avec les Palestiniens. Les conséquences d'une telle situation ont été examinées plus haut : notamment la poursuite de combat serait un suicide pour les Palestiniens qui ont déjà beaucoup souffert, en particulier ces derniers mois. J'ajouterai que si, contre toute vraisemblance, l'objectif poursuivi était atteint - je dis bien contre toute vraisemblance - il s'ensuivrait la destruction par la force d'une société unie, de ses hommes et de ses institutions, conséquence intolérable pour tout esprit civilisé, quelque soit son choix politique.

Je pense sincèrement qu'aucun ami des Palestiniens ne leur recommanderait cette démarche.

On trouve dans une récente analyse du Mouvement Palestinien (Robert Mertz, « Middle East ») une citation de George Habache remettant fondamentalement en question le but initial de la Résistance : « Le Front doit-il concentrer toutes ses forces contre Israël ou doit-il, comme le souhaite l'aile gauche, consacrer prioritairement son temps et ses moyens à démettre les gouvernements arabes réactionnaires qui en aidant indirectement Israël sont un obstacle à la libération de la Palestine ? » Cette dernière position étant celle du Front Démocratique. Peut-être les événements résoudront-ils cette contradiction, et peut-être la stratégie de la gauche - priorité à la lutte contre les gouvernements réactionnaires arabes - l'emportera-t-elle. Cela semble difficile car on peut s'attendre à l'opposition unanime des gouvernements en place de la région et des puissances impérialistes en particulier les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Cette démarche a pourtant quelques chances de succès si l'on se réfère à l'exemple vietnamien, encore qu'on doive hésiter à pousser cette analogie trop loin. Admettons, pour les besoins de l'argumentation, que soit réalisée, comme elle le sera peut-être, la première étape de la lutte, et qu'un gouvernement révolutionnaire soit établi à Amman ou ailleurs. On propose comme slogan « un Hanoï arabe à Amman » ; mais qu'elles en seraient les conséquences ? S'il s'agit pour le régime jordanien révolutionnaire d'être l'instigateur d'une résistance populaire dans les territoires occupés, le slogan serait approprié, bien que l'on puisse s'interroger sur son réalisme. Par contre si l'intention du Hanoï arabe que serait Amman est la lutte pour la reconquête d'Israël, l'analogie serait entièrement fausse, à moins d'accepter la propagande gouvernementale américaine selon laquelle le Vietnam du Nord aurait exporté la guerre au Sud. Car il est certain - en dehors de tout jugement de valeur - que la population juive d'Israël ferait bloc contre une agression armée. Ce ne serait en aucune façon une guerre de libération, mais bien un conflit entre Etats souverains bénéficiant chacun du soutien inconditionnel de leur population, situation qui, selon le gouvernement américain, serait celle de l'Indochine.

J'ai noté avec intérêt une récente déclaration du Front Démocratique approuvant les lignes suivantes attribuées à Lénine : « Aucun prolétariat victorieux ne pourra imposer le « bonheur » à un peuple étranger, s'il n'a d'abord mené à terme sa propre victoire ». Remarque judicieuse. Chaque société doit venir à bout de sa propre révolution, atteindre son propre bonheur. Les luttes révolutionnaires ne s'« exportent » pas. Elles doivent être assumées par la population elle-même.

Est-il possible d'élaborer un programme de transformations sociales susceptible d'être réalisé dans les sociétés du Moyen-Orient par les forces locales ? Chacun s'accorde pour dire qu'une telle éventualité est impossible. J'ai lu quelque chose à ce sujet dans le programme du 6 Mai de la Résistance Palestinienne. Supposons un instant que ce soit vrai. Il n'y a dans ce cas que deux possibilités. Première possibilité : Israéliens et Palestiniens poursuivent leur lutte nationale. On aboutit soit à l'élimination physique des Palestiniens, soit à l'extension du conflit jusqu'à une guerre nucléaire aux conséquences imprévisibles. En histoire, « inévitable » est un mot dangereux, mais on doit sans s'illusionner envisager le pire. C'est une erreur grave, en particulier, que d'assimiler la situation à celle du Vietnam ou de l'Algérie.

La seule autre possibilité est l'établissement d'un Etat palestinien en Cisjordanie et sur la bande de Gaza. La solution a été envisagée par certains éléments israéliens et plus récemment

au sein du gouvernement américain. Si cet Etat doit être sous la « protection » militaire d'Israël (c'est-à-dire occupé), il ne sera qu'un Bantustan. Je présume que seule une pression intense de la part des grandes puissances pourrait conduire Israël à accepter un Etat palestinien, véritablement indépendant. Si c'est là le but final recherché, le résultat sera une « balkanisation » du Levant, par l'établissement d'un système peu satisfaisant mais relativement stable des petites sociétés hostiles, méfiantes, qui ont toutes les chances d'être réactionnaires et répressives.

Devons-nous tenir pour impossible l'éventualité d'un programme de transformations sociales que des éléments autochtones pourraient appliquer de concert dans chacune des deux sociétés ? Il s'agit bien sûr d'extrapolations. Mais je trouve prématuré le constat de défaite et de désespoir qui consiste à refuser cette solution. En quoi consisterait ce programme, et à qui serait-il destiné ? Sûrement pas aux Etats nationaux qui ne peuvent guère faire autre chose que ce qu'ils font actuellement. Un tel programme ne concerne que les éléments de chaque société dont les préoccupations dépassent les limites d'un conflit national. Ces éléments existent, mais ne peuvent avoir aucune action ni gagner de sympathie tant que se maintient la terreur de l'« ennemi national » inhérente à tout conflit de cet ordre. Il y a pourtant une autre possibilité. Israéliens et Arabes de l'ancienne Palestine revendiquent au nom du droit national le même territoire. Chaque entité réclame à juste titre l'autonomie gouvernementale et culturelle. Ces exigences pourraient être compatibles à l'intérieur d'une fédération. Différents types sont envisageables : par exemple, deux républiques fédérées jouissant de droits égaux avec la garantie d'une autonomie complète qui n'interdirait pas l'intégration économique. Les frontières seront perméables et tous liens légaux avec des éléments extérieurs (Communauté Juive Internationale et Organisation Pan-Arabe) devront être interrompus, en dehors bien sûr des échanges culturels et sociaux. Cette solution implique évidemment certaines concessions en ce qui concerne l'indépendance. Mais sont-elles comparables avec l'abandon total de cette indépendance qu'entraîne la poursuite d'un conflit national ? Cette proposition comporte un risque - peut-on se fier à l'adversaire ? - mais ce risque n'est rien à côté d'un conflit national. Une telle politique se heurte à de nombreuses difficultés. La première, la plus grave est l'absence de programme commun. Toute coopération est condamnée d'avance s'il n'y a pas d'ambitions communes. Le but est là pourtant, et c'est la création d'une société socialiste libre et démocratique. Pour la population du Moyen-Orient cette solution est la plus juste et la plus équitable bien qu'il ne reste pas grand chose de cette exigence dans les conditions actuelles du conflit. Un tel programme devrait en principe créer des liens entre les forces populaires arabes et juives. Il faut souhaiter que le problème des frontières nationales s'efface devant l'exigence d'une société nouvelle (à l'échelon international). Le moyen proposé pour atteindre ce but ne saurait être en aucune façon la lutte armée d'une société contre l'autre. Il nécessite l'effort commun des mouvements de masses populaires dans chacune des sociétés du Moyen-Orient. Pour reprendre le mot de Lénine cité par le Front Démocratique : « Aucun prolétariat victorieux ne pourra imposer le « bonheur » à un peuple

IL PONTE

mensile di politica e letteratura fondato da Piero Calamandrei

Direttore : ENZO ENRIQUES AGNOLETTI
Redattore capo : GIUSEPPE FAVATI

La Nuova Italia, piazza Indipendenza 29.
50129 Firenze.

étranger s'il n'a d'abord mené à terme sa propre victoire ».

L'éditorial du journal israélien « Nouvelles perspectives » déclarait au début de l'année : « Le binationalisme pourrait servir de thème pour un programme à long terme qui permettrait aux Israéliens et aux Arabes de s'unir et d'admettre plus facilement les concessions à court terme exigées par des accords immédiats ». La proposition est partiellement satisfaisante, mais je ne puis accepter l'idée implicite que les « concessions » effectuées par chacun des nationalismes soit un mal nécessaire. Enfin, de quel intérêt serait un binationalisme que ne soutiendrait aucun programme de reconstruction sociale destiné à réunir Israéliens et Arabes dans un projet commun ? Pourtant le schéma est correct. Il serait opportun en effet, que les forces de gauche des deux sociétés élaborent dès aujourd'hui un programme à long terme tenant compte des exigences fondamentales de chacune des parties et prévoyant une collaboration mutuelle. J'ai dit qu'un tel projet n'était pas exclu. Ce programme aurait pour tâche essentielle d'apaiser la crainte générale qu'une interruption des combats n'aie pour conséquence immédiate la destruction d'une société et celle de ses institutions. Il faudrait ensuite triompher de la tendance paralysante qu'ont les individus à s'identifier prioritairement en tant qu'Israéliens et Arabes, avant de considérer l'ouvrage commun à accomplir : la réalisation de la justice sociale, de la liberté et de la fraternité, autant de vieux rêves qui demandent leurs participations et peuvent être atteints si seulement ils en ont la volonté.

Pour nous, qui sommes loin du théâtre immédiat des opérations, l'essentiel est de trouver les voix qui permettront aux aspirations des peuples du Moyen-Orient de s'exprimer ; et de répondre à ces aspirations par notre amitié et nos critiques. Trop de passions ont déjà été mêlées à ce conflit, et s'il serait absurde d'en dénier l'aspect affectif, il serait irresponsable d'en négliger les conséquences et le prix. L'enjeu est bien trop élevé.

MAURICE CLAVEL

LA PERTE
ET
LE FRACAS

roman

FLAMMARION

Le nouvel
OBSERVATEUR

présente
chaque semaine :
● des dossiers précis et documentés ● des reportages de ses envoyés spéciaux dans tous les coins du monde ● une réflexion positive et constructive à partir des principaux événements de l'actualité ● vous propose aujourd'hui : ● un abonnement à tarif spécial : 6 mois... 40 francs
pour en profiter il suffit de nous retourner le bulletin ci-joint, avec votre règlement.

Je retourne ce bulletin avec mon paiement par chèque, mandat lettre ou chèque postal au « Nouvel Observateur », 11, rue d'Aboukir, Paris-2e.

Nom : _____

Rue : _____

Ville : _____

la Résistance palestinienne et la solution pacifique

par Nayef HAWATMEH

Georges FARCHAKH a obtenu pour notre confrère « L'Orient » de Beyrouth un entretien avec Nayef Hawatmeh. Il nous a semblé intéressant de le faire connaître à nos lecteurs étant donné qu'il représente la dernière prise de position du leader du Front Démocratique et Populaire de Libération de la Palestine (F.D.P.L.P.).

Georges FARCHAKH :

La résistance est en crise elle se trouve dans une impasse...

Nayef HAWATMEH :

La résistance est effectivement en crise et cette crise n'est pas nouvelle. Elle plonge ses racines dans la structure idéologique et politique de la résistance, structure qui ne lui a pas permis de pouvoir s'organiser ni sur le plan politique ni sur le plan militaire, de façon à pouvoir, à chaque moment définir la stratégie exacte à adopter face au régime réactionnaire de Jordanie.

La crise de la résistance a aussi pour cause l'incapacité dans laquelle elle s'est trouvée de pouvoir établir entre les différentes fractions qui la composent des alliances reposant sur un programme national clair définissant ses liens avec les masses arabes.

L'absence de programme a eu pour conséquence de maintenir les relations avec les masses au niveau purement affectif.

Une troisième explication de la crise actuelle réside dans la conception que se sont faites certaines organisations de la Résistance des rapports à établir avec les régimes arabes progressistes.

Ces organisations pour des raisons tactiques évidentes (aide financière, logistique, informationnelle...) ont préféré maintenir leurs anciennes relations avec ces régimes.

Le F.D.P.L.P. a toujours dénoncé le danger que représentait une telle situation et, avant les événements de septembre dernier, le journal du Front, « *Al Charara* » avait mis en garde la Résistance contre la campagne de liquidation qui se préparait, préconisant l'adoption d'une série de mesures qui auraient pu permettre au mouvement palestinien de faire face à ce nouveau complot. Mais, malheureusement, la résistance, de par sa situation subjective et ses relations avec les régimes arabes n'a pas été en mesure d'adopter ces mesures...

Jusqu'à présent, la Résistance n'a apporté de réponse à aucune de ces questions qui se posent à elle.

La solution pacifique ou la liquidation

G. F. : *Pensez-vous que la résistance soit capable de répondre à ces questions ? Croyez-vous même qu'elle puisse poursuivre sa lutte ?*

N. H. : Objectivement, la résistance palestinienne se trouve placée devant les choix suivants :

- Ou bien elle paye de sa vie le prix de sa situation actuelle, car le régime jordanien est déterminé à persévérer dans la voie qu'il s'est tracée à son égard.

- Ou bien elle accepte de rester dans le jeu politique qui se déroule au Moyen-Orient - le jeu de la solution pacifique - et de cette façon elle arrivera à sauver sa peau, mais la cause palestinienne sera perdue à jamais.

- Ou bien elle trouvera les réponses aux questions qui se posent à elle.

Selon moi, le choix qu'elle doit faire ne saurait plus tarder. Mais il est très difficile à la résistance dans son ensemble de pouvoir trouver une solution aux problèmes posés.

Un clivage va apparaître en son sein entre, d'une part, ceux qui se révéleront incapables, à cause du manque de clarté politique dans lequel ils se trouvent, de pouvoir définir une réponse aux propositions de paix visant à faire reconnaître au peuple palestinien le droit à l'existence d'Israël sur son propre territoire et garderont le silence, et, d'autre part, ceux qui, dans une optique politique, idéologique et militaire nouvelle, arriveront en pratique à définir une réponse claire à toutes les questions posées.

G. F. : *Certains, dites-vous, vont garder le silence et d'autres vont tenter de trouver une solution aux problèmes posés...*

N. H. : Ceux qui vont garder le silence sont ceux qui sont complètement dépassés sur le plan politique et militaire par les événements qui se déroulent dans la région.

Ceux-là sont en train de laisser passer la chance de pouvoir assurer au mouvement palestinien un nouvel essor.

Par contre, ceux qui ont décidé de s'atteler à la tâche de sortir le mouvement palestinien de la situation dans laquelle il se trouve représentent objectivement le noyau révolutionnaire qui va constituer l'avant-garde du peuple palestinien et lutter pour la réalisation de ses aspirations nationales, même s'ils

ne réussissent pas, compte tenu du rapport de forces existant, à réaliser leur programme.

G. F. : *Quelle va être l'attitude de la majorité des organisations de résistance ?*

N. H. : A mon avis, la base dans sa majorité écrasante refusera la solution pacifique ; mais, par contre, la majorité des dirigeants va garder le silence et donc rallier cette solution car je doute qu'elle puisse dépasser la crise dans laquelle elle se débat.

G. F. : *Y a-t-il des points d'interrogation au sujet du comportement - ou plus exactement de l'absence de comportement - de certains dirigeants de la Résistance ?*

N. H. : Non, je n'ai pas de doute à ce sujet. Mais la persistance de la crise actuelle va objectivement conduire la résistance soit à accepter les projets de solution pacifique, soit à se faire liquider.

Le danger ne se situe pas sur le plan subjectif et ne découle pas de l'attitude d'un dirigeant ou d'une organisation. Il réside surtout au niveau de l'hésitation dont fait actuellement preuve la Résistance, car, comme on le dit, l'hésitation tue.

G. F. : *Avant de passer à la question de la création de l'Etat palestinien, comment concevez-vous que la Résistance puisse sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouve ? Est-ce en se transformant en organisation clandestine et en pratiquant la politique de la terre brûlée ?*

N. H. : La Résistance doit se défendre par tous les moyens dont elle dispose. Et si les forces réactionnaires persistent dans leurs projets de liquidation, alors la question de l'entrée dans la clandestinité et la politique de la terre brûlée se trouveront à l'ordre du jour.

G. F. : *Mais n'est-il pas trop tard pour la Résistance si elle veut adopter ces moyens extrêmes et n'aurait-elle pas dû commencer par être à l'origine clandestine ?*

N. H. : Clandestine par rapport à qui ? et contre qui devions-nous pratiquer la politique de la terre brûlée ?

Contre les Israéliens, nous l'avons fait. Contre le régime jordanien, la Résistance a toujours considéré par le passé que la contradiction qui l'opposait à lui était secondaire. Mais lui, par contre, a toujours considéré cette contradiction comme principale et a toujours essayé de liquider le mouvement palestinien.

Même après les événements de septembre qui ont montré que cette contradiction était devenue principale pour la Résistance et qu'elle ne pouvait plus exister si elle ne la résolvait pas, il y a toujours un courant au sein de la Résistance qui persiste à vouloir la remettre au second rang.

Personnellement, je suis très pessimiste quant aux démarches qui sont effectuées dans ce sens.

C'est cette vision erronée des contradictions qui a conduit la Résistance à l'impasse dans laquelle elle se trouve actuellement et elle est le fait d'un courant droitier au sein du mouvement palestinien qui aurait dû, après les événement de septembre, procéder à une remise en question de toutes ses positions.

recherches et pratiques socialistes dans le monde

NUMERO AVRIL-MAI

Politique et évolution des structures en France :

- Débat sur le VI^e^ Plan avec la participation d'André BARJONNET, Gérard DESSEIGNE, André GRANOU, Pierre ROSANVALLON

Problèmes de stratégie révolutionnaire :

- Katleen CLEAVER : Les femmes dans le mouvement de libération noire
- André BARJONET : Salaire, travail et hiérarchie
- Christian PALLOIX : Les thèses du « Manifesto »
- Madeleine REBERIOUX : Le Municipalisme ou socialisme municipal ?

Europe de l'Est :

- Jacqueline VERNES : Le niveau de vie en Pologne
- Pologne - Une presse qu'il faut savoir lire...
- Quatre Polonais parlent

etc...

Politique Aujourd'hui, 45-47, rue d'Hauteville, Paris-10^e^
L'exemplaire : 9 F — Abonnement un an : 80 F
Etudiants l'exemplaire au siège de la revue : 6 F — Abonnement un an : 50 F
C.C.P. La Source 30 316 70

La lutte des classes en Israël

par Itzhak BEN AHARON

S'agissant d'Israël on a quelques fois l'impression que l'arbre cache la forêt, je veux dire que l'on s'intéresse à ce pays dans la mesure où l'on s'intéresse au conflit israélo-arabe sans trop s'interroger sur ce qui se passe à l'intérieur de la société israélienne, sur son évolution. C'est pourquoi il nous a paru important d'avoir un entretien avec le Secrétaire Général de la Histadrouth (Confédération Générale des Travailleurs Israéliens), Itzhak BEN AHARON.

Clara HALTER

Clara HALTER :

Itzhak Ben Aharon depuis que vous êtes entré en fonction, en Décembre 1969, ce n'est un secret pour personne en Israël, que vous êtes en conflit avec d'une part la direction de la Histadrouth, d'autre part le Gouvernement et, dans une mesure non négligeable, avec les ouvriers ou certains de leurs représentants.

Itzhak BEN AHARON :

J'ai le regret de vous dire que vos informations sont erronnées. Aucun Secrétaire Général de notre syndicat ne tiendrait le coup 24 heures s'il était en conflit avec les ouvriers. En revanche, il peut, il doit même être en conflit avec le Gouvernement. Notre conflit avec le Gouvernement n'est pas un conflit essentiel. Plutôt que sur des questions de doctrine, il porte sur des problèmes concrets comme les indemnités à ceux qui ont un très faible niveau de vie, après le relèvement des impôts, sur une plus juste répartition du revenu national, etc... et aussi sur le problème de nos relations avec nos voisins arabes.

Personnellement, je ne puis dire que je sois satisfait des décisions prises, mais il faut rappeler que le Secrétaire Général de la Histadrouth n'est pas un président et qu'il doit se soumettre et exprimer les décisions prises démocratiquement lors du Congrès National du syndicat, au Comité Central et au Comité des ouvriers. (« Vaad Ha' poel »). Au surplus ces décisions sont combatives, elles défendent le niveau de vie de l'ouvrier et d'une façon plus générale la situation sociale de la classe ouvrière israélienne.

C.H. :

Pensez-vous qu'il y a identité ou communauté d'intérêts entre la classe ouvrière et l'actuel gouvernement ?

I. B.-A. :

Sans aucun doute. Le parti au pouvoir doit son élection à la masse des ouvriers de ce pays. Les quatre partis qui forment le « front commun » doivent leurs mandats aux travailleurs des villes et à ceux des kibboutzim et mochavim. Il a été élu sur la base de son programme aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure.

C. H. :

Définiriez-vous la société et le gouvernement israélien comme socialistes ?

I. B.-A. :

Si pour 20 millions de socialistes à travers le monde le socialisme avait la même signification, peut-être dirais-je qu'Israël est socialiste. Voici un pays où toute la terre et les richesses naturelles sont étatisées, où 60 % de l'industrie et des moyens de production sont aux mains de la société ; que ce soit l'Etat ou la Histadrouth, où le syndicat a une puissance extraordinaire sur le plan de l'organisation professionnelle, sur le plan social, dans le domaine des entreprises, un pays où 4 ou 5 ministres appartiennent au mouvement kibboutzique, où la bourgeoisie représente environ 10 à 15 % de la population totale ; peut-être est-il permis de dire qu'un tel pays est socialiste. Mais je ne le ferai pas car je pense qu'il s'agit d'une société pluraliste. En effet, on y trouve à la fois un secteur privé, des capitalistes et des formes de vie sociale et d'organisation économique de type communautaire pour ne pas dire communiste. On peut dire de cette société qu'elle est ouverte et qu'y prédominent les forces ouvrières et socialistes.

C. H. :

Cette société pluraliste, comme vous venez de la définir, ne participe-t-elle pas du mode de production capitaliste ?

I. B.-A. :

L'expérience de nos jours montre que ce n'est pas tant le caractère de l'appropriation des moyens de production qui caractérise le socialisme que l'usage que l'on fait de ces moyens de production. Ainsi en Pologne, en Roumanie et en Tchécoslovaquie il y a une propriété privée, du moins dans le secteur agricole. La terre elle-même n'a pas été nationalisée. Dans une société démocratique toutes les idées peuvent s'exprimer, il s'agit de savoir qui décide de la politique. Pour ma part, je n'accepte pas l'idée d'un parti unique, dirigé par un seul homme qui décide ce qu'est le socialisme. Le socialisme ne s'entend pas sans démocratie.

Dans tous les cas, je ne dis pas qu'Israël est un pays socialiste. Les statuts de l'Etat ne comportent pas cette détermination. Comme je vous l'ai dit, il s'agit d'une société pluraliste dont, en raison de la nature de la propriété des moyens de production et de la répartition des richesses, on ne peut dire de façon univoque qu'elle est capitaliste.

Clara HALTER :

Dans cette société que vous vous refusez à définir comme capitaliste et comme socialiste, la lutte de classe se poursuit donc. Dans cette perspective, quel est selon vous le rôle de la Histadrouth ?

Itzhak BEN AHARON :

Il est exact que nous ne sommes pas encore parvenus à nos fins. Nous affrontons en permanence de très graves problèmes. Cependant, malgré l'état de guerre où nous nous trouvons depuis plus de 20 ans, nous n'avons renoncé à aucune liberté démocratique concernant le citoyen ou la vie politique en général.

La Histadrouth est sans doute le seul syndicat dans le monde dont les statuts comportent un programme politique. Les élections s'y effectuent sur la base des partis et non sur celle des organisations professionnelles. En dehors des religieux, tous les partis élus au Parlement sont représentés à la Histadrouth, ce qui explique les conflits au sein de la direction. Ce sont des conflits d'ordre idéologique et politique et non des conflits entre ouvriers du bâtiment

et instituteurs, instituteurs et marins. Entre ces différents partis le « front commun » a reçu 65 % de la totalité des mandats.

Ce qui caractérise la Histadrouth c'est donc sa participation active à la vie politique, économique et sociale du pays. Notre but est de construire une société ouvrière socialiste libre dans ce pays. Cependant il y a des questions de priorité : pour l'instant nous en sommes encore au stade de l'absorption des réfugiés, de la réunion des dispersés, de la construction du pays et de la défense de son existence physique. Il est clair que toutes ces tâches ralentissent le rythme de nos réalisations sociales, mais celles-ci restent le centre de nos préoccupations.

C. H. :

Votre conflit avec le Gouvernement est-il déterminé par votre volonté de changer la société israélienne ou s'agit-il principalement de revendications salariales ?

I. B.-A. :

Je dirai que notre conflit porte essentiellement sur des questions de stratégie, à savoir le rythme suivant lequel nous entendons réaliser nos buts. Mais quiconque connait les impératifs de la vie politique et sociale sait que les questions de stratégie sont souvent bien plus importantes que les principes idéologiques, surtout lorsque ceux-ci sont aussi embrouillés qu'à l'heure actuelle.

C. H. :

Malgré, ou peut-être devrais-je dire en raison de la situation, depuis environ trois ans des grèves sauvages éclatent dans le secteur étatisé. Le Gouvernement a coutume de faire appel à l'intérêt national pour faire retourner les ouvriers au travail. De son côté la Histadrouth parfois soutient, parfois dénonce ces grèves. Pouvez-vous dire dans quels cas et pour quelles raisons vous vous y opposez et, si vous aussi pensez que l'intérêt national limite le droit de grève des ouvriers ?

I. B.-A. :

Il n'est pas un seul cas où la Histadrouth ait exigé des ouvriers de ne pas faire grève en raison de la guerre. Quant au Gouvernement, il lui est arrivé de dire qu'en raison de la situation, il ne pouvait accorder les 10 % réclamés, et de les ramener à 5 %. Mais ce pays est le seul que je connaisse qui, au cours de ces 50 dernières années, malgré l'Etat de guerre, n'ait pas aboli ou même limité le droit de grève. Il est vrai que le Gouvernement a droit de réquisition, mais ce droit vaut en temps de guerre comme en temps de paix ; il est inscrit dans les statuts de l'Etat et date du temps des Anglais. Une fois on a essayé de l'appliquer, dans le cas de la grève des postiers, les résultats furent si désastreux que je l'espère, on ne recommencera pas. Mais revenons à cette affaire des grèves. Je pense qu'il y a des grèves justifiées et d'autres qui ne le sont pas. Je ne vois aucune raison de soutenir toute grève sous prétexte qu'elle est déclenchée par un groupe d'ouvriers. La droite exige en permanence la limitation du droit de grève. Aucun Gouvernement ne l'accepte. Mais il faut faire la différence entre la grève d'une organisation professionnelle et celle d'un groupe de pression. La grève d'un groupe de pression ne s'exerce pas tant contre le Gouvernement que contre les ouvriers d'une même entreprise. Il faut voir là, à mon avis, le conflit d'intérêt qui existe au niveau des divers groupes sociaux-professionnels au sein d'une même entreprise. Prenons l'exemple des ports. On a l'impression que les ouvriers des ports sont sans cesse en grève. Or ce qui se passe en réalité, c'est que sur les 4.000 ouvriers, un certain nombre de contre-maîtres ont décidé à plusieurs reprises des arrêts de travail sans en référer à l'ensemble des travailleurs des ports, mais sur une augmentation de leurs propres salaires qui sont parmi les plus élevés dans le pays. Même chose à la Cie d'électricité. Sauvage ou pas, nous n'appelons pas cela une grève. Nous disons droit de grève, oui, mais à condition qu'elle soit le fait des 4.000 ouvriers des ports et non celui d'une couche de privilégiés. Si nous voulons veiller à cette arme importante qu'est la grève, il est de notre devoir de la dénoncer quand elle est employée par une couche de privilégiés, afin que la droite ne puisse pas exploiter la situation.

Comme dans d'autres pays, il y a en Israël, de nombreuses grèves déclenchées par des techniciens hautement diplômés, travaillant sur

IBM, et qui se soucient fort peu du sort de la classe ouvrière.

Il est vrai que nous avons aussi des grèves d'ouvriers. Et à juste titre. Par rapport aux pays européens, le niveau de vie en Israël est assez bas. Compte-tenu du revenu national, on peut dire que le niveau de vie de la moitié de la classe ouvrière est loin de ce qu'il pourrait être.

C. H. :

Ceci constitue sans doute l'un de vos chevaux de bataille. Mais si le revenu national permet un net redressement du niveau de vie de la moitié de la classe ouvrière, comment expliquez-vous que le Gouvernement - avec lequel par ailleurs, comme vous l'avez dit, vous n'avez pas de conflit fondamental - ne se soucie pas de combler cette disparité des niveaux de vie dont, comme je le suppose, sont victimes les ouvriers originaires des pays d'Afrique et d'Asie ?

I. B.-A. :

Les bénéfices du capital industriel et financier sont très faibles dans les entreprises du Gouvernement ou dans celles de la Histadrouth. En outre, le Gouvernement veut augmenter ses réserves.

D'autre part, il faut rappeler la composition actuelle de la classe ouvrière. On a coutume de penser à l'Etranger qu'elle est faite d'un matériel hors de pair. Or en dehors de ceux qui sont nés dans le pays, la majorité des travailleurs sont des réfugiés. Ces dernières années la base du prolétariat israélien était composée des réfugiés des pays arabes ou d'Asie qui, pas plus que les émigrants de Roumanie ou des autres pays de l'Est, et les trente à quarante mille émigrants que nous accueillons chaque année, n'ont jamais été prolétaires ou paysans.

Le passage de tous ces gens au travail physique est un processus de longue haleine. De ce point de vue, on peut dire que ces milliers de gens ont reçu pendant quelques dix ans un salaire supérieur à leur productivité dans le but d'en faire des ouvriers et des ouvriers qualifiés. Mais c'est un fait qu'aujourd'hui, ces mêmes ouvriers produisent davantage

combat pour la paix

Mensuel édité par le Conseil National du Mouvement de la Paix

- **Monde sans armes ou armes sans monde ?**
- **Que se passe-t-il au Vietnam, au Laos, au Cambodge ?**
- **Qu'est-ce que le peuple Palestinien ?**
- **Afrique du sud, pivot d'un nouveau pacte militaire ?**
- **Quelle est l'ampleur de la guerre au Sud-Vietnam ?**

Autant de questions auxquelles répond chaque mois

"COMBAT POUR LA PAIX"

revue mensuelle éditée par le Conseil National du Mouvement de la Paix

- **Des dossiers**
- **Des fiches documentaires**
- **Des points de vue et opinions sur tous les grands problèmes de l'heure**
- **Des rubriques : littérature, spectacle**
- **Des reportages**

Abonnement 1 an (10 no) 18 frs.
(Jeunes : 15 frs.)

C.C.P. 10 072 53 "Les Editions Combat Pour la Paix"
35, rue de Clichy Paris 9e Tél.: 874.35.86

et ne reçoivent pas le salaire qui leur est dû. Je ne dis pas que nous menons notre lutte de manière très révolutionnaire, mais c'est l'un des buts qu'elle poursuit. De 1967 à 1969 nous avons vécu sur des accords interdisant la hausse des salaires et des prix. Ce furent des années prospères pour les capitalistes. Cette année, nous en avons fini avec ce système. Nous avons obtenu une augmentation des salaires de l'ordre de 12 % ainsi que d'autres avantages sur le plan social. Il est vrai que cette année fut aussi celle d'une augmentation appréciable des impôts.

C. H. :

Le secteur privé devient de plus en plus important en Israël. Ne pensez-vous pas que les investisseurs étrangers contribuent largement à transformer la physionomie de la société, même si les dirigeants sont animés d'un idéal socialiste ?

I. B.-A. :

Tout d'abord il faut dire que nous ne recedes prêts. Nous n'avons pas comme la France, vons pas de dons des U.S.A., nous recevons l'Allemagne ou l'Angleterre, eu de Plan Marshall. En fait, l'aide que nous recevons nous vient des Juifs dans le monde et, en particulier, des Juifs américains. C'est ce que de nombreux marxistes dans le monde ne comprennent pas : ces capitalistes qui nous donnent des milliards nous aident à créer des kibboutzim, des entreprises ouvrières, des entreprises nationalisées. Quels sont donc leurs motifs ? Un marxiste américain m'a dit : pourquoi ne comprends-tu pas ? Ils ont intérêt à limiter l'émigration aux U.S.A. afin de conserver leur standing et parce qu'ils redoutent l'antisémitisme. Cette explication cynique est peut-être scientifique, mais c'est un fait que tout Juif, y compris aux U.S.A., tire profit de l'existence de l'Etat d'Israël, que ce soit sur le plan social, national ou personnel.

Quoi qu'il en soit, ces dons - qui ne sont pas uniquement le fait de quelques gros capitalistes - sont à la disposition de l'Etat. Nous avons par ailleurs essayé d'attirer des capitaux privés, mais sans succès. La puissance des organisation ouvrières ne permet pas de réaliser des profits substantiels. On peut pourtant enregistrer quelques cas d'enrichissement faciles grâce à la spéculation, aux investissements dans le tourisme etc... Mais c'est là le fait de capitalistes israéliens et non étrangers. Ces cas sont peu nombreux, mais nous nous y opposons et c'est l'une des raisons de la tension entre la Histadrouth et le Gouvernement qui a tendance à laisser faire.

Clara HALTER :

Comme en politique étrangère, la droite israélienne doit bien faire des pressions pour changer le caractère de la société et il vous est arrivé à son propos de parler de fascisme.

Itzhak BEN AHARON :

Je n'ai jamais dit qu'il y avait un danger de fascisation de la société. J'ai dit qu'il y avait en son sein des noyaux fascistes. Il y en a toujours eu, aussi bien dans le mouvement sioniste que depuis la naissance d'Israël. C'est toute la tradition du groupe Jabotinski dont l'idéologie est celle d'un nationalisme outrancier, appuyé sur l'armée, réclamant des conquêtes territoriales aux dépens des Arabes, violemment opposé au socialisme, à la nationalisation de la terre, aux organisations ouvrières, à la Histadrouth.

Ces groupes étaient plus forts avant la création de l'Etat. Du temps de la lutte contre les Anglais, grâce à leurs actes de terrorisme ils jouissaient d'une sorte d'« aura » romantique. Depuis ils se sont embourgeoisés. Toutefois, il existe, aujourd'hui encore, de ces groupes qui s'opposent à la démocratie, dénoncent l'existence des partis. attendent l'avènement de quelque chef, militaire de préférence. Aujourd'hui, ils ont pris le « grand Israël » comme cheval de bataille, espérant grâce à lui gagner la rue. Depuis que le Gahal a quitté le gouvernement on a tendance à les oublier, c'est la raison pour laquelle j'en ai parlé, car je pense que les ouvriers ne doivent pas ignorer leur existence. On a tendance à croire que parce qu'on est juif on ne peut pas être fasciste. C'est faux : il y a des Israéliens qui sont comme des Allemands, des Italiens, des Américains. C'est peut-être aussi le signe que nous sommes devenus un peuple comme les autres.

C. H. :

Mais enfin ces groupes sont assez nombreux quand on sait que le Gahal a recueilli 27 % des voix aux dernières élections, y compris celles de nombreux ouvriers.

I. B.-A. :

Je tiens à préciser : je ne considère pas le Gahal comme un parti néo-fasciste. C'est un parti de droite ; on peut trouver en son sein des noyaux fascistes comme on peut trouver dans tous les partis des partisans du « grand Israël ». En fait ces groupes néo-fascistes sont très réduits mais ce n'est pas une raison pour taire leur existence.

C. H. :

Y a-t-il parmi ces groupes ou ailleurs des gens en Israël qui sont économiquement intéressés à la poursuite du conflit ? Autrement dit, des gens à qui la guerre profite ?

I. B.-A. :

S'il y en a je ne les connais pas. Les capitalistes comprennent que la guerre est dangereuse pour eux aussi. Aujourd'hui nous sommes les plus forts, mais ce n'est pas une solution à long terme. Non.

Ce qui par contre est intéressant chez les capitalistes, ce sont les calculs qu'ils font concernant l'exploitation de la main-d'œuvre arabe. C'est la raison pour laquelle ils ont soutenu la politique des « ponts ouverts » et soutiennent le principe de l'occupation militaire. On peut lire de temps à autre des articles de théoriciens bourgeois soutenant que la paix viendra du fait que les ouvriers arabes travailleront chez nous, que nous aurons des entreprises, des intérêts communs.

Au surplus cette sorte de pacifisme n'est pas uniquement le fait des capitalistes. On trouve cette conception de la paix chez les religieux et chez certains groupes ou individus dans les différents partis, y compris le parti ouvrier.

C. H. :

Sous couvert de pacifisme, l'intégration économique ne dévoile-t-elle pas une politique délibérée d'annexion, ou à tout le moins une volonté de conserver le statu quo actuel ? Cette politique ne porte-t-elle pas en germe la fin de la classe ouvrière israélienne et en général de la société israélienne telle que l'avait conçue le courant borochoviste ?

I. B.-A. :

Bonne question. Il n'y a pas très longtemps, nous avons reçu une délégation socialiste. On nous a demandé pourquoi nous n'organisions pas les ouvriers arabes des territoires occupés. Ce sont des ouvriers ! Pourquoi, nous a-t-on demandé, ne les faites-vous pas entrer à la Histadrouth puisqu'ils travaillent dans la Histadrouth. Nous donnerions notre aval à une politique d'annexion. Nous ne voulons pas étendre la Histadrouth à une territoire qui n'est pas Israël. Il est clair pour tout le monde que la situation actuelle est provisoire. Comme Dayan l'a dit récemment, entre les territoires et le caractère juif de l'Etat, nous choisissons ce dernier.

Cela dit il reste qu'à la suite de la guerre nous nous sommes trouvés face à une population arabe parmi laquelle il y avait de nombreux sans travail. Il eut été vain de notre part de ne pas leur en fournir. Ce faisant, nous ne leur avons porté aucun préjudice. Ils ont appris de nouveaux métiers, ils ont appris à s'organiser, à lutter pour leurs salaires. Mais ce n'est pas une solution : on ne peut séparer les problèmes sociaux des problèmes nationaux, et sans solution nationale du problème arabe (comme du problème juif) il n'y aura pas de solution sociale.

La solution idéale c'est donc la fin de la guerre ; il faut que les territoires soient rendus au pays dont les habitants sont des citoyens, libre à eux, après quoi, de s'autodéterminer comme Jordaniens ou ce qu'ils voudront. Il faut que nous puissions garantir notre sécurité et que nous puissions établir avec eux des relations diplomatiques, économiques, d'égal à égal.

Je ne peux pas dire que nous soyons à la veille du miracle, que demain il y aura la paix. Mais le fait que nous acceptons de retourner à la mission Jarring signifie que nous renonçons à toute solution militaire. Nous voulons une solution politique ce qui veut dire un compromis. Jusque là, la Histadrouth doit affirmer sa solidarité avec les ouvriers arabes des territoires occupés, mais sans équivoque : nous n'adhérons pas à une politique d'annexion.

C. H. :

En tant que socialiste que pensez-vous de la lutte du peuple palestinien ?

I. B.-A. :

Je pense qu'entre le désert de Jordanie et la mer il y a deux Etats, et pas de place pour un troisième. Ceci est conforme à la décision internationale de novembre 1947. L'Etat arabe est libre de se donner le nom qu'il désire, jordanien, palestinien, ce n'est pas à nous d'en décider. Il est clair que cet Etat s'étend sur les deux rives du Jourdain. Il est non moins clair qu'il y a un problème de rectification des frontières. Je vis sur la frontière, je sais de quoi je parle et ce que c'est que de vivre dans les abris même en temps de paix. Il faudra donc procéder à des rectifications de frontières sur la base d'un consentement mutuel. Pour ma part, je pense qu'à côté de l'Etat d'Israël il y a un Etat palestinien dont les citoyens doivent choisir le régime : monarchie, république, soviet... c'est leur affaire. Ce qui est clair, c'est qu'il n'y a pas de place pour un troisième Etat soi-disant palestinien. Celui-ci n'aurait aucune indépendance, tôt ou tard il tomberait sous la domination des Jordaniens ou de la nôtre.

Je sais bien que le partage n'est pas une solution idéale. J'espère qu'un jour où il y aura une solution socialiste de nos problèmes, toutes ces histoires de frontières n'auront plus aucune espèce d'importance. En attendant je pense que les Etats du Moyen-Orient doivent organiser leur marché commun.

Clara HALTER :

Ne pensez-vous pas que toute solution du conflit requiert la participation des Palestiniens ? Qu'Israël, dans son propre intérêt devrait l'exiger ?

Itzhak BEN AHARON :

Bien entendu. Mais la solution des Palestiniens est une solution « sans Israël ». Qu'ils nous aiment ou non, les Egyptiens, les Jordaniens reconnaissent du moins notre existence en tant qu'Etat. Les Palestiniens, eux, nous invitent à discuter dans les cimetières. S'il y avait seulement un mouvement, un parti, je ne dis pas un Gouvernement, mais un mouvement chez nos voisins palestiniens qui acceptait de discuter avec nous en tant qu'Etat, cela changerait bien des choses.

C. H. :

En raison de ses liens avec les Etats-Unis et étant donné l'intérêt que ce pays porte au régime hachémite, pensez-vous qu'Israël soit libre de promouvoir une politique pro-palestinienne, autrement dit anti-Hussein ?

I. B.-A. :

On dit que les petites nations aujourd'hui embrouillent la politique des grandes puissances. Que l'Egypte détermine la politique de l'U.R.S.S. comme nous déterminons celle des Etats-Unis. Comme dans toute boutade il y a là un élément de vérité. Il est vrai que notre dépendance à l'égard des Etats-Unis est grande. Aucun d'entre nous n'en est satisfait et, paradoxalement, ceux qui en sont le moins heureux, ce sont les Américains eux-mêmes. En effet, ils ont de nombreux intérêts dans les pays arabes. Ils voudraient se libérer de la tâche de nous protéger. C'est nous qui exigeons d'eux, et non seulement d'eux mais des Russes, des Français, des Anglais aussi qu'ils garantissent notre existence. Après tout, nous sommes une création des Nations Unies. Nous avons apporté une solution au problème juif qui est un problème international et nous avons besoin d'aide, d'où qu'elle vienne.

Quoi qu'il en soit, je ne connais aucun cas où les Américains soient intervenus dans notre politique à l'égard des Arabes contre l'intérêt de ces derniers. Au contraire, toutes les pressions américaines sont dirigées en faveur des Arabes, non par amour de ces derniers, mais par souci des intérêts américains.

Il ne s'ensuit pas pour autant que nous soyons pro-Hussein. Ce sont les Palestiniens qui ont fait Hussein et qui le maintiennent au pouvoir. Les Arabes des territoires occupés nous disent que leurs affaires avec Hussein ne nous regardent pas et que nous devons traiter avec Hussein - ce qui ne les empêche pas de nous dire que leur représentant politique c'est le Fath. Pour ma part, je pense que pour autant qu'ils acceptent de discuter avec nous, nous n'avons pas à nous mêler des affaires intérieures des pays arabes.

Je pense qu'il faut être complètement aveugle pour ne pas voir que l'avenir de notre pays dépend de la paix avec les pays arabes, qu'il est impossible de tabler sur la force, qu'il y va de notre intérêt, de notre existence nationale.

Jacques Derogy

la loi du retour

PRIX AUJOURD'HUI

aux Editions

Fayard

POUR UNE FRANCHE RECONNAISSANCE DU FAIT NATIONAL

par Albert MEMMI

Le rideau va peut-être tomber, partiellement au moins, pour un temps peut-être, sur cette malheureuse affaire. Espérons-le en tout cas. Et profitons-en pour faire le point, de notre point de vue de socialistes.

Le conflit du Moyen-Orient a mis en évidence, une fois de plus, les insuffisances ou même véritables contradictions de la pensée socialiste sur un certain nombre de problèmes. Récemment, deux délégués d'un parti socialiste français ont signé, au Congrès du Koweit, une aberrante déclaration réclamant une fois de plus la destruction pure et simple de l'Etat d'Israël (1). Y croyaient-ils eux-mêmes ? On peut le penser malgré la légèreté, tragique alors, de cette position. Mais alors, à quel réel se réfèrent-ils, à quel rapport de forces ? Et si c'est encore une tactique, que de sottises et même de crimes on aura projetés au nom de la tactique !

Voici des années que nous sommes quelques-uns à réclamer une reprise de la recherche en matière de socialisme, non soumise aux impératifs tactiques immédiats et non respectueuse de la tradition. On a voulu voir dans nos revendications presqu'une agression, ou même l'amorce d'une rupture qui appelle l'excommunication. Comme si la meilleure fidélité n'est pas renouvellement et invention pour la solution de problèmes inédits !

Pour nous en tenir au point qui nous préoccupe aujourd'hui, disons en bref que *les difficultés de la gauche proviennent ici encore d'une vieille méconnaissance du fait national.* Car évidemment l'affaire remonte loin. Pour se représenter l'image que Marx avait des nations, il faut se rappeler les modèles qu'il avait sous les yeux : en pleine ascension, en pleine expansion écono-

(1) Il est vrai que le P.C. français n'a pas signé ce texte, ni les Chrétiens progressistes. Mais ce désaccord prouve encore les contradictions de la pensée socialiste contemporaine, si pensée il y a : car enfin entre la destruction de l'Etat d'Israël et la paix avec lui. il y a plus qu'une nuance.

mique, et qui lui paraissaient redoutables pour le prolétariat de l'époque, misérable et peu conscient de sa force potentielle ; ce tête-à-tête, dans le cadre national, ne pouvait que tourner à l'avantage du patronat. D'où la nécessité de rechercher une alliance entre les différents prolétariats contre leurs différentes bourgeoisies : et la fameuse formule : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », qui est plus un conseil qu'un constat. Marx n'a que méfiance, sarcasmes et hostilité, envers les nations, les nationalismes et les revendications nationales, qu'il juge d'origine bourgeoise et étriqués et bien que, par le même mouvement dialectique habituel à sa pensée, il entrevoit que la bourgeoisie a ouvert la voie à l'universalisme.

La place nous manque ici pour reprendre, expliciter et coordonner les passages divers où Marx aborde le problème national. Disons en gros que le nationalisme est d'abord pour lui une revendication négative ; on le voit bien lorsqu'il lui arrive d'aborder le problème colonial. Sauf sur la question irlandaise et vers la fin de sa vie, où elle commençait à effectuer un tournant [1], la pensée de Marx en est restée à l'idée que la libération des colonies se ferait par l'intermédiaire de la libération des prolétariats métropolitains. Donc, non grâce à la libération nationale proprement dite, mais grâce à une libération sociale, et encore indirecte. Il aurait peut-être changé d'avis, précisément, s'il avait assisté à l'éclosion décisive des revendications coloniales contemporaines, dont la dimension nationale est trop évidente et trop directe.

C'est Lénine et Staline qui seront réellement confrontés avec le fait national. Il n'est pas sans signification que Lénine ait été

(1) Marx s'est alors moqué des internationalistes français, au fond bien installés dans le giron de leur propre nation. Mais l'allure générale du marxisme est bien telle.

PSU

Chaque semaine

tribune socialiste

hebdomadaire national du PSU

- DEFEND UN POINT DE VUE SOCIALISTE sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.
- ATTAQUE L'EXPLOITATION CAPITALISTE sous toutes ses formes.
- et COMBAT POUR LE RENOUVELLEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER

AVEC VOTRE ABONNEMENT demandez le livre de Michel ROCARD "le PSU et l'AVENIR SOCIALISTE DE LA FRANCE" qui vous sera offert en cadeau de bienvenue.

TRIBUNE SOCIALISTE

Abonnements

6 mois ..... 22 F
1 an ..... 43 F
Soutien à partir de 80 F

54, boulevard Garibaldi - Paris (15e)
C.C.P. Paris 53-26-65

amené à polémiquer à ce sujet avec un parti juif, socialiste mais juif affirmé : le Bund. C'est au cours de cette controverse qu'il énoncera un certain nombre de condamnations, indéfiniment reprises par la suite, du nationalisme « petit bourgeois », et des « cultures nationales » qui ne seraient que des cultures bourgeoises. Mais il n'y a pas que la discussion interne avec le bundiste Liberman : les peuples d'Orient bougent, et leurs délégués se présentent aux conférences internationales à la fois comme socialistes et aussi comme représentants de peuples opprimés. Sauf peut-être sur le problème politique du pouvoir, le génie particulier de Lénine est surtout celui d'un tacticien hors pair, plus que d'un théoricien. Après quelques hésitations, au contraire de nombreux socialistes de l'époque, Lénine comprit vite qu'il fallait tenir compte de cette allure nouvelle du socialisme. Sans en faire exactement la théorie, il reconnaît la légitimité de ces revendications, tout en posant cependant cette condition : il faut que la lutte des classes reste l'essentiel. Au fond, il reste fidèle sur ce point à l'enseignement de Marx, et subordonne la libération nationale à la libération sociale. La pauvreté dogmatique de la « pensée » stalinienne, d'autant plus dogmatique qu'elle est pauvre, ne fait guère avancer davantage le problème, si elle prouve au moins l'urgence de préciser et de compléter la doctrine sur ce point. Et surtout, vérité simple et évidente, très vite, les dirigeants de l'U.R.S.S. ont été préoccupés du salut exclusif de leur pays et de la révolution chez eux ; ils y subordonnent tout, les intérêts immédiats des autres prolétariats dans le monde, et à plus forte raison le sort des colonisés, dont ils se désintéressent ; ou pire encore dont ils craignent qu'ils ne gênent leurs relations avec les nations occidentales.

Ce primat des intérêts russes, et prétendument révolutionnaires confondus, est encore le gouvernail de la politique soviétique au Moyen-Orient.

En tout cas, la tradition marxiste laissera les partis communistes relativement sans appui théorique sérieux sur un sujet de plus en plus important à mesure que s'effectuait le réveil national de tant de peuples à travers le monde. Et si, en bonne logique marxiste, c'est l'action qui doit fournir la vérification, et même la chair de la théorie, l'échec des P.C. dans la plupart des pays décolonisés devrait prouver qu'ils avaient mal compris la décolonisation. Mais, découvrant l'importance du phénomène national et ne sachant trop comment l'accorder aux enseignements traditionnels, ils préfèrent se payer de mots plutôt que de le repenser, et par eux-mêmes ; d'où, entre autres, cette manie, drôle ou irritante, en tout cas révélatrice d'une gêne profonde, de baptiser socialiste et révolutionnaire toute mutation politique. Il est vrai qu'une telle image de marque - et cela aussi est révélateur, est infiniment plus séduisante et tactiquement plus efficace, auprès des intellectuels, des jeunes gens imprégnés de l'interprétation marxiste traditionnelle. Mais on ne peut vivre éternellement de scholastique, ou de tactique, et il arrive toujours que le réel se venge : et les hommes au pouvoir envoient fréquemment les communistes en prison.

N'est-il pas temps enfin de se demander la raison *théorique* de ces échecs et de procéder à une *réévaluation du fait national ?*

Je me doute bien des méfiances qu'une telle question suscite immédiatement .Politiquement, le marxisme est fondamentalement une théorie de la lutte des classes. Le progrès, et la libération des hommes, sont le résultat de cette lutte entre Dominants et Dominés *sociaux*. Les luttes nationales, exigeant l'unité des protagonistes, même provisoirement, laissent intacts, dira-t-on, les privilèges, et repousse à plus tard la transformation des rapports sociaux à l'intérieur de la nation en lutte. Cela est relativement exact.

Mais il est clair aussi que cet argument n'est que la reprise tautologique de la pensée marxiste sur ce point. Il présuppose toujours que la lutte nationale est en elle-même un fait négatif, qui voile le seul fait positif : le combat social. Or, est-il permis de poser autrement le problème, à savoir : que le mouvement de libération nationale est *également* un mouvement de progrès humain ?

Pour rester dans une tradition prestigieuse, essayons d'énoncer quelques thèses complémentaires :

1) A oppression nationale, libération nationale.

Cette proposition a une double dimension : pratique et éthique. Car enfin, il s'agit bien d'une véritable oppression, qui ne se confond pas avec l'oppression sociale, en ce sens qu'elle atteint toutes les dimensions d'un groupe global, toutes classes concernées ; plus ou moins, naturellement, mais enfin toute la nation, ou tout le groupe à vocation nationale. Et si l'on veut faire cesser cette oppression globale, il sera toujours insuffisant et inadéquat de faire appel à une seule classe, fut-elle la plus nombreuse.

Mao Tse Toung n'a pas craint, lui, de parler de « coopération de classes », parce qu'il vivait concrètement le problème, et ne se contentait pas de spéculer de loin sur les problèmes des autres. Comme ce n'est pas un hasard si la réflexion sur le problème national, et sur le rapport entre les classes et la nation, a redémarré enfin parmi les peuples dont l'indépendance n'est pas encore accomplie, (en Egypte par exemple, voir les recherches de Abdel Malek ou de Riad, ou celles de théoriciens juifs).

Et pourquoi une oppression nationale serait-elle moins scandaleuse que les autres, et la libération nationale moins morale que les autres ? De toute manière, enfin, pratiquement et éthiquement, du moment qu'il existe un problème national, il faut lui consacrer une attention appropriée et découvrir l'action la plus adéquate pour le résoudre.

2) La libération nationale est souvent la condition préalable de la libération sociale.

Il arrive trop souvent, en effet, que la présence du Dominant, présence réelle ou pression économique et politique, empêche la réalisation effective de la libération sociale. Quelquefois d'ailleurs, avec la complicité, ou la résignation, des privilégiés du peuple dominé. Cette tension absorbe les énergies, occupe l'affectivité et l'esprit collectifs. Cela, Lénine, avec son extraordinaire intuition politique, l'avait pressenti ; il ne pouvait aller plus loin dans l'action, je l'ai dit plus haut. Mais stratégiquement, il peut alors apparaître préférable de s'attaquer d'abord au Dominant, en y intéressant si possible toute la nation (voir tout le problème de la bourgeoisie nationale). Tant que cette libération nationale n'est pas faite, la libération sociale risque d'être toujours hypothéquée. Et de sorte que la libération nationale apparaît souvent comme un *préalable nécessaire.*

3) Le fait national enfin est un fait social positif.

Les deux propositions précédentes supposent en effet que l'on ne voit pas dans le fait national une perversion ou une illusion, ou encore une mystification. C'est-à-dire une maladie du corps social ou une espèce de délire, c'est-à-dire, en définitive, rien du tout. Certes, son utilisation peut être perverse ; on peut se servir des sentiments nationaux d'un peuple pour l'entraîner à quelque aventure, pour faire oublier à une classe ses intérêts. Mais c'est aux classes dominées,

aux socialistes, à nous, de nous battre pour que cela ne soit pas, *pour ne pas dissocier la lutte sociale de la lutte nationale*. Cela ne signifie pas que le fait national n'existe pas comme tel : *Il correspond à une instance sociale réelle*, laquelle a d'autres exigences que celles de chaque classe en particulier. C'est une facilité intellectuelle que de s'en tirer en disant que le prolétariat *représente* toute la nation, et d'ajouter que les autres classes ou groupes sociaux ont *trahi*. Trahi quoi et qui ? En tout cas pas eux-mêmes, et personne ne représente complètement tout le monde.

N'est-il pas méthodologiquement plus marxiste de se demander à quel *réel* correspond une revendication si tenace, et si partagée par tant de groupes sociaux, même parmi les plus déshérités économiquement ? La pensée socialiste, qui a légitimement dénoncé tant de mythes réactionnaires, pourquoi ne s'appliquerait-elle pas à elle-même une rigueur si féconde ? Ou si on ne veut voir, malgré tout, dans le fait national qu'une étape, un détour, une médiation de l'Histoire, pour réaliser un jour sa fin, qui serait le bonheur de l'humanité, qu'est-ce qui n'est pas médiation dans cette longue marche ? Et en quoi la classe serait-elle plus médiation qu'une autre réalité sociale, puisqu'elle est destinée, ne l'oublions pas, dans la perspective même de Marx, à disparaître ? Ce dont d'ailleurs on peut douter.

Est-il besoin de dire qu'il ne s'agit ici nullement d'une réhabilitation d'une quelconque *Doctrine* nationaliste, qui poserait la primauté absolue du fait national (ce que l'on rencontre aujourd'hui paradoxalement chez quelques-uns des mouvements dits révolutionnaires), qui en ferait une *valeur* supérieure à toutes les autres, et qui, sans souci de la contradiction, affirme sa propre réalité nationale comme supérieure à toutes les autres réalités nationales ? Une telle doctrine nationaliste est évidemment contraire à tout *internationalisme*. Il suffit qu'on reconnaisse le fait national, qu'on dénonce toutes les oppressions nationales, qu'on admette la légitimité de toutes les libérations nationales. Cela laisse intact, certes, le problème d'accorder ensemble les différentes affirmations nationales et, donc, la nécessité d'une morale *internationale* (1).

J'ai parlé de thèses ; mais d'où il ressort, évidemment, des conséquences pour l'action, et plus précisément pour l'action immédiate qui nous préoccupe. Il s'ensuit qu'il faut cesser de camoufler ou de minimiser la dimension nationale des revendications des peuples du Moyen-Orient. Je le notais déjà dans un texte sur « La gauche française et le problème colonial », paru en 1958 (2) : embarrassée par cette dimension évidente, ou aveuglée par son désir profond de se trouver devant une conjoncture révolutionnaire, cette gauche a finalement raté non seulement l'intelligence exacte de la situation coloniale, mais elle a dû laisser à la droite le soin de régler l'affaire ; car enfin, c'est de Gaulle qui a fini, bon gré mal gré, et avec des lenteurs coûteuses, par entériner la décolonisation. Aujourd'hui, trop d'hommes de gauche, aidés en cela il est vrai par les slogans astucieux des nationalistes eux-mêmes, ont voulu voir d'abord dans le comportement des pays arabes, puis maintenant (vomissant ces mêmes pays, qui n'ont pourtant guère changé), dans les mouvements palestiniens, la révolution sociale en marche, lors qu'il s'agit d'abord, et encore, d'un mouvement de reconstruction nationale.

Et voici enfin, je l'avoue, où je veux en venir par un si long détour théorique :

(1) Repris dans « L'Homme Dominé », Paris, Gallimard, 1968.

(2) J'ai dit ailleurs qu'il n'y a pas de solidarité automatique, pas d'harmonie préétablie entre les opprimés. De sorte qu'il peut se faire que deux groupes d'opprimés puissent avoir raison en même temps, et avoir des intérêts contradictoires. Ainsi, à mon sens, entre les Juifs et les Arabes, pour un certain temps du moins.

maintenant que l'espoir d'un règlement pointe à l'horizon, un *règlement sur le mode national,* les voici qui souffrent, et qui cherchent à l'empêcher, sous le prétexte qu'un tel règlement est méprisable et dangereux. Voilà en tout cas ce qu'il m'est bien apparu il y a quelques jours encore dans cette conversation avec l'un des dirigeants d'un parti révolutionaire français.

Non que les Palestiniens ne contiennent pas en leur sein, relativement aux autres pays arabes, peut-être davantage d'éléments socialement plus avancés. Ni que, plus malheureux nationalement, ils ne soient plus instables, et donc davantage susceptibles de contribuer à une transformation de ce monde arabe (bien que, là encore, discrètement mais fermement, les différents gouvernements arabes se défendent contre eux). Non que le sionisme ne soit pas aussi un mouvement socialiste de reconstruction sociale et culturelle d'un peuple, et probablement plus socialiste que la très grande majorité des régimes arabes. Ce que ces mêmes hommes de gauche nient ou minimisent par la même fixité dans un schéma scélérosé d'explication. Et il ne nous est pas interdit de rêver à ce que serait un Moyen-Orient socialiste, où la collaboration fraternelle, la symbiose, binationale ou même anationale, serait enfin effective. Seulement pour cette première étape, faut-il donc refuser une solution, même provisoire, qui ferait indéniablement l'économie de beaucoup de souffrance et de sang, et qui ferait, très probablement, notablement avancer l'ensemble du problème, sous le prétexte que ce n'est pas ainsi que ce problème devrait commencer à trouver sa solution ?

M'est-il enfin permis de dire que c'est cela qui s'est, en général, *effectivement passé,* et que c'est cela qui se passera probablement au Moyen-Orient ? C'est-à-dire que le *réel* social et historique, c'est cela. Mais je suppose que cette remarque ne gênera guère tant de nos amis qui se sont accoutumés soit à ne pas voir le réel, soit à le mépriser, lorsqu'il a l'impertinence de ne pas répondre à leur attente. Ou ceux d'entre eux qui, par une sorte d'impatience devant l'Histoire, sautent à pieds joints par-dessus les obstacles, et reconstruisent des peuples et des régions, d'après le modèle qu'ils leur souhaitent dans l'avenir. Ou irritera-t-elle enfin, tous ceux, moins innocents, qui cherchent dans une lointaine diversion, une solution à leur impuissance devant leurs propres problèmes.

KURDISH FACTS

mensuel
Service d'Information de la
Société Internationale du Kurdistan
Amsteldijk 8 h AMSTERDAM-Z Hollande

Le rôle de la Gauche dans le conflit du Moyen-Orient

par Guido FUBINI

Guido FUBINI est un avocat et militant de gauche à Turin. Entre 1943 et 45 milite dans le groupe clandestin antifasciste de Milan : « Giustizia e Libertà ». En 1953, candidat aux élections sur la liste « Unité Populaire ». Spécialiste des problèmes du Moyen-Orient du P.S.I. (Parti Socialiste Italien, de gauche), collabore à « Il Ponte », « L'Astrolabio », et « Avanti ».

Auteur de : « Le costituzioni politiche dei pasei di democrazia popolare » et de : « Israele Palestina : une scelta diversa », dont on trouvera la critique dans les pages littéraires.

Guido Fubini est un des dirigeants de notre Comité de Turin.

L'acceptation, par le gouvernement israélien d'une part et les gouvernements égyptien et jordanien d'autre part, du plan Rogers-Kossiguine, en 1970, a été l'indice d'un tournant dans l'évolution de la situation politique au Proche Orient.

Cette acceptation implique, de part et d'autre, un choix entre l'*irréversibilité* de l'unification de la Palestine et l'affirmation du droit à l'autodétermination nationale (dont l'existence de l'Etat d'Israël n'est que la traduction). C'est un choix qui pèsera.

En effet, si la *reconquête* de la Palestine (et d'Israël) par les forces arabes fermerait la porte (comme l'a bien montré Pierre Vidal-Naquet) [1] à toute possibilité d'établir un Etat laïc et démocratique, où arabes et juifs jouiraient de droits égaux, à l'inverse, l'*unification* de la Palestine sous l'occupation israélienne - dans la mesure même où elle serait devenue un fait irréversible - aurait pu ouvrir des possibilités nouvelles d'une *conquête de l'intérieur,* à laquelle arabes et juifs, palestiniens et israéliens auraient été appelés à collaborer, à condition qu'ils veulent travailler ensemble à la transformation démocratique et socialiste du pays. En effet dans la mesure où l'occupation de territoires arabes à la suite de la guerre de 1967 tendait vers le *point de non retour, et seulement dans cette mesure,* la perspective indiquée dans les articles de l'organe mensuel du Mouvement de libération palestinienne, *Fateh,* reproduits par *Les Editions de Minuit* (El Fath, *La révolution palestinienne et les juifs,* Paris, 1970) aurait pu s'avérer réaliste, ou du moins s'offrir

1) « ELEMENTS » n° 5 - 6.

comme la seule alternative valable pour la gauche israélienne.

Tout cela n'a plus de sens dans le cadre d'une action politique tendant à l'abandon, par Israël, des territoires occupés en 1967.

Les conséquences de ce choix, avant même que les négociations prévues ne fussent entâmées, ne se sont pas fait attendre.

D'une part, la rupture de la coalition gouvernementale israélienne, et la sortie du gouvernement des partis de droite, d'autre part la rupture de l'unité arabe (marquée par la diversification des positions prises face au plan Rogers-Kossiguine, respectivement par l'Egypte et la Jordanie et par la Syrie et l'Irak), ont confirmé qu'une perspective de paix peut à elle seule mettre en mouvement, aussi bien à l'intérieur du monde arabe que dans la société israélienne, une dialectique permettant une évolution positive dans un sens démocratique.

Il est vrai que le traitement différent réservé aux otages juifs de diverses nationalités retenus par les *fédayines* à la suite des détournements d'avions - par rapport aux otages non juifs, qui ont été remis plus tôt en liberté, a suscité (ou confirmé) les doutes sur la volonté et sur la capacité de la résistance palestinienne d'instaurer en Palestine un Etat, dans lequel juifs, chrétiens et musulmans puissent jouir de droits égaux ; mais il est aussi vrai - et cela doit être souligné -, que la condamnation, par les représentants les plus responsables de la résistance palestinienne, des détournements d'avions civils a fourni la preuve que le processus de diversification des positions n'a pas épargné la résistance palestinienne.

Il est déplorable qu'une partie de la gauche européenne n'ait pas compris qu'en exprimant sa solidarité avec les hommes et les groupes qui avaient choisi la voie de l'extrêmisme et du terrorisme, on ne pouvait que gêner les choix politiques responsables de la résistance palestinienne, et servir objectivement la droite sioniste. On ne saurait dire si ce comportement d'une partie de la gauche européenne est l'expression d'un paternalisme typiquement bourgeois, ou d'un racisme au niveau subconscient.

Le processus de diversification qui s'est manifesté à l'intérieur de la résistance palestinienne risque cependant d'être interrompu - s'il n'est pas soutenu par un comportement responsable de la gauche européenne - par le massacre criminel commis par l'armée de Hussein. C'est donc à la fois pour des raisons politiques et humanitaires que le massacre doit être condamné : du développement d'une telle dialectique à l'intérieur de la résistance palestinienne dépend en effet le dialogue avec la gauche israélienne, dialogue qui constitue la condition nécessaire à la reconnaissance des droits du peuple arabe-palestinien.

La lutte des palestiniens contre l'armée de Hussein a montré, cependant, que les palestiniens sont un interlocuteur qu'on ne peut ignorer dans une négociation : ils doivent participer à tout pourparler où sont en jeu leurs intérêts ; ils doivent être acceptés et être mis dans la possibilité de se faire accepter comme *partie* sur le plan international.

Cela nous conduit à préciser dès maintenant une des tâches immédiates de la gauche, qui est de demander que les négociations en cours dans le cadre de la mission Jarring et dans le cadre des Nations Unies permettent aux organes internationaux d'écouter les porte-paroles les plus qualifiés de l'opinion palestinienne. Les courants politiques les plus responsables de la résistance palestinienne ne pourraient qu'en tirer une force accrue, et les minorités nationales sur la scène internationale serait ainsi reconnues. L'Etat d'Israël pourrait difficilement s'y opposer, dans la mesure où sa survie dépend *aussi*, à plus ou moins brève échéance, de la participation des palestiniens aux pourparlers de paix.

Si le début de cette dialectique à l'intérieur de la société israélienne et à l'intérieur du monde arabe est lié à l'ouverture d'une perspective de paix, il est vrai aussi que les forces qui - dans les deux camps - ont intérêt au maintien des rapports politiques et sociaux actuels, ne peuvent travailler qu'à fermer toute perspective de paix, ou ce qui revient au même, à rechercher des « solutions provisoires » qui seraient des « non-solutions ».

C'est dans le cadre de ces « solutions provisoires », que se place la proposition de faire

J'ACCUSE

Bimensuel d'information démocratique

●

Informer, ce n'est pas commenter les discours officiels qui vident les bancs de l'Assemblée et emplissent les rubriques politiques de la « grande presse ».

C'est dire la vérité sur 90 % des Français, sur leur vie quotidienne, sur la France qu'on ignore et qui bouge.

Donner la parole à ceux d'en bas, dénoncer ceux d'en haut, le fascisme nouvelle manière qu'ils nous préparent à l'Intérieur comme à Puteaux, unir tous ceux qui se réclament d'une nouvelle démocratie.

Dans le n° 4 :

Dossier sur « **le Fascisme qui vient d'en haut** » (par André Gluckmann)

« Le fascisme d'aujourd'hui ne signifie plus la prise du ministère de l'intérieur par des groupes d'extrême droite, mais la prise de la France par le ministère de l'Intérieur ».

Enquête sur le Languedoc Roussillon

Jane Fonda : « Tuez vos officiers ».

A paraître dans le n° 5 :

J.-P. Sartre : « Qu'est-ce que la politique aujourd'hui »

Puteaux : petits tueurs pour gros spéculateurs.

La France est-elle rasciste ? Les travailleurs émmigrés parlent.

Le combat des femmes d'Angers

Valentine, Ferodo, Fessenheim, Grenoble : les usines-poisons.

●

J'accuse - Editions Liberté Presse

16, rue du Bourg Tibourg, Paris-4e
Tél. : ARC. 91-32

Abonnement 12 numéros : **20 F**
Abonnement de soutien : **50, 100, 200 F**

garantir par les Quatre Grands l'application de la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967. Il est pour le moins curieux que maintes diplomaties arabes paraissent engagées dans cette voie, qui aboutirait au retour des puissances colonialistes sur le Canal de Suez : ce serait, pour la France et l'Angleterre, la revanche de 1956 ; et on peut se demander ce que deviendrait une négociation sur le prix du pétrole, quand les troupes américaines, soviétiques, françaises et britanniques stationneraient le long de la Mer Rouge ou dans le désert du Sinaï.

C'est pourquoi l'action de la gauche devrait tendre à convaincre la diplomatie arabe du danger de « garanties » : si une garantie internationale est nécessaire, elle devrait être fournie par les petites nations faisant partie du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée des Nations Unies, à l'exclusion des Quatre Grands.

Mais une garantie internationale est-elle nécessaire ?

Les pourparlers en cours sous la direction de M. Jarring ont essentiellement pour objet l'établissement d'un calendrier à l'expiration duquel *toutes* les clauses de la Résolution du 22 novembre 1967 auront été appliquées. Ce n'est pas ici que l'on peut esquisser ce calendrier : mais il faut avoir bien clair à l'esprit que, si ce calendrier devait prévoir - provisoirement - une garantie internationale, *il devra aussi prévoir la fin de cette garantie internationale.* C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que la résolution du 22 novembre pourrait être appliquée, car, tant que la garantie subsisterait, on ne pourrait pas affirmer qu'on est en présence de la *solution définitive* prévue par la résolution du 22 novembre. Il faut qu'on puisse connaître non seulement le jour où commence la garantie internationale, mais aussi le jour où elle prendra fin et comment elle prendra fin.

S'il n'en était pas ainsi, on serait à nouveau en face d'une solution provisoire, c'est-à-dire d'une *non-solution* : cela suffirait à permettre un retour des forces de droite, des forces conservatrices, aussi bien à la tête de l'Etat israélien que des Etats arabes. Ce serait la fin de toute perspective démocratique et socialiste.

Et ce sont ces constatations qui doivent commander le comportement de la gauche.

partisans

Janvier-février 1971.

Comité de rédaction :

Jean-Marcel Bouguereau,
Jean-Marie Brohm,
Gérard Chaliand,
Guy Clair,
Emile Copfermann,
Georges Dupré,
Boris Fraenkel,
Jean-François Godchau,
Eli Lobel,
Fanchita Maspero,
François Maspero,
Maurice Maschino,
Jean-Philippe Talbo,
Pierre Vidal-Naquet.

Rédaction :

1, place Paul-Painlevé, Paris (5e).
Tél. : 633-41-16.

Sur la révolte de Reggio de Calabre .....

Premières notes pour la discussion sur le problème nord-sud .....

Vittorio Foa : Les événements de Reggio de Calabre et la stratégie du mouvement ouvrier .....

La lutte pour la libération des femmes ; stratégie pour un mouvement de masse ...

Sylviane Mercier : La foire à la Libération ..

Evelyn Reed : Les femmes : caste, classe ou sexe opprimé ? .....

Maxime Williams : Pauvreté, drogue, féminisme. Les femmes de Phœnix parlent .

Caroline Lund : Les femmes dans la révolution chinoise .....

J.-F. Godchau : Introduction : de nouveau sur la libération des femmes .....

J. O'Brien : Réintégrer les femmes dans l'histoire anglaise .....

Boris Franenkel : Aux origines intellectuelles de Mai 1968 .....

J.-M. Brohm : A propos d'Igor Caruso .....

Igor Caruso : L'ambivalence dans la société du bien-être .....

H. Marcuse : Répression sociale et répression psychologique. Actualité politique de Freud .....

Fidel Castro : Discours sur les femmes .....

Eva Chertov : Quelques remarques sur l'image des femmes et l'évolution de la famille à Cuba .....

Joanna Durand et *Sylvie Fasso* : Le P.C.F. et les femmes .....

Guy Clair : Les crimes de Mobutu, assassin, général et président .....

La gauche allemande et Israël

par Heinz-Joachim HEYDORN

Heinz-Joachim Heydorn, est né en 1916 à Hambourg. Docteur en philosophie, et diplômé de chinois, il est actuellement professeur de pédagogie à l'université de Francfort. Pendant l'époque du fascisme - travail politique clandestin. Collaborateur anonyme du journal d'émmigrés d'opposition publié à Paris : « Die Zukunft » (L'Avenir).

Il est condamné pendant la guerre par les tribunaux militaires pour motifs politiques.

En 1945, H.J. Heydorn, fonde avec un certain nombre d'amis l'Union des Etudiants Socialistes allemands dont il devient le Président. Il est exclu pourtant du S.P.D. (Parti Social Démocrate allemand) en 1961 pour tendances gauchistes.

Il publie plusieurs ouvrages philosophiques, pédagogiques et politiques.

Il est un des animateurs de notre Comité à Francfort.

L'attitude de la gauche allemande à l'égard d'Israël revêt à la fois des aspects généraux par rapport à l'ensemble de la situation internationale, et des aspects plus spécifiques. Bien que le contexte national particulier ait perdu, dans l'ensemble, beaucoup de son importance pour la jeune génération, il n'en conserve pas moins un poids considérable. Cependant, il paraît nécessaire de définir d'abord brièvement la place et le poids relatifs de la gauche en Allemagne de l'Ouest.

La situation politique en Allemagne fédérale est généralement caractérisée par le fait qu'il n'existe pas de parti communiste digne de ce nom et que, selon toutes probabilités il n'en existera pas dans un avenir prévisible. Les activités syndicales trouvent, pour l'essentiel, leur expression politique dans le parti social-démocrate. Donc, d'emblée, il manque une gauche organisée ayant sa base dans les masses ouvrières. La gauche est donc, aujourd'hui encore, essentiellement représentée par des forces appartenant au monde étudiant ou immédiatement issues du mouvement étudiant. Ainsi se trouvent tracées ses limites sociologiques. Il ne peut être question d'une gauche authentique au sein du parti social-démocrate, que de façon tout à fait marginale, si l'on entend par le terme « gauche », la volonté de modifier les structures de la société. Du milieu des années 50 au milieu des années 60, il n'y a

eu, en République fédérale, aucune gauche quelque peu influente. Même les groupes étudiants extrêmistes n'ont réussi que rarement à rompre leur isolement. L'année 1968 a constitué, en République fédérale, aussi, une coupure ; on a assisté à un mouvement de masse des étudiants, sous l'égide du S.D.S. (Union des étudiants socialistes allemands). Ce mouvement revêtait un aspect anarchisant évident et était difficilement définissable sur le plan idéologique ; il a perdu très rapidement son caractère « spontanéité ». Lui succédant, on a vu se faire jour un processus très net de différenciation idéologique au sein de la gauche, et cependant ,il a été possible d'organiser politiquement un noyau important du mouvement étudiant originel. On a pu déceler une tentative de créer, à la place des impulsions de masse antiautoritaires, des organisations bien encadrées sur le modèle bolchévique, et d'établir des relations étroites avec la classe ouvrière. Mais même cela n'a réussi que parmi une fraction très étroite.

L'espoir d'une évolution sociale, grâce à la venue au pouvoir d'un gouvernement socialiste-libéral, a aussi conduit beaucoup d'anciens révolutionnaires étudiants à chercher à se rattacher au parti social-démocrate. Cependant, en l'absence de réformes fondamentales et en raison de l'aggravation des contradictions internationales, la gauche commence lentement à prendre conscience de son recul et reprendre goût au militantisme, bien qu'une certaine résignation soit encore aujourd'hui perceptible.

On assiste actuellement à une tentative pour créer une aile gauche au sein du parti social-démocrate, qui est presque exclusivement le fait des Jeunes Socialistes et du « Sozialdemokratischen Hochschulbund », une organisation étudiante. Les dirigeants sont issus du mouvement de 1968. Le parti communiste allemand a également réussi à s'attacher une partie de ces forces. Toutefois, il n'a pu obtenir ces succès très limités que dans les universités. Au sein du militantisme de gauche, comptent surtout la « Gauche prolétarienne », qui prépare un parti révolutionnaire, et le parti communiste allemand marxiste-léniniste. Ce dernier, de caractère maoïste, a réussi à former des cellules politiques dans environ 75 entreprises de l'Allemagne fédérale et à élargir sa base étudiante par un nombre notable de jeunes ouvriers. De plus, il y a des groupes trotskistes actifs, de différentes nuances, ainsi que des groupes qui s'alignent sur les processus révolutionnaires du Tiers Monde. L'élément anti-autoritaire anarchiste a beaucoup perdu de son influence, sans cependant jamais disparaître complètement. Il y a des cas isolés d'un anarchisme d'action directe ; les scissions idéologiques sont fréquentes. La force numérique de la gauche ouest-allemande étant faible et sa base se trouvant exclusivement au sein de la jeune génération, on ne peut faire que des suppositions quant à sa signification réelle. Ce serait une erreur que de la sous-estimer ; un changement des conditions objectives peuvent la faire revivre. Mais un regain de la gauche, en Allemagne occidentale, serait selon toute vraisemblance accompagné d'un regain simultané du fascisme déclaré. Il faut compter enfin au sein de la gauche, comme cela a toujours été le cas, des intellectuels dont les opinions sont souvent très personnelles, ainsi que des groupes d'extrême gauche d'inspiration religieuse au sein des Eglises catholique et protestante.

La gauche social-démocrate, presqu'exclusivement représentée par des organisations de jeunes, se tient dans une réserve très nette face au problème d'Israël ; elle donne la priorité aux problèmes sociaux intérieurs. Si l'on veut examiner les nuances, on pourrait déceler une certaine préférence pour le point de vue arabe. Mais cela reste hypothétique, dans la mesure où il n'y a pas de politique cohérente dans ce domaine, et où les suppositions restent empiriques et insuffisamment étayées. Le parti communiste allemand épouse totalement les positions officielles de la République démocratique allemande. Celle-ci, à son tour, adhère encore plus que l'Union Soviétique elle-même au point de vue anti-israélien. Les motifs de cette position résident exclusivement dans la « raison d'Etat » de la R.D.A. qui, vu les contradictions au sein du bloc oriental, n'a conquis sa position politique influente que par une adhésion particulièrement étroite à la politique de l'Union Soviétique. La politique de la R.D.A. concernant le Proche-Orient s'explique donc de façon rationnelle par son propre intérêt. Les variations de la politique ont été considérablement infléchies, sans être

toutefois abandonnées dans leur principe. Toutefois, ce sont les groupes trotskistes qui, au sein de la gauche allemande, ont ouvertement pris positions contre les manifestations antisémites en Pologne et en Union Soviétique, alors que l'ensemble de la gauche allemande, même lors du procès de Léningrad, s'est montrée extrêmement réservée ; il y a là un fait particulièrement significatif. La politique de la « Gauche prolétarienne et des maoïstes est décidément anti-israélienne, et l'existence même de l'Etat d'Israël est presque unanimement contestée. L'espoir est plutôt placé dans un mouvement révolutionnaire commun arabo-israélien, d'où surgirait un Etat commun. C'est une théorie abstraite de la révolution qui prévaut ici aussi. L'identification se fait essentiellement avec les Arabes ; ceci est du reste vrai pour la majorité de la jeune génération qui se réclame de la gauche. Mais ça ne l'est pas, en règle générale, pour les représentants intellectuels plus âgés de la gauche ouest-allemande. Beaucoup d'entre eux sont d'anciens émigrés, qui ont été persécutés pendant le fascisme pour des raisons politiques ou du fait de leurs origines, - leur souvenir de la question juive remonte à une période bien antérieure.

Les raisons de l'attitude de la gauche ouest-allemande devant le problème israélien sont multiples. L'histoire du socialisme elle-même révèle des prises de positions souvent changeantes face au problème sioniste. Le droit à l'auto-détermination n'a été reconnu aux Juifs que de façon hésitante. Ceux des Juifs, qui ont renié leur origine dans la perspective d'une émancipation révolutionnaire, y ont contribué. Seules de nouvelles expériences historiques ont pu modifier cette attitude, comme par exemple chez Trotski vieillissant. Il a fallu l'échec de l'émancipation dûe au fascisme pour que le sens du mouvement sioniste soit compris par un grand nombre de socialistes. De plus, il y a toujours eu des relents latents d'antisémitisme au sein du mouvement socialiste. L'antisionisme idéologique, qui se fonde sur une certaine contradiction socialiste influe sur la situation allemande. Cependant, ce n'est pas là qu'il faut chercher les motifs déterminants, en ce qui concerne la jeune génération. Au sein de la nouvelle gauche - et sous cette dénomination on peut réunir les multiples groupements analysés plus haut - l'attitude envers Israël est surtout déterminée par les relations de plus en plus étroites qui existent entre Israël et les Etats-Unis, alors que ceux-ci cherchent au Proche-Orient un modus vivendi conforme à leurs intérêts. On identifie Israël aux Etats-Unis. Mais les coups de la gauche sont surtout réservés à une politique qui vise à donner aux Etats-Unis le rôle joué dans le monde par l'Allemagne au cours de la première moitié de ce siècle. Cette façon de voir est renforcée sur le plan intérieur, par le fait que les forces réactionnaires ouest-allemandes se déclarent très largement les alliées d'Israël ; et s'il est facile de reconnaître dans cette attitude tout un réseau d'intérêts, l'effet politique n'en continue pas moins de se faire sentir. Aucune force politique déterminante en Israël ne peutcorriger cette image, car en raison de la situation effective, la liberté de décision se trouve extrêmement réduite. Bien plus, le soutien que de puissants groupes de la droite internationale apportent à Israël contribue à renforcer l'aile droite israélienne. A cela s'ajoute la structure bourgeoise du judaïsme d'Europe occidentale et d'Amérique qui ne peut, de ce fait, modifier cet état de choses, mais seulement l'accentuer. C'est ainsi qu'Israël apparaît aux yeux de beaucoup de jeunes, à gauche, comme un complice direct ou indirect d'un système que la gauche veut renverser par une révolution.

De façon paradoxale, les Juifs, victimes en masse du fascisme allemand, apparaîssent comme les alliés d'un système social qui en est l'héritier. La situation qui, à l'origine, avait conduit de nombreux intellectuels allemands au philosémitisme, se retourne. Le philosémitisme intellectuel résultait d'une identification avec ceux qui souffrent, d'une commune expérience de la persécution, et par là dépassant le cadre de la gauche, comme le montre l'exemple de Nietzsche.

L'identification avec les Juifs a eu lieu en exil. Les plus âgés des intellectuels ouest-allemands sont encore aujourd'hui déterminés par cette relation antérieure, qu'Aushwitz et Maïdaneck ont encore approfondie. La jeune génération, par contre, voit le Juif victorieux, l'allié de l'impérialisme américain, et de la classe dominante de son propre pays. L'identification se fait avec d'autres peuples, les parias

de ces décennies, sur lesquels elle projete sa propre situation. C'est là une des raisons pour lesquelles la lutte des Noirs américains trouve une résonnance aussi importante. On est soi-même le Nègre, l'homme martyrisé, qui veut se libérer. Il est très difficile d'apporter ici une solution rationnelle. Il manque les connaissances historiques, la connaissance des origines multiples du sionisme, de son caractère de mouvement d'émancipation, auquel la classe ouvrière de l'Est a pris une part prépondérante. Par manque de connaissance de l'histoire juive, les motivations déterminantes du mouvement sioniste restent incomprises ; une appréciation réaliste de la situation juive actuelle devient ainsi extrêmement difficile.

La gauche allemande connaît également très mal les structures de la société israélienne et la lutte de classe au sein de cette société. La tragédie de l'aile gauche palestinienne est évidente ; elle ne peut laisser personne indifférent. La lutte pour une société plus humaine comprend la reconnaissance du droit à l'autodétermination des Palestiniens, du droit à un Etat palestinien propre. Cependant, si l'on considère la situation effective d'Israël et du peuple juif, les tendances à long-terme du développement dans le Proche-Orient, l'antisémitisme qui couve comme un feu sous la cendre en Union Soviétique et aux Etats-Unis - et si l'on place ces facteurs dans le contexte de l'histoire des souffrances juives - aucun peuple, même aujourd'hui, ne se trouve menacé dans son existence comme le peuple juif. La façade est trompeuse : en fin de compte, le peuple juif ne peut placer d'espoir qu'en lui-même ; mais cette constatation est en même temps la raison de maintes réactions irrationnelles en Israël. Pour libérer l'identification de la jeune gauche de sa partialité, il faut une argumentation rationnelle et différenciée.

L'histoire d'hier, les horreurs des chambres à gaz, ont perdu leur évidence pour la jeunesse ; même si l'on trouve cela regrettable, c'est la vérité, et il faut s'en accommoder. L'Afrique du Sud, Harlem, les bombardements de villages vietnamiens sont eux, évidents, tout comme les réfugiés palestiniens, ou comme notre auto-étranglement par le capitalisme. Il s'agit de faire un travail patient, au moyen d'une juste appréciation des droits arabes. Si la gauche ouest-allemande ne représente qu'une petite minorité de la population, elle est la seule force qui mise courageusement sur l'avenir de l'homme et qui veut conquérir cet avenir. Elle perpétue par là une grande cause ; l'aider à acquérir une meilleure compréhension du problème juif est donc une tâche d'une importance exceptionnelle. La cause de l'humanité, que la gauche continue à défendre, n'est pas pensable sans le contenu incomparable que lui a donné le judaïsme ; une séparation du judaïsme et du mouvement révolutionnaire mondial aurait pour tous deux des conséquences désastreuses. Mais on ne peut reculer d'un pas sur le droit à l'existence d'Israël ; c'est le martyre de millions de Juifs et la détermination de la communauté juive en Palestine qui a fait de l'Etat une réalité. Dans la situation de la gauche ouest-allemande se reflète d'une manière qui lui est propre une problème d'une grande importance internationale et qui touche à tout l'avenir.

Heinz-Joachim HEYDORN

Nous avons reçu un long et intéressant article de Jean Boulegue, assistant à la Faculté de Lettres et Sciences Humaines à l'Université de Dakar (Sénégal) : « La Gauche Française et le mythe d'Israël ».

Malheureusement, la revue étant déjà complète, nous ne pouvons pas l'insérer dans ce numéro.

Opinions

Un appel aux chefs de la Résistance palestinienne

par Muhammed ABU SHILBAYA

Muhammed Abu Shilbaya était encore enfant lorsque lui et sa famille ont du fuir le village arabe de Yahudiyya (Abbassyeh) près de Jaffa, lors des hostilités de 1948. Il est aujourd'hui un des principaux rédacteurs du quotidien « Al - Quds » et enseigne dans une école de la Jérusalem orientale.

Au moment où les grandes puissances intensifient leurs efforts en vue d'une solution pacifique, avec l'accord des principaux gouvernements arabes, la population palestinienne attend des chefs de la Résistance des propositions concrètes quant à son avenir politique et social.

Muhammed Abu Shilbaya n'est pas une personnalité politique ni un révolutionnaire. Mais son article reflète un point de vue qui se répand de plus en plus chez les Palestiniens de Cisjordanie.

Il devient en effet urgent pour les responsables de la Résistance de prendre en considération cette évolution afin de présenter au peuple palestinien et au monde une direction unie et des perspectives claires. Faute de quoi, ils risquent d'être abandonné par la population qui se réfugie déjà dans une sorte de défaitisme.

Nous avons donc jugé nécessaire de publier l'opinion de Muhammed Abu Shilbaya afin que tous ceux qui s'intéressent à la situation sur le terrain puissent prendre connaissance de ce nouveau développement.

Les événements qui se sont déroulés en Jordanie, au Liban et dans les autres pays arabes, et qui continueront à s'y produire avec la bénédiction de la plupart des grandes puissances, sont l'expression évidente de la préoccupation majeure des dirigeants arabes, qu'ils soient « réactionnaires » ou « progressistes », qui est de se tirer d'un aussi mauvais pas en sauvegardant coûte que coûte leur autorité - même au prix du sacrifice de la nation palestinienne -. Nous pouvons être sûrs que cette campagne dirigée contre notre peuple ne prendra fin qu'avec la réalisation de ces sinistres objectifs.

Aussi devient-il urgent pour les nouveaux dirigeants palestiniens de tenir compte de ces derniers développements et d'en comprendre les implications, afin de sauver ce qui peut encore l'être. Comment les slogans du type « Hanoï - Amman même combat », « Libération totale » ou le projet d'un Etat palestinien unitaire et démocratique pour Juifs et Arabes, résisteraient-ils à une étude sérieuse et objective ? L'établissement de cet Etat aurait pour conséquence immédiate la domination juive sur toute la Palestine, du point de vue économique, militaire, culturel, social et politique. Les juifs bénéficient en effet de la supériorité numérique et physique, d'un plus haut degré d'évolution, sans compter le soutien du Mouvement Sioniste, allié de choix pusqu'il possède de solides ramifications à travers le monde et plus particulièrement chez les puissances impérialistes. Quant aux Palestiniens, ils dépendent des régimes arabes, faibles, se haïssant autant que des frères ennemis, instables, et finalement sans grande utilité pour eux.

Pour toutes ces raisons, il serait souhaitable que les Palestiniens se fixent dès aujourd'hui des buts à la fois raisonnables et légitimes, en réclamant par exemple, l'établissement de deux Etats indépendants en Palestine - la Jérusalem arabe étant la capitale de l'Etat palestinen -, l'introduction de la démocratie, et la révision des liens avec la Jordanie lorsque nous aurons fait reconnaître nos droits à l'autodétermination. De tels objectifs ont le mérite de respecter l'exigence fondamentale du peuple palestinien, son désir de sortir d'un régime de dépendance et de terreur. Poursuivre la stratégie de ces dernières années serait suicidaire et se solderait par un désastre qui nous ramènerait sous la dépendance israélienne ou arabe. J'exprime ici l'opinion de bon nombre de Palestiniens, et si je tiens à la soumettre à nos nouveaux dirigeants, c'est que de nombreux fedayin, qui furent mes compagnons de captivité, estimaient, avant juin 1967, et jusqu'à ce qu'ils quittent le pays, que cette voie était la meilleure. Notre

peuple est également conscient qu'aux yeux de l'Histoire, ce sont les dirigeants palestiniens qui seront tenus pour responsables du désastre s'ils persistent à ignorer la nouvelle conjoncture ou empêchent certains de leurs membres d'en tenir compte.

Voilà ce que pense la majorité de notre peuple vivant dans les territoires occupés, capable de voir et de comprendre mieux que ceux qui vivent à l'extérieur. Il existe certains « faits accomplis » qui pourraient donner naissance à une situation semblable à celle qu'a engendrée le rejet par les Arabes du plan de partage de l'O.N.U. en 1947.

L'histoire des autres peuples a montré qu'en de semblables circonstances la sagesse exige une initiative rapide pour sauver ce qui peut encore l'être. Pour les dirigeants palestiniens, la sagesse serait de suivre l'exemple d'autres dirigeants, et de prendre l'initiative de représenter notre peuple aux conversations de paix, au lieu de laisser ce soin à d'autres qui ne nous réservent que le drame et la terreur.

Muhammed Abu SHILBAYA

dossier

ELEMENTS

ETAT UNITAIRE ?

la Gauche devant les Palestiniens

Les lecteurs désireux de se procurer ce numéro, peuvent s'adresser à la Rédaction :
15, rue des Minimes, Paris-3e — Prix : 8 F

ELEMENTS

premiers titres :

- Israël-Palestine :
  une analyse matérialiste de la question
  Postface à Abraham Léon
  par Gérard BRULE et S. VOLDMAN

- *Problèmes du peuple juif et leur solution*
  par Moché SNEH

suivis de :

- *Le nationalisme et le conflit en Palestine*
  par Noam CHOMSKY

- *Les écrits palestiniens*

- *Le Moyen-Orient et la destalinisation de la raison*
  par Fernand ROHMAN

- *Emigrations de langages dans la question juive*
  par Jean-Pierre FAYE

- *Moyen-Orient : nationalisme ou socialisme*
  par Clara HALTER

- **Collection de livres de poche**

Editions de l'Avenir, 30 Avenue de la Grenade
GENEVE Tél : 36 41 15

Sionismes en Palestine

par Bernard-Henri LEVY

Bernard Lévy - 4e année de l'Ecole Normale Supérieure - vient d'effectuer un voyage au Proche-Orient. Il nous fait part ici de ses réflexions.

La crise du Proche-Orient est, en son principe, un conflit entre nationalistes juifs et nationalistes palestiniens ; Israël peut vider sa querelle avec les Etats voisins, il restera toujours, irréductibe aux « pressions » et « médiations », cette opposition de deux mouvements nationaux, de deux mouvements de libération nationale, authentiques et légitimes, revendiquant au même moment le même foyer national : « Eretz Israël », la Palestine toute entière.

C'est cette vérité fondamentale que les acteurs du conflit devraient, aujourd'hui plus que jamais, garder présente à l'esprit ; c'est elle pourtant qu'ils ignorent depuis un quart de siècle, en s'acharnant à méconnaître et à nier leur existence réciproque ; faute de pouvoir se détruire par la force, Palestiniens juifs et arabes choisissent de s'annuler, *de se détruire symboliquement. C'est sans doute cette attitude, et ses retombées dans la conjoncture présente, qui constituent l'obstacle le plus sérieux à un règlement pacifique du conflit.*

Notamment, Israël qui en est encore à lutter pour affirmer son identité et faire admettre son existence nationale, refuse paradoxalement de reconnaître l'identité et l'existence du peuple palestinien ; Israël a appris qu'une conscience nationale suffit à constituer une nation, mais s'obstine à ne voir dans la communauté des « Camps » qu'une communauté de « Réfugiés ». Méconnaissance d'autant plus navrante que le nationalisme palestinien, le « Sionisme » *palestinien, est né, puis s'est développé, dans des conditions analogues à celles du nationalisme juif.*

Première analogie : les deux mouvements nationaux ont pour origine la persécution et l'oppression. Le sionisme juif est né dans le ghetto et a grandi dans le camp de concentration ; le sionisme palestinien est né à Gaza et s'est cristallisé dans le camp de réfugiés. Deux

« ségrégations » qui ont mutilé et traumatisé les deux communautés, et qui, arrachant l'homme juif et palestinien à la terre et à ses racines, l'ont cruellement privé d'une dimension fondamentale. Une « question » palestinienne est née de la création d'Israël, comme une « question » juive était née de l'antisémitisme : à ces deux questions, un « sionisme », un retour à la terre, *prétend apporter une solution.*

INTERNATIONALISME ET PANARABISME

Surtout, cette réponse « sioniste » à la question juive et palestinienne s'inscrit, dans les deux cas, sur un terrain idéologique analogue, dans un lot analogue de solutions possibles ; c'est contre des solutions alternatives du même type *que les nationalistes juifs et palestiniens ont dû se battre pour imposer leur solution sioniste. Pour les Juifs, ces solutions alternatives s'appellent « assimilation » et « internationalisme prolétarien » ; pour les Palestiniens, « intégration » et « panarabisme » ; celles-ci étant des variantes de celles-là.*

L'argument de l'assimilation d'abord, fonctionne de façon similaire. De même que l'on demande aux Juifs occidentaux de témoigner qu'en renonçant à leur singularité culturelle ils échappent à la persécution, de même, on demande aux Arabes d'Israël de prouver qu'en acceptant loyalement le fait israélien ils trouvent leur place à l'intérieur de l'Etat juif. Dans les deux cas, il s'agit de montrer que l'on peut faire l'économie de la solution sioniste ; que ce qui est possible pour les uns doit être possible pour les autres ; et que notamment, avec une « aide internationale » et la bonne volonté des pays frères, le peuple palestinien devrait pouvoir se fondre dans l'ensemble de la région.

« Internationalisme » et « Panarabisme » ont également joué, dans la naissance des deux mouvements nationaux, un rôle équivalent. De même que la tradition marxiste voit dans la destruction du capitalisme la destruction des fondements mêmes de l'antisémitisme, de même les partisans du Panarabisme ont compté sur l'unité arabe pour détruire les racines de la question palestinienne. On connaît la polémique engagée par Lénine contre le Bund et les déviations sionistes au sein du mouvement ouvrier ; on peut en rapprocher, toutes proportions gardées, la politique nassérienne de répression contre les nationalistes palestiniens jusqu'en 1967. La création de l'O.L.P., lors du sommet arabe de 1964, répond à ce désir de régler la question palestinienne dans un cadre strictement international. Et l'on peut dire que, de même qu'une proportion croissante de Juifs soviétiques, déçus par le stalinisme, sont venus au sionisme, de même des groupes tels que le Mouvement Nationaliste Arabe (futur FPLP), déçus par le nassérisme, se sont convaincus au fil des années de la nécessité d'une solution nationale. Dans les deux cas, la victoire de cette solution nationale est passée par la faillite d'un type d'internationalisme.

D'ailleurs, aucun des deux mouvements n'a renoncé pour autant (et c'est là encore une ressemblance frappante) avec toute forme *d'internationalisme. Au contraire, la solution nationale est conçue dans les deux cas comme un détour nécessaire pour renouer avec une*

authentique inspiration « universaliste ». Un certain Sionisme, la grande tradition sioniste de gauche, entendait insérer la création d'Israël dans la lutte des classes à l'échelle mondiale : de même, les nationalistes palestiniens reprennent à leur compte les thèmes du Panarabisme et prétendent œuvrer pour l'unité arabe. Borokhov voyait dans la constitution d'un Etat juif le moyen de renverser la « pyramide » sociale et de donner au prolétariat juif la possibilité objective de travailler pour sa part à l'œuvre révolutionnaire : de même, les leaders des fedayin veulent retrouver leur foyer national, pour en faire une base et un foyer de la Révotion arabe. A ce titre, il n'est pas indifférent de constater qu'il y a dans les deux mouvements nationaux un même optimisme fondamental ; un même espoir de créer une société révolutionnaire, juste et démocratique, d'installer sur le sol national retrouvé un Etat original et idéal, affranchi des contraintes du passé et des vieux compromis. Le sionisme, juif ou arabe, ne va pas sans utopie.

LE " MANDAT " JORDANIEN AMBIGUITÉ D'UNE RÉPRESSION

En poussant plus loin encore le jeu des rapprochements, on peut dire que c'est d'une « Charte Nationale » qu'Arafat, comme Herzl autrefois, a besoin aujourd'hui. Sans doute les arguments avancés, les titres de légitimité, les méthodes mêmes, sont-ils profondément différents ; mais il est caractéristique que les fedayin aussi *ont fait le tour des Chancelleries, en ont tiré subsides et attaches idéologiques. et souvent se sont mis à leur service. Il est caractéristique également que les sionistes arabes inquiètent et indisposent, tout comme leurs homologues juifs, l'Establishment des pays sollicités ; facteur d'agitation et d'instabilité, les rescapés des Camps (qu'ils soient Juifs ou Palestiniens) sont, de façon similaire, tenus à distance ; la création d'Israël faisait le jeu de l'antisémitisme puisque l'Etat nouveau devait éloigner des masses de gueux, déclassés et sans attaches, menaçant peut-être l'ordre établi ; de même la politique égyptienne d'occupation de Gaza, puis l'apparente résignation du roi Hussein à tolérer en Cisjordanie une entité palestinienne, témoignent d'un souci de fixer et d'isoler des « frères » décidément bien encombrants. Autrement dit, pour les Etats arabes aujourd'hui, comme hier pour les Etats d'Occident, la solution sioniste est encore interprétée dans la problématique du Ghetto.*

Plus généralement, l'attitude des « pays frères » à l'égard des fedayin, rappelle singulièrement celle de la puissance mandataire à l'égard du nationalisme juif naissant ; les ambiguïtés de la politique jordanienne (ou égyptienne) à l'égard du mouvement de libération palestinien rappellent les équivoques et la duplicité de la politique britannique à l'égard du sionisme qu'elle avait patronné. Dans les deux cas, le Sionisme est soutenu tant qu'il demeure contrôlable et utilisable, son « utilité » se mesurant au profit qu'on peut en tirer dans l'ensemble d'une stratégie : la stratégie « impérialiste » de la Grande-Bretagne dans l'entre-deux-guerres, la stratégie anti-israélienne et panarabe de Nasser ou Hussein. Dans les deux cas, l'Etat protecteur se mue en liquidateur dès qu'il apparaît que le combat sioniste, en poursuivant ses débuts spécifiques, entre en contradiction avec l'ensemble de la stratégie où l'on entend l'insérer : le nationalisme juif compromettait la politique britannique d'équilibre au Proche-Orient, le nationalisme palestinien menace la tendance à la conciliation qui semble prévaloir dan sles capitales arabes ; le sionisme risque d'être sacrifié aux intérêts de la « Coexistence », comme autrefois à ceux de l'« Impérialisme ».

D'où une dernière analogie : de même que les structures de l'Etat Juif se sont constituées à l'abri, puis à l'encontre, des intérêts de la puissance mandataire, de même les structures de l'Etat Palestinien à venir sont en train de se constituer à l'abri, mais très vite à l'encontre, des intérêts du souverain jordanien. Les Juifs avaient la Haganah, les Arabes ont l'A.L.P. ; les Juifs étaient constitués en « partis » politiques, embryons des partis nationaux ; les Palestiniens ont aussi, dans leurs dix organisations de commandos, un éventail de choix et de tendances politiques ; et de même que le Congrès Sioniste était une Knesset avant la lettre, le Congrès National Palestinien est peut-être déjà le Parlement de l'Etat Palestinien à naître. On sait enfin qu'une infrastructure administrative, sanitaire et scolaire est en train de se constituer en Jordanie, souvent dans le cadre des camps de Réfugiés, tout comme, dans la Palestine du Mandat, un véritable Etat dans l'Etat s'était constitué, dans une semi-clandestinité. Dans les deux cas donc, des structures étatiques se sont forgées, en même temps qu'une conscience nationale, dans le cadre de la lutte armée et de la « Résistance » ; pour les commandos de l'Irgoun l'ennemi s'appelait l'Arabe et la Grande-Bretagne, pour les commandos du Fath l'ennemi s'appelle Israël et, de plus en plus, le pouvoir jordanien. Les protagonistes ont changé, ainsi que la disposition même de la scène ; mais le mécanisme reste rigoureusement homologue : dans le jeu de la répression, du terrorisme, et de la méconnaissance, une entité nationale, une fois encore, prend forme.

De ce réseau d'analogies, il serait imprudent de conclure à une symétrie parfaite des deux types de mouvements nationaux ; des différences fondamentales subsistent, plus nombreuses sans doute que les ressemblances et coïncidences ; il est clair par exemple que la naissance du « sionisme » arabe est le produit direct de la victoire du sionisme juif, ce qui suffit à distinguer radicalement le type de légitimité et la portée politique générale des deux nationalismes ; ignorer de telles différences pourrait conduire aux erreurs les plus néfastes.

Pourtant, il était peut-être bon, à l'heure où certains parlent de paix et de conciliation, de souligner les origines et les traits similaires de deux mouvement nationaux qui s'ignorent et s'excluent. Bien sûr, les nationalistes palestiniens sont précisément ceux qui, officiellement et pour l'instant, refusent ce langage de paix et de conciliation : en sionistes conséquents, *ils revendiquent la Palestine, toute entière, sans compromis, et sans partage. Mais on peut se demander si cette intransigeance n'est pas le fruit de la haine et de l'incompréhension ; si le radicalisme désespéré des fedayin n'est pas l'effet de la certitude profonde que* l'Autre *refusera le partage et le compromis* puisqu'il refuse la plus élémentaire reconnaissance ; *si le sionisme des uns ne se nourrit pas des excès du sionisme des autres.*

Dans ce cas, est-il absurde d'espérer que, conscients du paradoxe de leur « antisionisme », conscients aussi du fait que la reconnaissance d'un fait national palestinien est aussi inéluctable que celle de leur propre fait national. les Palestiniens Juifs amorceront un dialogue, en direction des Palestiniens Arabes ; que, dans le cadre de la Région, et par-dessus la volonté et l'incapacité des Etats Arabes constitués, Israël et les Palestiniens, reconnus dans leurs droits légitimes, tenteront de bâtir ensemble une structure de paix. Seuls le fanatisme et le désespoir peuvent les dresser l'un contre l'autre ; car après tout, c'est sur les rives du Jourdain et à Gaza, et non en Israël, qu'un Etat dans l'Etat, un Etat palestinien de fait, est en train de se constituer.

Israël n'est-il pas alors le mieux placé, politiquement et affectivement, pour réparer l'injustice commise et doter le peuple palestinien de sa Charte Nationale.

le conflit israélo-arabe en librairie

" Moi, Juif palestinien " de Claude Ranel [1]

par Fernand ROHMAN

Face à l'humiliation arabe voici la colère juive. Un livre foisonnant, attachant, provoquant. Un livre paradoxal qui, tout à la fois fera avancer la réflexion idéologique sur le conflit israélo-arabe et pourtant ne pourra pas être entendu par les principaux intéressés : les adversaires d'Israël.

Ranel se présente solidement installé dans sa position :

« *J'appartiens à l'un des camps et pour moi l'OBJECTIVITE c'est celle d'une lutte que je mène précisément parce que, je l'estime objectivement révolutionnaire... Mon objectivité ne sera donc pas de celles qui consistent à chercher puis à développer une SYMETRIE des protagonistes dans un phénomène qui n'en présente aucune sinon pour l'analyse la plus superficielle* ». p. 24

Comment Ranel va-t-il attaquer cette symétrie ? Quelle *nouvelle image* nous propose-t-il du conflit ? Une image à trois volets : le « monde arabe » comme droit méta-historique, le Juif comme tenu à distance de l'histoire, le Palestinien comme engendré par ce droit et cette tenue à distance.

1) Le « monde arabe », droit méta-historique :

« *Depuis sa naissance la nation israélienne ne cesse de lutter contre une certaine image totalisante que le « monde arabe » se renvoie de lui-même* ». « *C'est elle mon véritable ennemi bien plus que les pays qui m'entourent et les hommes qui me nient, fussent-ils commandos palestiniens. Car c'est à travers cette image que LE « MONDE ARABE » SE CONTEMPLE COMME PROPRIETAIRE EN SOI DU MOYEN-ORIENT AVEC SES PAYS FAITS OU A FAIRE* » p. 19.

Ranel insiste avec la plus grande énergie : il ne sert à rien de discuter si l'on reste au sein d'une axiomatique reposant sur ce « saint des saints mythique », le principe d'arabité, « assommoir original » qui fonde une Légalité, une Légitimité avec laquelle Israël est en contravention ».

Ce mythe globalisant fonctionne comme un véritable Surmoi férocement répressif. La répression arabiste s'exerce à l'égard de toute présence impure :

1) Chez Robert Laffont, Collection Libertés 89 - 180 pages.

« *Le pays de Palestine est terre promise aux seuls Arabes par la vertu d'un sacré historico-patriotique et islamisant qui doit couvrir l'ensemble de l'étendue arabisante, faute de quoi c'est l'humiliation et la privation d'un* DROIT *inscrit dans le ciel arabiste* » p. 20

Mais cette répression s'exerce sur les Arabes eux-mêmes :

« Les arabistes font régner entre eux le conformisme de la terreur anti-israélienne qui est l'expression d'un dogme que l'on ne discute pas, du moins au niveau du groupe » (p. 37) alors qu'entre individus en tête-à-tête le dialogue est souvent possible, dans une sorte de compréhension mutuelle.

C'est cette globalisation qui, pour Ranel, *empêche toute symétrie* dans le conflit : « Le nationalisme juif établit Israël comme NATION du peuple juif. Le nationalisme arabe, lui, tente de regrouper les NATIONS des différents peuples du conglomérat arabisant sous la glorieuse bannière de l'Unique. Seul le terme de « nation » figure de part et d'autre, mais la confusion n'est plus possible : le nationalisme juif fonde un PAYS qui est réel, alors que le nationalisme arabe entend invoquer un MONDE qui est mythique » p. 30-31.

Contre cette « mondialisation » arabe Ranel invoque les textes de Fanon dans *les Damnés de la terre ;* racialiser les revendications au lieu de parler le langage proprement national va conduire les Arabes à un cul-de-sac ; d'ailleurs leurs régimes politiques « sont à ce point hétérogènes, étrangers les uns aux autres, qu'une rencontre même culturelle entre ces Etats se révèle un non-sens » Fanon p. 148-150.

2) Le Juif tenu à distance de l'histoire :

Dans le deuxième volet on assiste à une volonté délibérée d'*inverser radicalement* le langage concernant les Israéliens. D'où toute une série de violents coups de boutoir contre l'image règnante, aussi bien chez les Arabes que dans la gauche occidentale :

Le Juif c'est celui qui *en a eu assez de vivre chez les autres,* d'être considéré comme métaphysiquement privé d'une dimension humaine, celle de vivre chez soi, c'est-à-dire comme nation. Ranel laisse éclater sa révolte, son indignation quand il voit se *renouveler le reproche* « tu n'es pas chez toi » là où il a créé ce chez soi, en Israël. Là où les Arabes discutent la légitimité d'une propriété, Ranel est sensible, hypersensible, à cette répétition du destin juif qu'on voudrait lui imposer : vivre « en creux », face à l'autre, toujours le vrai, l'exclusif propriétaire de la terre, du sens de l'histoire, de la légitimité.

« *L'arabiste... ne fait que me répéter en écho et dans une variante au jargon révolutionnaire ce que j'ai toujours entendu pendant les siècles de la sémitude. Son refus reproduit même quelques schémas antisémitiques européens classiques : il prétend encore me réduire, affirmer que je ne saurais vivre, ici et maintenant, qu'amputé d'une de mes dimensions de la réalité humaine. Que je suis affecté d'une déperdition d'être qu'il me faut assumer. Que dans le monde il y a pour moi, et pour moi seul, au niveau des nations, empêchement irrévocable* » p. 61.

Dans son renversement de « l'image colonialiste » Ranel établit un parallélisme entre les *Juifs* et les *Noirs d'Amérique.* Si ceux-ci voulaient retourner en Afrique y fonder un pays neuf à caractère révolutionnaire noir, trouverions-nous juste que les Africains autochtones les disqualifient en leur disant : « *Voilà des siècles que vous avez quitté cette terre. L'histoire ne se recommence pas. Que venez-vous faire chez nous, impérialistes américains ?* » p. 64.

Et tout au long du livre le retournement de langage se poursuit Israël est en « *situation de barricade insurrectionnelle permanente depuis 20 ans* » ; le « *Justicier arabe palestinien qui veut « faire respecter par le Juif la Loi transgressée » est « très exactement le représentant de l'Ordre arabe dont Israël est le trublion... Le fedayin est d'abord subi par la masse israélienne, psychologiquement et physiquement, comme un flic. Son échec est inscrit dans ce fait même : il est le gendarme de l'arabité* ». p. 107-108.

Ranel publie en annexe une lettre d'un jeune intellectuel israélien travaillant dans un kibboutz : les accents sont les mêmes. Pour les Israéliens la guerre des 6 Jours a été « une émeute », l'occupation des territoires ressemble à une *grève sur le tas*, à du *sit in* des Israéliens pour arracher aux Arabes leur droit de vivre. « Israël et le Vietnam sont les deux seuls pays pour lesquels les foules sont descendues dans la rue ».

Le ton est peut-être plus ferme, moins exalté quand Ranel insiste sur le fait historique : Les Israéliens n'ont pas usurpé une patrie toute faite ; ils ont fécondé une terre vierge de tout nationalisme, une terre « *en suspens de configuration nationale, en sursis géopolitique, en parenthèse de définition, pendant tout le temps qu'elle demeurait en instance de libération* ». p. 47.

« *La Palestine n'a jamais été un Etat, ni même un pays, seulement une région. C'est Israël qui, en fait, a créé en 1948 le premier Etat palestinien indépendant sur une partie du territoire de cette région* ». p. 42-43.

C'est cette donnée historique fondamentale que les Arabes *ne peuvent pas voir* : leur image-écran, celle du droit arabe réfracte la réalité dans le mythe de « la patrie volée ».

Faute de pouvoir reprendre, aux yeux de l'Occident, le thème de la *destruction* des Israéliens, les Arabes adoptent celui de leur *réduction : réduction quantitative*, ceux qui étaient là avant le sionisme, avant 1917, *réduction qualitative*, les Juifs réduits à leur dimension religieuse, traditionnaliste, celle qui leur interdit de se réaliser pleinement comme les autres hommes, c'est-à-dire comme *nation*. C'est proposer une situation où le Palestinien serait le « suzerain », le Juif « l'hôte ». Mais ce *rapport où l'un concède et l'autre reçoit l'hospitalité* c'est tout simplement la *réaliénation du Juif*, la marche inverse du sens libérateur de l'histoire, le Juif revenant à son état antérieur, « un homme à qui on a si souvent demandé ses papiers, qu'il les cherche même quand on ne les lui demande pas ».

De ce sens de l'histoire Maxime Rodinson se présente comme propriétaire exclusif et Ranel réexamine ses titres de propriété. Pour Rodinson la « faute » israélienne c'est d'être allée vers le nationalisme alors que le sens de l'histoire l'obligeait à aller vers l'internationalisme, l'universalisme. Ranel relève que pour tous les autres peuples il n'y a pas une telle alternative impérieuse entre conscience nationale et conscience internationale. Fanon insistait sur ce complémentarisme qu'on retrouverait aussi bien chez Lénine :

« *C'est au cœur de la conscience nationale que s'élève et se vivifie la conscience internationale. Et cette double émergence n'est, en définitive, que le foyer de toute culture.* (Les damnés de la terre, p. 175).

Et c'est là que le retournement de Ranel prend toute son ampleur. Bien loin qu'Israël soit « la citadelle avancée de l'Occident » au sein du Tiers-Monde, il est au contraire le cheval de Troie de l'idéologie du Tiers-Monde ; au sein de l'Occident. Une idéologie complémentariste, tenant compte du *nationalitaire*, qui, sans lui, serait resté une *spécificité exotique, régressive* du Tiers-Monde. Par Israël une position comme celle des Roumains devient la position « normale » si l'on peut encore employer ce terme. Et Ranel conclut :

« *Israël est la révolte juive en train de gagner sa partie dans le monde* ». p. 81-82.

3) **Le Palestinien fruit de ce droit et de cette exclusion :**

Pour Ranel c'est finalement l'accouplement, la gigantesque copulation mentale entre ce droit de l'arabisme et cette exclusion d'Israël, entre l'empoignade sacralisée d'un espace et l'évacuation de l'Autre du temps historique qui engendre le « Palestinien ».

« *C'est le droit arabe sur l'espace palestinien qui alimente la guerre contre Israël* » (p. 21)

ESPRIT

Réflexions sur Israël ..... **ANDRE NEHER**
Février 1958, **7 F**

ISRAEL, LE SIONISME ET L'ANTISEMITISME

par PAUL RICŒUR, RABI, ANDRE NEHER

Juin 1958, **7 F**

Les réfugiés palestiniens en Jordanie ..... **A.M. GOICHON et EPHRAM TARI**
Juillet 1964, **6 F** — Août-sept. 1964, **10 F**

DES ISRAELIENS PARLENT D'ISRAEL

L'Etat d'Israël, produit du sionisme ou nation indépendante ? — Les relations avec la Diaspora. — Qu'est-ce que le peuple juif ? — Les pionniers et les sabras. — L'avenir des kibboutz. — Juifs d'Orient et Juifs d'Occident. — La minorité arabe. — Israël dans le Moyen-Orient. — 900.000 exclus : les réfugiés arabes. — Propositions de paix. — Israël peut-il devenir un Etat laïc ?

avec la participation de ROGER AKRICHE, VICTOR CYGIELMAN, HENRI DARIN-DRABKIN, J.M. DOMENACH, BOAS EVRON, SIMHA FLAPAN, RACHID HUSSEIN, RABI, NISSIM REJWAN, NATHAN ROTENSTREICH, DANIEL RUFEISEN, NATHAN SHAHAM, ERNST SIMON, EZRA TALMOR, SHAUL ZAHRI.

Numéro spécial, septembre 1966, **10 F**

Arabisme et sionisme ..... **PAUL THIBAUD** Juillet-août 1967, **7 F**

La paix entre Israël et les Arabes ..... **ROGER AKRICHE** Novembre 1967, **6 F**

Le manifeste du 5 juin 1967 ..... **ALI AHMAD SAID** Mars 1968, **6 F**

Réflexion sur le désastre arabe et la situation d'Israël ..... **CHAFIK ZAHER**

Shalom Israël ..... **J.W. LAPIERRE**

Histoires ..... **W. RABI**

Un monde que j'ignorais m'appartenir ..... **ANNE RABINOVITCH** Juillet-août 1969, **7 F**

Antijudaïsme, antisémitisme, antisionisme ..... **JACQUES MADAULE** Mai 1970, **7 F**

ESPRIT 19, rue Jacob — Paris 6e
C.C.P. Paris 1154-51

« *c'est l'arabité idéale de cette région et non sa palestinité qui fonde le refus* » p. 157.

Tous ces thèmes maintes fois repris ont abouti à cette image déjà mentionnée : le Palestinien « gendarme de l'arabité ». Il est bien pour Ranel le fils du « sacré » arabe et de son corollaire « l'impureté » d'Israël.

Il est pourtant un autre texte, plus équilibré et dont on ne sait si Ranel a bien vu qu'il relevait finalement d'une autre optique. Ranel montre comment « les deux refus », l'arabe et le palestinien, se justifient l'un par l'autre, le premier fondant le second qui, à son tour le magnifie :

C'EST A TRAVERS LE « MONDE » ARABE QUE L'HOMME DE PALESTINE SE DECOUVRE LEGATAIRE UNIVERSEL DE TOUT L'ESPACE PALESTINIEN, SEUL ARTISAN POSSIBLE ET LEGITIME DE SA MUTATION EN ETAT CONSTITUE ET UNIQUE PROPRIETAIRE DE SON AVENIR. RECIPROQUEMENT C'EST A TRAVERS LE COMBAT DES COMMANDOS PALESTINIENS CONTRE ISRAEL QUE LE MYTHE ARABISTE S'INCARNE ET S'ACTUALISE POUR L'ENSEMBLE DES PAYS ARABISANTS ». p. 40.

On ne saurait se contenter de rejeter un tel livre comme excessif ou partisan : il nous oblige une nouvelle fois à expliciter notre propre position idéologique sur le Proche-Orient. Et deux grandes divergences, selon moi, nous séparent de Ranel :

1°) Ce qu'il a voulu faire c'est renverser l'*image arabe et rodinsonienne*, où Israël est l'enfant illégitime, fruit des amours coupables d'un Père colonialiste et impérialiste et d'une Mère, Histoire dévoyée, du côté d'Auschvitz (dont les Arabes ne sont pas responsables) et surtout du côté nationaliste alors que les Juifs se devaient de ne choisir qu'entre le traditionnalisme et l'universalisme.

Ranel nous invite à adopter l'image inverse, où les Arabes sont répressifs, leur humiliation n'étant que l'envers d'un autoritarisme qui se heurte « à un réel qui les confond ». Et finalement Ranel sollicite notre identification avec la révolte juive. Quelle que soit la valeur de bien de ses notations psychologiques, quelle que soit la sincérité de ce « vécu » d'un Israélien, nous ne devons pas nous laisser distraire de notre tâche fondamentale : le problème n'est pas de substituer l'image d'un camp à celle de l'autre camp, mais de *travailler à la mise en communication des images que les adversaires se font de leur conflit*. Une question ne peut que nous hanter tout au long de la lecture de ce livre et on ne sait si Ranel se l'est posée dans toute sa simplicité :

« *Que vaut la révolte d'un Juif contre le Surmoi d'un Arabe ?* ». Il y a là deux plans qui ne sont pas sur le même niveau ; il nous faut continuer à rapprocher la parole de l'un et l'écoute de l'autre.

2°) Une lecture un peu rapide du livre de Ranel risque de faire apparaître les Palestiniens comme n'ayant qu'une *existence dérivée*, dérivée de l'arabisme, malgré quelques notes de prudence de l'auteur. Mais en matière de nation, quelles que soient les fautes des « parents », un groupe qui a fini par émerger avec une réelle volonté nationale, existe pleinement et peut oublier sa filiation. Ce qui est valable pour les Israéliens l'est aussi pour les Palestiniens.

Les textes de Ranel les plus satisfaisants ne sont-il pas ceux où il regrette que le Palestinien lutte pour « être libre à la place d'Israël » où il regrette que « la notion de liberté réciproque n'ait pas cours au Moyen-Orient » et où il espère dans « un possible égalitaire israélo-arabe vers une libération révolutionnaire conjointe et concertée ». En un mot ce qu'il y a de plus fécond chez Ranel nous ramène vers ce qu'il a un peu trop vite rejeté : une certaine *symétrie*, entre les Palestiniens et les Israéliens.

Fernand **ROHMAN**

MAREK HALTER

dessins

JEAN CASSOU
MAURICE CLAVEL
JEAN-PIERRE FAYE
JEAN-FRANÇOIS REVEL
CLAUDE ROY

éditions de l'avenir

30, avenue de la Grenade, GENEVE

" Nasser " de Jean Lacouture [1]

par Danièle LOSCHAK

C'est un portrait de Nasser bienveillant, certes, mais non pas complaisant, que nous offre ici Jean Lacouture. Si la sympathie que porte l'auteur au personnage est évidente, il ne lui ménage pas pour autant les critiques. Et c'est pourquoi cet ouvrage, nuancé, documenté et vivant, constitue une contribution importante tant à la connaissance d'un homme haï par les uns, adulé par les autres, qu'à une meilleure compréhension de la vie politique égyptienne durant les vingt dernières années. Tant il est vrai que la vie de cet homme est inséparable de l'histoire de l'Egypte, qu'il a profondément et définitivement marquée de son empreinte.

Qui était Nasser ? Le portrait qu'en trace Jean Lacouture est celui d'un homme imposant au physique, mais non dépourvu d'un certain charme discret, mais passionné et intolérant, ayant de surcroît un goût marqué pour l'intrigue et le faux-semblant. Rusé en politique il est méfiant, persuadé qu'« au sommet, il y a toujours lutte pour le pouvoir ». Aussi bien a-t-il exercé une surveillance constante et étroite sur l'armée, source première de son pouvoir, surveillance qui n'a pas peu contribué à la paralyser dans ses initiatives, avec les conséquences que l'on sait. « En fait, ce n'est pas sur l'armée qu'a reposé le régime nassérien, note Lacouture, mais sur les services spéciaux de l'armée », c'est-à-dire les services de renseignements. Liée à cette méfiance incoercible, l'incapacité de distinguer le vrai du faux caractérise encore le leader égyptien, ainsi que la difficulté éprouvée à faire - dans ses propres paroles comme dans celles des autres et dans les faits eux-mêmes - l'apport du réel et celui de l'imaginaire Mais ces traits de caractère ne sauraient faire comprendre à eux seuls « ce personnage multiple que chaque année, chaque lutte, chaque désastre renouvelle ». La politique nassérienne, tant sur le plan interne que sur le plan international, reste longtemps marquée par l'opportunisme et conditionnée par les circonstances extérieures. Il n'y a pas de « ligne politique nassérienne » à proprement parler. Ou plutôt, cette ligne n'est que la résultante d'une série d'actions discontinues, menées avec plus ou moins de bonheur. C'est pourquoi le bilan est si difficile à établir.

Sur le plan interne, il faut distinguer plusieurs phases. Le programme des Officiers libres, en 1952, est vague et n'est guère révolutionnaire : il s'agit de mettre fin à la domination du capital sur le pouvoir et à la féodalité, d'instaurer

1) Le Seuil, Collection « L'Histoire Immédiate ».

l'équité sociale - ce qui se traduira essentiellement par une réforme agraire -, de former une armée nationale puissante, d'établir enfin une vie démocratique saine. Même après la prise du pouvoir, il est difficile de dire quelle force politique l'emporte : très vite, la fraction communiste favorable aux officiers est écartée, ainsi que les autres éléments de gauche, tandis qu'à droite, la confrérie des Frères Musulmans est dissoute. La destruction des partis et organisations politiques fait de l'armée, qui se glisse dans l'appareil d'Etat, le principal soubassement du régime. « L'armée ne surplombe pas la vie publique, ne manipule pas l'appareil d'Etat : elle est la matière première ». La structure du pouvoir est pyramidale, et au sommet de la pyramide se trouve Nasser. La concentration du pouvoir entre ses mains reçoit une consécration officielle lorsqu'en 1956 il est élu, par 99,8 % des voix, Président de la République, et que la Constitution qu'il a lui-même rédigée entre en vigueur.

Dans ce système, il y a peu de place pour l'initiative des masses : « pour le peuple, non par le peuple : tel pourrait être le leit-motiv du nassérisme dans ses divers accomplissements intérieurs » écrit Lacouture. De socialisme, il n'est guère question encore. Les rapports du Raïs avec les communistes égyptiens connaissent des hauts et des bas. D'abord écartés du pouvoir, ceux-ci sont appelés à collaborer entre 1956 et 1958, date à laquelle une répression brutale commence à s'abattre sur eux. Pourtant, c'est de cette époque que datent les premières mesures économiques qui vont peu à peu marquer l'évolution du régime vers le socialisme. En 1962, une nouvelle Charte prône « la mise en œuvre en Egypte des principes du socialisme scientifique ». « Socialisme très spécifique », évidemment, puisqu'il rejette la conception marxiste de la lutte des classes, et dont on n'a pas manqué de contester l'authenticité. Le régime nassérien a-t-il au moins détruit le système social ancien et bâti un système de production nouveau ? A cette question, Jean Lacouture apporte une réponse nuancée. Les rapports de classe dans le monde rural n'ont pas été réellement modifiés, même si l'aristocratie terrienne a été brisée. L'industrialisation, « grande pensée du règne », n'a pas été à la mesure des projets envisagés, et elle a entraîné une dépendance économique certaine, en raison de l'ampleur des

investissements étrangers. Quant à la construction du barrage d'Assouan, si elle doit incontestablement être inscrite au crédit du nassérisme, elle a profondément endetté l'Egypte, et elle ne vaudra en définitive que par ce que les successeurs de Nasser en feront. Au total, le capitalisme d'Etat l'a emporté, et avec lui une nouvelle classe sociale, cette « bourgeoisie d'Etat » dont le pouvoir serait, aux yeux de beaucoup, la simple émanation. De fait, les dernières années du régime nassérien, malgré des velléités de démocratisation, seront marquées par des manifestations populaires réclamant des réformes sociales et une libéralisation politique. « Parce qu'il s'est constamment refusé... à donner au citoyen un minimum de pouvoir de contrôle et d'initiative..., parce qu'il a toujours arbitré en faveur de l'Etat contre les féodalités, mais en faveur des cadres de l'Etat contre les producteurs eux-mêmes, Nasser a laissé pourrir la plupart des chances du socialisme » estime pour sa part Jean Lacouture.

Le bilan n'est guère plus optimiste s'agissant de la politique extérieure. Là aussi éléments positifs et négatifs se mêlent. Le programme des Officiers Libres ne contenait qu'un seul point relatif à la politique étrangère : la liquidation du colonialisme et l'expulsion des forces britanniques stationnées dans la zone du canal de Suez. Il n'en reste pas moins que lors des négociations avec les Anglais, les concessions acceptées par Nasser équivalent à la reconnaissance de son allégeance à l'Occident. La collaboration avec l'Ouest ne sera remise en cause que progressivement. C'est d'abord, après la conclusion du Pacte de Bagdad, et surtout après Bandoung, qui révèle à Nasser l'existence d'un rapport de forces nouveau sur le plan mondial, le « renversement des marchés », et l'annonce de l'achat d'armes à la Tchécoslovaquie. C'est ensuite, pour répliquer à la rebuffade essuyée auprès des Américains qui refusent de financer la construction du barrage d'Assouan, la nationalisation du canal de Suez avec les conséquences que l'on connaît. Puis s'ouvre la phase du « neutralisme positif » qui consiste à s'appuyer successivement sur chacune des forces en présence pour faire pression sur les autres. A mesure que les relations avec l'Occident se dégradent, les rapports de Nasser avec l'Union soviétique s'améliorent : en 1960, les Russes lui accordent ce que les Américains lui avaient refusé : un prêt pour la construction du haut-barrage. Jusqu'à la guerre des Six-Jours, toutefois, on ne peut encore parler d'alliance privilégiée, et les rapports soviéto-égyptiens restent marqués par des divergences idéologiques évidentes.

C'est dans cette stratégie d'ensemble que s'inscrit la politique arabe de Nasser. Dans l'arabisme nassérien, Lacouture voit avant tout le sentiment d'une frustration collective, la conjonction d'une communauté de langue, d'histoire et d'oppression. Mais il devient une stratégie à partir du moment où - du fait des autres - le sort de l'Egypte apparaît lié à celui de l'ensemble du monde arabe. Dans ce domaine aussi, les réalisations n'ont pas été à la hauteur de ses ambitions. L'union syro-égyptienne, scellée dans l'enthousiasme, s'effondre après trois années d'existence, en raison de l'opposition de la bourgeoisie syrienne, mais aussi à cause des erreurs commises par les dirigeants égyptiens, qui traitent la Syrie comme un protectorat. Un an plus tard, en 1962, Nasser décide d'intervenir au Yemen pour aider le nouveau régime révolutionnaire à lutter contre les forces de l'émir Badr soutenu par l'Arabie séoudite. Cette entreprise, dont Lacouture admet la légitimité, en la comparant à l'intervention - ou plutôt à la non-intervention - des pays européens dans la guerre civile espagnole, s'avère cependant « coûteuse », ruineuse même pour une Egypte en quête de sa subsistance quotidienne et des moyens de son développement ». Il faut ajouter à ceci, toujours dans le cadre de l'arabisme, le conflit qui a opposé pendant longtemps Nasser au leader tunisien, et aussi la violente réaction du Raïs au coup d'Etat militaire qui abat la monarchie hachémite de Bagdad en 1958, réaction qui le conduit à traiter Kassem et ses amis, en qui il voit sans doute des rivaux, de « traîtres à la cause arabe ». Même dans l'affaire algérienne, où il assuma largement ses responsabilités, ce qui lui valut un accueil triomphal à Alger après l'indépendance, Nasser a commis des erreurs : en semblant investir Ben Bella seul de sa confiance, il a été la cause indirecte du refroidissement des relations avec Alger après la chute de ce dernier. La politique arabe de Nasser est donc jalonnée de déceptions et de déboires. Pourtant, il est le seul leader dont l'audience ait dépassé les frontières de

son pays et qui, parlant au nom d'une large fraction du monde arabe, ait été capable d'influer sur les destinées de la région. C'est ce que montre le rôle essentiel jouer par Nasser dans le conflit israélo-arabe, avec les responsabilités qui en découlent.

Pas plus dans ce domaine que dans les autres il n'est possible de dégager une ligne politique constante et préétablie de la part du Raïs. Les longs développements que Jean Lacouture consacre à son attitude face à Israël font clairement apparaître les changements, les hésitations, les erreurs d'appréciation aussi, qui ont affecté sa politique. Nasser prend conscience - physiquement - de la réalité israélienne en 1948, au cours des combats qui opposent l'officier égyptien à la Haganah sur le front du Neguev. Mais après la signature, en 1949, de la convention d'armistice, ni la question israélienne, ni le thème palestinien, ne sont réellement au cœur du débat politique. Il en sera ainsi jusqu'en 1955. Des contacts officieux existent entre les deux camps, mais ils restent sans effets. C'est en février 1955 que le conflit se rallume, à la suite de l'attaque d'un commando israélien sur Gaza, celle-ci étant d'ailleurs conçue comme la riposte aux infiltrations de fedayin à qui Nasser a donné le feu vert quelques mois auparavant. Toutefois, malgré les achats massifs d'armes auxquels il est procédé, la politique nassérienne, nous dit Lacouture, ne saurait être mieux définie que par la formule « ni paix ni guerre ». Cette attitude n'est pas entamée par l'expédition de Suez qui, malgré la défaite militaire, se solde finalement, pour le leader égyptien, par une victoire diplomatique et un prestige accru au sein du monde arabe. Comment, dès lors, expliquer neuf ans plus tard cette « course à l'abîme », qui va mener l'Egypte au désastre de juin 1967 ? Certes, depuis 1956 bien des choses ont changé : les Palestiniens se sont organisés et bénéficient du soutien des Etats arabes révolutionnaires : les relations avec l'Union soviétique, qui encourage Nasser à la fermeté, sont à leur zénith ; en Egypte, enfin, l'armée s'estime prête pour un affrontement éventuel avec Israël. Selon l'auteur, le Raïs croyait donc entrer, en annonçant le blocus du détroit de Tiran, dans un grand « kriegspiel » diplomatique qui lui permettrait de reprendre en main dans le monde arabe en effaçant les « traces de 1956 », et de se placer à nouveau au rang d'enjeu disputé entre Moscou et Washington. Il n'en demeure pas moins que « les responsabilités de Nasser, en l'occurence, furent écrasantes... Quelles qu'aient été ses intentions, il faut notamment lui faire le double grief d'avoir trop mal choisi ses alliés et trop mal compris ses adversaires ». Pourquoi s'encombrer d'un Choukeiri, et surtout, comment croire que Washington retiendra Tel Aviv et le persuadera de subir le blocus de Tiran ? Toujours est-il que, malgré les déclarations belliqueuses qui se succèdent du côté arabe dans les jours précédant le déclenchement des opérations, l'attaque israélienne surprend les autorités militaires. L'opinion égyptienne, trompée pendant longtemps, apprend avec stupeur, le 8 juin, que la R.A.U. accepte le cessez-le-feu. Et pourtant, par un paradoxe peu compréhensible pour l'observateur étranger, la première réaction, hostile au Raïs, se mue, lorsqu'il annonce son départ, en une manifestation de soutien sans précédent et largement spontanée (bien qu'elle ait été provoquée, estime Lacouture, par les partisans de Nasser), qui va faire de ce moment, au plus profond de l'abîme, le grand soir du nassérisme, le vrai sacre du leader, la nuit de la légitimité ».

Alors commencent les « douze cents jours » de Nasser, qui n'est plus l'homme du pusch du 23 juillet 1952, mais « le leader appelé, investi par les masses ». A l'intérieur, l'épuration frappe l'armée ; une ouverture est tentée dans la voie de la démocratisation, sans trop de succès. Mais surtout, sur le plan extérieur, l'ancien slogan « ni paix ni guerre » paraît dépassé. Et Nasser, au moment de sa mort, après trois années marquées par des hésitations successives, semblait avoir définitivement opté pour la paix. « Au collégien romantique et intransigeant, au « bikbachi » austère, au « zaïm » arabe faisant feu de tous mots, au Raïs égyptien redouté de l'Occident, héros de l'Union soviétique, succédait un personnage grisonnant et voûté, bienveillant et assoiffé de compromis ». Voilà qui résume bien dix-huit années de pouvoir, marquées par des succès et des progrès certains, mais aussi par beaucoup d'erreurs et d'échecs.

La disparition de Nasser, cruellement ressentie par ses concitoyens, laisse un vide dans

la vie politique. Pourtant, sa mort ouvre des perspectives nouvelles à une libéralisation que sa présence même empêchait. Car en prenant la place d'un leader qui « faute de pouvoir résoudre les problèmes de l'Egypte avait choisi de les incarner », ses successeurs, faute de pouvoir les incarner, devront bien tenter de les résoudre, en s'aidant de ses succès comme de ses échecs, conclut Lacouture.

Danièle LOSCHAK

Nous ne pouvons malheureusement pas dans notre revue, parler de tous les livres que nous recevons. Nous voulons pourtant signaler à nos lecteurs, les livres de nos amis récemment parus :

- **Gérard et Florence BRULE**
  Qui gouverne à Moscou
  Dunod Actualité
- **Michel-Antoine BURNIER et Frédéric BON**
  Les Nouveaux Intellectuels
  Collection Politique - Seuil
- **Jean CARRAL**
  La prise du pouvoir mondial - Denoël
- **Jean CASSOU**
  Le voisinage des cavernes - Ed. Albin Michel
- **Ismet CHERIF VANLY**
  Le Kurdistan Irakien entité nationale
  Etude de la Révolution de 1961
  Edition de la Braconnière - Neuchatel
- **Noam CHOMSKY**
  La guerre contre l'Asie
- **Maurice CLAVEL**
  La perte et le fracas - Editions Flammarion
- **Jacques COULAND**
  Le mouvement syndical au Liban - Ed. Sociales
- **Isaac DEUTCHER**
  Essai sur le problème juif - Editions Payot
- **Jacques DEROGY**
  La loi du retour - Editions Fayard
- **François FEJTO**
  Dictionnaire des Partis communistes et des mouvements révolutionnaires - Ed. Kasterman
- **Jean-Louis FERRIER**
  La forme et le sens (Picasso, Klee, Matisse, Léger, l'art abstrait, le pop'art) - Denoël
- **Saül FRIEDLANDER**
  Histoire d'une psychose collective - Ed. Seuil
- **Jean DUVIGNAUD**
  Marée basse, Collect. Le Manteau d'Arlequin
  Editions Gallimard
- **Lorand GASPARD**
  Palestine Année 0, Cahiers Libres 174
  Editions Maspero
- **Georges-Arthur GOLDSCHMIDT**
  Un corps dérisoire - Editions Juliard
- **Lucien GOLDMANN**
  Structures mentales et création culturelle
  Editions Anthropos - Marxisme et Sciences Humaines, Editions Gallimard
- **Günther GRASS**
  Anesthésie locale - Editions Seuil
- **Jules HUMBERT-DROZ**
  De Lénine à Staline - Dix ans au Service de l'Internationale communiste 1921 - 1931
  Editions de la Braconnière - Neuchatel
- **Vladimir JANKELEVITCH**
  Traité des vertus tome I et tome II - Bordas
- **Jean MARABINI**
  Les chemins de Jérusalem
  Presses de la Cité
- **Albert MEMMI**
  L'Homme dominé - Editions Gallimard
- **Edgar MORIN**
  Journal de Californie - Editions Seuil
- **René de OBALDIA**
  Les richesses naturelles - Editions Grasset
- **Jean-François REVEL**
  Ni Marx ni Jésus - Editions Robert Laffont
- **Pierre VIANSSON-PONTE**
  Histoire de la République Gaullienne, Tome I
  Editions Fayard
- **Peter WEISS**
  Trotsky en exil - Editions Seuil
- **Jean ZIEGLER**
  Le pouvoir africain - Editions Seuil.

UN LIVRE : DEUX OPINIONS
" Il conflicto arabo-israeliano " de Guido Fubini [1]

par Gérard BRULE
et
Marek HALTER

C'est l'idée, devenue commune de la confrontation entre opinions « de gauche » sur le conflit du Proche-Orient qui a conduit à la publication de cet ouvrage sous la forme de trois textes. Le premier, rédigé par Guido Fubini (« Il conflitto arabo-israeliano ») présente une étude et une opinion « favorables » à Israël. Le second (« Palestina e Mondo Arabo ») se veut plutôt une simple présentation d'informations, accompagnées de quelques clichés en faveur de la Cause Palestinienne. L'un et l'autre de ces deux textes ne prétendent pas apporter d'élément nouveau à une question déjà abondamment traitée, mais synthétiser ce que peut apporter l'opinion « de gauche » sur ce sujet. A ce titre les remarques qui peuvent être faites sur ces textes doivent porter plutôt sur l'idéologie « de gauche » appliquée à cette question que sur toute autre chose.

La « vérité » du texte de G. Fubini se trouve en partie exprimée en incidente à la page 31 de son texte quand il fustige comme « trotskiste » la dénonciation du « socialisme dans un seul pays ». On voit ainsi renouer avec la tradition, en réalité jamais rompue, de l'invective, ce qui a au moins l'avantage de ramener en terrain connu. Se trouve ainsi gommée, ramenée au plan des erreurs et des péripéties, l'histoire qui va de 1917 à la veille au soir ; et la scène est libre pour que s'y manifestent le sionisme, le colonialisme et l'oppression culturelle en agents triomphateurs de l'histoire. L'épisode de 1917 n'est lui-même invoqué que pour permettre de baptiser « socialiste » le sionisme qui (quelle chance !) s'était alors effacé devant la révolution. Et le kibboutz devient le triomphe du communisme : « De chacun selon ses capacités à chacun selon ce que peut donner le kibboutz » devient la formule de l'avenir. Le communisme se trouve ainsi tout aussi perverti que le capitalisme est incompris et la communauté juive de Palestine avant la création de l'Etat d'Israël devient l'exemple d'une société sans Etat.

Les arguments les plus forts résident dans le « droit » et la « légitimité » auxquels la « gauche » croit toujours sincèrement alors que depuis belle lurette, elle est la seule. L'O.N.U. n'est plus le gendarme de la révolution mon-

(1) Editions Claudiana - Torino.

diale que dénonçaient déjà en la S.D.N. les révolutionnaires de 1917.

Un argument de poids est l'amalgame qui est fait (p. 31) entre les « anti-sionistes » de gauche et la bourgeoisie juive italienne pro-fasciste dans leur commune opposition à l'Etat d'Israël.

La question du Proche-Orient comme il était prévisible, n'a pas contribué à éclaircir les positions de la gauche à aspirations gouvernementales. L'ouvrage des trois auteurs italiens prêche des convaincus.

Gérard BRULE

●

Deux amis ; l'un a écrit le livre, l'autre en a fait la critique. Je suis pourtant obligé de prendre une position, car je trouve les critiques formulées par Gérard Brulé sur l'ouvrage de Guido Fubini injustifiées.

Je me demande si G. Brulé n'est pas tombé lui-même dans le piège du « déteneur de vérité » qu'il reproche à G. Fubini.

Certains amis, dans la gauche, ont cette même tendance qui rappelle « le lit de Procuste » : juger en fonction d'un modèle préétabli, et contester la valeur d'un ouvrage s'il n'est pas conforme à ce modèle.

Il est impossible de faire la critique d'un livre, d'une action, d'un événement, sans l'insérer dans son contexte propre. Le livre « Israele Palestina : Une scelta diversa » est composé de trois études présentées par trois personnalités italiennes distinctes. Les trois auteurs sont des militants de gauche, leur approche du problème est pourtant bien différente. Car Vera Pegna et Leo Visco-Gilardi, entraînés par leur vision manichéiste à laquelle nous sommes déjà habitués, parviennent rarement à la dépasser. Seul, G. Fubini tente de sortir des schémas que nous connaissons. En quelques pages il donne un historique de la décolonisation, d'Israël et du conflit israélo-arabe. G. Fubini reprend ce que Brulé et Voldman ont dit dans leur brochure « Israël Palestine, Conception Matérialiste de la question » (Collection ELEMENTS), à savoir que Israël est né de deux échecs. L'un fut l'échec de la révolution socialiste dans le monde, bloquée par une longue période politique et intellectuelle de Stalinisme, l'autre échec étant celui d'une certaine forme d'humanisme libéral achevé par la barbarie nazie.

G. Fubini y ajoute pourtant la volonté de la communauté juive en Palestine, qui s'est exprimée par la lutte contre le colonialisme britannique. Il constate, comme nous tous, l'affirmation d'une nation israélienne et, parallèlement à celle-ci la naissance de la nation palestinienne.

Son étude est bien documentée, références et chiffres à l'appui. G. Fubini, ne croit pas, contrairement à ce qu'a compris G. Brulé que seule l'O.N.U. résoudra ce conflit entre deux nations sur le territoire de la Palestine. Il croit beaucoup plus à des luttes communes pour le changement des structures sociales et politiques de la région. Il constate pourtant, avec raison, que ces luttes ne pourront pas être organisées tant que durera la guerre. Et il termine :

« Le jour où ces deux interlocuteurs se reconnaîtront mutuellement, le peuple israélien et le peuple palestinien pourront s'engager dans une voie révolutionnaire capable de libérer les forces progressistes du Moyen-Orient.

« Indiquer ce chemin signifie un effort sérieux de la part des forces démocratiques et des forces de gauche européennes qui peuvent jouer, non seulement un rôle de trait d'union entre les forces révolutionnaires arabes et israéliennes, mais encore accélérer ce processus ».

Une étude claire et précise.

Nous espérons la traduire bientôt en français, afin que nos lecteurs puissent en juger.

Marek HALTER

Réactions et réponses...

lettre d'un Palestinien

Un ami m'a prêté votre revue N°' 5-6 sur l'Etat Unitaire, Palestiniens et Israéliens trois ans après.

Je l'ai lue d'un seul trait malgré mon mauvais français que j'ai appris à l'école à Jérusalem. J'espère que vous le corrigerez de vous-même. Tant de groupes et de gouvernements prétendent défendre les intérêts de notre peuple, et tous ne pensent qu'à leur propre profit.

Les gouvernements arabes qui prétendent être nos amis, nous ont laissé massacrer par l'armée du roi Hussein. Tous les européens qui viennent nous voir veulent qu'on fasse la révolution pour eux. Ils oublient que notre peuple souffre depuis vingt-cinq ans et qu'il aspire avant tout à la paix et à une vie décente.

Vous dites tout cela très bien dans votre revue.

Une fois un Etat palestinien établi, je m'engagerai certainement dans un mouvement révolutionnaire ; mais avant tout, nous ne voulons plus être occupés ni par les Israéliens, ni par les Jordaniens.

J'ai visité Israël, et c'est vrai, il y a un peuple là-bas. Nous n'avons pas d'autre choix qu'un Etat à côté d'Israël. Tout le reste ce sont des théories pour des personnes qui se trouvent très loin.

Envoyez-moi s'il vous plaît quelques numéros de votre revue pour mes amis.

Rahman MASRI
24 ans - Naplouse

les Juifs orientaux et le problème palestinien

J'ai lu attentivement la brochure de El Fatah, « La Révolution Palestinienne et les Juifs », à laquelle vous avez consacré un numéro spécial de la revue « Eléments ».

Je me permets de vous féliciter pour les efforts que vous, et votre Comité faites pour la Paix au Moyen-Orient.

Né à Jérusalem, d'une famille qui y a habité pendant des siècles, désireux depuis toujours, et pour toujours, de réétablir les liens indissolubles d'amitié, de

compréhension et de collaboration entre Juifs et Arabes, surtout en Israël, j'apprécie de tout cœur tout effort fait dans ce sens, quelle qu'en soit l'origine.

Ci-inclus, je vous envoie copie d'une brochure en anglais, « Israeli Jews and Palestinian Arabs, Key to Arab-Jewish Coexistence ».

J'attire particulièrement votre attention sur un point qui est presque oublié par tous ceux qui traitent de problème israélo-arabe, et c'est le fait que la majeure partie des Juifs en Israël sont des Orientaux forcés de quitter les nouveaux pays arabes indépendants, où ils ont vécu des millénaires.

Je développe ce problème qui comporte, à mon avis, un échange de populations comparable à l'échange survenu entre l'Inde et le Pakistan.

L'idée de dissoudre Israël et de former une Palestine démocratique pour Arabes, Juifs et Chrétiens est malheureusement une utopie, vu le fait que presque tous les pays arabes, même ceux qui se déclarent socialistes continuent à reconnaître l'Islam comme la seule religion officielle de l'Etat. Comme exemple, je citerai le fait que Mohamad El Kadafi, le chef du Comité Révolutionnaire de la Lybie, a converti une cathédrale en mosquée, défendu l'emploi de boissons alcooliques suivant les prescriptions coraniques, etc...

C'est pourquoi et, comme je l'ai développé plus longuement dans mon article, j'ai la conviction que la meilleure solution, pour Juifs et Arabes, serait d'établir un Etat arabe palestinien, avec ou sans la Jordanie, dans des territoires à être agréés d'un commun accord entre les Palestiniens, les Jordaniens et Israël. Ce n'est que par un tel arrangement, que le grave problème des Réfugiés trouvera une solution pratique et efficace.

En toute justice, le droit d'auto-détermination réclamé par les Palestiniens ne doit pas être refusé aux Juifs qui ont été forcés de quitter les pays arabes et ont trouvé refuge en Israël.

L'Israël indépendant et un Etat palestinien, arabe, avec ou sans la Jordanie, ne peuvent être que d'un grand bénéfice pour les deux peuples unis par un passé glorieux, culturel et scientifique, et pour un avenir meilleur pour le Moyen-Orient tout entier.

Toute autre solution, à mon regret, me paraît ne pas pouvoir résoudre la situation actuelle qui, si elle continue, n'engendrera que misère et destruction pour plusieurs générations à venir.

Elie ELIACHAR

Président du Conseil de
la Communauté Séfaradit (juifs orientaux)
Jérusalem

deux droits légitimes

Je lis avec intérêt *Eléments* et vous remercie des efforts que vous faites pour les pays du Proche-Orient aussi bien que pour la gauche française.

Comment contribuer à rétablir la paix entre deux groupes animés souvent

d'une même vision manichéenne de leur univers ? Comment faire cohabiter ces deux nations jalouses et aigries ?

Il est vain de proposer un état laïque ouvert à tous, garantissant le respect de tous les droits. Les exemples sont trop nombreux de promesses non tenues, même entre des groupes moins profondément hostiles que ne le sont Israéliens et Palestiniens. Vain et hypocrite.

Quelle peut être l'attitude d'un homme de gauche, épris de progrès et de paix - cela existe encore - et non inféodé à un parti ou à un parti-pris ?

Tout ce qui peut hâter l'acceptation de l'existence d'une nation palestinienne par les Israéliens est juste. Israël doit consentir des sacrifices sans pour autant mettre en danger sa souveraineté. Sacrifices, ne serait-ce que pour faire oublier 20 années d'indifférence à l'égard des réfugiés. Et surtout pour rétablir la justice.

Ceux qui, par intérêt idéologique ou pétrolier, par antisémitisme latent ou racisme anti-arabe, encouragent l'intransigeance et le refus du dialogue, sont les vrais criminels, les vrais faucons.

Il est plus courageux - et moins populaire - de soutenir ce qui est juste chez les Palestiniens (droit à l'existence de leur nation) et de dénoncer ce qui, dans leur programme, équivaut à fonder la justice sur une nouvelle injustice. Et de s'attirer l'inimitié des partisans inconditionnels d'Israël en dénonçant l'injustice et l'aveuglement de l'actuel gouvernement israélien, face au fait palestinien. Car, dans ce conflit, à la différence des prises de position passionnelles, il y a bien deux camps, mais aucun n'est pur et ne possède la justice en exclusivité.

Tant pis si cela est moins enthousiasmant !

Claude BRAUN - Professeur
DIGNE

un message de soutien

J'ai plaisir à vous écrire pour vous adresser un enthousiaste message de soutien !

*Je connaissais déjà votre mouvement pour avoir assité en février 1969 à une réunion pour la presse. J'ai pu en lisant les numéros d'*Eléments *apprécier la haute valeur intellectuelle, et l'utilité d'une telle revue dans le terrible conflit israélo-arabe. J'espère simplement dorénavant y trouver un nombre plus important de signataires palestiniens.*

B. Joëlle ALLOUCHE - Paris.
Psychologue chargée de Recherches à l'Education Nationale.
Chargée d'enseignement à la Faculté des Lettres d'Amiens.

pour une solution de gauche

J'ai lu le dernier numéro de votre revue *Eléments*. J'avais besoin, dans la conjoncture actuelle, d'une action à court terme à me proposer, un projet à court terme à présenter à ceux qui finalement me somment : « Qu'as-tu à proposer alors ? » (c'est-à-dire, puisque tu n'es pas d'accord).

Je me demande si votre ouverture vers la création d'un G.P.R.A. palestinien n'est pas un commencement de réponse. Croyez-vous que la gauche israélienne pourrait se retrouver alors ? A vrai dire, la déclaration de Lyova Eliav sur la nécessaire reconnaissance d'une nation palestinienne en gestation, m'avait été un réel encouragement pour l'avenir d'Israël. J'aimerais en savoir plus sur vos idées à ce sujet.

J'ai lu également l'article de Clara Halter. Plaisir de lire une opinion cohérente, lucide, claire, avec laquelle je puisse enfin me déclarer entièrement d'accord !

Mais surtout, et c'est le vrai motif de cette lettre : vos réponses contenaient les éléments, tous les éléments que j'étais arrivé à dégager à la suite de multiples et trop souvent vaines discussions, pour une vision de gauche (marxiste) du problème israélo-palestinien.

... Récemment, de nouvelles discussions à Alger, avec des Algériens, partie eux-mêmes, mais moins malhonnêtes de ce fait qu'une partie de la gauche européenne, et le statut des minorités dans nombre de pays, m'ont démontré que toute tentative de suppression des oppositions entre cultures par unification autoritaire et volontariste était profondément réactionnaire, et d'ailleurs provoquait à brève échéance de redoutables perturbations, à la mesure de l'intensité des aspirations ainsi refoulées. Toute structure dont les conséquences ne sont pas analysées, et donc à laquelle on refuse de faire face, peur d'en reconnaître l'existence, provoque, son action devenant alors implicite, des conséquences imprévisibles, et le plus souvent négatives.

... Je vous fais tous mes encouragements dans votre action.

Francis GRUNCHARD - Bruxelles

la vocation d'Eléments

Nous avons lu avec beaucoup d'intérêt les deux derniers numéros de votre revue. Nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer ici, à Beyrouth, les numéros précédents.

Votre approche du problème est honnête, même si parfois on trouve dans votre revue certains arguments sionistes.

Le plus important pour nous, est de prendre connaissance des analyses qui ont cours dans la Gauche mondiale et dans la Gauche israélienne. Nous avons même traduit en arabe, pour ceux de nos camarades qui ne comprennent pas le français, certains passages des articles d'Israéliens progressistes que vous publiez.

Nous pensons que l'importance d'une revue comme la vôtre réside surtout dans la présentation des thèses israéliennes au Palestiniens, et des thèses palestiniennes aux Israéliens.

Il faudrait peut-être envisager votre revue en Anglais ce qui permettrait à un nombre plus grand de nos camarades d'en prendre connaissance. Il serait également bon que vous présentiez dans votre prochain numéro les données économiques du conflit avec chiffres à l'appui, car une analyse honnête de cet aspect nous fait défaut.

Y.S. et H.A.C.
Université Américaine de Beyrouth.

l'esprit de E. Mounier

Je trouve que votre expérience a le double mérite de l'intelligence et de la bonne foi. Vous abordez avec beaucoup de courage et d'esprit un des problèmes essentiels de notre monde d'aujourd'hui. Je ne puis vous faire de meilleur compliment que de vous déclarer que la lecture de votre revue m'a rappelé certains travaux que j'ai eu la chance d'effectuer avec notre regretté E. Mounier.

Ch. ROUVIER - Bayonne.

« Eléments » vu par « El Moudjahid »

Dans un long article paru dans « El Moudjahid » du 10 Mars, sur « La Résistance Palestinienne : bilans et perspectives », sous la plume de Mohamed Bahi, nous trouvons un passage concernant notre Comité, que nous reproduisons ci-dessous :

« Au cours de la période 1969-1970, le Comité de la Gauche pour la Paix au Moyen-Orient formé par un groupe d'intellectuels français, (suit une liste de noms), tente à travers les livraisons espacées de sa revue « ELEMENTS » de susciter un dialogue « constructif » entre Palestiniens et Israéliens. Il n'est plus question de l'arabe de service genre Abderrazak A. Kader, l'effort est plus ambitieux, car il tend à réunir autour de la même table les vrais antagonistes, après les avoir convaincus de la nécessité de laisser les couteaux au vestiaire.

« Les sollicitations dont furent l'objet les émissaires, représentants ou porte-parole de la Résitance tendaient surtout à désarabiser le problème en le présentant comme une querelle entre deux « légitimistes », deux « nations » qui se disputent un territoire auquel ils ont droit tous les deux.

« C'est le signe que la Résistance Palestinienne a atteint l'âge de la raison et que donc, on doit la traiter en adulte, faute de pouvoir la dissocier du monde arabe et de traiter uniquement avec elle. En 1969, la question qui se pose, qui est posée aux Palestiniens n'est plus : pourriez-vous continuer à vous battre, elle est : quels sont votre programme, vos revendications, vos mots d'ordre, vos concessions ? ».

les activités du Comité International

« Eléments »

● Le Numéro Spécial 5/6 consacré à l'Etat unitaire est vite devenu un outil indispensable pour tous ceux qui s'intéressent au conflit du Proche-Orient.

Les articles publiés dans ce numéro ont été reproduits dans la presse du monde entier.

Le nombre des abonnés dans les pays arabes et en Israël augmente chaque jour et approche 2.000.

● Nos amis Robert Silvers (Dir. du « New York Review of Books »), Noam Chomsky, Stanley Diamond et Allan Salomonov (Secrétaire du Comité Américain) préparent actuellement une édition anglaise d'Eléments.

● Nos amis allemands préparent également une édition d'ELEMENTS en Allemand. Dans la rédaction qui s'est constituée figurent :

Walter Fabian (Rédacteur en chef), ancien directeur des éditions des syndicats allemands, le Professeur Ernst Bloch, l'écrivain Heinrich Boll, le Pr. H. Gollwitzer (Gauche protestante), Gunther Nenning (Rédacteur en chef de « Neues Forum » à Vienne, Socialiste de gauche) et Heinz Kuby (écrivain, journaliste).

● Le Comité se propose de publier dans un proche avenir une sélection des articles des différents numéros de « ELEMENTS » en arabe et hébreu.

● L'éditeur de gauche à Rome, Alberto Filippi se propose aussi de publier dans un avenir proche une sélection des articles d'« ELEMENTS » en italien.

rencontres

● A la demande de nos camarades égyptiens, une délégation arabe a rendu visite au bureau du Comité International à Paris. A cet entretien participaient :

Khaled Mohieddine (Secrétaire de l'Union Socialiste Arabe, Président de la Conférence Internationale de soutien aux Peuples Arabes), le Docteur M. Abbas Sakr (Membre du bureau de l'Union Socialiste Arabe, Président des Juristes Egyptiens), Varoujan Salatian (Secrétaire du Conseil Mondial de la Paix).

Nous étions représentés par le Pr. Robert Zittoun (Faculté de Médecine), le Pr. Fernand Rohman (Pr. de Philosophie), Jean-Pierre Faye (linguiste, écrivain, Dir. de la revue « Change »), et Marek Halter (Peintre).

Le Pr. Alfred Kastler et Jean Daniel ont été au dernier moment empêchés par leurs occupations de participer à cet entretien. La discussion, qui a duré 2 h. 30 s'est déroulée dans une atmosphère de franchise et de camaraderie. Il a été décidé de poursuivre les échanges, en vue d'établir un contact entre les forces progressistes du Proche-Orient.

● Clara Halter (Rédactrice en Chef de « ELEMENTS ») a eu plusieurs rencontres avec des dirigeants palestiniens des deux côtés du Jourdain. Elle a également profité de son passage en Israël pour avoir des rencontres avec les dirigeants des groupes et partis politiques de gauche. Elle a enregistré une table ronde passionnante avec trois professeurs de gauche et anti-conformistes de l'Université de Jérusalem : Chlomo Avineri, Schimon Shamir et Hoshua Porat.

Cette table ronde paraîtra dans le prochain numéro.

• Notre ami Marek Halter a pu avoir deux rencontres au nom du Comité International.

Une avec le Dr. Abdel Amer, Chef du Bureau de la Ligue Arabe. L'autre avec Lyova Eliav, Secrétaire général du Parti Travailliste d'Israël, de passage à Paris.

séminaires

• Dans le cadre du Cercle de Réflexion du Comité International, animé par nos amis Sylvain Gouz, Maurice Benayoun et José Allouch, deux journées de réflexion ont été organisées :

— La première consacrée à la situation des Mouvements de Résistance palestiniens après les événements de Jordanie présentée par Bernard Kouchner de retour d'Amman.

— Une seconde sur la Gauche Américaine et le conflit israélo-arabe présentée par Marek Halter de retour des Etats-Unis. A cette réunion, deux dirigeants de notre Comité Argentin le Dr. Arnoldo Liberman et I. Heller ont rendu compte des activités de nos Comités à travers l'Amérique Latine.

• Notre ami Fernand Rohman a fait une conférence devant des jeunes appartenant à la Ligue Internationale contre l'antisémitisme.

conférences

• Quelques-uns de nos amis se sont retrouvés à la Table Ronde sur le thème : « La gauche française face aux problèmes du Moyen-Orient ». Le public était composé de quelques centaines de jeunes. Ce débat, animé par Maître Théo Klein a permis à Pierre Vidal-Naquet, Albert Memmi, Claude Lanzmann, Saül Friedlander et Marek Halter de confronter leurs idées.

• Notre ami le Pr. Fernand Rohman a participé à la réunion organisée par le Conseil Œcuménique des Eglises à Lugano consacré au Conflit du Moyen-Orient. A cette conférence assistaient outre les représentants des différentes Eglises, un certain nombre d'universitaires ainsi que des personnalités juives et arabes.

A la discussion ont pris part le Dr. Eugène C. Blake (Secrétaire général du Conseil Œcuménique des Eglises), le Pasteur Mathiout (France), le Dr. Stanley Samatha (Inde), le Pr. Chlomo Avinery (Université de Jérusalem) et le Dr. K.N. Khella (Egypte) Secrétaire général de l'Union des Etudiants du M.O. en Europe.

Fernand Rohman a pu exposer les positions du Comité sur le conflit. A la suite de cette intervention plusieurs dirigeants chrétiens, d'Europe et du Moyen-Orient nous ont écrit pour exprimer leur intérêt pour nos thèses.

• Notre ami S. Voldman a participé à une discussion publique sur le conflit israélo-arabe devant une centaine de mineurs à Sarny près de Metz. La réunion était organisée par le centre culturel de Metz et les syndicats de la région. Un représentant du groupe Témoignage Chrétien était également présent. Une grande majorité des ouvriers se sont déclarés en accord avec les thèses soutenues par S. Voldman.

• Notre ami Jacques Derogy a donné plusieurs conférences à travers la France dans les villes de Strasbourg, Lyon, Metz, Nice, Mulhouse, Avignon et Marseille (avec la participation du député-maire communiste de Port-de-Bouc, Mr. R. Rieubon). Il a également profité de l'interview que Magda Pa-

lacci a pris pour la télévision belge à propos de son livre « La loi du retour » pour présenter les thèses du Comité sur le conflit israélo-arabe.

• Sur l'invitation de Georges Vaucher, animateur d'un Groupe d'Etude sur le problème du Moyen-Orient, Marek Halter a participé à une discussion publique au siège de la Ligue Arabe à Genève. Cette discussion a suivi un exposé de Maxime Rodinson et y ont participé outre Marek Halter, le Pr. Jean Halperin et Lotfallah Soliman.

• Plusieurs de nos amis ont participé à des émissions de radio et de télévision en France, Suisse et Belgique sur le conflit israélo-arabe.

• Nos amis Belges ont organisé dans la salle du C.C.L.J. à Bruxelles une réunion publique sur les événements récents en Jordanie. Ali Mostofi de retour du Caire et Bernard Kouchner de retour d'Amman participèrent à cette réunion présidée par Marek Halter. A la suite des exposés, nos amis ont pu répondre aux questions de l'assistance.

• Notre ami Ali MOSTOFI, après avoir effectué des voyages dans les pays arabes, a été invité à donner des conférences sur le conflit israélo-arabe.

Il a donné une première conférence à l'université de Berlin, et une autre à Munich. Il est également convié pour une série de conférences à l'université d'Indianapolis aux Etats-Unis.

• Notre ami Albert Memmi a donné plusieurs conférences sur le conflit israélo-arabe à Paris et dans plusieurs villes de Province. Il vient d'ailleurs d'être nommé au poste de Professeur de Sociologie à Nanterre. Deux de ses études viennent d'être publiées à l'étranger ; une, dans la revue argentine « Nuevos Aires » dont les directeurs sont Vicente Battista et notre ami Gerardo Mario Goloboff, l'autre, sur Frantz Fanon, dans le « New York Review of Books » dont le directeur est notre ami Robert Silvers.

• Plusieurs de nos amis dont Jacques Madaule, Fernand Rohman, etc.. ont assistés au Conseil National du Mouvement de la Paix. La résolution finale a tenu compte de plusieurs de nos suggestions exprimées tant dans les colonnes de « Combat pour la Paix » qu'à la tribune du Congrès.

missions

• Dans le cadre de la Croix-Rouge Internationale, notre ami Bernard Kouchner s'est rendu en Jordanie au moment des combats entre Palestiniens et Jordaniens pour soigner les blessés. Il a pu prendre contact avec un certain nombre de responsables palestiniens.

prises de positions

• Au moment où les combats entre Palestiniens et Jordaniens faisaient rage à Amman, le Bureau du Comité a fait parvenir au Comité Central de la Résistance palestinienne un message de solidarité (cité dans le « Nouvel Observateur »).

Dans ce message, le Comité « réaffirme son soutien à la lutte des Palestiniens » et pense qu'elle « pourrait être renforcée par des perspectives politiques », mais il reconnaît trois difficultés :

« 1°) *Accord sur la représentativité* : les différentes forces palestiniennes peuvent-elles parvenir à un accord profond entre elles.

Nous pensons que la grande épreuve que vous traversez actuellement aura aidé à rendre plus homogène les différents courants politiques qui divisaient hier encore le mouvement palestinien ;

« 2°) *Le maintien de la solidarité* sans discrimination avec toutes les grandes forces internationales qui appuient effectivement les mouvements palestiniens et qui pourront contribuer à faire reconnaître internationalement ce Gouvernement Provisoire. Cela implique que l'on tienne compte de leurs pesées et de leurs évaluation de la situation au Proche-Orient indépendamment de toutes les autres options les concernant ;

« 3°) *Le sens des possibilités* : Une lutte politique valable ne saurait envisager de maintenir dans le drame le plus sanglant et ce pour des générations, des populations déjà durement éprouvées depuis 20 ans. Il semble qu'aux yeux de certains Palestiniens la libération passe encore obligatoirement par la destruction de l'Etat d'Israël.

« Or, il apparaît que le peuple israélien, même la partie la plus critique envers la politique gouvernementale, n'est pas disposé à abandonner ses droits nationaux, reconnus d'ailleurs par la plupart des Etats et par nombre d'Arabes.

« Nous pensons que les décisions que vous pouvez prendre durant cette phase décisive de votre lutte seront déterminantes pour l'avenir révolutionnaire de tous les peuples de la région ».

Fraternellement,

Le Comité International de la Gauche pour la Paix au Proche-Orient.

• Après la deuxième prolongation du cessez-le-feu au Proche-Orient, le Comité a rédigé un communiqué résumant sa position. (Communiqué reproduit partiellement dans « Le Monde » du 4 Mars 1971) :

« Après les nombreux et graves événements qui ont profondément changé la situation au Proche-Orient, et à l'heure où le cessez-le-feu vient d'être prolongé d'un mois, le Bureau du Comité International de la Gauche pour la Paix au Moyen-Orient juge nécessaire de réaffirmer et de préciser sa position :

« 1°) Le Comité constate qu'après avoir rassemblé ses énergies sur la cause palestinienne, une partie de la gauche semble abandonner un peuple qui n'a pas répondu immédiatement à sa stratégie et à ses espérances.

« Le Comité tient à rappeler la permanence de ses buts. Aucune paix au Proche-Orient ne sera juste et donc réelle et durable si elle n'inclut l'exigence nationale des Palestiniens. Il appartient à la Gauche toute entière de réagir contre l'indifférence devant la destruction physique et le laminage politique du Mouvement National Palestinien par les forces réactionnaires.

« 2°) La Paix ne saurait se passer de l'assentiment profond des peuples. Le Comité rejette donc avec une égale vigueur une politique d'annexion qui raviverait les ressentiments et une simple séparation des combattants par les forces armées des principaux Etats impérialistes. Il ne saurait approuver la présence de troupes étrangères aux frontières de ces pays, qui sans y trouver remède à leur conflit verrait en plus s'accroître dangereusement leur dépendance vis-à-vis des grandes puissances.

« 3°) Devant les efforts déployés par les organismes internationaux ainsi que par

divers gouvernements en vue d'un arrangement sans règlement véritable, le Comité se doit d'insister à nouveau sur le caractère et les motifs propres de son action.

« La Paix au Proche-Orient est à la fois une fin et un moyen : elle doit mettre un terme aux massacres absurdes entre les peuples, mais également convertir les énergies jusqu'ici absorbées dans les luttes nationales en forces révolutionnaires d'émancipation politique et sociale.

« Le Comité reste fidèle à sa vocation en montrant ainsi que dans tous les problèmes soulevés, il n'y a pas à choisir entre l'exigence de paix et l'exigence de gauche.

« Les forces progressistes arabes, israéliennes et palestiniennes évoluent de plus en plus vers des positions analogues. Le Comité lance un appel pour qu'elles se rencontrent et s'unissent contre les éléments réactionnaires et impérialistes. Dans leur union et reconnaissance réciproques réside la possibilité d'une paix véritablement démocratique au Proche-Orient.

« C'est dans ce sens et avec un nouvel espoir que le Comité International de la Gauche pour la Paix au Proche-Orient poursuit le combat ».

r. f. a.

● Un nouveau groupe lié au Comité International vient d'être créé à Francfort, sous le nom de :

« Sozialistisher Arbeitskreis für de Frieden in Nahen Osten » animé par : le Pr. Heinz Joachim Heydorn et le Pr. Berthold Simonsohn. Le groupe a déjà pris contact avec nos amis le Dr. H.J. Mundt à Munich, Gunther Grass à Berlin et le Pr. Ernst Bloch à Tubingen.

Le Comité s'est également mis en rapport avec les dirigeants des syndicats allemands et envisage d'ici peu la sortie d'une édition allemande d'«Eléments ».

états-unis

● Quelques-uns de nos amis, Noam Chomsky, Robert Silvers, Stanley Diamond, John Volkmar, ont décidé de créer un Comité Américain sous le nom de :

« Committee on New Alternatives in the Middle East ».

Marek Halter a eut pendant son séjour aux Etats-Unis plusieurs entretiens quant à notre activité pour la recherche de la Paix au Proche-Orient, avec le Pr. Herbert Marcuse et le Pr. R. Popkin à la Jolla University de San Diego, avec Donald Kalich (Président du Comité Angela Davis) et le Pr. Martin Wurtele à l'Université de Californie de Los Angeles, avec le Pr. Léonard Boudin à la Harvard Law School et le Pr. Martin Peretz, de Harvard, avec le syndicaliste et écrivain Paul Jacobs à San Francisco, ainsi qu'avec les représentants des différents mouvements de gauche et pacifistes des Etats-Unis.

Dans le Working Steering Committe, on trouve :

Noam Chomsky (Massachusetts Institute of Technology), Eileen Egan (Catholic Relief Agency), Richard Falk (Princenton University), Stanley Diamond (New School of Social Research), Everett Gendler (Packard-Manse Ecumenical Center), Saymour Melman (Columbia University), David Mc Reynolds (War Resisters League), Robert

Jay Lifton (Yale University), Paul Jacobs (Author, San-Francisco), Irene Gendzier (Boston University, Harvard), Art Waskow (Institute for Policy Studies), Don Peretz (State University of New-York), John Ruskay (Columbia), John Volkmar (Quaker United Nations Office), Edward Said (Association of Arab Graduates).

Parmi les personnalités qui ont proposé leur parrainage, se trouvent : Herbert Marcuse, Peter Weiss, Eqbal Ahmad, Eric Dentley, Herbert Blau, Emile Capouya, David Deitch, Richard Ellman, Eric Fromm, Florence Howe, Murray Kempton, William Kunstler, Sidney Lens, Robert Lowell, Staughton Lynd, Dwight Mcdonald, Sidney Peck, Muriel Rukeyser, Igal Roodenko, Robert Scheer, Pete Seeger, Stanley Sheinbaum, I.F. Stone, William Styron, Louis Untermeyer, Rev. Willard Uphaus, Jose Yglesias, Irma Zigas, Howard Zinn.

Voici quelques noms parmi les adhérents :

Joan Baez, Theodore Bikel, Leonard Boudin, Emile De Antonio, Vladimir Dedijer, Salvador Luria, Samuel Fuller, Allen Ginsberg, George Hourani, Irving Howe, Don Kalish, Marvin Karpatkin, Lee Lockwood, Martin Peretz, Philip Rahv, Michael Walzer, Martin Wurtele, etc...

Différentes organisations ont décidé de collaborer avec le Comité, entre autre :

Quaker Action Group, American Frieds Service Committee, Fellowship of Reconciliation, War Resisters League, PAX, Catholic Peace Fellowship, Episcopal Peace Fellowship, Women International League for Peace and Freedom, etc...

chili

• A la suite du message de soutien adressé par le bureau du Comité International au Président de la République Chilienne, Salvador ALLENDE, lui-même membre du Comité, celui-ci dans une lettre de remerciement a ainsi défini la position de son gouvernement face à la crise du Moyen-Orient :

« Le Combat anti-impérialiste des peuples
« du Moyen-Orient pourra compter sur la
« solidarité du gouvernement populaire
« qui appuiera toute recherche d'une solu-
« tion pacifique sur la base des intérêts
« communs des peuples arabes et juifs.
« Le Gouvernement Populaire condamne
« tous les régimes réactionnaires qui sus-
« citent ou pratiquent la segrégation ra-
« ciale et l'antisémitisme ».

argentine

• Notre Comité Argentin « Movimiento por la Paz en Medio Oriente » a organisé plusieurs réunions publiques à Buenos-Aires auxquelles ont participé plusieurs personnalités de gauche et un nombreux public.

Dans le mensuel de gauche « Voz Libre » dirigé par nos amis le Professeur Jose A. Itzigsohn, le Professeur Arnoldo Liberman, et I. Heller, apparaissent régulièrement des articles traduit d'« ELEMENTS », ainsi que des études de personnalités argentines défendant nos thèses quant au conflit du Moyen-Orient.

uruguay

• La plus grande revue de gauche d'Amérique Latine, éditée à Montévideo, « Marcha », vient de publier deux cahiers spéciaux sur le conflit israélo-arabe.

Dans le premier cahier se trouvent des articles des représentants de la Gauche israélienne.

Dans le second, des articles de progressistes arabes. La revue conclue sur un article de Marek Halter, exposant les activités et perspectives du Comité International.

« Marcha » est dirigée par notre ami Carlos Quijano.

italie

● La dernière réunion de la Commission des Affaires Etrangères du Parti Socialiste Italien (de gauche), le P.S.I. a été consacré au conflit du Moyen-Orient. La commission a écouté l'exposé de notre ami Guido Fubini.

Ont participé à cette réunion un certain nombre de parlementaires et de sénateurs du P.S.I. La discussion avait pour objet la définition de la politique du P.S.I. sur le problème du Moyen-Orient, à la veille d'une réunion du gouvernement qui devait à son tour définir la ligne italienne du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

Les thèses du Comité, défendues par nos amis Guido Fubini et Aldo Zargani, ont été adoptées par la commission en présence de Riccardo Lombardi et sous la présidence de De Pascalis.

Ces thèses ont été présenté par Guido Fubini dans le quotidien « Avanti » comme étant celles du P.S.I.

● Notre ami Luciano Ascoli a participé à un débat organisé par la revue catholique « Sette Giorni » à Rome.

A cette discussion participèrent Gian Carlo Pajietta du P.C.I., Luciano Luzzatto du P.S.I.U.P., et De Pascalis du P.S.I.

suisse

● Un nouveau groupe vient de prendre contact avec le Comité International : la « Société pour la Solidarité Judéo-Arabe » dont le Président est Hans FASSLER et le Secrétaire général notre ami le Dr. Hans OPRECHT.

Dans la présentation de la ligne politique, on peut lire :

« Le conflit israélo-palestinien est un conflit politique, sans pour autant enlever le problème de classe, la solution du problème national est également un problème social. C'est pour cela qu'il faut prévoir une solution à ce conflit avec des moyens politiques concrets.

« L'existence de la Nation Arabe Palestinienne est pour nous un fait. Continuer à l'ignorer ne peut qu'apporter d'autres guerres et conflits au Moyen-Orient. Seule la solution de deux entités politiques dans les territoires de l'ancien mandat britannique peut apporter à ces peuples indépendance, liberté, progrès économique, paix et socialisme ».

Ce Comité se propose une étroite collaboration avec le Comité International.

● Le C.A.P.M.O. (Centre d'Action pour la Paix au Moyen-Orient) qui se trouve à Genève, a tenu plusieurs réunions animées par nos amis Dina et Albert Nahori, Annette Roger et Ali Mostofi. Plusieurs conférences sont prévues, la première devant être celle de Gérard Chaliand.

Nos amis du C.A.P.M.O. ont proposé au Comité International que notre prochaine conférence internationale est lieu à Genève.

ELEMENTS

Numéros précédents :

ELEMENTS N° 1

épuisé

Au Sommaire :

La Gauche européenne et le Moyen Orient

Jean CASSOU, Albert MEMMI, Jean-François REVEL, Morvan LEBESQUE, Roger LALLEMAND, Clara MALRAUX, Vladimir BALVANOVIC, Fernand ROHMAN, Guido FUBINI, Luciano ASCOLI, Herbert MARCUSE, Günther GRASS, Ernst BLOCH.

Points de vue Arabes et Israéliens

Textes et interviews de :

Uri AVNERY, Moshé SNEH, Abdel Aziz ZOUABI, Cheikh JABARI

Existence nationale des Palestiniens et existence nationale des Israéliens

(Compte-rendu d'une journée d'étude)

ELEMENTS N° 2-3

Au Sommaire :

La Gauche internationale et le Moyen-Orient

Roger AKRICHE, Vladimir BALVANOVIC, Jean CASSOU, Jean DANIEL, Jacques DEROGY, Clara HALTER, Bernard KOUCHNER, Claude LANZMANN, Fernand ROHMAN

Points de vue Palestiniens et Israéliens

recueillis et présentés par
Clara HALTER

Hezi KARMEL, Victor CYGIELMAN, Amos ELON, Dan BEN-AMOTZ, Aziz SHIHADEH, Abdel Jaward SALEH, Moshé SNEH, Anwar NUSSEIBA, Hamdi KENAAN

« ELEMENTS » N° 2-3

Constitution du Comité international permanent de la Gauche pour la Paix au Moyen-Orient

(compte-rendu de la réunion constitutive)

Interventions et Messages de :

Luciano ASCOLI, Ernst BLOCH, Joan BAEZ, Julio CORTAZAR, Italo CALVINO, Noam CHOMSKY, Carlos Rodrigues da CUNHA, Jean DANIEL, Jean-Pierre FAYE, Günter GRASS, Dan JACOBSON, Bertene JUMINER, Predrag MATJEVIC, Herbert MARCUSE, H.J. MUNDT, Bernard PINGAUD, Gajo PETROVIC, Claude ROY, Annette ROGER, Laurent SCHWARTZ, André SCHWARZ-BART, Rudi SUPEK, Ivan SUPEK, Veljko KORAC, Vojin MILIC, Ljuba TADIC, Arnold WESKER, Angus WILSON, Arturo SCHWARZ, Jacques GIVET, Giorgio LA PIRA, Pasteur André TROSME, Danilo DOLCI, Pasteur Roland de PURY, José ITZIGSON, Guido FUBINI, Lily BLEGER, Fernando VALERA, Léon PEREZ, Justin KALIBWAMI, Mario PRIMICERIO, Perla DUJOVNEY-PEREZ, Pierre VERSTRAETEN, M. GEORGES, Vladimir BALVANOVIC, Daniel MAYER, José BLEGER, Albert MEMMI, Marek HALTER.

Le conflit du Moyen-Orient sur les ondes

Elsa TRIOLET, Marek HALTER, Me Joe NORDMAN

Le conflit du Moyen-Orient dans les librairies

Isabelle VICHNIAC, Danièle LOCHAK, Marie-Claude DAVID

ELEMENTS N° 4

épuisé

Au Sommaire :

Idéologies et réalités au Moyen-Orient

table-ronde avec la participation du poète palestinien **Fouad KHALED**

et de l'historien israélien **Saül FRIEDLANDER**

« ELEMENTS » N° 4

Marek HALTER, Eric ROULEAU, Albert MEMMI, Fernand ROHMAN, Jules HUMBERT DROZ, Nicolas TERTULIAN, Antonin LIEHM, Ignacy SACHS, Ismet CHERIFF VANLY, Albert COHEN, R.P. COTTIER, Pasteur BODMER.

Opinions

Ali MOSTOFI, Carlton B. GOODLETT, Uri AVNERY, Lotfallah SOLLIMAN.

Le conflit israélo-arabe en librairie

Fernand ROHMAN, Jean-François REVEL, S. VOLDMAN, Marie-Claude DAVID.

ELEMENTS N° 5-6

Au Sommaire

ETAT UNITAIRE ?

Clara HALTER

Manuel BRIDIER, Jacques DENIS, Claude ESTIER, Alain KRIVINE, Robert VERDIER, Jacques BERQUE, Maxime RODINSON, Pierre VIDAL-NAQUET, J.-L. TALMON

Israéliens et Palestiniens

Abou AMAR, Yossi AMITAY, Uri AVNERY, Lyova ELIAV, Ghassan KANAFANI, Fouad KHALED, et Moché SNEH

Fernand ROHMAN

Luciano ASCOLI, Bernard KOUCHNER, Gérard BRULE et Claude VOLDMAN

Le conflit israélo-arabe en librairie

Clara MALRAUX, Michel-Antoine BURNIER, Gérard BRULE

Lisez,

Abonnez-vous,

Apportez votre aide financière à la seule revue internationale sur le conflit israélo-arabe

ELEMENTS

Abonnement simple	24 F
Abonnement de soutien A partir de	50 F
Abonnement étudiant	15 F
Abonnement étranger	35 F
Abonnement Etranger par avion :	
Europe	50 F
Moyen-Orient	70 F
U.S.A.	70 F
Amérique Latine	85 F
U.R.S.S.	70 F
Afrique	70 F
Australie	85 F
Extrême Orient	85 F

Règlement par chèque bancaire, chèque postal ou mandat-lettre libellé à l'ordre de :

Danièle LOSCHAK
65, rue de la Tombe Issoire, Paris-14e

ELEMENTS

pour la paix au proche-orient

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire souscrire un abonnement d'un an (quatre numéros) à « ELEMENTS », à partir du numéro .....

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Luciano Ascoli
SINISTRA E QUESTIONE EBRAICA

L'antisionismo fase suprema dell'antisemitismo? La Nuova Italia, L. 1000

Après de longues discussions entre les membres du Comité, nous avons décidé d'accepter dans nos colonnes des publicités à caractère non-littéraire. C'est pour nous le seul moyen d'assurer la continuité de notre publication et d'élargir sa diffusion.

Ainsi nous avons pu tirer ce numéro à 15 mille exemplaires ce qui nous permettra, nous l'espérons, de joindre davantage d'authentiques hommes de gauche soucieux de la paix au Moyen-Orient.

Dépôt légal du 1er trimestre 1971 - N° 71-157

IMP. ISAR - PUBLI-UNIVERS, 57-58, rue des Vinaigriers, Paris-10e - Tél. 208-27-96

Appel

Neuf points de repère pour la paix au Proche-Orient

• *Nous ne publions d'ordinaire ni communiqués ni appels. Mais voici, rédigé par d'illustres universitaires américains et français, le premier texte sur le Proche-Orient qui nous paraisse apporter quelque chose de neuf, respecter les réalités et se rapprocher le plus de la ligne du « Nouvel Observateur ».*

Parmi les conflits majeurs qui déchirent le monde et menacent de déboucher sur une troisième guerre mondiale, la guerre du Proche-Orient, devenue dans les faits permanente depuis juin 1967, provoque chez ceux-là mêmes qui pensent et agissent ensemble dans d'autres domaines un véritable déchirement. Ceux qui n'ont eu aucune hésitation pour condamner aussi bien l'agression américaine au Viêt-nam que l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie gardent souvent des appréciations très divergentes en ce qui touche le Proche-Orient. Même la dénomination du conflit ne rencontre pas un accord unanime : conflit israélo-arabe, judéo-arabe, palestino-sioniste, ces appellations traduisent elles-mêmes des désaccords. Sans doute les affirmations simplistes sont-elles moins répandues en 1970 qu'en 1967, mais un effort considérable reste à faire pour clarifier les positions, et cette clarification est peut-être elle-même une des conditions d'une solution politique.

Ces divergences ont bien entendu des racines historiques profondes. Pour les peuples arabes, l'implantation israélienne au Proche Orient se caractérise essentiellement comme l'insertion dans le monde arabe d'une colonie de peuplement dont les capitaux, les techniques, les mentalités sont européennes, dont le niveau de vie élevé par rapport à la région est maintenu artificiellement par l'aide étrangère, que celle-ci soit fournie par le gouvernement américain ou par la diaspora juive. Il est difficile de ne pas voir ce qui justifie ces analyses et on ne saurait s'étonner qu'une part de plus en plus importante des peuples du tiers monde et des militants anti-impérialistes dans le monde développé la reprennent à leur compte implicitement ou explicitement.

Inversement, pour la majorité des Occidentaux européens ou américains et pour les Israéliens eux-mêmes, ceux-ci sont des juifs victimes d'une série de catastrophes historiques très réelles, qui ont trouvé en Israël un refuge et un instrument de défense, et il n'est certes pas faux de dire que, si les colons sionistes ont quitté l'Europe, c'est dans une large mesure parce qu'ils en ont été chassés.

Les propositions qui suivent ne sont en aucune manière des propositions de paix qui ne peuvent relever que des peuples intéressés et dont la réalisation dépend des rapports de force entre les belligérants immédiats et entre les grandes puissances, comme les discussions qui ont suivi le « plan Rogers » ne le montrent que trop bien. Elles visent seulement à clarifier pour nous-mêmes et pour les autres le débat.

1. La colonisation sioniste en Palestine a abouti, comme cela était du reste inévitable et prévisible, à la dépossession du peuple palestinien arabe. Celui-ci refuse aujourd'hui le statut de réfugié et revendique, même si les méthodes employées peuvent être en partie contestées par certains, son identité nationale. Ce refus et cette revendication sont totalement légitimes et méritent d'être soutenus.

2. L'identité nationale du peuple palestinien, depuis longtemps revendiquée comme fraction régionale du peuple arabe, puis, de plus en plus, comme peuple arabe palestinien spécifique, n'a jamais, jusqu'à présent, été publiquement reconnu par la colonisation sioniste puis par l'Etat d'Israël (1). On peut arguer du fait que cette reconnaissance était et est encore difficile, puisque les deux parties revendiquent la même terre, mais elle ne s'en impose pas moins aujourd'hui comme un préalable absolu. Nous soutenons donc ceux des Israéliens qui souhaitent sincèrement la paix et la coexistence égalitaire, luttent dans leur communauté pour imposer l'évacuation des territoires occupés. C'est là, en effet, la première démarche convenable dans cette voie.

3. Même s'il est vrai qu'Israël apparaît comme une projection au sein du tiers monde du monde occidental développé, s'il est vrai que la politique israélienne dépend étroitement des ressources et de la stratégie de l'impérialisme occidental, il ne s'ensuit pas obligatoirement que cette situation se perpétuera. L'impérialisme américain a d'autres cartes à jouer au Proche-Orient qu'Israël et, inversement, le conflit actuel place les peuples et les gouvernements arabes dans la dépendance des grandes puissances (pour le moment essentiellement l'Union soviétique) dont les buts principaux ne sont pas leur libération nationale et sociale.

4. Les Israéliens se prennent pour une partie de ce qu'ils appellent le peuple juif et considèrent que leur implantation en Palestine n'est pas une colonisation mais un retour. S'il appartient aux esprits lucides de tenir compte des aspirations qui s'expriment de façon très contestable dans cette appréhension vécue, celle-ci n'est en aucune manière opposable aux peuples arabes. Il apparaît d'autre part qu'elle est à la longue dangereuse à la fois pour les Israéliens, qui sont ainsi conduits à dépendre étroitement de la plus riche des communautés juives, celle des Etats-Unis, et pour les Juifs de la diaspora, conduits à se placer dans la dépendance psychologique d'un Etat sur les décisions duquel la plupart d'entre eux sont incapables d'exercer le moindre contrôle.

(1) Ce texte a été rédigé avant la déclaration du 2 octobre 1970 de Mme Golda Meir, qui marque un certain progrès dans cette direction.

5. Le peuple israélien, issu d'un processus de type colonial, n'en a pas moins acquis une indiscutable réalité nationale. A ce titre, on ne saurait le confondre avec des Etats fantoches comme celui du Viêt-nam du Sud. Cependant, autant et plus que par la « menace » arabe, la nation israélienne est menacée par une évolution qui conduirait à une structure de type sud-africain ou proche de l'Algérie d'avant 1962. Il convient de dire nettement que la logique de l'évolution actuelle conduit à une réalité de ce type : un nombre croissant de Palestiniens étant intégrés à un rang inférieur au sein de l'économie israélienne.

6. La résistance palestinienne a imposé à des couches chaque jour grandissantes de l'opinion mondiale la réalité du peuple palestinien. Nous ne pensons pas cependant que l'idéologie de la guérilla pure, telle qu'elle est répandue dans beaucoup de milieux arabes et dans certains milieux occidentaux, permet d'appréhender les réalités concrètes du conflit. En particulier, l'inflation verbale et la diffusion d'informations manifestement inexactes sur les succès militaires des commandos palestiniens desservent en fin de compte plus qu'elles ne servent la cause du peuple palestinien.

7. Les courants les plus nombreux de la résistance palestinienne et les Etats arabes n'ont pas reconnu, publiquement et clairement jusqu'à présent, le fait national israélien, même si, dans les faits, ils sont conduits à tenir compte de son existence. Cette non-reconnaissance a frappé l'opinion occidentale, qui n'a, en revanche, pas tenu compte de la non-reconnaissance *théorique et pratique* du peuple palestinien par les Israéliens en dehors de groupes très limités jusqu'ici. Pour les Etats arabes, la non-reconnaissance du fait israélien a été l'arme majeure d'une politique qui, à court terme, a échoué. La résistance palestinienne considère que ce qui l'oppose à Israël n'est pas un conflit de délimitation de territoire. Elle met en question la structure d'Israël comme Etat sioniste et n'a pas, jusqu'à présent, dans sa majorité, proposé de solution qui tienne compte des aspirations des Israéliens à être une nation avec tous les droits que cela implique.

Pourtant, si l'on écarte les « solutions » que seraient l'expulsion de la majeure partie des Israéliens d'une part (les autres devenant des Arabes d'une confession particulière), l'asservissement ou un nouveau refoulement des Palestiniens de l'autre, ce sont bien deux communautés nationales qui devront coexister en Palestine. Une coexistence vivable exige (comme le montre bien

Suite page 7. ⟶

Dans ce numéro :

Sélections	10	L'événement	18	Supplément « OBS »	33
Films de la semaine..	14	Notre époque	41	Document	58
Mots croisés	16	Lettres, Arts, Spect...	48		

Le sommaire complet est en page 17

Une partie de Champagne

« Le champagne rend la femme plus belle, surtout si c'est l'homme qui le boit », disait Madame de Pompadour.

LES femmes sont de plus en plus belles, et Claude Taittinger affirme que la Marquise avait raison : voici l'âge d'or du vin des vins. On prévoit en effet pour 1975, une vente de cent millions de bouteilles. La réussite a des exigences : une telle vente nécessite, de la part des maisons productrices, un stock de trois cents millions de bouteilles. Or, il est à craindre que certaines de ces maisons, en particulier, celles à caractère traditionnel et familial, ne puissent faire face à l'augmentation de capital qui correspond à un tel stock. Elles auront donc le choix, entre plusieurs solutions : vendre, fusionner avec d'autres productions ou émettre un certain nombre d'actions pour trouver des capitaux.

Accords et regroupements

On assiste donc à des bouleversements nombreux : Moët & Chandon a choisi d'émettre des actions ; Mum a accepté la participation du groupe canadien Seagrams ; Clicquot et Pommery se sont ouverts aux capitaux français, mais gardent une forte majorité familiale ; Taittinger est allié à Piper-Heidsieck. D'autres ont été pris en charge, ou presque, par des groupements financiers qui les contrôlent. Ricard a pris 48 % de Lanson, un groupe allemand possède des parts de Laurent Perrier, Krug cède 30 % de son capital à Rémy-Martin, et Besserat de Bellefond est contrôlé par C.D.C. (Cinzano-Dubonnet). A ce propos, on remarque l'intérêt des maisons d'apéritif pour la Champagne et leur immixtion dans la région. Cet apport d'argent frais n'est pas sans poser de problèmes : certaines maisons disposent de revenus suffisants pour des lancements publicitaires susceptibles de leur assurer une place primordiale en un minimum de temps. D'autre part, qui peut faire face aux investissements nécessités par l'accroissement du stock évoqué plus haut ?

Les petites maisons sont donc en péril. Claude Taittinger, pourtant, a confiance en leur avenir. Le goût est lié à la tradition et, à propos de champagne, on peut même parler d'un goût de la tradition qui incite le consommateur à faire confiance à son fournisseur habituel. L'important est donc de parvenir à une industrialisation de la production ne contrariant pas la qualité de la marque, mais permettant à celle-ci de pourvoir à des besoins toujours croissants.

La loi de 1927 délimite le vignoble de champagne d'une façon extrêmement stricte, en contradiction par conséquent, avec l'accroissement de production souhaité : on estime que cette loi pourrait, dans les années à venir, être révisée. Les facteurs techniques susceptibles de qualifier une terre (pourcentage de calcaire dans le sol, humidité, microclimat) sont dit-on discutables. Mais alors toute la Champagne agricole voudra se faire homologuer « vinicole ». Et voici le deuxième problème posé par l'accroissement de la confirmation des vins de Champagne.

Les critères nécessaires

Le vignoble s'étend actuellement sur 20 000 hectares répartis en trois départements, Marne, Aisne, et Aube. Il reste encore 3 000 hectares de terre de vigne à planter. Pendant combien de temps, la production de raisin suffira-t-elle à satisfaire la demande ? **Cinq ans environ,** répond Claude Taittinger. Ce qui signifie que dans cinq ans, le problème économique sera doublé d'un problème social. Il faudra réviser la loi de 1927 qui néglige un certain nombre de terres susceptibles d'être homologuées terres à vigne de champagne selon les critères nécessaires.

En Champagne, aujourd'hui (1970), une terre à vigne est estimée de 15 à 20 millions l'hectare non cultivé, et de 25 à 30 millions en plein rendement. En revanche, une terre à vocation agricole ne vaut qu'un million à un million et demi. Il existe donc une disparité entre l'actif vinicole et l'actif agricole dans un village de Champagne, disparité qui touche non seulement le capital, mais aussi les revenus. Une terre à blé, par exemple, rapporte 50 quintaux à l'hectare (59,25 F le quintal) alors qu'un hectare de vigne rapporte 12 000 kilos de raisin environ, au prix de 4,52 F le kilo, cette année. Les frais d'exploitation sont sensiblement les mêmes.

Une coupure évidente

Il s'est donc créé, en Champagne, une aristocratie vinicole, qui scinde la population en riches et en pauvres. Cette coupure est devenue de plus en plus évidente, au fur et à mesure des prix du vignoble (1 à 15 % depuis 1946). Cette injustice risque de se renouveler au moment d'homologuer d'autres terres. La loi de 1927 est imparfaite, sans doute, mais son amendement risque d'entrainer de graves perturbations : certains propriétaires seront tout à coup dotés d'une solide fortune, tandis que d'autres, voisins de terre, se verront refuser la « fortune ».

Personne ne souhaite entrer dans la commission qui distribuera la manne. Pourtant il faudra trancher, si la vente du champagne continue à croitre, ce qui est probable : la consommation du vin des vins correspond à une hausse du niveau de vie et à une augmentation de la population. L'avenir lui appartient.

Quelle heure est-il ?

Monsieur Blanc, président de la firme BULOVA, en France, est très content de lui, et il a raison. Il vend en effet les seules montres au monde qui vous permettent de savoir l'heure à la seconde près, mais oui ! La montre à diapason, celle qui ne fait pas « tic tac », qui n'a pas de remontoir, qui ne se dérègle jamais, qui équipe les véhicules spatiaux de la N.A.S.A., la montre vendue avec un certificat de garantie à une minute par mois.

Si tout va mal, et cela n'arrive jamais, vous aurez dix minutes de retard ou d'avance au bout d'un an !

Et cette montre que vous propose Monsieur Blanc, avec ses méthodes un peu insolentes, possède un mouvement électronique identique à ceux des compteurs spatiaux, c'est vrai !

Les cosmonautes, Armstrong et Aldrin, ont oublié la leur sur la Lune ; enfin, je veux dire qu'ils y ont laissé un séismographe contrôlé par un mouvement BULOVA ACCUTRON.

La même montre a assuré le chronométrage officiel des championnats du monde de football à Mexico.

D'ailleurs dans la collection des montres-bracelets BULOVA ACCUTRON, figure le modèle « Astronaut » muni d'une lunette graduée en 24 heures, qui a donc été conçu pour les cosmonautes américains.

On ne sait pas encore ce qui est prévu pour les footballeurs, mais on annonce un modèle pour dame ; messieurs, pensez-y !

BULOVA, avec 23 usines dans le monde, un centre de styling installé à Genève, n'a pas fini de vous étonner, ou plutôt d'étonner les Bâlois. A la foire de Bâle, la marque BULOVA, a présenté une horloge à quartz minuscule — elle tient dans une poche — qui est une sorte de bijou inabordable, contenant environ mille transistors, 800 résistances, 30 condensateurs, 150 diodes et 1 000 couplages soudés ! Et tout cela pour avoir l'heure exacte !

Mais sans doute, Monsieur Harry B. Henshel, P.-D.G. de BULOVA, a-t-il pensé en regardant sa montre que ce n'était pas suffisant. Aussi, annonce-t-il la mise au point et le lancement du « Computron », une horloge à fuseaux horaires, programmée comme un ordinateur, et munie d'un clavier miniature qui permet d'obtenir des lectures électroniques donnant l'heure exacte dans n'importe lequel des 24 fuseaux horaires.

A la question « Quelle heure est-il ? » BULOVA répond maintenant « Où ? »

ENQUETES REALISEES PAR LE SERVICE DE PROMOTION DU « NOUVEL OBSERVATEUR »

Pour la paix au Proche-Orient

Suite de la page 5. ⟶

l'exemple de l'Ulster) l'égalité complète entre les deux ethnies, implique que les conditions historiques ayant abouti à la constitution d'une nation dominante et d'une nation expulsée devront disparaître.

8. Notre but, en lançant le présent appel, n'est pas de juger « impartialement » entre les parties en cause ni d'établir entre elles une impossible symétrie. Nous pensons simplement qu'il n'aura pas été complètement inutile s'il fait progresser dans l'opinion l'idée qui le résume : la reconnaissance par les Israéliens et par ceux qui soutiennent Israël de l'existence inaliénable de la nation palestinienne arabe est elle-même la condition préalable minimale de la reconnaissance par les Palestiniens et les autres peuples arabes du fait national israélien. Cette reconnaissance mutuelle domine toutes les autres questions, y compris celles des structures étatiques, parce qu'elles exprimeront la coexistence égalitaire des peuples.

9. L'affrontement armé de septembre 1970 qui opposa les troupes royales jordaniennes aux fedayin palestiniens a mis à nu les profondes divergences d'intérêts entre la plupart des régimes arabes et ceux des organisations palestiniennes. L'unité arabe de façade, qui s'est manifestée durant près de trois ans, a révélé ses ambiguïtés après l'annonce du « plan Rogers » et pendant la crise jordanienne. Le règlement auquel veulent parvenir aussi bien les Etats-Unis que l'Union soviétique ne tient pas compte, jusqu'à aujourd'hui, du problème *national* palestinien. Pourtant, il est évident, après le récent affrontement armé, que le fait national palestinien est au centre de tout règlement quel qu'il soit. Ce règlement, même s'il ne devait pas passer pour pleinement satisfaisant, ne peut pas voir le jour sans la création d'un Etat national palestinien, dont le peuple palestinien marque la nécessité par sa lutte et pourvu d'un statut garantissant sa pleine indépendance.

Professeurs : étranger

N. CHOMSKY (*M.I.T. - Massachusetts*) - I. FINLEY (*Cambridge*) - G. KOLKO (*Toronto*) - H. ZINN (*Boston University*) - A. WASKOW (*Washington*) - S. DIAMIND - (*New York*) - FR. SCHURMANN (*Berkeley*) - H. SEYRIG (*ancien directeur d'archéologie au Liban*).

Professeurs : France

A. CULIOLI (*Paris-7e*) - R. GODEMENT (*Paris-7e*) - P.-Y. LACOSTE (*Vincennes*) - C. LACOSTE (*C.N.R.S.*) - C. MALAMOUD (*Strasbourg*) - P. MARTHELOT (*Hautes Etudes*) - M.-G. RASKIN (*Sciences Po*) - MAXIME RODINSON (*Hautes Etudes*) - P. SORLIN (*Vincennes*) - LAURENT SCHWARTZ (*Polytechnique*) - GERMAINE TILLION (*Hautes Etudes*) - J.-P. VERNANT (*Hautes Etudes*) - P.VIDAL-NAQUET (*Hautes Etudes*) - J. WAARDENBURG (*Université de Strasbourg*) - G. CONDOMINAS (*Hautes Etudes*) - CLAUDE MOSSÉ (*Vincennes*) - ROBERT MANDROU (*Nanterre*).

Journalistes

J.-M. DOMENACH (*directeur d' « Esprit »*) - P. THIBAUD (*rédacteur en chef d' « Esprit »*) - J. PRONTEAU (*directeur d' « Anthropos »*) - G. CHALIAND (*journaliste*) - P.-J. MINCES (*journaliste*).

Les personnes souhaitant adhérer à ces propositions peuvent écrire à M. Maxime Rodinson, 27, rue Vaneau, Paris (7e), ou à M. P. Vidal-Naquet, 11, rue du Cherche-Midi, Paris (6e).

peut-on acheter

un projecteur de diapositives comme on achète un mouchoir en papier ?

Le premier est fait pour durer très longtemps, le second pour être jeté. Et pourtant, la plupart du temps, on achète l'un et l'autre à peu près de la même manière : le premier qui se présente est le bon. Et tant pis (ou même tant mieux !) s'il est aussi le plus cher.

Chaque mois, Que Choisir ? soumet à son banc d'essais des produits de toutes sortes, identiques à ceux que vous pouvez acheter chez les commerçants. Et en vous informant, en comparant, en testant rigoureusement, Que Choisir ? vous permet d'acheter mieux. Et moins cher. Car, contrairement à la croyance universelle ce n'est pas toujours en achetant cher qu' " on s'y retrouve ".

Que Choisir ? a testé dans son numéro de décembre 1970 10 projecteurs de diapositives. Faut-il l'acheter entièrement automatique ou semi-automatique ? Le ventilateur est-il absolument nécessaire ? Toutes les sécurités électriques se valent-elles ? La qualité de l'image est-elle la même pour toutes les marques ? Autant de questions que vous vous posez sûrement auxquelles Que Choisir ? répond.

CADEAU GRATUIT

Que Choisir ? offre à chaque nouvel abonné un recueil résumant les principaux tests déjà effectués par l'Union Fédérale de la Consommation. Renvoyez simplement le bon ci-dessous, vous le recevrez avec le premier numéro de Que Choisir ?

BON à renvoyer à " QUE CHOISIR " 13, rue Férou - PARIS 6e

NOM .....

localité .....

.....

signature : ..... date : .....

désire recevoir pour la somme de TRENTE francs les 11 numéros annuels de " Que Choisir ? "
et attend très bientôt chez lui le premier envoi du Recueil gratuit. Merci.
Attention : ne nous envoyez pas d'argent maintenant, nous vous aviserons

pourquoi les programmeurs sont-ils payés si cher?

Devenez programmeur sur ordinateur.
La programmation est un job neuf, vivant, passionnant, très ouvert. Et réellement fort bien payé. Dès le début les salaires sont extrêmement confortables et peuvent évoluer très rapidement. Dans tous les secteurs de l'économie moderne le programmeur est un spécialiste de grande valeur, le plus recherché.
Pourquoi ? Parce que la programmation est une des professions où l'offre dépasse la demande. (Lisez les offres d'emploi !)
Avec Advance vous apprendrez la programmation facilement par correspondance sans connaissances spéciales.
Vous étudierez vos cours chez vous tranquillement pendant vos loisirs. Vous serez suivi par un informaticien qui sera pour vous un véritable professeur particulier (un ami qui dirigera vos études, vous aidera, vous encouragera).
Faites le premier pas tout de suite, découpez et remplissez ce coupon, un test personnalisé gratuit et sans engagement vous parviendra sous peu. Vous serez peut-être l'un des meilleurs programmeurs de France.

Veuillez me faire parvenir, gratuitement et sans engagement de ma part, le test [illegible] les renseignements sur les cours de programmation par correspondance d'Advance Institute.

NOM (Majuscules s.v.p.) .....

Profession ..... Age ..... Sexe .....

Adresse complète (très lisible) .....

.....

Niveau d'études ou activité actuelle .....

à renvoyer à : ADVANCE INSTITUTE 5 RUE D'ARTOIS PARIS 8e

NO 2-71

Sous la pluie, un petit que son parapluie.

La plupart des conducteurs savent que conduire sous la pluie est dangereux.
Pour eux.
Mais souvent ils oublient que la pluie peut-être encore plus dangereuse pour un piéton.
Pourquoi ? Parce que c'est au moment où votre visibilité est la plus mauvaise, que les piétons ne regardent pas où ils vont.
Et un jour, vous ne verrez peut-être pas une petite silhouette qui, entre deux voitures, bondira tout à coup sur la chaussée.

Général TOUQUAN ABOU-SAMEEH
Leader Républicain du Gouvernement Libre Provisoire Arabe-Palestinien G.L.P.A.P.
Général en Chef du Conseil Révolutionnaire de Libération de la Palestine C.R.L.P.
Fondateur de l'O.L.P. au Moyen-Orient.

Adresse en France : Hôtel California
32, rue des Ecoles - PARIS Ve - FRANCE

Paris, le 12 Octobre 1970

A
Monsieur le Président de l'O.N.U.
Monsieur le Président du Conseil de Sécurité
Monsieur le Secrétaire Général de l'O.N.U.
Délégués Membres de l'O.N.U.
Palais de l'O.N.U. - NEW YORK

Monsieur le Président,

Complémentairement à notre télégramme : Paris 47-130-11-1410 du 11 octobre 1970, j'ai l'honneur de vous faire savoir par la présente note palestinienne le plan des 9 points du C.R.L.P. en ce qui concerne l'établissement d'une paix réelle, durable au Moyen-Orient, "plan Général Jaghbir, pour la paix, Bonne paix créée de bons voisinages" (good peace creates good neighbors).

En réalité ce plan a été adressé à M.M. le Président R. Nixon, président des U.S.A., Président Georges Pompidou, président de la France, M. Kosseguine pour l'U.R.S.S. et M. Heath 1er ministre britannique, suite à mes instructions et en vertu d'une décision du C.R.L.P. Décision n° 9/PP/GJ/ CRLP/69 du 30-10-1969, par laquelle le C.R.L.P. a fait savoir à Monsieur le Président Américain des propositions constructives pour une solution positive diplomatique du Conflit Arabo-Israélien, afin d'établir une paix réelle, durable en Palestine, par l'adoption d'une solution juste et humaine pour la question de la Palestine, des problèmes insolubles des Réfugiés Arabes, des compensations sur les droits des propriétés arabes-palestiniennes capturées par Israël depuis le 15-5-1948, d'indemnisation de la guerre des Six jours du 5 juin 1967, enfin les négociations sous le contrôle des Nations Unies entre les Représentants du peuple Arabe-Palestinien et d'Israël, pour l'établissement d'une paix réelle, par un règlement juste, humaine acceptable par les Arabes et les Israëliens.

Ce plan comporterait les 9 points suivants :

1° - <u>ENGAGEMENT</u> - Des C.R.L.P., les dix Organisations des résistances palestiniennes et l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban et Israël, de respecter la résolution 246 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 22 Novembre 1967.

2° - <u>CESSEZ-LE-FEU</u> - Cessez-le-feu pour 90 jours à compter du premier jour de l'acceptation du plan du Général Jaghbir de la paix.

3° - <u>RETRAIT SYMBOLIQUE</u> - Retrait des troupes Arabes et Israéliennes à 20 Km. en arrière de leurs positions actuelles.

4° - <u>NEGOCIATIONS DIPLOMATIQUES</u> - Reprise des négociations entre belligérants, Palestiniens, pays Arabes et Israël, par l'intermédiaire du représentant de Monsieur U. Thant, le secrétaire général des Nations Unies, l'Ambassadeur M. Gunnar Jarring.

.../...

5° - L'ETAT ARABE PALESTINIEN et l'Application des Résolutions de l'O.N.U.

Dans l'immédiat, les Arabes revendiquent la stricte application du :

1°) La résolution du Partage décidé par l'O.N.U. le 29 novembre 1947.

2°) La proclamation de l'Etat Arabe Palestinien, la République Arabe Palestinienne dans la Cisjordanie, la Bande de Gaza et la zone Est du Sinaï, suite à la résolution des Nations Unies du 29 novembre 1947, et comme Israël a occupé des territoires que le partage ne lui reconnaissait pas, les Arabes s'appuient, également sur la résolution 194/III de l'O.N.U. de 1948, reconnaissant aux réfugiés le droit au retour pour ceux qui le veulent, ou à une indemnisation pour ceux qui renonceraient à rentrer en Palestine.

Les compensations et l'indemnisation dans le plan comporterait les quatre points suivants :

A) Les compensations sur les propriétés arabes palestiniennes, capturées depuis l'année 1948 par Israël, ont été estimées par la Commission Tripartite de conciliation des Nations Unies pour la Palestine, pour $ 12.000.000.000 le 1er janvier 1949.

B) L'indemnisation individuelle pour ceux qui renonceraient à rentrer en Palestine à $ 5.000 par personne.

C) L'indemnisation individuelle pour les victimes de la guerre des Six Jours du 5 juin 1967 - 138.793 victimes ont été tuées par des activités de guerre par des Forces Armées Israéliennes, $ 10.000 pour chaque victime = $ 1.387.930.000.

D) L'indemnisation morale pour le peule Arabe-Palestinien, indemnités des Guerres 1948/1956/1967 = $ 3.000.000.000.

Au total, (A) (C) (D) font également un chiffre de 16.387.930.000 de dollars.

6° - EVACUATION DES TERRITOIRES OCCUPES -

Le C.R.L.P. a demandé le retrait de toutes les troupes militaires non-Arabes-Palestieniennes des territoires arabes-palestiniens, en arrière des frontières politiques originales de la Palestine de 1925, et le retrait des troupes israéliennes en arrière des lignes de la formule de l'Armistice de Rhodos du 12 mars 1949, et ces territoires doivent être rendus aux C.R.L.P.et G.L.P.R.A.P. sous contrôle de l'O.N.U.

7° - DEMILITARISATION ET DEMOBILISATION - Le C.R.L.P. a accepté le retour des 5.000 hommes des troupes internationales des Nations Unies, pour une période de 3 ans, afin de faire des actes de contrôle, d'établir l'ordre public sur les frontières ainsi que pour veiller au retrait des 20 Km. proposés par le C.R. L.P.

Les E.F.O.N.U. assistent à la démilitarisation des territoires suivants :

1° - La Région de Jérusalem, 20 Km en arrière des lignes de l'Armistice de Rhodos dans les deux secteurs arabes et juifs.

2° - La Bande de Gaza et la part Est du Sinaï palestinienne.

3° - Démobilisation et la réduction des forces armées israéliennes à 50 %, c'est-à-dire qu'Israël a le droit de garder seulement 50.000 soldats effectifs.

.../...

4°) Démobilisation des forces armées palestiniennes à 50 %, c'est-à-dire que l'Etat de la République Arabe-Palestinienne a le droit de garder 50.000 soldats effectifs.

5°) L'établissement d'une force de frappe de 5.000 hommes-policiers communes Palestino-Israéliens pour faire l'assurance de sécurité et le contrôle des frontières entre les deux Etats en Palestine.

PROTOCOLE JERUSALEM - Le statut de Jérusalem doit être amendé par un partage de la ville entre les deux Etats, avec libre passage pour les Lieux Saints, mais qui doivent être gardés sous le contrôle d'une Commission Commune Arabo-Israélienne, présidé par un haut Commissaire (fonction symbolique) des Nations Unies, en cas d'événements insolubles entre les deux Etats.

8° - STABILITE ECONOMIQUE - Le C.R.L.P. a étudié les circonstances générales, il est facile d'imaginer combien dans ces conditions beaucoup des problèmes économiques qui ont été actuellement montés, suite aux guerres de 1948, 1956, 1967. Les problèmes économiques en Egypte, Syrie, Liban et la Jordanie, est une des crises les plus graves du Proche-Orient, notamment à la suite de la présence dans ces pays des Réfugiés Arabes Palestiniens, ainsi que de leurs engagements pendant 22 ans vis à vis de l'insoluble affaire des Réfugiés, et les complications de la question palestinienne, pour ces causes-là, le C.R.L.P. a proposé aux U.S.A. pour être faits les paiements ci-dessous aux pays de la région du Conflit-Arabo-Israélien d'aides économiques et de les réduire de nos compensations :

1) Pour l'Egypte : $ 2.000.000.000, afin que l'Egypte puisse se libérer de l'aide russe.

2) Pour la Jordanie $ 500.000.000

3) Pour la Syrie $ 500.000.000

4) Pour le Liban $ 500.000.000

9° - SECURITE POLITIQUE - A - Le Conseil de Sécurité de l'O.N.U., les U.S.A., l'Angleterre, la France et l'U.R.S.S doivent prendre l'initiative d'une nouvelle déclaration pour la sécurité politique totale de toutes les frontières de la région du conflit, les membres des Nations Unies aussi les Etats Arabes-Palestiniens et Israël pour remplacer l'ancienne déclaration de 1951, des U.S.A., Angleterre, la France, assurer par une garantie de l'O.N.U. de ces frontières politiques comme suite à la Chartre de l'O.N.U. et des résolutations des Nations Unies.

- B - Navigation pour les navires israéliens dans le canal de Suez et les détroits de Tiran au golfe de Aqaba, à condition de l'acceptation de ce projet et l'évacuation des territoires occupés, pendant 60 jours.

Dans l'espoir que vos conseil de sécurité nous donneront une suite favorable, nous vous prions d'accepter le plus rapidement possible notre proposition et d'autoriser une délégation palestinienne du C.R.L.P. de se présenter au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. pour faire ces observations orales au sujet de la question palestinienne.

Touquan

GENERAL ABOU SAMEEH TOUQUAN
GEN CHEF CRLP LEADER GLPAP - MOYEN-ORIENT

TONY CLAY - QUAKER CENTER, PARIS

CONFIDENTIAL -- NOT FOR QUOTATION OR PUBLICATION

AN APPROACH TO PEACE IN THE MIDDLE EAST

A Study prepared by a Working Party, initiated by the American Friends Service Committee and the Canadian Friends Service Committee and acting in association with the Friends Service Council (London) and the Friends World Committee for Consultation.

The Working Party's report is presented for the consideration of all persons seeking a peaceful solution to the crisis in the Middle East.

Table of Contents

An Approach to Peace in the Middle East		Page
I	Preface	1
II	Background	4
III	Peace Could Yet Be Made	7
IV	Viewpoints on the Conflict	10
	1. The United Nations Viewpoint on the Middle East	10
	2. The Relation of the Great Powers to the Middle East Conflict	11
	3. The Palestinian Arab Position	13
	4. The Israeli Position	15
	5. Viewpoints of the Arab States	18
V	Can Israel and the Arab States Make Peace By Themselves?	20
	1. The Israeli Government's Preoccupation with Security	21
	2. The Arab's Preoccupation with Justice	22
	3. Barriers to Direct Negotiation of Peace	23
VI	Suggestions for the Bases of a Practical Peace Settlement	25
	1. Psychological and Emotional Disengagement	25
	2. Military Disengagement	27
	3. Effort to Structure a Political Settlement	27
	4. Peace Development	29
VII	But Is Any Kind of Peace Possible?	31
VIII	A Quaker Expression of Concern and an Affirmation of Hope	33
	Appendix A	
	B	
	C	

Members of the Working Party:

Landrum Bolling, Editor
President of Earlham College
Richmond, Indiana

Colin Bell
Director, Davis House
Washington, D.C.

Alan Horton
Executive Director, American Universities Field Staff
Hanover, New Hampshire

Paul and Jean Johnson
Quaker Representatives in the Middle East
Cyprus

Frances Neely
Friends Committee on National Legislation
Washington, D.C.

Hanna Newcomb
Co-Editor, Peace Research Abstracts and Peace Research Reviews
Canadian Peace Research Institute
Dundas, Ontario

Don Peretz
Director, Southwest Asian and North African Studies Program
Harpur College
Binghamton, New York

Confidential -- Not for Publication

AN APPROACH TO PEACE IN THE MIDDLE EAST

I

Preface

Out of our own concern, and with the urging of both Jews and Arabs, a group of Quakers began in 1968 the exploration of possible approaches to the making of peace in the Middle East. As we listened to many people, in many walks of life, and to high officials at the UN and in world capitals, in Jordan, Israel, Lebanon, the United Arab Republic, we were drawn into an effort to record the various viewpoints we encountered and to make some attempt at assessing the possibilities of finding a practical solution. Such a task staggers the imagination and may well be beyond the capabilities of any private group. We have been tempted at various points to give up the effort, in the face of what many experts have judged to be a completely unsolvable conflict. That we have persisted is less a proof of our own confidence in our judgments than a demonstration of our anguished concern, and of our belief that a great many human beings on both sides yearn for the world to pay attention to their continued suffering.

We have now listened long and carefully to the many viewpoints of the various interested parties, and we believe we have a reasonably objective understanding of what those viewpoints are and how they have developed. We have tried to hear all of the assorted and contradictory voices as the distressed cries of real people overcome by real fears and frustrations--and explainable hatreds. We are convinced that no lasting solution to the Arab-Israeli conflict can be found until it is possible for the outer world, and the antagonists themselves, to hear, really hear, what the various and divergent voices are trying to say. No one truly interested in eventual peace in the Middle East can dismiss any of these voices as manifestations of depersonalized evil or demonic unreason.

It is one thing to listen; it is another to sort out the sounds of hope. It is still another to put together a set of coherent and feasible suggestions for finding the way to peace. We confess at the outset our sense of grave limitations as students and observers of the Middle East, even though some of us have spent many years studying, working, and living with the peoples of the Middle East and their problems. We and other Quakers have had considerable exposure to the interests and concerns of Arabs and Jews, but this does not guarantee us against humanly fallible judgments.

In the Hitler years and afterward Quakers worked closely with Jewish organizations to oppose the persecution of Jews and to aid the victims of persecution. Work among Jewish refugees was carried on by Quakers on a substantial scale in the United States and in various parts of Europe. Quakers have worked with Arab educators in the operation of schools in Palestine and Lebanon for almost a hundred years. At the end of the first

Arab-Israeli war in 1948 Quakers were asked by the United Nations to assume the major role in administering relief for over 200,000 Arab refugees in the Gaza Strip. During the past twenty years there have been a number of Quaker programs in Israel and in several of the Arab countries. Our involvement in these experiences has deepened our concern for both Arabs and Jews as people and increased our desire to be helpful in their time of conflict and trouble.

In recent months, through far-ranging talks with political leaders in the area, out of visits to refugee camps, out of discussions with many displaced Palestinian Arabs and with Arabs who continue to live in the occupied West Bank and in Gaza, and out of numerous conversations with Israeli citizens representing a variety of viewpoints, the overpowering conviction that grips us is that a comprehensive political settlement is the greatest and most urgent need of both Israelis and Arabs--and that all men of concern and good will must support the search for such a settlement.

As Quakers we believe, as do many people of other faiths, that the spirit of reconciliation is an ultimate power in human relations and that it can overcome the hatreds aroused by nationalism and war. We attribute to ourselves no special piety in this belief. We recognize within ourselves, and in all men, dark forces of fear, anger, bitterness and hatred which can drive us toward violence. We may differ among ourselves as to just how the forces of conflict and destruction may be best contained. However, we must acknowledge an inner imperative, linked to the ancient Quaker testimony against war, to affirm our deep conviction that violence is not a suitable instrument for the solution of problems, that it almost never brings a permanent solution, and rarely produces even an expedient short-term answer for deep and continuing tensions. We believe that only in the search for reconciliation and justice can the true interests and rights of both Jews and Arabs be found and preserved.

A major obstacle to rational understanding of the Arab-Israeli dilemma is the extent to which attitudes have become polarized in the West, especially in the United States. This polarization has resulted in frequent distortion of the issues in the press and in other communications media. The tendency is for each side to deny that the other has any legitimate case and to attack those who seek a middle way as enemies.

In the Arab-Israeli conflict most Israelis and their supporters regard the Palestinians and the refugees as "invisible men," or as non-existent at all. Arab nationalists, on the other hand, regard the State of Israel as legally non-existent, denying that its Jewish residents have any valid case for nationhood.

These Arab and Israeli images of each other have come to be regarded as so characteristic that they have seeped into the public images of the conflict in the Western world with the result that the Arab-Israeli propaganda war has infected much of the Western press. Expression of sympathy for the Arab refugees is often regarded by Jews as pro-Arab, anti-Israeli, or even as anti-Jewish, and concern for the future of Israel is regarded by Arabs as tantamount to acceptance of the full Zionist credo.

We ask our fellow countrymen of both Jewish or Arab background to understand that our position is one of concern for both peoples and is based on our belief that the rights and interests of neither can be preserved in the Middle East without recognition of the rights of the other. We firmly believe that it is possible to be both pro-Israeli and pro-Arab without being anti-Jewish or anti-Arab; to understand the deep emotions and fundamental needs of both peoples without denying sympathy and understanding to either.

Background

The Jews and the Arabs are ancient and long-suffering peoples, and their sufferings continue. Both have been cruelly dealt with by peoples of other cultures, and both are still subject to manipulation by forces and powers beyond their control. Both are distrustful of other peoples and of each other, as they seek to establish their own identity, their right to respect, freedom and national self-development.

It is one of the great ironies of history that the roots of the present Arab-Jewish struggle should have grown not in a poisoned soil of ancient mutual animosities, but in the mistreatment each has received at the hands of others. The Jews and the Arabs are Semitic cousins, share many cultural traits and traditions, and through long centuries lived at peace with one another. During periods when Jews were subject to almost continuous persecution by the Christian West, the Jews had basically friendly relations with the Arabs; for the most part, the two peoples lived in harmony right down to the beginning of the present troubles.

The tragic mortal struggle of Jews and Arabs has come since the beginning of the twentieth century, more precisely since the end of World War I and most intensely since the end of World War II, as the two peoples, in their own separate ways, finally sought to put an end to persecution and to their common status as subject peoples--and ran head on into each other.

Zionism, the most dynamic force of a late-blooming Jewish nationalism, burst upon the world scene just as Arab nationalism was beginning to rise from the dying remains of the Turkish Empire. These two simultaneously emerging nationalisms, unfortunately, were destined to fight for possession of the same territory in the Holy Land of Palestine.

That the drive for Jewish nationalism should focus upon efforts to reclaim an ancestral homeland between the Mediterranean and the Dead Sea was to early Zionist leaders right, just, and fore-ordained of God. (To be sure there was a brief period when some Zionist leaders gave serious consideration to the possibility of accepting a British offer of a Jewish homeland in the highlands of Uganda, but this proposal was rejected in favor of a "return" to Palestine.) Initial approaches to the Arabs were made in terms of land purchases and peaceful co-existence. However, once it became fully evident what the Jews intended in terms of numbers of settlers and the acquisition of political power, the Arabs, who already lived there and had had uninterrupted use of the land for well over a thousand years, grew increasingly determined to thwart the Zionist ambition. The Arabs did not succeed, but they tried. Beginning in the 1920's, accelerating in the 1930's and 1940's, the violent struggle of Arab against Jew and Jew against Arab repeatedly broke the calm which the British Mandate Government tried to maintain. Well warned though the British and the world were by these disorders, no solution to the problem was found. Study commission followed study commission, but the international community paid little attention to what was happening then and gave scant thought to what might happen later.

With Hitler's assault against Europe and his evil campaign of extermination against the Jews, the flight to Palestine became for many European Jews a matter of life or death. Here again, before and after World War II,

the Christian West was weighed and found wanting. Instead of opening wide and promptly their gates to Jewish refugees when the Nazi persecution began--and perhaps saving millions of lives while there was still time--the free nations vacillated, took half measures and waited. In the end, Western Europe and America, plus the Soviet Union, fought and at great cost won a war for survival against the Nazi military machine while an estimated six million Jews were murdered. When the fighting ceased a large portion of the pathetic remnant of European Jews could, for the most part, think only of getting away from the continent of Europe as quickly as possible. With a Jewish beachhead already established in Palestine, with a well-organized, well-financed World Zionist Organization working to assist in resettlement, the movement of concentration camp survivors and other European Jews to Palestine became a tidal wave. The British Mandate Government tried to impose certain kinds of control upon that movement, but it succeeded only partially.

How many of those who went to Palestine would have migrated to some other country if they had been given adequate encouragement cannot be known. In any case, the Christian West was able to escape, in large measure, from its accumulated centuries of anti-Semitic guilt by helping the Jews find a refuge on lands already occupied by Arabs. The Palestinian Arabs, who previously had had little conflict with the Jews, were forced to give up their lands to Jewish settlers as part of a grand-scale international effort at restitution and compensation to the Jews. The Arabs, in effect, were asked to pay for the sins of the Christian West.

This is obviously a simplified and only partial explanation of how the Zionist movement came to gain broad Western support, but it will be impossible to understand current Arab attitudes apart from this unflattering interpretation of why the United States and Western Europe have given support to the creation of Israel.

Most Arabs start with the conviction that most Jews now living in what was once Palestine had no right to settle there in the first place, that their presence was forced upon the Arabs and that, by a combination of trickery and violence, hundreds of thousands of Arabs were made to give up their homes and land to the Jews. It is highly unlikely that any other people, in similar circumstances, would react differently.

Asked what he would want if he could have his way about this conflict, almost any Arab will answer that his first choice would be to have most of the Jews (particularly those from Europe) withdraw from Palestine, leaving only a minority comparable to the minority of Palestine Jews who lived there at the time of the creation of Israel in 1948. However, such a desire, many thoughtful Arabs recognize, has no possibility of fulfillment. Today even the leaders of the Arab guerrilla organizations publicly acknowledge that large numbers of Jews who have migrated to Palestine since 1945 are there to stay. No longer is it considered expedient or rational to talk about driving them into the sea. The decisive Israeli victory over Arab forces in the war of June, 1967--following the earlier Israeli victories of 1948 and 1956--has, of course, had much to do with this "change of heart". The point is that it has taken place. This also must be recognized if there is to be any realistic understanding of current thinking in the Arab world and of the prospects for peace.

Offensive as such a judgment is to the Israelis, the "acceptance" of a substantial Jewish presence in the Middle East is viewed by the Arabs as a "major concession" on their part, tied directly, as it is, to their long-standing assumption that the European Jews had no "right" to come to Palestine in the first place. At this point Arab opinion divides sharply into two camps: a) those who would now accept partition of the original Palestine into Jewish and Arab states, and b) those who want to reconstitute a united Palestine with equal rights for Jews and Arabs in a multi-religious society under a secular democratic government. Both Palestinian Arab factions, however, insist that the Israelis must withdraw to the demarcation lines which defined Israel prior to June 5, 1967 before any settlement can be made. Both factions also agree that psychologically and politically the Arabs cannot reach any real settlement with the Israelis until the Israelis accept a major share of the responsibility for the Arab refugee problem and take positive steps to provide restitution and compensation for Arab losses. More about these viewpoints later.

Meanwhile, it must be recognized that most Israelis operate on the basis of quite contrary fundamental assumptions. These include the belief that (a) the Arabs have not accepted a Jewish presence in the Middle East; (b) that the Arab states merely wait for a propitious time to resume all-out war to destroy Israel; (c) that the holding of the territories captured in the June War is essential to Israel's security until or unless a comprehensive peace can be negotiated and signed by all the governments involved--and even then, as many Israelis see it, they should not surrender much, if any, of the conquered territories; (d) that Israel must keep open its doors to receive whatever other Jews may eventually need a haven of escape from anti-Semitic governments, most likely (as the Israelis judge things) those in Eastern Europe and the Soviet Union; and (e) that while the Arab refugees constitute a human tragedy the State of Israel has no responsibility for the creation of that tragedy.

These fundamental Arab and Jewish viewpoints are so far apart that it is exceedingly difficult to see how any kind of reconciliation is possible. There is a very great temptation to say that the situation is utterly hopeless, that each side must inevitably resort to greater and greater violence, and that after much more suffering, bloodshed and death on both sides, will the situation have "ripened" to that stage of utter exhaustion wherein a settlement can be made. This is the considered judgment of some of the most knowledgeable and experienced students of the Arab-Israeli conflict. They may be right.

There are others, however--Arabs, Israelis and outside observers--who believe that there may still be some slight chance to avoid another major round in the ongoing war, some slight possibility that a political settlement could yet be made by peaceful means. It is to analyse and give support to that hope that a group of Quakers have labored for some months, in the Middle East and elsewhere, to produce this statement.

III

PEACE COULD YET BE MADE

Peace must come again some day in the Middle East. It can come in the discernible future only if the United Nations and the Major Powers can, first of all, bring about a reduction in the level of violence in the area so that the increasingly probable fourth-round war can be averted, and, secondly, if they can define and support, more decisively than they have done up to now, a comprehensive political settlement. It is urgent for the welfare of the peoples of the Middle East and for the peace of the world that the leaders of all nations with important interests and involvements in the Middle East should move promptly and energetically to exert influence in behalf of such a settlement. Daily, violence leads to greater violence, and the prospects for peace steadily fade away. Time appears to be running out.

After three wars and the passage of twenty years of constant conflict between Israelis and Arabs, it is clear that the issues are profound and complex, that the passions on both sides are enflamed, that the reasoned case each side presents to the world and against its enemy allows of no compromise--and that the antagonists continue on a collision course ever deeper into a fourth-round war. Yet, however minutely fractional the hope for peace may be, it must be pursued in the United Nations, in the talks among the Major Powers, in continuing discussions with the leaders of the peoples concerned in the region, including representatives of the Palestinian Arabs--with all dispatch, energy, and imagination. A military solution will be no solution. To prolong the existing conflict will be to guarantee further escalation and increasing dangers for the Middle East and the world. There is no tolerable alternative to a political settlement and a stable peace based upon justice.

These are the convictions of this group of Quakers, who join in issuing this appeal to our own leaders and our fellow citizens and in putting forward these expressions of concern and good will to both Arabs and Israelis. We know that any suggestions on the making of peace in the Middle East are likely to be considered by some on all sides as meddlesome. Professions of even-handedness may well be discounted. All analyses of so difficult a problem are subject to errors in judgment; yet we feel, despite the obvious presumption, we must attempt an appraisal of the issues and prospects in the hope that it will advance in some measure the search for greater understanding and eventual peace.

The continuing pattern of daily attack and counter-attack, we believe, brings only more destruction, more death, and more angry hostility. Each side is the victim of what it is convinced is the aggression of the other side. Everyone feels deeply aggrieved at an enemy from whom he cannot escape, whom he suspects and fears, and with whom he sees virtually no hope for peace. All are caught in a web of self-justification, bitterness, and hatred. Each side feels that force is the only language the other side will understand. And each side is wrong: force, we are convinced, is precisely the language neither side understands.

Although most Palestinian Arab refugees have found jobs and at least

temporary homes in Jordan and in the neighboring Arab states, about a half million Arab refugees remain, after twenty years, in "temporary" refugee camps, some of them having been made refugees three times during that period. Further violence makes still more refugees and pushes still farther ahead the uncertain date for solving their problems. Since the June War of 1967 attitudes have hardened and voices of moderation which are not absent on either side have tended to fall silent, largely self-suppressed for the time being by the violent emotions which the mutual terrorism of attacks and counter-attacks has created. (A sampling of these moderate voices from each side appears as Appendices B and C.)

The arms race among the Middle Eastern powers is on in earnest again. Nations which need all the resources they can acquire to further the economic and social advancement of their peoples are caught up in a frenzied competition to acquire planes, tanks, artillery, missiles and all the other hardware of war and to divert large numbers of their men to use them.

Moreover, the Fedayeen resistance forces, made up of Palestinian Arab refugees, have reached new levels of public esteem and support and have gained a hold on the emotions of the young people and of most of their elders unequalled by any other political or ideological group. Both Israeli and Arab governments are increasingly wedded to a no-compromise line and to strident propaganda attacks on each other.

The June War of 1967, we are convinced from a careful reading of the record, was a war nobody intended to have happen. Yet, day by day, through the early months of 1967 the false moves and the inflammatory speeches and threats from both sides stepped up the pressures until by the end of May each side reached a point of no return. Similar pressures have been building up once again. The provocations for a new all-out conflict are evident to everyone; it is at any moment possible for the Arabs and the Israelis to stumble into an all-out war. Moreover, there are heightened risks this time that nuclear weapons could be introduced into the conflict and that a major show-down between the Soviet Union and the United States in the area could develop. The peace of the area, and conceivably the peace of much of the rest of the world, is being put at the mercy of the capricious, unpredictable, and uncontrollable forces that inevitably operate in times of continuous irregular warfare.

Thus, in 1969, we face a situation in the Middle East no less dangerous than that of 1967. There can be little comfort in speculative, short-range assurances that somehow the Middle East conflict will be kept in hand and that somehow the rest of the world will not get more deeply involved. Moreover, the curtailment of the conflict in the Middle East is of major importance in easing the broader tensions between the Soviet Union and the United States.

As we see the Middle East conflict, our conclusions are:

1. Time is working against everyone. The situation is desperate and steadily worsening.

2. The contending sides are unable to solve their conflict and are even incapable of reaching, on their own, any

meaningful kind of truce. The cease-fire lines of 1967, worked out by the United Nations, are violated daily--by both sides. Those lines were intended to be purely temporary, pending early withdrawal by Israel. After two years, they have taken on more the character of international boundaries and to the Arabs are a constant incitement to violence.

3. Outside initiatives--on a vigorous, determined, and sustained basis--are essential if any settlement is to be reached. To succeed, those initiatives must have broad governmental and popular support, particularly in the United States.

4. No conceivable settlement could possibly satisfy the desires and demands of both sides, and it is almost inevitable that any workable solution will contain elements seriously objectionable to both.

5. There has in the past two years emerged an important new factor--the Palestinian Arabs, self-consciously seeking a role in their own salvation. They must be heard.

6. If there is to be any significant progress toward a settlement, there is urgent need for objective, balanced, candid and realistic delineation of the respective positions taken and the objectives sought by all the interested nations and groups concerned about the Middle East.

IV

Viewpoints on the Conflict

We should like at the outset, despite the inescapable risk of oversimplification, to try to summarize the various viewpoints as we have encountered them--at the United Nations, in several world capitals, and in the Middle East.

1. The United Nations Viewpoint on the Middle East

There are, of course, a great many attitudes and ideas on the Middle East among the various members of the United Nations. Moreover, almost any action taken by the United Nations comes slowly, is certain to represent a compromise of viewpoints, and is afterward subjected to diverse interpretations. Nevertheless, it must be pointed out that since its formation the United Nations has been intimately involved in the Palestine problem, that the legal creation of Israel was by formal action of the United Nations, that through the intervening years the UN has taken an extensive series of actions concerning the Middle East, and that on November 22, 1967, the Security Council of the United Nations voted unanimously for a resolution which spelled out the current basic guidelines for a Middle East peace. (The text of the resolution appears as Appendix A.) Under that resolution, the Secretary-General of the UN appointed Ambassador Gunnar Jarring of Sweden to serve as his Special Representative to seek ways to implement the resolution's formula for peace. The November 22 Resolution, confirmed by later UN votes, remains the highest official policy statement of the UN, and has been the beginning point for the Big Four talks.

The United Nations guidelines, expressed in the unanimous Security Council Resolution, and reflecting the wording and intent of both the UN Charter and the Middle East resolutions, assert the following basic principles and requirements:

a) The withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in the recent (1967) conflict and

b) Termination by the Arab States of the state of belligerency, establishment of respect for sovereignty, territorial integrity and political independence of every state in the area, and the right of all to live in peace within secure and recognized boundaries.

Three practical steps in implementation of these principles are then affirmed by the Resolution as necessary in the search for settlement:

a) Freedom of navigation through international waterways must be guaranteed;

b) A just settlement of the refugee problem must be achieved; and

c) Territorial inviolability and political independence of every State in the area must be guaranteed by suitable measures, including establishment of demilitarized zones.

Formulation and acceptance of these guidelines was delayed until late 1967 because the Arab States, supported by the Soviet Union, insisted upon the withdrawal of Israel from all occupied territories as a condition for implementation of other provisions of the Resolution, while Israel, supported by the United States, refused this order of priorities. The Resolution, remarkable for its unanimous acceptance by the Security Council, did not provide a timetable. Although its definition of basic principles and supporting practical actions seems clear to the ordinary reader, it has been subjected to varied interpretation.

Ambassador Jarring failed to gain agreement from the Arab States and Israel for any practical steps toward implementing the agreement, and the growth of violence in the area eventually prompted the Governments of France, Great Britain, the Soviet Union and the United States to undertake a series of Big Four talks in search for ways to bring support and eventual success to the Jarring mission. Clearly there are differences of interpretation among the Great Powers--as well as between Israel and the Arabs--on particular points in the November Resolution, but they all still say they base their search for peace on the principles of the UN Resolution.

> <u>It is the position of the authors of this paper</u> that the combatants in the Middle East may reasonably be expected by the international community to accept the principles and requirements of this Resolution, to establish effective contacts with the Special Representative of the Secretary-General of the UN, and to work actively and in good faith for a peaceful and accepted settlement in the area.

2. <u>The Relation of the Great Powers to the Middle East Conflict</u>

The debate in recent months over whether the Great Powers should "become" involved in the Middle East suggests an unhistorical view of the whole situation. The Great Powers <u>are</u> involved. They have been involved for a long time. Regardless of cultural and political differences, they share guilt in the perpetuation of anti-Semitism into the era of the multi-religious, secular State, and the consequent unfulfilled longing of a portion of world Jewry for the imagined safety of a national home.

Great Power involvement continued into the Twentieth Century with the arrangements surrounding the promulgation of the Balfour Declaration of 1917 and the preceding and continuing promises of freedom to the Arab peoples, expressed in correspondence and personal relationships of British public servants with Arab leaders. The secret Sykes-Picot agreement of 1916, by which Britain and France agreed upon a plan for division of the Middle East in their own interests, added to the several promises of political freedom for the area just being released from the Ottoman Empire, constituted a further descending step toward chaos. These self-serving arrangements were later encased in the Mandate system of the fledgling League of Nations.

The United States has for many years had large oil interests in the Middle East. Though far less vital now than in past years, these interests,

as seen by some observers, have had undue influence upon U.S. policy in the area. The United States, as seen by others, has allowed its policy in the area to be shaped by a vigorously active Zionist minority pressure-group among its citizens. American policy has at crucial points been distorted, too, by a simplistic opposition to Communism and fear of its expansion in the Middle East. As a result of these forces, American public opinion has been continuously misinformed over many years, special privileges have been allowed to benefit the state of Israel, and diplomatic stupidities have compromised U.S. relations with the Arab world. As we write, there is no sign of improvement in the U.S. position toward the region.

The Soviet Union has proved in the Middle East the legitimacy of its descent from Czarism by continuing the earlier Russian policy of seeking influence in the Mediterranean-Middle East area. Together with its Socialist associates, particularly Czechoslovakia, it has eagerly supplied arms to the area, first to Israel and more recently to the U.A.R., Syria and Iraq, and has made a standing offer to Jordan to provide similar assistance.

Both the U.S.S.R. and the U.S. have contributed substantial economic aid to nations in the Middle East. Soviet aid is granted exclusively to the Arab states; U.S. aid has been made available to both Arab nations and Israel but on a substantially greater per capita basis to Israel.

Potentially, American and Soviet involvement in the Middle East and their support roles in the Arab-Israeli conflict constitute one of the greatest of all the various threats to the peace of the whole world. Both nations now have powerful fleets in the Mediterranean and nuclear missile and air bases close at hand. Here nuclear confrontation could occur. However, properly directed, Soviet-American involvement in the Middle East is one of the chief hopes for peace. The two Super Powers are achieving a kind of "balance-of-interest" relationship with one another, a competitive co-existence in the Middle East. Efforts to make United States and Soviet involvement in the Middle East truly responsive to the needs and aspirations of the people of the area for peace and prosperity are essential. The Soviet Union and the United States find the Big Power talks about the Middle East important in their own self-interest, highly useful as a means of communicating about their respective commitments in the Middle East. Since the peace of the whole world is so significantly tied to Soviet-American relations, it is essential that in an area where they compete with special keenness for influence, trade, and power they should clearly understand each other's objectives and attitudes. Moreover, it is evident that so long as the United States has a special sponsor relationship with Israel, and the Soviet Union has a special sponsor role toward some of the Arab states, continued conflict between Israel and the Arab States poses the possibility of serious conflict between the two Great Powers. It is also evident that each of them must favor some mutually acceptable solution to the Middle East crisis. At this point neither of the Great Powers can look with favor on the introduction of nuclear weapons into the Middle East, but that grim prospect becomes increasingly likely.

Both the United States and the Soviet Union are publicly committed to a "just settlement" of the Arab-Israeli conflict on the basis of the UN November 22 Resolution. But that resolution is not self-enforcing, and the

United Nations cannot enforce it against the wishes of either antagonist and without Soviet-American agreement. The two Great Powers share both a measure of national self-interest and a kind of political-leadership responsibility to use their influence, within the UN guidelines, to bring about peace. And they will want to have associated with them in these efforts not only France and Great Britain, but also other nations whose restraint in supplying arms to the Middle East would be important.

Does all this indicate that the Super Powers must "impose" peace? Not necessarily. However, it does appear to be essential for the Soviet Union and the United States to step out of their roles as sidelines observers and behind-the-scene advisers and creditors and involve themselves directly and in concert in a search for ways to establish peace and to nurture the hope for security among the peoples of the Middle East.

> It is the position of the authors of this paper that large responsibility for the distressing continuance of conflict in the Middle East rests, though not necessarily in equal measure upon the Great Powers, both historically and at present. They are involved and will continue to be involved in the area. What is at stake is the character of that involvement. Unremitting efforts must be made through both bilateral and United Nations channels to persuade the involved Powers to recognize and to act upon a genuine concern for the peace and welfare of the Arabs and the Israelis--and the rest of this war-weary world.

3. The Palestinian Arab Position

There is a basic agreement among all Arabs, Palestinians included, that the Israeli state, born with the aid of Western political cynicism and achieved through the determination of the European and American Zionists to colonize Palestine, was a shameful injustice to the Arab majority in the area. They believe that until that injustice is admitted, both by the victorious Israelis and by the international community, steps toward redress, however inadequate, and toward peace cannot be contemplated.

Among the roughly two and a half million Palestinian Arabs in the world, about one half have since June, 1967 lived under Israeli occupation. Ever since the war of 1948-49, a million or more Palestinians have lived as exiles, wards of a United Nations agency of limited powers and meagerly financed by UN member states. This situation continues despite the UN Resolution of December 11, 1948 which establishes their right to choose through the Conciliation Commission whether to return to Palestine and live at peace with their neighbors (in what had meanwhile become a Jewish state), or to choose resettlement elsewhere and accept compensation for lost property and rights. This solution of the problem, annually repeated in UN resolutions, has been refused by the Israelis, and with the passage of years, while hope has dimmed, determination to seek justice has grown rather than died among the displaced people.

Thus, ironically, the Arabs of Palestine have become a people in diaspora, just at the time the Zionist Jews have sought to bring an end to the long-standing dispersion of the Jewish people. There is a clear causal

relationship between the one act and the other. Even more ironically, throughout the past twenty years as Governments have sought to deal with the Middle East problem, the people most victimized, the Palestine Arabs, have had as a group no official standing, no unified voice, no direct instrument of representation. To be sure, as the principal nation-state heir to Palestine territory, and as host government both east and west of the Jordan River to the largest single bloc of Palestinians, the Hashemite Kingdom of Jordan has often been assumed to speak for the Palestinian Arabs. With the best of intentions and the highest sense of responsibility, no Government could hope to satisfy their aspirations under existing circumstances. Cast aside, dispersed and divided, the Palestinian Arabs have been the forgotten element in the Middle East during the past twenty years.

Yet in one of history's great surprises, at the lowest ebb of their fortunes, the Palestinians since the June War of 1967 have emerged as a major and inevitably complicating factor in the situation. International relations by definition deal with relations among nation-states; diplomatic procedures are closely geared to this basic understanding. International public servants and their organizations are naturally appalled at the thought of dealing with non-state, non-governing groups, associations, resistance organizations. Yet in the Middle East there has now emerged a new and imperious demand for the just recognition in international life of an abused people, rising to claim its rights. Over recent months our Quaker observers have become convinced that the Arabs of Palestine and their viewpoints must be recognized as the force without which no significant progress toward peace in the area can be achieved.

There is no agreement among Palestinians, either refugees or those living under Israeli occupation, upon a single preferred course of action. For the resistance organizations, representatives of by far the largest number among the Palestinian people, the possibility of peace is linked directly with the dissolution of the present Zionist state of Israel. A Jewish state as a separate entity in the Middle East, they say, is not and never will be accepted. Instead, they call for the creation of a secular, bi-national state in which Arabs and Jews can live as fellow-citizens within a democratic system. They reject, as Arabs rejected in 1947, a partition of Palestine between Arab and Jewish states, citing the difficulty of agreeing upon just and practical boundaries, the transfer of populations, and fair compensation for property. They specifically deny any intention, formerly expressed by some Arab extremists, to "throw the Jews into the sea."

The United Nations approach to peace-making, as well as the assumptions behind Big Four discussion of the Middle East problem, obviously accept the present reality and the expected continuance of a nation-state of Israel. Some among the Palestinian Arabs, including persons living under Israeli occupation, now generally silent in the face of inflamed public opinion on both sides, agree that this is the only rational conclusion responsible people can reach, and they are prepared to accept it under certain circumstances, particularly if the Israelis withdraw from territories occupied in June, 1967. Moreover, they regard the proposal to create a unitary, bi-national, secular state in Palestine as wholly unrealistic, quite apart from the evident difficulty--some say impossibility--of securing its acceptance. To continue the proposal, which in any event

many suspect of being a mere bargaining-point, is to postpone the already painfully slim chance of a peaceful adjustment of the area's problems.

These persons support application of the basic principle of self-determination for the Arabs of Palestine. It is proposed that a beginning be made by Israeli withdrawal and the creation under United Nations sponsorship and protection of a governing body responsible for the West Bank and Gaza. During a predetermined period of development, plans can be laid to learn by democratic means the will of the Palestinians and to decide what political and economic course they can successfully agree upon in relationships with fellow Arab states and with the state of Israel. It is the judgment of this group that recognition of the existence of a state of Israel, within defined, agreed and internationally guaranteed, permanent borders, is an act of political maturity designed to create conditions favoring peace and mutual development in the area.

Moreover, it is contended that the acceptance of a state of Israel as defined above is the only way to counter the expansionist hopes of an extreme faction among the Israelis, whose views, under present internal and external political conditions, influence Israeli government policy far out of proportion to their numbers.

Back of all Palestinian Arab feelings is the fear that there are no bounds to the territorial ambitions of Israel, that the Zionist ideology still dictates official Israeli policy, and that, if and when an undefined Jewish nation-state should find it possible to gather in the millions of Jews the Zionist spokesmen have promised to bring eventually into the Middle East, Israel, under pressure from its right-wing religious parties, or from plain economic requirements, would embark upon further expansionist adventures. Arab convictions of an unlimited Zionist expansionism, whatever the true intentions of Israel may be, are a very real source of continued Arab fear and hostility. Until and unless the correctness of these convictions can be clearly disproved, it is highly unlikely that the majority of informed Palestinians can be brought to believe in the possibility of an acceptable peace with Israel and progress toward correcting of that injustice to the Arabs brought about by the creation of the Zionist state in Arab Palestine.

> It is the considered opinion of the authors of this paper that recognition in practical form of a way to rebuild the community and to regain the political rights of the Palestine people, under occupation and in disapora, would be a necessary early step toward solution of the area's problems. This must be achieved straightforwardly and honestly, with full cooperation of the international community and of Israel, avoiding any tendency to unwarranted outside influence for selfish national purposes, and with patience in order for a dispersed people to find their true identity and direction in an incredibly complex and difficult situation.

4. The Israeli Position

The Israelis won a swift military victory over the United Arab Republic, Jordan and Syria following their daring pre-emptive attack on the Egyptian air force in the pre-dawn hours of June 5, 1967. Since then they

have fought a series of defensive, diplomatic holding actions on many fronts while warding off increasing guerrilla attacks across the cease-fire lines and launching counter-attacks on neighboring territories.

Although the November UN Resolution was immediately accepted in 1967 by Jordan and the United Arab Republic, which promised to implement its provisions, Israel has regarded the resolution only as a statement of goals, a list of agenda items to be dealt with in direct negotiations between Israel and the defeated Arab states. This Israeli interpretation is now widely regarded as tantamount to Israeli rejection of the UN Resolution, though there has never been an official Israeli statement of repudiation.

Israeli actions in the occupied areas and Israeli cabinet-level pronouncements concerning those areas indicate quite clearly that the Israelis do not regard the November Resolution as providing a correct formula for peace. In fact, a number of Israeli leaders make it clear that they believe implementation of the Resolution provisions on withdrawal from the occupied territories, however they are interpreted and restricted, would entail an unacceptable threat to Israel's security.

Specifically, Israel has proceeded to incorporate Arab East Jerusalem into a Jewish-run unified Jerusalem, although no nation has given official recognition of this change, and the United Nations General Assembly has voted 99 to 0 to censure Israel for unilateral annexation of East Jerusalem. Jewish agricultural-military post settlements have been established in the so-called Arab West Bank. There is now a new small, beleaguered Jewish community within the Arab city of Hebron. Israeli bull-dozers have wiped out any trace of three ancient Arab villages which until 1967 stood in the so-called Latrun Valley salient alongside the road from Tel Aviv to Jerusalem. Various long-term Israeli projects are under way in the Sinai.

Officially, Israel has never declared its long-range intentions toward the occupied areas. Israeli spokesmen, however, have repeatedly said they will never give up the newly absorbed Arab sector of Jerusalem, will never withdraw from the Golan Heights, will never again accept the boundaries north of Jerusalem which gave the country a "pinched waist" in the center of the country, will not withdraw from Sharm el-Sheik at the southern tip of Sinai, and will absorb the Gaza Strip. Cabinet officials have made conflicting statements about Israeli intentions toward the whole of the West Bank. There have been repeated declarations that Israel does not want a large Arab minority. At the same time there have also been declarations that the West Bank Arabs must remain disarmed and that Israeli security requires a permanent defensive line along the Jordan River. Moreover, one vigorous minority faction in the coalition government has made clear it will insist on Israel's keeping every inch of Arab territory now occupied. Annexationist versus anti-annexationist arguments have become a principal factor within Israeli politics, and not even the Israeli cabinet has been able to arrive at an agreed-upon policy. In fact, the Government of Israel has studiously avoided all serious efforts to discuss the fundamental issue of permanent boundaries, either within the cabinet or in any public forum, on the grounds that until there is any serious likelihood of negotiations with the Arabs such discussions would only exacerbate internal conflicts among the factions of the ruling coalition and would compromise the country's future bargaining position. During this chosen state of official

indecision individual political leaders have made widely conflicting claims and promises. Arabs tend to take the most extreme statements as the true definition of Israel's long-range policies and as proof for the contention that peace with Israel is not possible.

Meanwhile, the Israelis have undertaken many public works, educational and social welfare projects among the Arabs to get them used to working on constructive enterprises with the Israelis and to try to break down their hostility and distrust. These efforts toward reconciliation, undertaken at considerable cost, are generally undercut by other aspects of the occupation--the arrest and interrogation of commando suspects, the blowing up of houses alleged to have harbored commandos, the expulsion of dissidents to Jordan. The unmistakable fact is that the antagonism of the Arabs toward the Israelis grows steadily as the occupation continues.

Some Israeli officials indicated at one time that they hoped eventually for the creation of an autonomous Palestinian Arab political entity on the West Bank, one which could be linked to Israel through some kind of customs union. Again and again, West Bank Arab leaders rebuffed this suggestion. Surely the Jews, of all people, say the Arabs, should understand the unacceptability of a Quisling regime. Yet, the Israelis are not discouraged. Given enough time, they feel they can create enough "new facts" so that they will eventually get substantially what they want--militarily secure boundaries on their own terms and some kind of live-and-let live relationship with disarmed, if not permanently occupied, immediately neighboring Arabs.

Perhaps the most widely expressed statement of Israeli political opinion is to the effect that Israel has never wanted anything but peace in the Middle East and the right to exist as a nation. The entire blame for the Arab refugee problem Israeli leaders place upon the Arab governments, both for the original flight and for the more than twenty years of impoverished exile. They point out that they were attacked by Arab armies on the day the State of Israel was proclaimed and that their Arab neighbors have never accepted the existence of that state. On the contrary, they see themselves as having been harassed without ceasing--by propaganda, trade boycotts, a proclaimed state of belligerency, and endless guerrilla attacks. They insist that they were forced to fight three wars in twenty years in the hope of stopping Arab attacks and of gaining acceptance of the right of their state to exist. They accuse the Arab governments of being unwilling to make an acceptable peace or to restrain the Palestinian guerrilla groups. Big Four efforts to promote a settlement the Israelis regard as futile and likely to lead only to greater intransigence on the part of the Arabs. If such a settlement could be signed, the Israelis say, it would not be fairly enforced. Moreover, they argue that merely to sign such a document, with Big Four guarantees, would be to give the Russians a firm special position and still greater power in the Middle East. Such a development, they claim, could only work to the long-term disadvantage of Israel and the western nations and increase the likelihood of still greater conflicts in the future.

In short, the Israeli government is opposed to a Big Four sponsored immediate peace and does not believe peace is really possible now or for several years. It is content to keep things the way they are, ward off the guerrilla attacks as pin-pricks, irritating but not fundamentally dangerous.

Meanwhile, the Israeli official position is to keep insisting that the only way to make peace is for the Arab governments to send representatives to negotiate, point by point, a comprehensive peace. The Israelis say that the Arab leaders and their peoples must not be enabled to "hide behind" a peace suggested (or "imposed") by third parties, for such a peace they think could and would be repudiated. They want the Arab leaders to have to take the initiative in admitting to their peoples that they cannot destroy Israel and in putting their personal and political existence on the line by declaring officially and publicly the necessity for accepting the existence of Israel and establishing peaceful relations with her through a bi-lateral negotiated peace treaty.

The Israeli government leaders keep declaring that they are prepared to negotiate on all issues. Let the Arabs, they say, come to the conference table. Until the Arabs are prepared to come and sit down for such negotiations--and the Israelis recognize that this is unlikely to happen for a long time--Israeli leaders are prepared to hold all of the conquered territories and to believe that an indefinite prolongation of the present stalemate serves Israel's long-term interests.

Within Israel there are respected voices which, however cautiously, challenge the Government position. These range all the way from a handful of pacifists to scholarly historians and other professors and writers to radical leftists and include some inside the Government service. What the critics agree on is the inadequacy for Israel of an indefinite continuation of the present no-peace-and-no-war policy and the possibility of ultimate disaster unless the Government moves beyond its repetitive appeals for the Arabs to "come to the conference table."

Alternatives to present Israeli policies are rarely put forward in any great detail by Government critics or pressed with assurance. It is insisted, however, that: (1) it is impossible to "negotiate" a comprehensive peace at this time with any imaginable group of Arab leaders, and that (2) the obsession of Israeli leaders with calculations of "militarily secure" boundaries--and new settlements right up to the new boundaries--can lead only to the freezing of Arab attitudes of range and hostility which will make the achieving of any ultimate security impossible.

> It is the conviction of the authors of this paper that the present Israeli policy of prolonging indefinitely the military occupation of Arab territories and of disclaiming all responsibility for the plight of the Arab refugees, plus the repeated statements by Israeli leaders that some, if not all, of the lands taken over since June 5, 1967, are now permanently Israeli, make direct negotiation of an Arab-Israeli settlement impossible. It is our further judgment that such a stance will be ultimately self-defeating for Israel and can only bring continued violence and make virtually inevitable a fourth-round war, with unforeseeable consequences for all Arabs, all Israelis, and many other peoples across the world.

5. Viewpoints of the Arab States

Jordan and the United Arab Republic and the Arab states most directly affected by the conflict with Israel, have paid the heaviest price in loss of manpower, war material and territory in the June War, and are most directly

involved in the continuing attacks and counter-attacks across the cease-fire lines. Their responses to peace-making efforts are crucial. Without their cooperation no political settlement is possible.

Central in their approach to a settlement has been the demand that Israel withdraw from all territories under Arab control prior to June 5, 1967. They are supported in this view by what they regard as the clear and non-negotiable directive of the UN November 22 Resolution, which these two Arab states have publicly accepted without reservation.

Jordan and Egyptian officials interpret the United Nations Resolution as being "not an Arab formula for peace." It requires them to give up positions which for twenty years they held to tenaciously as matters of principle: (a) refusal to accept the existence of a State of Israel and to end the state of belligerency with Israel; (b) refusal to grant to Israeli shipping the right to use the Suez Canal. The giving up of those positions, as seen by the Arabs, is an immense concession. Reluctantly, after three wars, they have concluded that they must agree that Israel is a reality of geography in the Middle East and is not going to disappear. They say they are willing to put an end to the conflict--provided Israel withdraws from the territories she has occupied since June, 1967.

The government leaders of Jordan and the United Arab Republic recognize that the Palestinian commando groups are an influential force in opposing such a political settlement. However, they argue that if a "just" peace plan is implemented with total Israeli withdrawal from conquered territories and proper satisfaction of the Arab refugee claims, the Palestinian groups will eventually accept the settlement as the best attainable solution, as will, they believe, the more irreconcilable elements in all Arab states.

Jordanians and Egyptians say that the chief barrier to a political peace settlement is quite simply the refusal of the Israelis to end their military occupation of Arab lands and to withdraw from the conquered territories. They believe that only external pressure, from the United Nations and from the Big Four, will ever persuade the Israelis to withdraw. Therefore, they welcome the talks among the Major Powers on the Middle East, but they are pessimistic about the possibility that the United States will ever agree to the application of sufficient pressure on Israel.

> It is the conviction of the authors of this paper that while the responsible states must establish control over commando groups operating from their territories, no progress can be made toward such control until the Arab Governments and their peoples have reason to believe that there are real prospects for a fair and just peace settlement and that the cease-fire lines of June, 1967 are not being frozen into permanent boundaries. For such prospects to be seen, some comprehensive, even if preliminary statement of intention will be required from Israel, now the militarily dominant Power in the area. However small this first step toward accommodation may be, it may open the way to widely useful results.

V

Can Israel and the Arab States Make Peace by Themselves?

We do not think that Israel and the Arab states can make peace by themselves. From numerous conversations with many sorts of persons at varying levels of responsibility, we see each side now solidly determined upon a hard course dictated by the conviction that a campaign of attrition will in the end wear down the enemy. We would be foolish not to take seriously the determination and sense of self-righteousness of both parties. Yet even without considering the waste of human life and treasure involved and the growing dangers to the outside world we believe them both dangerously wrong. Time squandered in continuing this present violent struggle works not for one side or the other, but against both.

True, in the short run, Arab artillery bombardments and commando raids can kill Israeli soldiers and civilians. True, in the short run, Israeli planes can blast Arab gun positions and training camps. True, most likely, for the short run, Israeli military superiority can bring additional major victories. Each side can play the game of no-peace-and-no-war and can probably persuade its people that these half-muted military operations will eventually bring victory. Or each side can push up the level of violence until another full-scale war is under way. But what is being settled, whatever the level of violence? Nothing.

As one sensitive and able Israeli, Professor Yaakov L. Talmon, historian at Hebrew University, said recently:

> "The greatest difficulty between the two peoples...is a neurosis that grips both of them. The Arabs are motivated by anger...insult..hatred and envy. The Jews...by fear and distrust."

Continuing violence will not bring relief from that shared neurosis; it will only intensify the collective sense of insecurity and hatred.

Despite the present dominant military position of Israel it would seem that it is the Israelis who in the long run are likely to be most threatened--unless a drastic shift in mood and circumstances can be brought about.

Even if all the world's Jews should migrate to Israel--a most unlikely possibility--they would number no more than 20 per cent of the Arab population of the surrounding lands. As Arab societies modernize and as competent leaders increasingly succeed in guiding them into greater effectiveness in technology, industry and science--the prospects for a small state like Israel which had not won the good will of its immediately encircling neighbors would appear bleak.

As Professor Talmon put it:

> "Israel may be able to win and win and go on winning till its last breath, win itself to death...After every victory, we face more difficult, more complicated problems...The abyss of mutual hatred will deepen and the desires for vengeance will mount."

And as Professor Avigdor Levontin, of the Law faculty of Hebrew University has pointed out:

> "A border is secure when those living on the other side do not have sufficient motivation to infringe on it...We have to remind ourselves that the roots of security are in the minds of men...We have fallen today into a vicious circle: since there is no trust in the Arabs' desire for peace, people emphasize the need for security (apparently as a substitute) and even say that one really couldn't rely on a peace agreement with the Arabs even if they agreed to it, since it wouldn't be a 'true peace'."

Professor Levontin goes on to speak directly to the oft-stated demand for an immediate, directly negotiated bilateral Arab-Israel comprehensive peace treaty:

> "I don't think that it is possible to exchange this situation (the continuing sporadic conflict) for one that is not as bad by the joint endeavor of the parties to the dispute."

The writers of this statement agree with that judgment. Let us try to show how the attitudes of the leaders on both sides provide confirmation.

1. <u>The Israeli Government's Pre-occupation with Security</u>

The Israelis have had a passionate conviction about what they are fighting for: they are fighting, they say, for survival.

Two thousand years of discrimination and persecution have toughened the will of Jews all over the world. Those who survived Hitler's extermination camps, those who, from wherever they have come, have struggled to build a fresh life in this old and rugged land, intend to survive in Israel or die in the attempt. A cliché in the Middle East, quoted and believed by both Jews and Arabs, is this: "The Arabs can lose any number of wars, the Israelis can lose only one." The Israelis don't intend to lose.

Many, perhaps most, Israelis live with the conviction that they are surrounded by an enemy with but one goal: the destruction of Israel and the death of every Israeli. Israelis and Jews around the world who support this state view Israel as a symbol of the justice that has all too often been denied Jews through many centuries in many lands. Israel's security is obviously the overriding concern of many Jews in other countries as they try to influence their nations' policies toward the Middle East.

Although all Israelis say they want peace and eventually must have peace, many of them are convinced that the only peace worth having is one which is based primarily upon arrangements designed to meximize the chances for military security. This is clearly the attitude of the present leaders of the Israeli Government even though within the cabinet coalition there are sharp differences of opinion as to how that security will be best obtained. However, the present Israeli Government has made evident its determination to seek security through the establishment of new permanent boundaries based upon strategic considerations even if this requires holding substantial Arab territories never claimed prior to June 5, 1967 and at the price of a loss

of approval in the world community. Many Israelis say they do not want Israel to be a fortress state surrounded by a sea of hostile Arabs, but if this is the way things must be--and this is the way many of them see it--they are prepared to (and believe they can) build and maintain such a garrison state indefinitely. They obviously have great faith in their fighting ability and in the strength of their national will. They obviously are not impressed by the fighting ability or will of the Arabs. They refuse to believe that Soviet backing of the Arabs will lead to direct Soviet military intervention.

2. <u>The Arabs' Preoccupation with Justice</u>

The passionate feelings of bitterness and hatred among the Arabs toward Israel (and toward the UN and much of the Western World) are rooted in a profound sense of injustice. They start with the fundamental assumption that the creation of the State of Israel was an act of wholly unjustifiable aggression against the Arab people, and particularly against the Palestinians. They and their ancestors had had undisputed occupation of that land since the middle of the seventh century. From an even earlier period, following the Roman destruction of Jerusalem and dispersion of the Jews in 135 A.D., there had been only a small minority of Jews in the area. True, various types of empires had ruled during most of that time, but the Arabs had had continuous use of their land. When the British, in World War I, drove out the Turkish colonial rulers, Britain promised independence for the Arab peoples even as they made the Balfour Declaration promising British assistance in the establishment of a Jewish "homeland" in Palestine. That promise, incidentally, did not say anything about a Jewish political state and specifically gave assurances that the "civil and religious rights" of the Arab population would not be prejudiced. (The fact that the British had no authority to make promises concerning the disposition of lands or political powers in Palestine is, of course, not overlooked by the Arabs in their discussions of the period.)

Concerning events since the end of World War II, the Arabs frequently demand of the Westerner: "Is it your idea of justice to make refugees of more than a million Arabs in order to provide homes for 600,000 European Jews who survived persecution by a Western, Christian nation--and whom the West would not take in?"

The long years of refugee camp life for several hundred thousand Arabs, the loss of millions of dollars worth of Arab property and bank accounts to the Israelis, for which no compensation has yet been made, add to the feeling of bitter frustration and the sense of injustice.

The acquisition of additional Arab territories by Israel as the result of the 1967 War, and the refusal of the Israelis to withdraw from any of these territories, further intensifies Arab outrage. Many Arabs are convinced that the Israelis will never give back any of these occupied lands and will in fact, in time, take more. Just as the Israelis hear the voices of Arab extremism, promising the destruction of Israel, so the Arabs are quick to note the Jewish extremists who talk of a Greater Israel and claim a mystic right to lands which the Arabs interpret as stretching from the Nile to the Euphrates.

Some Arabs still hope that Israel can be made to disappear, and this is the central political objective of several of the Palestinian guerrilla

groups. They like to recall the fact that the Crusaders occupied lands in this area for two hundred years, but were eventually driven out. Many a young Arab will tell you that he may never live to see the regaining of his homeland but that he is prepared to die in a "just" war to win back those lands for his people and that, after enough Arabs over a long enough time have died, eventually "justice" will be done, Israel will be eliminated, and the exiled Palestinians can go home.

Even those Arabs who reluctantly conclude that the Israelis are in the Middle East to stay and that the Arabs must learn to live with a Jewish state, go on to insist that somehow Israel and the Western world must give overt recognition to the fact that terrible injustices have been visited upon a great many Arabs. For any form of peace ever to be established, they say, there must be gestures of good will and reconciliation extended from the Israeli side, some admission of wrongs done to the Arabs, some abandonment of the self-righteous Israeli effort to place all blame for the conflict on the Arabs. The importance of these psychological factors cannot be exaggerated.

3. Barriers to Direct Negotiation of Peace

The Arab leaders have, thus far, refused to negotiate with Israel directly. Their reasons are simple, though not always clearly explained. In the first place, they say that no meaningful progress toward a peace settlement can be made until Israel categorically accepts the November 22 Resolution of the United Nations and commits itself to complete withdrawal from the occupied territories. They recognize that occupation of Arab territory provides Israel with formidable bargaining strength. They want the Israelis to be forced to accept the UN Resolution's principle of "the inadmissibility of the acquisition of territory by war" as a beginning point. They do not intend to be put into a position in which they are having to bargain for elementary and generally recognized principles of justice already proclaimed by the United Nations. Defeated and with much of their territory occupied, they feel that their refusal to deal directly with Israel is one of their few bargaining strengths and that the longer the Israelis remain in occupation the more the weight of world public opinion will swing against Israel. Even "minor border rectifications" pressed persistently by some in the West as the maximum Israel should be allowed to claim (and also as the minimum Israel can be expected to accept) are rejected by Arabs as contrary to the UN formula. Moreover, they see no evidence that Israel is interested in settling for "minor border rectifications."

Another basic reason for refusing to negotiate, sometimes stated publicly, is that the internal political pressures against negotiating with Israel are enormous and that the political and physical future of Arab leaders who might negotiate would be placed in jeopardy. All Arab government leaders are under constant fear of accusations that they would be selling out Arab interests by even agreeing to consider a negotiated settlement.

Above all, the Arab contention is that the Israelis have no intention of "negotiating" a peace, but, as victors, want to impose a peace. Unless they can impose a peace, say the Arabs, the Israelis prefer to continue with the present no-peace-and-no-war situation. No Arab leader, it is clear, is willing to enter the conference room to submit to an "imposed" peace.

The Israelis, however, point out that negotiation through third parties is at best a preliminary form, which neither establishes permanent relations nor involves that mutual confidence which alone will make possible peaceful relations. Such third-party relationships, they point out, were tried in 1956 and did not work. They refuse to be caught again in this situation.

> It is the considered judgment of the authors of this paper that the Arabs and Israelis cannot now solve this problem by themselves. The work of the Special Representative of the Secretary-General, Ambassador Gunnar Jarring of Sweden, has been continuously frustrated by the intransigence of both sides. There seems little likelihood of progress for his mission unless fresh and stronger outside influences are brought to bear, both upon the Great Powers, without whose leadership progress is not possible, and upon the protagonists themselves. If the Israelis continue to demand their formula for a "true peace" and the Arabs insist upon what they call "just peace" and if neither can be pressured into reasonable accommodation, the prospect is bleak.

VI

Suggestions for the Bases of a Practical Peace Settlement

Along with strong encouragement from people of diverse viewpoints for Quakers to attempt to make some statement on the Middle East situation have come suggestions that such a statement should include proposals on how a peace might be achieved. It has been said with good-humored bluntness: "Everybody knows the Quakers are in favor of peace, but so is everyone else. What are the practical steps to be taken toward peace? The Quakers should try to come forward with some specific suggestions, even at the risk of being ridiculed."

We believe that everyone is in favor of peace in the Middle East--in the abstract. As in all conflicts, it is natural to want a peace that gives one's own side what it wants, or peace which represents total surrender by the enemy. The trouble is that peace as a concrete reality is almost always based upon accommodation, bargaining, compromise--even after an overwhelming victory by one side. So must it be if peace is to come to the Middle East.

Are there any grounds for hoping that the bases for an accommodation in the Middle East can be found? We believe there are, despite abundant reasons for discouragement and even despair. We know full well that whatever approaches are suggested will be subject to rejection and abuse by both sides--and may prove, objectively, to be ill-advised. Nonetheless, with all the risks involved, we are prepared to state our considered conviction that the following guidelines offer the most promising approaches to a settlement of the Middle East troubles that seem likely to be available.

1. The first step must be an effort at psychological and emotional disengagement.

Ever since the Jews began praying, "Next Year in Jerusalem," the essential ingredients for a special kind of psychological conflict in Palestine have been emerging, and this has been a long, long time. At least since the 1920's, many Arabs in Palestine have been urgently aware of the awesome drive of the Zionists to make a physical and permanent return to Palestine, to establish themselves in an autonomous "national home", energetically and relentlessly sought since the First Zionist Congress in 1897. Increase in Jewish population in Palestine, from 5% in 1880, to 11.5% in 1914, to 28% in 1939, had intensified Arab apprehension. All during the growth of this period of tension, during years of growing fear and frustration, Arabs employed all the means open to them to oppose Zionism: protest, political action, strikes, demonstrations and sometimes terrorism. Nothing succeeded. Convictions about an inevitable Jewish expansionist drive alongside continuing Arab technical and military weakness, over against growing consciousness of a proud and great Arab past, long ago became a dominant factor in the Arab view of the world. It is, understandably, a fixation, a cause of fear and pessimism, a basis for the judgment of all other current political phenomena.

The sometimes explicit, sometimes merely hinted references of Israeli leaders to a continuing in-gathering of Jews from all over the world give to the Arabs a sense of fearful hopelessness and resentment that overclouds all attempts at rational discussion of a Middle East settlement so long as that in-gathering can be interpreted as tied to an expansion of the Jewish held

territories in the Middle East at the expense of the Arabs. Insofar as anti-Semitism still exists anywhere in the world, or may develop in the future, it is a problem with which responsible national leaders must deal and against which world opinion must be mobilized. This, like all other forms of racism, must be combated vigorously if there is to be a decent life in this inter-related age for any of us. But it is not a problem which the Arab countries must be expected to solve for the rest of the world by means of what one Israeli critic of his government's policy calls "salami" tactics in reverse. To place that burden upon the Arabs is to transfer from the West to the Middle East the most loathsome aspects of the anti-Jewish madness and to make peace for the area, in any true sense, impossible. Prior to the June War, and since, some Israelis have said that, by the intense application of labor and capital, Israel could absorb all the Jews of the world, if that should become necessary, within the truce lines recognized prior to June 5, 1967. All Israeli leaders insist that it was not any Jewish territorial ambition that produced the June War or that would stand in the way of peace now. However, having acquired that territory by war, many of them do not want to give it back, and some indicate that they want even more than has heretofore been claimed. Yet it simply defies all reason and the generally accepted sense of justice to expect any nation to negotiate freely a peace with a neighbor which, already holding lands that once belonged to another people, talks about territorial issues in such ambiguous terms as to lend credence to the accusation that continuing conquests will be attempted. Only a forthright declaration by the Israeli Government on the relation between Jewish immigration and territorial needs and ambitions can begin to allay some of the most persistent Arab fears.

The Arab paranoia over the prospects of unlimited Israeli territorial expansionism is matched by a Jewish paranoia toward the prospects of unceasing Arab determination to destroy Israel and to slaughter all Jews. The daily commando attacks on Israeli communities, military outposts, or individual soldiers and civilians, of course, feed that fear. So do Arab propaganda broadcasts, declarations and calls for a Holy War which seem to support the Israeli charge that the Arabs will not accept the existence of Israel in any form. The Israeli Government and people continue to brush aside the commando attacks as having no more military significance than traffic accidents, regrettable though bearable, but they serve to unify a loose coalition government that would otherwise fly apart and bind an otherwise critical and peace-hungry people to the hard-line policies of the government. Even those Israelis who denounce their government, sometimes in the most devastating terms, nonetheless also denounce the commando violence and say that if that violence brings on another war, they, while still critical of what they regard as their own government's stubbornness and stupidity, will join the fight, as Israeli patriots, to defend their nation against destruction. The further the Arabs go in trying to solve the conflict with the Israelis through violence the more violence the Israelis will use against the Arabs. The more threats against the existence of Israeli are uttered by Arab spokesmen, the more the Israelis become convinced that no peace with the Arabs is possible.

> <u>It is the conviction of the authors of this paper</u> that the emotionally overcharged atmosphere in the Middle East must be cleared, that the mutual fears and hatreds must somehow be abated, that the beginnings of mutual credibility must be established--if the first steps toward a settlement are ever to be taken. This means, we believe, (1) that the Israeli Government must give forthright assurances on eventual with-

drawal from occupied territories and on rejection of future expansionist aims, and (2) that the Arab governments must declare their acceptance of the fact of Israel's existence and a willingness to live, on however distant terms, in a state of non-belligerency with Israel.

2. The second step is an effort toward military disengagement.

Absolutely nothing can be accomplished toward a peaceful settlement if the acts of violence on both sides continue to escalate. Therefore, a most urgent issue in the area and before the United Nations and the Big Four is finding the means to reduce and, it is hoped, to half the violence. To this end we suggest:

a) that an attempt should be made to secure agreement for the establishment of a substantial United Nations emergency peace-keeping force to hold suitable demilitarized buffer zones;

b) that a special United Nations Commission on Guerrilla Activities and Reprisals be set up to function on both sides of all cease-fire lines for the purpose of compiling an accurate and immediate record of all irregular acts of violence whether committed by guerrillas or by agents of civil or military authorities, whether labeled as terrorism or counter-terrorism reprisals, these reports to be transmitted regularly and promptly to the Secretary-General of the United Nations and made available to the news media of the world;

c) that a conference be convened by the United Nations of the arms-supplying nations involved in the Middle East arms traffic, to explore ways of reducing the flow of arms into the Middle East and to undertake suitable UN action declaring the Middle East a nuclear-free zone.

It is the opinion of the authors of this paper that, however great the financial cost to the world community of such a program, it would be in the end cheaper than a continuance of the present situation, and in any case it is incumbent upon us to accept any conceivable cost for the sake of relieving intolerable human misery, reviving blasted hopes, and rebuilding the bright visions of the future of two great peoples.

3. The third step is the effort to structure a political settlement.

Even after psychological and military disengagement, when tempers have cooled, the shooting has stopped, and long-dead hopes of peace are reviving, it is unlikely that one grand, comprehensive peace plan can be drawn up and accepted at a given moment by all the parties to the conflict. Certainly, this is quite impossible in the form of "direct negotiations" for which the Israelis have so persistently pressed. An enormous amount of indirect bargaining, involving the Great Powers, the United Nations Special Representative and perhaps others, will have to take place before anything approaching direct and general Arab-Israeli negotiations can occur. At the same time, it must be recognized that eventually, under United Nations auspices and under conditions approved by the United Nations, representatives of the Arabs, specifically including the

Palestinians, and of the Israelis must meet and seek concrete agreements, and those agreements must be encased in official, public, written documents.

> It is recommended by the authors of this paper that the Israelis should cease their opposition to the Big Four talks and lay aside their insistence on immediate "direct negotiations" with the Arabs. Otherwise the conclusion is inescapable that the Israeli Government really prefers the indefinite prolongation of a no-peace-and-no-war situation.

In the creation of a political settlement, we believe that the following guidelines are fundamental:

a) The right of existence for all states in the Middle East must be accepted by all other states in the area.

b) All claims and acts of belligerency of one Middle Eastern state against another must be ended.

c) All Israeli claims of the acquisition of territory by conquest in the June War of 1967 must be abandoned and Israel must make firm commitments for withdrawal from the territories occupied after June 5, 1967.

d) The right of self-determination for the Palestinian Arabs must be recognized by all parties to the conflict and appropriate United Nations arrangements should be set up to determine the will of the Palestinians. Pending such a determination, a temporary United Nations Trusteeship administration should replace the Israeli military occupation for the West Bank and Gaza.

e) Until a final disposition of the boundary questions between Israel and the Arab states of Syria and the United Arab Republic can be reached, temporary United Nations Trusteeships should be immediately established over the demilitarized Sinai and over the Golan Heights area.

f) A new and special status for Jerusalem should be established. One of the original United Nations resolutions on the partition of Palestine called for Jerusalem to be an international city. Both Israel and Jordan ignored that proposed arrangement. Jerusalem was fought over and was from 1948 to June, 1967 divided into Israeli and Arab sectors. Since 1967 the Israelis have moved energetically to unify all of Jerusalem under Israeli rule and have indicated that they regard this as permanent and irreversible. With the deep and special meaning of Jerusalem, it is understandable that many Jews in and outside of Israel are united on this issue as on no other question of territory. It is reasonable that Israel should be allowed to annex the old Jewish Quarter and the Wall of the Temple to West Jerusalem; it is not reasonable that she should absorb Arab East Jerusalem and surround it with new Jewish settlements.

In time it should be possible to create some kind of "federal district" concominium for Jerusalem. Meanwhile, the most acceptable arrangement would seem to be the establishment of separate Jewish and Arab boroughs with unified municipal services under some co-ordinating United Nations agency.

Jerusalem must be recognized as equally a Holy City to Christians, Jews and Muslims. That it should eventually have a unified municipal administration is obvious common sense, despite the fact that this cannot be achieved until after a transition period. That it should be united under exclusive Israeli control seems unlikely ever to be acceptable to most Muslims and Christians.

In some ways, this is the most intractable problem connected with the Middle East conflict. Yet Jerusalem could conceivably become in time a true City of Peace, a happy international meeting place for different races, religions, and cultures. It should not again become a barbed-wire divided zone of conflict as it was for twenty years. It cannot peacefully become the sole possession of one race, one religion or one national state.

g) The shipping of all nations must be guaranteed the right of free and innocent passage through the Gulf of Aqaba and the Suez Canal.

h) All persons who became refugees since the 1947 partition have the right, in accordance with repeated UN resolutions, to the option of peaceful repatriation to their original homes or to compensation for the loss of their property including appropriate payment for the years of non-use of lands, houses and other properties left in Israeli hands. Those who choose to settle elsewhere should have the right to generous assistance in establishing permanent homes inside or outside the area. A special UN-supervised Mixed Commission, continuing the work of the Palestine Conciliation Commission, should be created, with representation for both Israelis and Palestinian Arabs, to deal with the rights and property claims of the refugees. This Mixed Commission should have authority to deal with all questions relating to amounts of compensation, conditions of restoration of property, permission for repatriation and types and amounts of assistance for resettlement.

4. <u>The fourth step is peace development</u>.

If psychological and military disengagements can be achieved, and if a practical political settlement can be eventually arranged, the Middle East will still be a long way from true peace. It is not realistic to assume, after all the bitter conflict of these many years, that "normal" political and economic ties will be quickly established between Israel and the Arab states and that mutual trust and friendly personal relations will rapidly develop between Jews and Arabs. Many small and large acts of good will, many shared experiences of constructive achievement must take place in order to create the climate of understanding in which real peace can grow. Many acts of support, of hope, and of faith will be required on the part of the international community.

In the long run, Jews and Arabs must themselves take the primary responsibility to push forward with the tasks of reconstruction and reconciliation. What outside groups, governments and international agencies do or don't do may only aid or hamper the accomplishment of those tasks. Here, we believe, are some pertinent suggestions:

a) <u>A greater role should be envisioned for international economic</u>

aid, and it should be calculated more in human terms and less in economic and political terms. Though there is still a role for bi-national aid schemes, so selfishly have the Great Powers sought to tie aid programs to their own economic, political and military purposes, that bi-national aid from these sources is seriously compromised. No single proud Middle Eastern state wishes to see its future in terms of an association with outside political influences, nor should any be required to do so. More and more contributions of manpower and money should be channeled through the United Nations or through an institution to be created, an Institute for Research, Planning and Development, able to lift its sights from local problems to regional and world wide considerations, avoiding the compromised and competitive domination of the Great Powers.

> It is the suggestion of the authors of this paper that nations of the middle rank, politically uncompromised in the Middle East, concerned for peace and justice and willing to invest generously in orderly advancement of the area, take the lead in organizing cooperating institutions and activities wherever possible among all nations of the region. They should find ways to maximize local leadership and resources, providing politics-free advice and counsel, and a balance within the inevitably confused Middle East political structure.

b) A Middle East Bank for Development should be created, perhaps in association with the World Bank, to help assure the wisest uses of resources over the region. It should be clearly understood in advance, however, that any effort to "buy" peace, to put an economic value upon the hopes and dreams and loyalties of human beings, will inevitably fail.

c) A Middle East Human Resources Institute should be established, to carry out regional demographic studies, to plan for the day--perhaps far distant--when the technical competence of any one part of the region may be usefully employed elsewhere; to direct educational programs toward the development of most-needed skills; and to advise and counsel on the development of pertinent, action-oriented interdisciplinary educational programs and intercultural research. Within its scope might be a Center of Semitic Studies, whose aim would be, in local institutions and overseas studies programs, more effectively to acquaint Jews and Arabs with their respective backgrounds and traditions. For some time, perhaps such efforts will be most fruitful at universities in Europe, North America and elsewhere, employing the benefits of neutral meeting grounds. In all of this activity, efforts for rational and maximal use of human resources within the several social traditions must be made, and flexibility and openness in defining emerging political, social and economic forms and relations for the future must be sought.

> It is the conviction of the authors of this paper that here, in the field of social development, lies the greatest of the great human challenges. Progress in this field of endeavor will go further to re-create the world role of the two great Semitic peoples than any other effort we might undertake.

VII

But is any Kind of Peace Possible?

There is no question that one of the main barriers to the constructing of a Middle East solution is the widely shared belief on all sides that under existing circumstances no peace is possible now or in the predictable future. This pessimistic view is reinforced by the cynical judgment on each side that the enemy has no interest in peace.

The Israelis say that the Arabs are not interested in peace because: (a) the existing Arab governments would be overthrown if peace were made; (b) the governments of Jordan and the UAR would lose their subsidies from the oil-rich Arab states once the conflict ends; (c) Arab societies would have to undergo a social revolution if peace should come; (d) the Arab states would lose whatever sense of Arab solidarity they now possess once the Israeli challenge were removed; (e) Soviet financial aid to the Arab world would be greatly reduced once peace came. Moreover, the Fedayeen have a short-lived glory and financial support only so long as a state of war or near-war can be maintained. In short, say the Israelis, the Arabs are not interested in peace, they have not abandoned their long-proclaimed dream of driving Israel into the sea, and they are interested only in playing games through the United Nations and the Big Four discussions in order to prevent peace.

The Arabs say that the Israelis are not interested in peace because: (a) they need a state of war or threat of war to keep the money flowing in from American Jews and other Jews around the world; (b) they need a continuing crisis to maintain domestic morale and acceptance of an uninspired, faltering coalition government; (c) they need a war economy to maintain a high level of economic activity and prevent the return of unemployment and the economic stagnation which obtained before the June War; (d) they need the myth of the beleaguered Jewish homeland to attract new immigrants and to prevent the return of the trend toward outward migration which was evident before the June War. And, the Arabs point out, the Israelis have shown their contempt for all peace-making efforts by their rejection of the UN Resolution of November 22, 1967, and numerous other UN resolutions, before and since; by their cynical establishment of Jewish communities in the occupied Arab territories; and by their unshakable hostility to the Big Four discussions on the Middle East. Moreover, say the Arabs, the Israeli obsessive demand for a comprehensive peace through immediate and direct negotiations with Arab leaders, given the present psychological and political situation in the Arab countries (of which the Israelis are fully aware), is such an unrealistic proposal that the Israelis can make it only on the basis of a shameless hypocrisy, knowing full well that this maneuver is the surest guarantee that no progress toward peace will be made.

The arguments on both sides are overpowering. Examining them soberly, how can anyone imagine for a moment that anything can be in store for the Middle East except more bloodshed and more bitterness and almost certainly at least one more major, all-out Arab-Israeli war? Yet there are other factors which must be examined too:

1) The ordinary people on both sides are sick of war and the threats of war and want to be allowed to live in peace.

2) Among both Arabs and Israelis, particularly among small groups of intellectuals and students, there are sharp critics of the existing governments and of the current collision-course policies. The Israelis are a highly individualistic people and very much divided about their government and its policies. On each side the people will march once more when the bugle sounds, but they will do so with little enthusiasm and with little faith that their government knows what it is doing and can bring peace at the end of the battle.

3) Familiarity with war has not brought a diminished fear of war in the Middle East. On the contrary, there are deep apprehensions that if all-out war comes again it will be far more ghastly than anything previously experienced, that the principal cities on both sides will be bombed, that civilian casualties will be heavy, and that much of the positive achievements of these hard-working peoples, bought with great effort over the past twenty-five years, will, on both sides, lie in ruins. Fear has never been a guarantee against going to war, but, despite all the warlike rhetoric on both sides, fear of the consequences is now exercising a restraining influence--for a time.

4) Quite apart from these human considerations, the governments of the Arab states and of Israel have good reason to question the possibility that any national benefit can come from another war. On the Arab side there is widespread expectation that another war would mean another Arab defeat. On the Israeli side there is a widespread conviction that Israel cannot afford another "victory".

5) Still another reason for hope lies in the shared judgment of the Soviet Union and the United States that their own self-interest and the desired future of their relations with each other demand a calming down of the Middle East. Specifically, the Soviet Union must give high priority to its growing conflict with China and its attendant dangers. The United States remains mired in a costly and unpopular war in Southeast Asia. Neither of the Super Powers wants to be dragged into an unpredictable war in the Middle East. Neither can view with any equanimity the possibilities that the smaller states whom they serve as patrons will come to dictate the course of the larger states' foreign and military policies.

Beyond all these political considerations, which can be interpreted variously and debated endlessly, we feel, as Quakers, that we must assert the human claims of Jews and Arabs alike, and of all of us, for a life freed from the threat of wholesale destruction and the constant risk of violent death. The peoples of the Middle East are weary of this conflict. They want to get on with the tasks of building a decent existence for themselves and for their children. They don't see a way out and their passions are easily inflamed by new calls to arms. Yet, at the same time, they could be moved by a vision of peace with justice if enough voices are raised for such a vision--before everything blows up again.

VIII

A Quaker Expression of Concern and an Affirmation of Hope

Any analysis of the Middle East situation is bound to be incomplete, and will, in varying measure, displease everyone, including its authors. Any proposed solution is certain to be flawed by seeming, on particular points, to favor one side over another. Any particular set of suggestions, including specifically these, will invite criticism for being too general or too detailed--or both. We have no pride in our authorship; we have no special interest or privileged position to defend.

Some, including other Quakers, will find what we have written "too political". We will only point out that what we are faced with in the Middle East is a thoroughly political situation and that attempts at economic amelioration or at cultural cooperation will come to nothing until some significant progress is made on the basic political problem. We persist in believing that, despite all the proofs of hopelessness, progress toward a political settlement can be made.

We appeal, therefore, first of all, to the United Nations and to the representatives of the Big Four to continue, with renewed energy and imagination, their search for a military disengagement and a Middle East settlement. Outside involvement has helped to produce and perpetuate the conflict; outside assistance must be available for bringing a solution.

We appeal to the Israelis to reassess their present policy of seeking security primarily through what Defense Minister Moshe Dayan has termed "secure and strategic boundaries". We hold the conviction, shared by numerous Israeli citizens and other concerned residents of the area, that Israel cannot hope to survive indefinitely as an armed camp surrounded by vastly more numerous hostile Arabs. Despite official Israeli intentions to run an enlightened and humane occupation, the longer Arabs and their lands are held under Israeli control the deeper will grow the bitterness and hatred. In such a climate the cry for a war of revenge to destroy Israel will inevitably gain in popular support. In time the Arabs will have the technical and military skills, to go with their superior numbers, to win military victories over the Israelis. The tacit assumption of Israeli leaders that time is on their side, that if they can only be allowed to wait it out they will be able to create so many "new facts" that eventually a more accommodating Arab leadership will come to the fore with which a reasonable peace can be made--this assumption, we earnestly believe, is false. If it is maintained as a basis for Israeli policy, we can see only disaster for Israel--and for the rest of the Middle East. Israel's ultimate peace and security are dependent upon having peaceful relations with its Arab neighbors. We, therefore, appeal further and most urgently to Israel to realize the fruitlessness of its past rigid policies, to recognize the obligation, as military victor in past combats, to make the first move toward peace. Let us be plain:

> It is the opinion of the authors of this paper that without such first moves, to which Israel is obligated by the manner of her creation in the Middle East, as well as by her present military dominance, no progress toward a settlement of the Middle East situation will be achieved.

We appeal to the Arab States to reaffirm categorically their acceptance of the State of Israel as a reality in the Middle East and to express their readiness to renounce all claims of belligerency against it. Such a policy has already been publicly proclaimed by Jordan and the United Arab Republic in their notification of the acceptance of the UN Resolution of November 22, 1967 and has been frequently re-stated by their officials. The Israeli Government does not believe these are valid assurances and may never believe them until a peace agreement is actually signed, implemented and lived with. Nevertheless, the Arab States could make a real contribution toward a political settlement by some further unequivocal public commitment now, through the United Nations, to accept an Israeli State within agreed and final borders.

We appeal to the Palestinian Arabs to accept the fact that the State of Israel has come into being on a portion of their original Palestine homeland and to recognize that attempts to destroy that state can only bring more suffering and more injustice for more people than will be the case if Israel is accepted. At the same time we urge the Palestinians to seek to concert their voices and to become an active and constructive force in the making of peace. We do not presume to judge whether their best interests will be served by the establishment of a new independent Arab Palestine, or by the creation of a semi-autonomous Palestine federated with Jordan, or by reabsorption into the Hashemite Kingdom of Jordan. We feel that the Palestinians have a right to self-determination and should claim that right. The introduction of such a new factor could help to break the present stalemate.

We appeal to Jordan, the United Arab Republic and Israel to allow and encourage the Palestinian Arabs to seek to determine, freely and democratically, their own fate. To take such a far-seeing approach will be to allow some measure of mutual disengagement. Such an approach can succeed, however, only if all three states faithfully refrain from the temptation to use the Palestinians for their own national ends.

We appeal to the world community--to governments, international agencies and voluntary organizations--to persist in all reasonable efforts to promote peace in the Middle East and to resist the counsels of despair, to continue and enlarge the flow of financial support for the social and economic development of the Middle East and for satisfying the material needs and hopes of all the refugees, Arab and Jewish; and to continue to work at the many large and small tasks which must be performed in behalf of the long-term spiritual and cultural reconciliation of the Jewish and Arab peoples.

We reaffirm our conviction that there are no hopeless situations, there are only hopeless men. Even in these dark days, we find hopeful men on both sides of the tragic conflict. May their voices of moderation be more widely heard. And may common sense and peace and human justice prevail.

October, 1969.

Appendix A

TEXT OF UNITED NATIONS SECURITY COUNCIL RESOLUTION - NOVEMBER 22, 1967

U.N. doc. S/RES/242 (1967) (S/8247); adopted unanimously on November 22)

The Security Council,

Expressing its continuing concern with the grave situation in the Middle East,

Emphasizing the inadmissibility of the acquisition of territory by war and the need to work for a just and lasting peace in which every State in the area can live in security.

Emphasizing further that all Member States in their acceptance of the Charter of the United Nations have undertaken a commitment to act in accordance with Article 2 of the Charter.

1. Affirms that the fulfillment of Charter principles requires the establishment of a just and lasting peace in the Middle East which should include the application of both the following principles:

(i) Withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied in the recent conflict;

(ii) Termination of all claims or states of belligerency and respect for and acknowledgement of the sovereignty, territorial integrity and political independence of every State in the area and their right to live in peace within secure and recognized boundaries free from threats or acts of force;

2. Affirms further the necessity
(a) for guaranteeing freedom of navigation through international waterways in the area;

(b) For achieving a just settlement of the refugee problem;

(c) For guaranteeing the territorial inviolability and political independence of every State in the area, through measures including the establishment of demilitarized zones;

3. Requests the Secretary-General to designate a Special Representative to proceed to the Middle East to establish and maintain contacts with the States concerned in order to promote agreement and assist efforts to achieve a peaceful and accepted settlement in accordance with the provisions and principles in this resolution;

4. Requests the Secretary-General to report to the Security Council on the progress of the efforts of the Special Representative as soon as possible.

Appendix B

The following selections of moderate Israeli opinion are taken from TO MAKE WAR OR MAKE PEACE, proceedings of a Symposium on the Middle East, sponsored by NEW OUTLOOK, March 27, 29 and 30, 1969, and published as a special issue of NEW OUTLOOK. (Full copies available 8 Karl Netter Street, Tel Aviv, $2.50.)

Dr. Nahum Goldmann, Chairman of the World Zionist Organization. (Letter of greeting to the Symposium):

"...understanding with the Arab world is the Number One problem of Israel's future."

Yehoshua Arieli, Professor of History, Hebrew University, Jerusalem, "Trapped in Vicious Circles" (translated from the Hebrew):

"The time has...arrived for both sides to take stock, to learn the lessons of past experience in order to avoid being drawn blindly into the whirlpool and to halt the excalation into another war."

"So long as the Arabs ignore the true nature of the Jewish movement of renaissance...they will be incapable of understanding the reality created before their very eyes and no...dialogue...will be possible."

"On the other hand, we too are not free of the need to take stock...Like them, we have evaded the need to understand, we have ignored their feelings, the suffering caused the Palestinians as a result of the dispute and wrapped ourselves in our own righteousness and...self-justification."

"...the serious failure of the Jewish community and of the Israeli leadership to understand the other side...found its first reflection in...the refugee question, when the State of Israel made the settlement of the refugee problem dependent upon a total peace agreement...(Israel) didn't take any energetic initiative to compensate the refugees and her own moral and human responsibility..."

"The Government of Israel will have...to come out with an initiative for peace...It is not the Arabs but we who have returned to this area and to the Arab world, and our future depends upon our ability to live in peace with the peoples of the region."

Simha Flapan, NEW OUTLOOK Editor, Tel Aviv, "Peace Will Solve Palestinian Problem" (translated from the Hebrew):

"...the focal problem is that of the refugees."

"Today, we are paying the terrible price for the neglect of this problem during twenty years, by us as well as by the Arab countries."

"......if during...twenty years we and the Arab countries had solved the problem of the refugees, we would not now be facing this tragedy. The fact is that during two years--two years after the (June) war--not one step has been taken towards solving the problem...This is one of the decisive errors committed by our Government...For those who look for a path to the hearts of the Palestinian people, that path runs through the solution of the refugee problem."

Appendix B (continued)

Avigdor Levontin, Professor of Law, Hebrew University, Jerusalem, "The Possible instead of the Ideal:"

"A secure border...isn't a 'natural' boundary, like a mountain range or a river;...Nor is it a border mentioned in signed documents. A border is secure when those living on the other side do not have...motivation to infringe on it..."

"When we find the spirit in ourselves to see clearly that what our right here has come up against is another right, then we shall no longer regard the position of the other side to the dispute, and his very existence, as problematical, irrational, almost psycho-pathological...We will discover that whatever language it is that the Arabs do understand...it is precisely the language of force that they do not understand..."

"I would...say about the term 'secure' borders that it has to face not only the test of reasonableness, but also...of integrity...The term ceases to be an honest one when you expand settlement up to the new border, so that in order to make the new line 'secure' you need still another strip of some tens of kilometers, and...things are liable to continue in what may perhaps be described as a salami method in reverse."

Yossi Levy, Student, "Peace is Basis of Security;"

"...the only way to attain lasting security for the State of Israel is peace... Military means can never guarantee real security..."

"We therefore are for any attempt by no matter what ways...that may open some possibilities of finding a solution. We...call for...the formation of a new government that will be capable of taking initiatives for peace."

"Such initiatives will include readiness to give up the territories we occupied in the war...to find appropriate compensation for the refugees and a solution for their problem."

Dani Peter, Teacher, Tel Aviv, "Points for a Minimum Program:"

"The desired goal of full peace should not be forgotten...But if you try to turn this goal into a point of departure, a starting point, if you say today: contractual peace or nothing, you are deliberately or unwittingly blocking the path to peace."

Yaakov L. Talmon, Professor of Modern History, Hebrew University, Jerusalem, "History as Fixation and Guide;"

"The greatest difficulty between the two peoples...is a neurosis that grips both of them. The Arabs are motivated by anger...insult...hatred and envy. The Jews...by fear and distrust."

"Israel may be able to win and win and go on winning till its last breath, win itself to death, thereby demonstrating the truth of Hegel's aphorism about the 'impotence of victory." After every victory, we face more difficult, more complicated problems. If we continue to go on triumphing, the country will become a standing army; we will all live in Bevingrads, one

larger than the other. All our energy and talent will go into spying, policing, repressing, and preventive action, and the perpetual state of emergency, the atmosphere of suspicion, fear and peril will corrode the whole fabric of our life. The remarkable constructive character, the idealistic splendor, the wonderful humanistic spirit and values that were at the cradle of our great movement of renaissance would be entirely perverted. The abyss of mutual hatred will deepen and the desires for vengeance will mount..."

"...In short--we can win war after war, but you can't solve this problem by force."

Aryeh Yaari, Student, "Tell Ourselves the Truth:"

"One of the greatest hurdles to Jewish-Arab agreement is the inability of Jews and Arabs to talk together...Let us start talking to ourselves, telling ourselves the painful truth, courageously and frankly, and then there may be hopes of one day being able to talk to our enemies as well."

Natan Yalin-Mor, Journalist, Tel Aviv, "Justice for the Palestinians:"

"...psychotic factors are acting as a barrier to...political solution...Both sides...are obsessed by genuine fears. Israel is gripped by a terrible fear of the danger of annihilation; she has justified reason for that..."

"The Arab world...is gripped by violent fear of a threat of Israeli expansion... And there are grounds for this fear."

"...The actual deeds of establishing settlements in the conquered territories and the political maneuvers of the National Unity Government serve as proof that this is the official policy of Israel, and that its concrete aim is to maintain the status quo until such time as the world accepts it as a fait accompli, by virtue of possession..."

"The Government of Israel, unfortunately, has opted for the path of practical and psychological annexation...This finds expression in permanent settlement (in the occupied territories)...Politically, this is a provocation; historically it is a distortion; and geographically it is a lie; the infantile act of people...who believe that semantics can be used to solve political problems."

Appendix C

The following selections of moderate Arab Palestinian opinion are taken from various sources published and unpublished, all since the June, 1967 War. All persons quoted are personally known to members of the Quaker staff.

An unpublished West Bank statement, early 1969:

"At the present state of the Israeli-Arab dispute...there cannot remain doubt that neither the Palestinian people nor the Israeli people will renounce their rights to a free, independent homeland in (Palestine)..."

"The fundamental question is whether the building of these two homelands must be mutually exclusive as we are constantly told by leaders of both nations. Our reply is an emphatic no..."

Avicenna, "Breaking the Circle," THE NEW MIDDLE EAST, January, 1969:

"Oh, how I wished that Israel took positive steps after her victory in the June war, proposing a reasonable and fair settlement, in which the personality and the dignity of Palestinians would be preserved. It would have proved to the Arabs, and to the world at large...that...Israel had no intention of humbling her adversaries, nor of taking forcible possession of their entire property. Many...among the Arabs would have been won over..."

"The Palestinian people, too, have lost much, endured much and sacrificed more than they could afford to...They yearn for the opportunity to settle down quietly in a part of their home, where they will be able to govern themselves. They want to shake off that hateful term 'refugees'..."

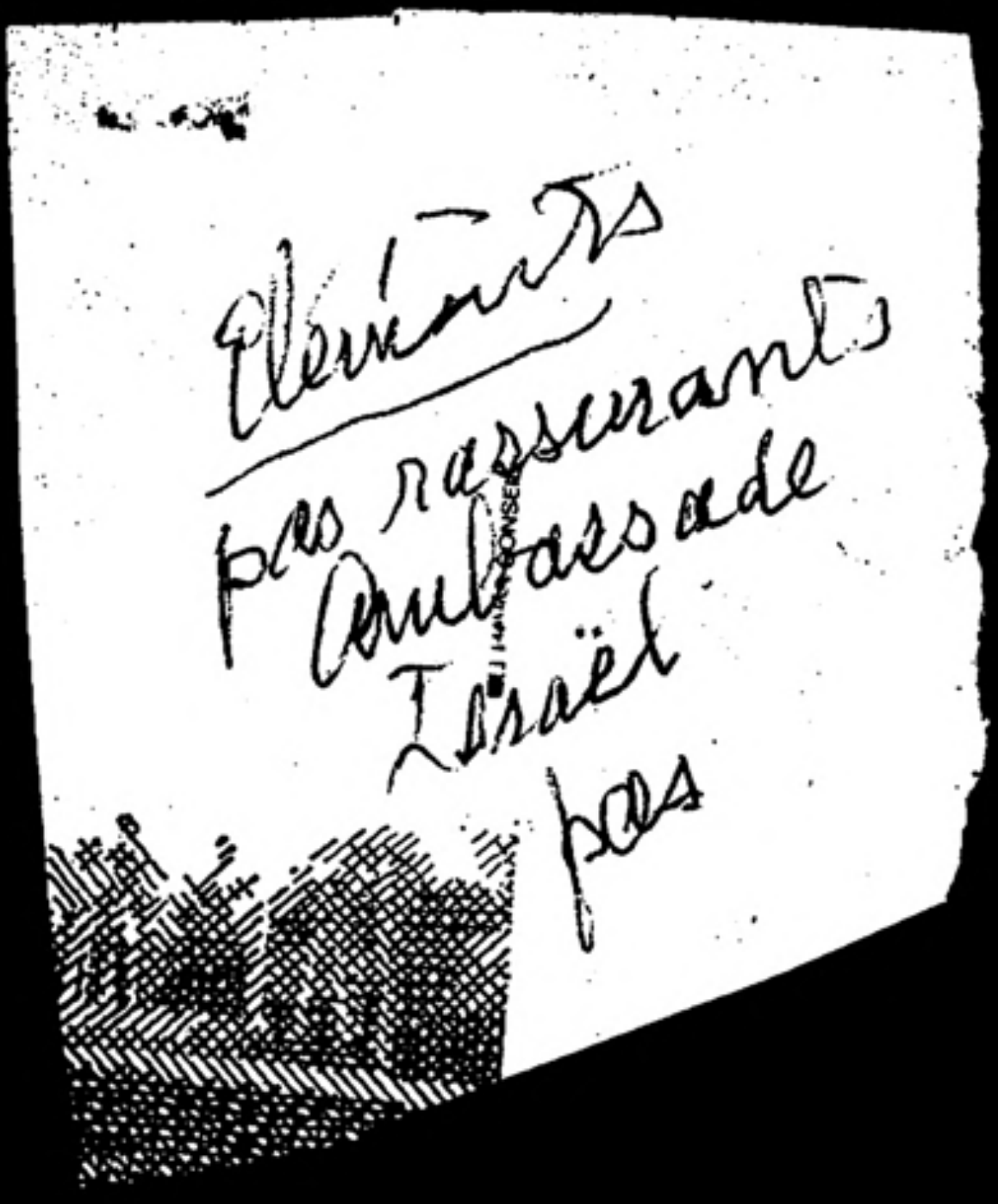
Dr. Aziz Shehadeh, "The Voice of the Forgotten Palestinian," THE NEW MIDDLE EAST, December 1968:

"Some among us have taken the course of military struggle against Israel; others, perhaps the majority, still believe in a peaceful solution."

"...It is unfortunately we Palestinians...who have been the principal victims of the stumbling, tottering and faltering leadership of the Arab states... There are many reasons for...continuing failure to achieve...progress in dealing with our problem. In my opinion the following are the most serious:

1. The lack of solidarity and real coordination among the Arab states.
2. The rivalry and conflicting interests of the Big Powers in this area.
3. The vacillations of the Arab leaders in determining...policy...
4. The subjection of the Palestinian Arab leaders...to pressure from abroad.
5. Last, but not least, the attitude of the Israel Government has also made the slim chances of achieving a settlement more difficult...Until now... the Government of Israel has failed to put forward any proposal acceptable as a basis for discussion either with the Arab States Governments or with the Palestinian Arabs..."

"Moreover it must be remembered that there exists a strong undercurrent among the Palestinians, inside and outside the occupied territories, and also among the Israelis, which obstructs and hinders the way to an honorable settlement..."


Élections
pas rassurantes
Ambassade
Israël
pas

WAR RESISTERS LEAGUE

339 Lafayette Street New York NY 10012 212/228-0450

EXECUTIVE COMMITTEE

Igal Roodenko
Chairman

Sam Coleman
Robert Larsen
Vice-Chairmen

Edward P. Gottlieb
Secretary

Bent Andersen
Norma Becker
David Berkingoff
Karl Bissinger
Tom Cornell
Ann Davidon
Barbara Deming
Ross Flanagan
Neil Haworth
Roget Lockard
Brad Lyttle
John Darr
Ed Fields
Henry Koch
Ted Lanning
Prafulla Mukerji
Grace Paley
Allan Solomonow
Miriam Wasserman
Eric Weinberger
George Willoughby
Irma Zigas

Ralph DiGia
Administration

David McReynolds
Field Work

Peter Kiger

Jim Peck
Editor, WRL News

Co-publisher of
WIN Magazine

WRL-West
833 Haight Street
San Francisco, Cal.
94117

Southern office
Atlanta Workshop
in Nonviolence
P.O. Box 7477
Atlanta, Ga. 30309

Affiliated with:
War Resisters
International
and
International
Confederation
for Disarmament
and Peace

February 10, 1971

Maria Jolas
106 bis Rue de Rennes
Paris, France

Dear Maria,

Some of us here working on the Committee on New Alternatives in the Middle East have been thinking about relating to Elements. There has been a rumor that Elements gets some funding from the Israeli government. Do you know if there's any truth to that charge or if it is simply one of those rumors that can do so much damage precisely because it can't be proven or disproven? We had understood that Elements took a very clear uncommitted position making it possible to reach a wide range of people. If in fact it is tied to one side or the other it would make a difference on whether our committee could here could relate to it. Any answer you can give to this will be appreciated and we need the information as soon as possible.

I am certain that this letter finds you in good spirits and health as always. I saw Peggy here a couple of weeks ago and will be looking forward to seeing her a week from today when she gets back to New York.

With best wishes,

David McReynolds

DM:ea

CENTRE INTERNATIONAL D'INFORMATION POUR LA DENONCIATION DES CRIMES DE GUERRE

Paris, le

committee on new alternatives in the middle east

Members of the Steering Committee:

Eileen Egan -- CARITAS (Catholic Relief Agency), PAX*
Richard Falk -- Princeton University
Stanley Diamond -- New School of Social Research
Everett Gendler -- Packard-Manse Ecumenical Center
Seymour Melman -- Columbia University, SANE
David McReynolds -- War Resisters League
Noam Chomsky -- Massachusetts Institute of Technology
Robert Jay Lifton -- Yale University
Paul Jacobs -- author, chef..
Irene Gendzier -- Boston University, Harvard
Art Waskow -- Institute for Policy Studies, JUJ
Don Peretz -- State University of New York, Binghamton; JPF
John Ruskay -- Columbia University
John Volkmar -- Quaker United Nations Office

*(titles are given only to help you identify the members)

Organizations with whom the Committee is now actively cooperating:*

Fellowship of Reconciliation
War Resisters League
American Friends Service Committee
PAX
Catholic Peace Fellowship
Episcopal Peace Fellowship
Quaker Action Group

*We are now exploring our relationship with Clergy and Laymen Concerned, Womens International League for Peace and Freedom, Jewish Peace Fellowship, SANE, and Womens Strike for Peace.

Among individuals who were original sponsors of the Committee or have recently become sponsors are:

Eqbal Ahmad
Eric Bentley
Herbert Blau
Emile Capouya
David Deitch
Richard Ellman
Erich Fromm
Florence Howe
Murray Kenpton
William Kunstler
Sidney Lens
Robert Lowell
Staughton Lynd
Dwight Macdonald
Sidney Peck
Paul Schifman
Ira Sandperl
Muriel Rukeyser
Igal Roodenko
Edward Said
Robert Scheer
Steven Schwarzschild
Pete Seeger
Stanley Sheinbaum
I. F. Stone
William Styron
Louis Untermeyer
Willard Uphaus
Jose Yglesias
Irma Zigas
Howard Zinn
Gabrielle Edgecomb
Barbara Bick

aws:2/3/71

committee on new alternatives in the middle east

PURPOSE

The Committee on New Alternatives in the Middle East serves to encourage creative dialogue on reconciliation and peace in the Middle East
To do this the Committee will make available the varied, thoughtful resources needed to undertake so difficult a task.

The Committee has no political program other than a firm belief that we cannot wait for peace; that we must work to create it; and that can only happen when there is vigorous, open dialogue.

The Committee will resist the temptation to pass facile judgment or to propound singular, final "solutions". While cooperating groups and sponsors may have radically different emphases, as participants in the Committee we share in the commitment that hope is nurtured by first obliterating the chasms of ignorance and the walls of certainty and then coming to some common understanding.

The Committee will seek out all resources of human concern addressed to the dilemmas of the Middle East -- particularly those of the Middle East directly confronted with the compounding ironies of their tragedy.

The Committee will bring together these resources -- literature, speakers, ideas -- so that they may be well used, widely and actively, throughout the country.

The Committee will function as peacemaker, complementing and encouraging the commitment of the peace community, adding to their resources and, in turn, sharing their concern with the whole community.

The Committee will serve as an educational vehicle, a resource and a stimulus in pursuit of greater understanding, increased sensitivity, and a more hopeful, positive moral commitment towards resolution of conflict in the Middle East.

committee on new alternatives in the middle-east

INITIAL PROGRAM PRIORITIES

1. Reaching out further into the peace community to seek broader, more active support from those engaged in peace work around the nation. We will also make a particular effort to communicate with those peace groups who have yet to define their relationship with the Committee. We hope also to work increasingly with those in the religious community.

2. Bringing together a list of individuals throughout the country who are willing and able to speak out for peace in the Middle East and concrete ways in which we can work to help make that hope a reality. We will help groups of all kinds in setting up programs on the Middle East.

3. Inviting speakers from the Middle East to tour the United States. We have committed ourselves to bring to the United States at least two persons, someone from the Israeli peace community and an Arab or Palestinian, either late this spring or in the fall.

4. Preparing inexpensive, up-to-date materials on the Middle East. These will stress primarily the views of those in the Middle East - of Palestinian and of Israeli, views that have not received wide publicity in the U.S. We will also attempt to inform people of the various sources of information to which one can go to begin to formulate an accurate picture. Initial efforts will include:

   --a bibliography

   --a list of groups and publications dealing with the Middle East

   --a reprint of the "basic peace positions" of the involved parties

   --reprints from important journals such as, Elements (Fr.), The New Middle East (Engl.), Tadmit (Israeli)

5. mailings to the members of peace and religious organizations across the country, and to the general community.

6. securing the sustaining support from the community needed to keep the Committee going - not just enthusiasm, but - a minimum of $2000 a month needed to fulfill a meaningful program. We are considering a "subscription" from individuals and (a somewhat larger one) from organizations in turn for which we will send copies of all of the materials we print.

(checks are very gratefully accepted and can be made out to the Committee on New Alternatives in the Middle East, at 339 Lafayette St, NYC 10012)

aws:2/3/71

The Holy Cross Quarterly

Jerusalem the Golden

The Holy Cross Quarterly

Volume 5 • Number 2
Summer 1972

Editorial: "One Palestine Complete" *2*

Israeli Jews and Palestinian Arabs *6*
Noam Chomsky

The Prospect for Arab-Jewish Coexistence in Israel *24*
Haim Blanc

The Middle East — An Alternative to War *28*
Terence Smith

Israel Five Years After the Six Day War *36*
Meron Medzini

Hindsight On a Hijacking *42*
Frederick W. Marks III

Copies of this issue are available at $2 each. Postpaid. No billing. Payment must accompany order. Address:

THE QUARTERLY
Holy Cross College
Worcester, Mass. 01610

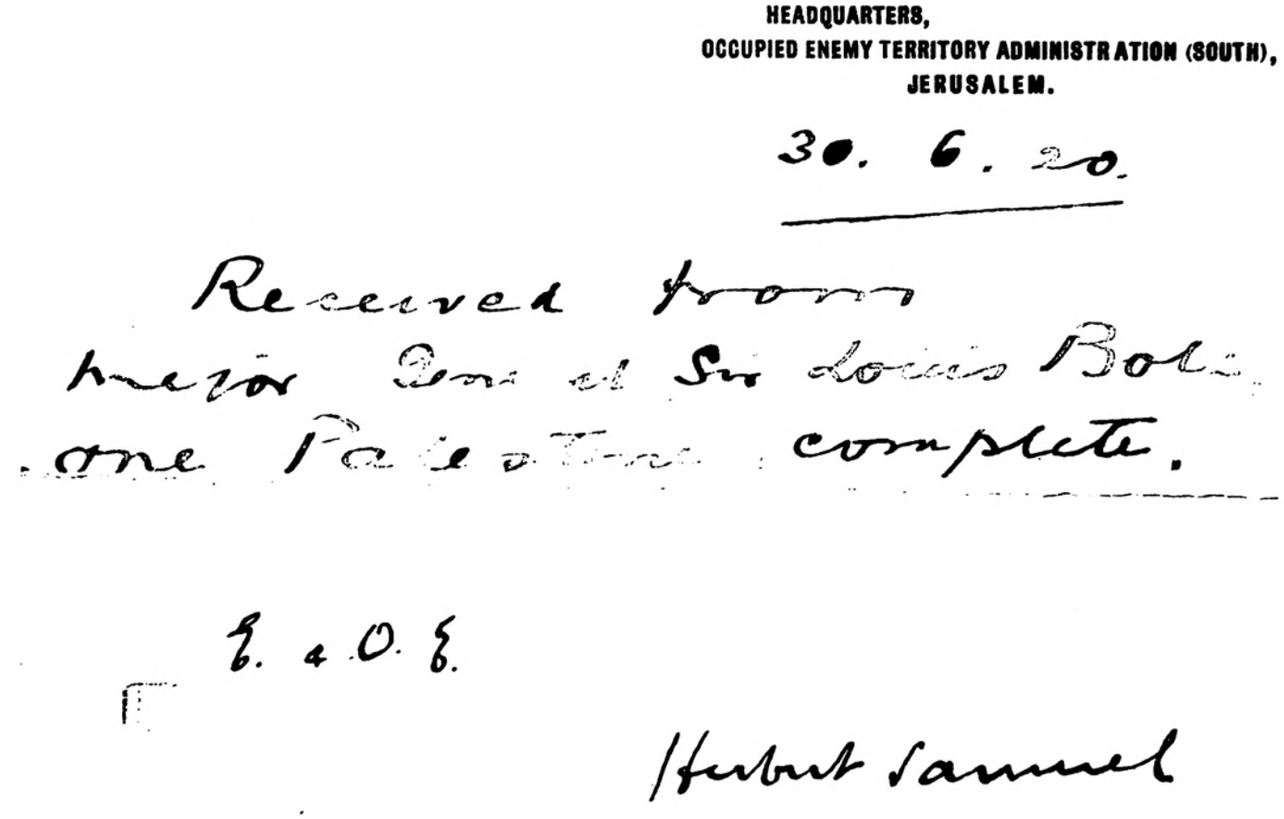
Editor: William Van Etten Casey, S.J.

COVER: A Hebrew folk drawing from about 1900 of the Wailing Wall and the buildings of the Temple area.

CREDITS: All photos, except page 4, by William Van Etten Casey.

Published quarterly at Worcester, Mass. Editorial and business communications should be addressed to the Editor, Holy Cross QUARTERLY, Worcester, Mass. 01610.
Member of American Alumni Council and American College Public Relations Association.
Designed by Maria Cimaglia, Woodland Publishing Co., Inc.
Printed by Woodland Publishing Co., Inc., Bedford, Mass. 01730
Second-class postage paid at Worcester, Mass.

© Copyright, *The Holy Cross Quarterly, Summer 1972.*



HEADQUARTERS,
OCCUPIED ENEMY TERRITORY ADMINISTRATION (SOUTH),
JERUSALEM.

30. 6. 20.

Received from
Major Gen. el Sir Louis Bols
one Palestine complete.

E. & O. E.

Herbert Samuel

"One Palestine Complete"

On June 30, 1920, the British military administration of Palestine under Major General Sir Louis Bols came to an end and on the next day Sir Herbert Louis Samuel took over as the first British High Commissioner in Palestine. At the moment of this transfer of control, General Bols asked for a receipt for goods delivered. Sir Herbert graciously obliged and in his own handwriting spontaneously produced for General Bols the terse document that is reproduced here.

This was typical British diplomatic humour that could be afforded in an age of empire, and it was not inappropriate because it carried curious overtones of history and symbolism. It says something about the imperialistic British mentality that could deal with other peoples' land so cavalierly. It also symbolizes the many times that this particular parcel of land, Palestine, has been transferred – peacefully, violently, completely, incompletely – between various principalities and powers, hostile and friendly, in its long history as a bridge between continents and civilizations. Although this land is only about the size of the state of Vermont, no other piece of geography has so long and so often been the object of competing cupidities.

The modern chapter of that history dates from a short letter that Arthur James Lord Balfour, British Secretary of State for Foreign Affairs, wrote to Lord Rothschild on November 2, 1917. It contained the famous Balfour Declaration which began: "His Majesty's Government view with favour the establishment in Palestine of a national home for the Jewish people, and will use their best endeavours to facilitate the achievement of this object . . ." That is the first half of the Declaration, well known and frequently quoted over the past fifty years. Not so well known, because rarely quoted, is the

second half. The sentence enunciating the Declaration continues: " . . . it being clearly understood that nothing shall be done which may prejudice the civil and religious rights of existing non-Jewish communities in Palestine, or the rights and political status enjoyed by Jews in any other country."

The Balfour Declaration, which represented the official policy of the British Cabinet, attempted, at least on paper, to be fair to both sides – the pre-Israel Zionists and the "existing non-Jewish communities in Palestine." This policy eventually proved unsuccessful and thirty years later the British retired from the scene, cordially hated by both sides.

But if the Balfour Declaration attempted neutrality, Lord Balfour himself did not. In a memorandum that appeared less than two years after the Declaration, he stated:

> "The contradiction between the letter of the Covenant and the policy of the Allies is even more flagrant in the case of the independent nation of Palestine than in that of the independent nation of Syria. For in Palestine we do not propose even to go through the form of consulting the wishes of the present inhabitants of the country, though the American Commission has been going through the form of asking what they are. The four great powers are committed to Zionism, and Zionism, be it right or wrong, good or bad, is rooted in age-long tradition, in present needs, in future hopes, of far profounder import than the desires and prejudices of the 700,000 Arabs who now inhabit that ancient land. In my opinion that is right . . ."

In the light of modern developments in the Middle East it would be interesting to know if Balfour would be willing to reaffirm his views of fifty-three years ago. I mention this because I do not consider his opinion either cynical or unusual, but typical. It is remarkable how many of us held the same views until quite recently.

The event that brought about a dramatic reversal in the general thinking about the Palestinian Arabs was the third outbreak of hostilities in the twentieth year of the twenty-five year war between the Jews and the Arabs. I refer to the six-day battle of June 1967. Up until that time the Palestinian Arabs ("the existing non-Jewish communities in Palestine") were thought of as either Israeli Arabs or Jordanian Arabs or refugee Arabs. They were certainly not considered a separate Arab group. Even the Arab-Israeli war was thought of as a war of the Israelis against the Egyptian Arabs and the Jordanian Arabs and the Syrian Arabs and the Lebanese Arabs and the Iraqi Arabs. Never against the Palestinian Arabs. They were victims, not opponents. Not only did Israelis and Arabs, as well as friends and foes of both, think in these terms; the Palestinian Arabs themselves were prisoners of this same mentality.

The June 1967 battle was a watershed for the Palestinian Arab. Not only did it separate East Jerusalem and the West Bank from Jordanian rule, but it also separated the Palestinian Arab mentality from Jordanian orientation. Suddenly and unexpectedly, in one of those surprising quantum jumps that history occasionally produces, a new self-consciousness emerged among the Palestinian Arabs and they began to think of themselves as a people, a political entity, a potential nation. With that birth of self-consciousness they forced themselves upon the consciousness of the world for the first time. Whether they will have a similar success in working themselves into the conscience of the world is another matter, but the second half of the Balfour Declaration is now receiving its long overdue attention and ventilation.

This is not to opt for a naive optimism for a quick solution of the world's most intractable problem, the Middle East. Two facts are given and inalterable, and must be accepted as such before a solution can begin. The first fact is the presence of Israel in the Mideast. It is there to stay – and by right. The other is the emergence of the Palestinian Arabs as a political entity with just national aspirations to be satisfied. They too are there to stay – and by right.

When the national rights of these two peoples can somehow be reconciled with justice in "one Palestine complete," then peace will come to the Middle East. Because this is the heart of the problem. Forget, for the time being, the Egyptians and the Jordanians and the Syrians and the other Arab states. They are a problem, but reductively a peripheral problem. The reconciliation of two just causes now in conflict – Israeli Jews and Palestinian Arabs – must be sought before all and above all else. Otherwise the twenty-five year war will begin to look like a six-day war.

It is crucial to know the direction in which the solution lies, even though the solution itself be out of sight. A generation or two of intransigent leaders and thinkers on both sides must be sloughed off before fresh young eyes can see the problem straight and deal with it direct.

The initiative for the solution has to come from the Israelis because they are the masters of the situation in the area. They have the strength, the intelligence and the imagination to deal with the emerging political consciousness of the Palestinian Arabs.

But do they have the sense of justice, the sensitivity of conscience, that are indispensable for this task? The answer to that question must wait upon events. But there is one bright spot on an otherwise clouded horizon, and that is the emergence of a small group of Israeli intellectuals and writers who have assumed the burden of sensitizing the conscience of their fellow Israelis to the problem of the Palestinian Arabs. The Israeli conscience is being reached by this group who are the cutting edge of the Jewish sense of justice that was formed long ago by the prophets and honed by centuries of the world's injustice to the Jews themselves.

The rebirth in Israel of the Jewish sense of justice is the most encouraging sign that has yet appeared in the Middle East.

William Van Etten Casey, S.J.

William Van Etten Casey, S.J.
Editor

Noam Chomsky

Politics and Linguistics

Noam Avram Chomsky was born in Philadelphia, Pennsylvania, on December 7, 1928. After attending local secondary schools, he entered the University of Pennsylvania, where he studied linguistics, mathematics and philosophy. He took his Ph.D. at this University, although most of the research that led to his degree was carried out as a Junior Fellow of the Society of Fellows at Harvard University between 1951 and 1955. Since 1955 he has taught at M.I.T., where he now holds the F. P. Ward Chair of Modern Languages and Linguistics. He is married, with two daughters and a son.

Chomsky's work in linguistics has been widely acclaimed in academic circles. His position not only is unique within linguistics at the present time, but is probably unprecedented in the whole history of the subject. His first book, published in 1957, short and relatively nontechnical though it was, revolutionized the scientific study of language; and now in his early forties, he speaks with unrivaled authority on all aspects of grammatical theory.

Chomsky learned something of the principles of historical linguistics from his father, who was a Hebrew scholar of considerable repute. (Chomsky himself did some of his earliest linguistic research, for the degree of M.A., on modern spoken Hebrew.) But the work for which he is now famous, the construction of a system of generative grammar, developed out of his interest in modern logic and the foundations of mathematics, and was only subsequently applied to the description of natural languages.

Of considerable importance in Chomsky's intellectual development was the influence of Zellig Harris, Professor of Linguistics at the University of Pennsylvania; and Chomsky himself has explained that it was really his sympathy with Harris's political views that led him to work as a graduate student in linguistics. There is a sense, therefore, in which politics brought him into linguistics.

Chomsky has been interested in politics since childhood. His views were formed in what he refers to as "the radical Jewish community in New York." Since 1965 he has become one of the leading critics of American foreign policy. His two books, *American Power and the New Mandarins* and *At War with Asia,* are recognized on all sides as two of the most powerful indictments of American involvement in Vietnam that have yet appeared.

(The above is quoted, with certain adaptations, from a volume in Viking Press's Modern Masters series, *Noam Chomsky,* by John Lyons, N.Y., 1970.)

Jews and Arabs

The origin and development of Chomsky's views on Israel and the Arab-Jewish conflict are best described in his own words, taken from his article, "Nationalism and Conflict in Palestine," that was written in 1969 and now appears in an excellent collection of essays, *Reflections on the Middle East Crisis,* edited by Herbert Mason, Mouton & Co., Paris, 1970.

"I grew up with a deep interest in the revival of Hebrew culture associated with the settlement of Palestine. I found myself on the fringes of the left wing of the Zionist youth movement, never joining because of certain political disagreements, but enormously attracted, emotionally and intellectually, by what I saw as a dramatic effort to create, out of the wreckage of European civilization, some form of libertarian socialism in the Middle East. My sympathies were with those opposed to a Jewish state and concerned with Arab-Jewish cooperation, those who saw the primary issue not as a conflict of Arab and Jewish rights, but in very different terms: as a conflict between a potentially free, collective form of social organization as embodied in the Kibbutz and other socialist institutions on the one hand, and, on the other, the autocratic forms of modern social organization, either capitalist or state capitalist, or state socialist on the Soviet model.

"In 1947, with the UN partition agreement, this point of view became unrealistic, or at least unrelated to the actual drift of events. Prior to that time it was perhaps not entirely unrealistic. And again, I think, today this may be a realistic prospect, perhaps the only hope for the Jewish and Arab inhabitants of old Palestine.

"My views have not changed very much since that time. I think that a socialist binationalist position was correct then, and remains so today. Implicit in this judgment are certain factual assumptions regarding the prospects for Arab-Jewish cooperation based on an interpretation of interests along other than national lines. These assumptions are not solidly grounded, and are surely open to challenge, as is the implicit value judgment concerning the desirability of a socialist binational community as compared to a subdivision of Palestine into separate Arab and Jewish states or the establishment of a single Jewish or Arab state in the whole region that would preserve no form of communal autonomy.

"Returning to my personal experience, the partition plan seemed to me at best a dubious move, and perhaps a catastrophic error. Of course, I shared the general dismay over the subsequent violence and the forceable transfer of populations. A few years later I spent several very happy months working in a Kibbutz and for several years thought very seriously about returning permanently. Some of my closest friends, including several who have had a significant influence on my own thinking over the years, now live in Kibbutzim or elsewhere in Israel, and I retain close connections that are quite separate from any political judgments and attitudes. I mention all of this to make clear that I inevitably view the continuing conflict from a very specific point of view, colored by these personal relationships. Perhaps this personal history distorts my perspective. In any event, it should be understood by the reader."

ISRAELI JEWS

&

PALESTINIAN ARABS

The following essay has two sections. The first consists of remarks presented at a symposium held at Holy Cross College on February 6, 1971. The second, written in June 1972, updates and extends these remarks.

Reflections on a National Conflict

by
Noam Chomsky

I

The present crisis in the Middle East encompasses a tangle of issues and conflicts. There is a potential conflict between the two great imperial powers. There is, in a sense, a kind of recolonization of the region as the small states lose their independence to their temporary protectors and allies, and squander their limited resources in what may be an endless struggle. Israel and the surrounding states are in a state of war. There are tensions, which over the past year have erupted into a bloody war, between Palestinian Arabs and the largely Bedouin forces of Hussein. There are conflicts among the Arab states, in particular, a long-standing rivalry – in a sense, it goes back to the Biblical period – between Egypt and Iraq.

But overshadowing all of these is the conflict between two nations that claim the right of national self-determination in the same territory, which each regards as its historic homeland. The conflict is military, to be sure, but it has a moral dimension as well. The fact is that each of these competing claims is just in its own terms. Furthermore, each claim is in a sense "absolute" – a demand for survival. The Israeli novelist Amos Oz once described the conflict between Israeli Jews and Palestinian Arabs as "a clash between total justice and total justice." The Jews can exist nowhere else as a nation, he wrote, but "Palestine is the homeland of the Palestinians, just as Iraq is the homeland of the Iraqis and Holland the homeland of the Dutch." To tell the Palestinians that they have other Arab lands to which they can go is about as reasonable as to preach to the Israeli Jews that they can settle in Brooklyn.

If this conflict between total justice and total justice can be resolved in some more or less satisfactory way, the other tensions will surely decrease, and the mass of problems of the Middle East may move towards some kind of peaceful settlement. If this root conflict is not resolved with some semblance of justice, then the other conflicts will continue to simmer, and occasionally explode, and will continue to threaten a catastrophe that may dwarf the repeated tragedies of the past few years. The recent experience with the Rogers plan is an example. It excluded the Palestinian Arabs, and in this sense was unjust. This injustice should be rectified. If it is not, there are likely to be further bitter consequences, such as the hijackings and the Jordanian civil wars.

I read not too long ago a formulation of this root problem by an Israeli scientist now at Brandeis University that seems to me to put the matter well. He writes:

> "As far as the Palestinians are concerned the origin of the conflict is the establishment of the Jewish society and eventually of the State of Israel in Palestine. They consider it a totally immoral act which resulted in the destruction of their society. This claim is to my mind beyond argument. The extenuating circumstance, namely, that European society has become an intolerable place for Jews to live in, can help to defend the moral motivations behind Zionism but cannot shed any doubt on the Palestinian moral grievance. It can also be used to promote understanding between two groups with a history full of suffering.
>
> On the other hand, the destruction of the Israeli society as a way to correct that moral injustice is blatantly immoral. Such a program in no way follows from the recognition of the grievance of the Palestinians. What does, however, follow is the recognition of the following principle:
>
> Palestinian Arabs and Israelis have equal rights in the whole territory of Mandate Palestine." (Daniel Amit)

This principle he suggests as a "moral point of reference," which implies no specific practical steps, but which might serve as a framework for the adjudication of claims and the outline of a long-range program.

Mutual Refusals

In fact, none of the parties in the conflict has accepted this principle, or any meaningful "moral point of reference" that might provide the framework for a just solution. Neither Israel nor any of the Palestinian organizations has unequivocally

"The Israeli novelist Amos Oz once described the conflict between Israeli Jews and Palestinian Arabs as 'a clash between total justice and total justice.' The Jews can exist nowhere else as a nation, he wrote, but 'Palestine is the homeland of the Palestinians, just as Iraq is the homeland of the Iraqis and Holland the homeland of the Dutch.' To tell the Palestinians that they have other Arab lands to which they can go is about as reasonable as to preach to the Israeli Jews that they can settle in Brooklyn."

"A third factor is that the Soviet Union appears to have rather limited ambitions in the Middle East, so far as can now be determined. Evidently it wants the Suez Canal opened, and it will no doubt attempt to maintain its dominant position in Egypt, but there is no indication that it is intending to initiate or support further military action in the Middle East."

A huge Menorah adorns the Jaffa Gate of Old Jerusalem for Independence Day, 1972.

recognized the national rights of its opponent in this conflict between total justice and total justice. Neither has recognized unequivocally the right of the other to national self-determination, to independent national institutions, political, social and cultural, that express the character of their national life as they choose to develop it.

There have been, in the past few years, some moves on each side towards recognition of the fundamental rights of the other. Thus on the Israeli side, Golda Meir, who before had denied the very existence of the Palestinians, revised this position in October 1970 in an important, though, I believe, still unsatisfactory statement. About a year ago, Fatah made some explicit public declarations (Nov. 1969-Jan. 1970), stating in clear terms their acceptance of the right of all present Israelis to remain in the secular state that they envision in Palestine, though this move remains (1) ambiguous, since it appears to be in contradiction to the Palestinian covenant which they still accept, and (2) unacceptable, since it is not coupled with a recognition of the right of Israelis to national self-determination, with the institutions that express this national right.

It is not surprising that such tentative moves meet with cold rejection and hostility on the other side. For one thing they remain ambiguous and unsatisfactory. For another, it is simpler and more comforting in a situation of conflict to regard one's opponent as the very incarnation of evil. Thus as far as I can discover, there was no mention within Israel of the Fatah declarations, apart from one inexplicit allusion by Arab specialist Shimon Shamir, and American Jews continue to deny their existence, though a more rational approach would be to welcome such moves, while rejecting them as still unsatisfactory and questioning them as ambiguous. Similarly, there has, to my knowledge, been no departure in the Palestine Liberation Organization from its uncompromising insistence on the destruction of Israeli institutions, a program which is as intolerable from a moral point of view as it is suicidal from the point of view of political and military realities.

In fact, each side insists that whatever apparent moves toward conciliation are made by the other are "for external consumption only" – deceitful propaganda that conceals the essential aim of domination or destruction. Those who wish can find statements and declarations to support this conclusion. One recalls the statements of Azzam Pasha and Ahmed Shuqeiry calling for the physical destruction of the Jews. And it is claimed – no doubt correctly – that the Arab press has contained statements implying that the conciliatory gestures are for propaganda purposes.

Similarly – and this is something that one forgets too easily – it would be possible to make a case that Israel is concealing its true objectives, and that Israelis are speaking with one voice within, another without. To cite a few examples: an article in the religious army journal speaks of "the judgment of Amalek" as the proper fate for Arabs who continue to reject Israeli offers; the Israeli government did not at first support the Jewish settlement of Hebron, but now has committed 6 million Israeli pounds for dwellings for Hebron settlers; General Dayan writes that for 100 years the Jewish people

have been undergoing a process "of colonization to enlarge the borders here – let there not be a Jew to claim that this process is over. Let there not be a Jew to say that we are nearing the end of the road;"[1] and Yosef Weitz, former head of the Jewish Agency settlement department writing in *Davar* shortly after the six-day war (Sept. 29, 1967), recalls his diary entry of 1940: "Between ourselves, it must be clear that there is no room in this country for both peoples . . . The only solution is Eretz Israel, at least the Western Israel, without Arabs, and there is no other way but to transfer the Arabs from here to the neighboring countries – to transfer them all – not one village, not one tribe should be left." And so on. Proceeding with such examples, one could construct a rather grim picture of Israeli intentions.

Need for Conciliatory Approach

Such a picture of Israeli intentions would no doubt be distorted. I would recommend similar skepticism with regard to the widely current descriptions of Arab society and intentions. Although it is natural to think the worst of one's opponents, it is not necessarily correct. It is commonly argued that prudence requires that one assume the worst case, but this too is extremely dubious. What this postulate overlooks is the dynamics of conflict. There are, no doubt, situations in which a conciliatory and sympathetic approach may intensify the aggressiveness of one's opponent. But I think that the opposite is also and perhaps more frequently true. Harshness may lead to desperation, while sympathy and compassion might lead to efforts to seek a way out. I suspect that this is quite likely, in the present instance.

One should not underestimate the potential dangers that Israel faces in the long term. But at present, it is in a very strong position – in particular, with respect to the Palestinian Arabs, it is in a position of overwhelming military dominance. In part, the tragedy of the Palestinians is that they face hostility on all fronts – from the great powers, from the Arab states, and from Israel, which, though small, is an advanced, fundamentally Western society, with a high technological level and, in Middle Eastern terms, tremendous military power. Recall the terrific beating that Egypt was taking prior to the cease-fire of 1970 – the cities along the Canal almost totally destroyed by bombardment, perhaps 500 men killed per week along the Suez Canal in the two months preceding the cease-fire. In contrast, the Israeli government reports 181 Israeli soldiers killed on all fronts (most on the Suez Canal front) during the year 1970 (Reuters, *N.Y. Times*, Jan. 4, 1971). The comparison gives some indication of the relative military strength at the moment.

Military writers in the Israeli press regularly emphasize the great Israeli military advantage. For example, Reserve General Mattityahu Peled (generally described as a dove) writes in *Maariv* (Jan. 29, 1971) that in the event of a breakdown of the cease-fire, Israel should cross the Canal, destroy the Egyptian armies between the Canal and the Nile, and drive the Russian fleet from Port Said and Alexandria. "There is no doubt," he writes, that Israeli forces "will succeed from a military point of view" in these actions (the U.S., of course, would have to intervene to prevent an all-out Russian response with strategic weapons). In *Ha-Aretz* (Feb. 4, 1971), B. Amidror explains (under the heading "the Egyptians do not understand that they have ceased to be an independent and serious military power") that strategic bombing can destroy the Aswan Dam causing catastrophic flooding in the settled areas of Egypt. Quite generally, Israeli experts appear to be very confident of their substantial and growing military advantage over the Arab states (the guerillas they describe as at worst a nuisance, from a military standpoint). As the Israelis see it, the "economic balance" too is developing in their favor, just as the "strategic balance" is. In *Israelis Reply* (March, 1970), a bulletin published by Israeli students of Middle East Affairs, it is reported that the Israeli GNP will reach that of Egypt in 1971 (Israeli GNP per capita is more than 10 times as great), and will rapidly pull ahead, if current tendencies continue.

"Israel will have to come to terms somehow with the fact that it is a Jewish State governing a society that is in part non-Jewish. This fact, rarely faced in a serious way, has always been the Achilles' heel of political Zionism. If a state is Jewish in certain respects, then in these respects it is not democratic. That much is obvious."

The situation might alter, but at present Israel appears to be in a strong position. It is difficult to see how its position would be weakened or threatened if it were to recognize, unequivocally, the national rights of the Palestinians; or to permit free political action in the occupied territories – which would entail permitting political, though not military, support for Palestinian guerilla organizations; or to pursue plans such as those apparently suggested by Dayan and in some form reiterated by Sadat regarding the Suez Canal; or to make explicit commitments concerning withdrawal from the occupied territories, which might be demilitarized in some fashion. Though there are no "riskless policies" – including present policies – it might be argued that such moves would be realistic, from the point of view of perceived security interests, as well as just.

Israeli Military Superiority

One might imagine a resolution of the fundamental issue – the conflict between Israeli Jews and Palestinian Arabs – that would accord, more or less, with the principle I cited earlier: perhaps a federation of predominantly Jewish and predominantly Arab areas, each preserving national institutions and retaining a high degree of self-government, but moving step-by-step towards closer integration, with parity between the two national communities, if conditions and the growth of mutual trust permit. However, I will not go on to speculate about such possibilities, because they seem to me remote. A rather different outcome seems to be taking shape, for the near future at least, based on a number of important factors.

"It has frequently been suggested that the Jewish State is to be Jewish only in the sense that France is French or England is English. This is patently impossible, however. An immigrant who receives French citizenship is French. If there is some form of institutional discrimination against him, if he is not 'truly French' in the eyes of the law or administrative practice, this will be regarded as a departure from the democratic ideal. A citizen of the Jewish State, however, does not become Jewish. This is a matter of principle, not a departure from some ideal norm towards which the society strives. Since it is a matter of principle within a Jewish State, there will be no remedy through slow progress."

The first is the Israeli military and technological predominance, already noted, which appears to be considerable and growing. To cite some additional facts, the Israeli aeronautical industry has been growing at greater than 30% a year since 1967, and projections are the same for 1971. The general manager of the aeronautical industry expects the industry to do quite well in international sales. Production includes aircraft as well as "Gabriel" rockets and other electronic systems. (*Davar*, Dec. 28, 1970: TADMIT Newsletter, Jan. 1, 1971). CIA chief Richard Helms is reported to have informed Congress that Israel has achieved the capacity to manufacture and deliver nuclear weapons (*N.Y. Times*, July 18, 1970). According to the same report, Israel has received two-stage solid-fuel missiles from France that are capable of carrying nuclear warheads, and are presumed to be intended for this purpose; and Israel is reported to be manufacturing solid propellants and engines for such missiles, and perhaps mobile erector platforms for them along with test facilities. The French MD-660 missiles are reported to be guided missiles with a range of 280 miles (cf. John Cooley, *Christian Science Monitor*, Oct. 24, 1970). Recall that Golda Meir recently warned that the Russians were providing the Egyptians with Frog missiles – unguided missiles, with a range of 30 miles, according to press reports (*ibid.*).

In a careful analysis of the aerial power balance, Neville Brown writes:

> "The conclusion that emerges indisputably is that Israel retains a marked superiority in every class of combat aircraft and airborne weapon system. What is equally certain is that sociological and organizational factors serve to reinforce it. My own view is, however, that too much has been made of differences in 'fighting spirit'; already there have been enough instances of Arab pilots joining battle against manifestly hopeless odds. But what is desperately lacking on the Arab side is the combination of administrative and technical professionalism needed to guarantee, for example, high serviceability and sortie rates." (*New Middle East*, May, 1970).

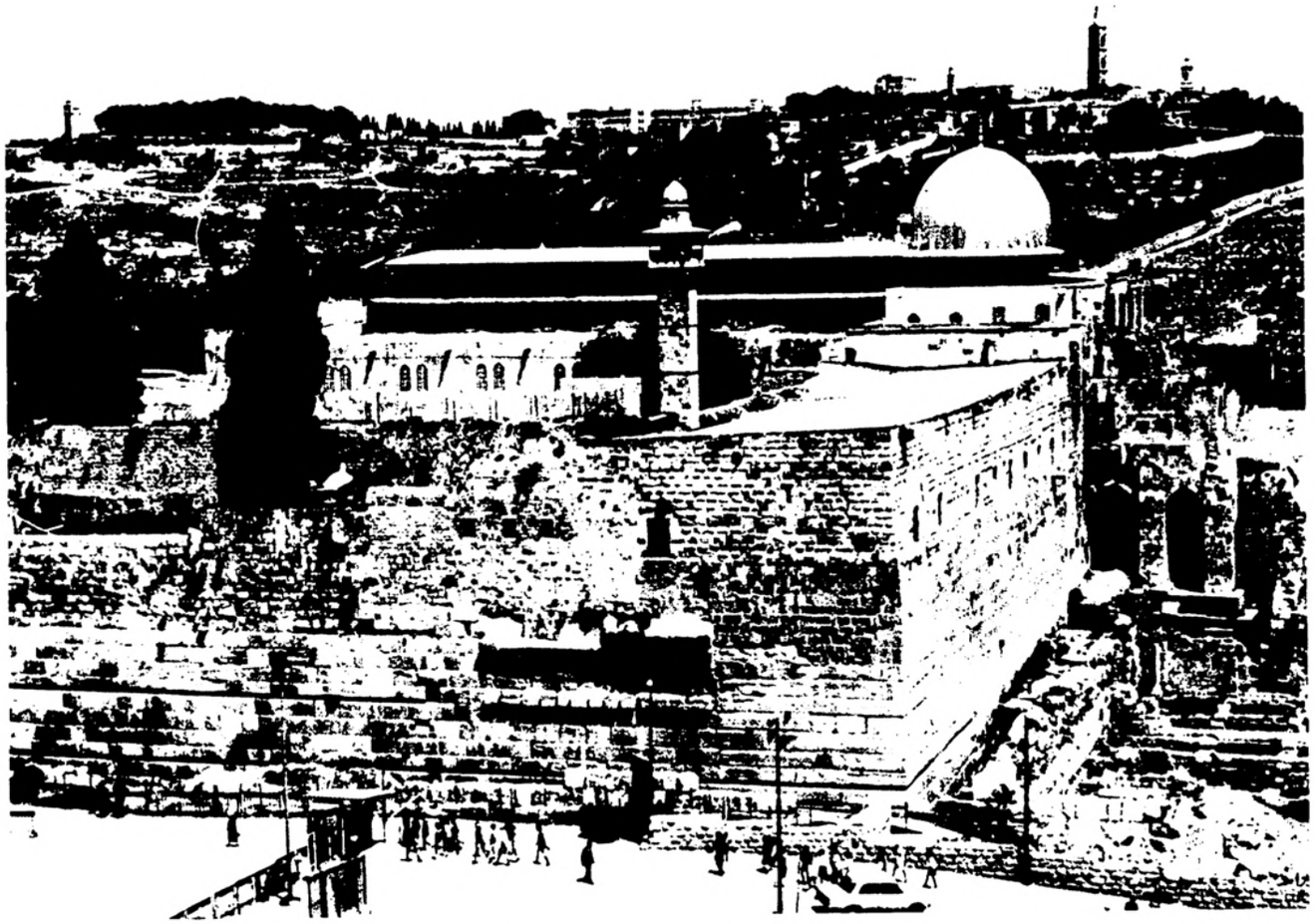
According to Robert D. Beasley (*New Middle East*, August, 1970), the Israelis claim that the Gabriel missile – designed and produced entirely by the Israel aircraft industry – is "possibly the best sea-to-sea missile in the world." One would imagine that it can also be adapted to use as a ground-to-ground missile. Although it is alleged that Egypt has a local superiority in artillery and, of course, troop level at the Suez Canal, Israeli military experts, as noted earlier, seem to feel that this is more than compensated by other factors (unless there is direct Russian intervention, in which case an entirely new situation arises, with a potential escalation to global nuclear war).

If these reports are correct, the Israeli military advantage in offensive weaponry is even greater than previously supposed. Recall that the Israeli Phantom jets are unmatched by any other aircraft in the Middle East (outside of Iran) in their combination of range, speed, and bomb-carrying capacity, according to the information that has so far been made public. Israel is becoming a relatively advanced industrial society. It has, for the moment, a high growth rate and enormous per capita aid from abroad. One can expect that in the near future it will retain and probably increase its advantage relative to the other forces in the region.

A second important factor is that the Palestinian guerilla movements appear to have been severely weakened, if not virtually destroyed. A report in the *London Times* (Jan. 30, 1971), commenting on the most recent events in Jordan, states that "the guerillas are now officially out of business," having been forced to hand in their arms. The Jordanian Prime Minister Wafsi at-Tal stated over BBC that guerillas would no longer be allowed to operate from Jordanian territory. The journal of the Fatah central committee has suspended publication as of Jan. 27, 1971. The Commander of the Palestine Liberation Army stated in an interview in Beirut that "the PLO is about to be destroyed. Its offices, establishments, and apparatus have been all but paralyzed, and its existence has been rendered only symbolic." (*Christian Science Monitor*, Jan. 28, 1971.)

Limited Soviet Ambitions

A third factor is that the Soviet Union appears to have rather limited ambitions in the Middle East, so far as can now be determined. Evidently it wants the Suez Canal opened, and it will no doubt attempt to maintain its dominant position in Egypt, but there is no indication that it is intending to initiate or support further military action in the Middle East. Apparently, the Soviet Union has been urging for over two years that the Canal be opened (*Christian Science Monitor*, October 21, 1970). Opening of the Canal would not only reduce the probability of large-scale military aggression but would also presumably stop any "war of attrition" across the Canal. A Russian peace plan announced a few months ago suggests "de jure ending of the state of war and the establishment of the state of peace" after the first stage of withdrawal of Israeli troops, and stationing of UN forces on



View from the former Jewish Quarter in the Old City of the southwest corner of the Temple area. The springer of Robinson's Arch is clearly visible halfway up the west wall. The Israeli excavations at the south wall are in the right foreground. Above is the silver-domed Aksa mosque and on the right horizon the Russian tower on top of the Mount of Olives.

both sides of the frontier, along with Big Four or Security Council guarantees (*N.Y. Times,* Oct. 16, 1970). At no time has the Soviet Union supported the political demands of the guerillas or given any concrete indication of a desire for further military conflict in the region.

Furthermore, although the United States appears to have little interest in the opening of the Canal, it too has no wish for a war in the Middle East. The oil is flowing fairly well — even from Algeria, which will be supplying natural gas to the United States next year, it appears. Problems over oil persist, but they also involve conflicts between the West and such states as Iran, which have been pretty firmly within the Western orbit.

An additional factor of importance is that Israel is gradually carrying out some settlement in the occupied areas. Again, the details are unclear, but I think a pattern is emerging. Here are a few recent examples. I mentioned the settlement plans near Hebron. According to *Davar* (Dec. 24, 1970), Welfare Minister Michael Chazani told Hebron settlers that they will be citizens of Israel. He was presented with a list of industrial projects that private entrepreneurs want to establish in Hebron. (TADMIT Newsletter, Jan. 1, 1971).

On Jan. 5, 1971, the *N.Y. Times* published a Reuters dispatch reporting the first Israeli civilian agricultural settlement in the Sinai desert, between Rafah and El Arish, noting that there are already several paramilitary villages in the Sinai.

Peter Grose reports (*N.Y. Times,* Jan. 12, 1971) that the Israeli government seems to be moving to make the Jerusalem area predominantly Jewish, so that — critics claim — "any return of conquered territory around Jerusalem . . . would be a practical and human impossibility." He reports that in northern Jerusalem a new Jewish town of 40-50,000 residents is being proposed, and cites reports that large Israeli housing projects are underway throughout the area.

John Cooley, in the *Christian Science Monitor,* Dec. 24, 1970, reports that some 4000 acres of Arab land were

"Surely it is obvious that a critical analysis of Israeli institutions and practices does not in itself imply antagonism to the people of Israel, denial of the national rights of the Jews in Israel, or a lack of concern for their just aspirations and needs. The demand for equal rights for Palestinians does not imply a demand for Arab dominance in the former Palestine, or a denial of Jewish national rights."

expropriated in 1970 within the new and greatly expanded city limits of Jerusalem. Israel plans to double the Jewish population of 200,000 within 5 years. A new housing project in the Ramat Eshkol area, on 150 acres of seized Arab land, is to include 2500 housing units, 150 to be allotted to Arabs, according to the Israeli Housing Minister.

In the Golan Heights area, little of the former Arab population remains, apart from the Druze. There have been reports of new Israeli settlements in the area. I have seen no published confirmation.[2]

What these and other reports suggest is a pattern of slow settlement in the occupied areas that will continue, if the status quo persists. Israel may well try to preserve the status quo and the cease-fire, which are to its short-term advantage. It may accept some token withdrawals, and perhaps permit some form of home rule in the West Bank and Sinai, but it is difficult to foresee any other developments in the near future, at least.

Arabs in a Jewish State

This could be a reasonably stable situation for the near future. How attractive it is depends on one's point of view. It is hardly in doubt that the Arab population will remain second-class citizens in a Jewish State, or in protectorates on its borders, perhaps in parts of the West Bank. This second-class status need not be a matter of law; it may be enforced by administrative decree and local practice. As in the case of American ethnic minorities, it is often not easy to spell out or identify the precise mechanisms by which discriminatory arrangements are preserved. It is frequently claimed – I am in no position to verify or refute these claims – that Jewish urban areas are kept largely free of Arab settlement by the application of laws that require permits for transferring one's residence.

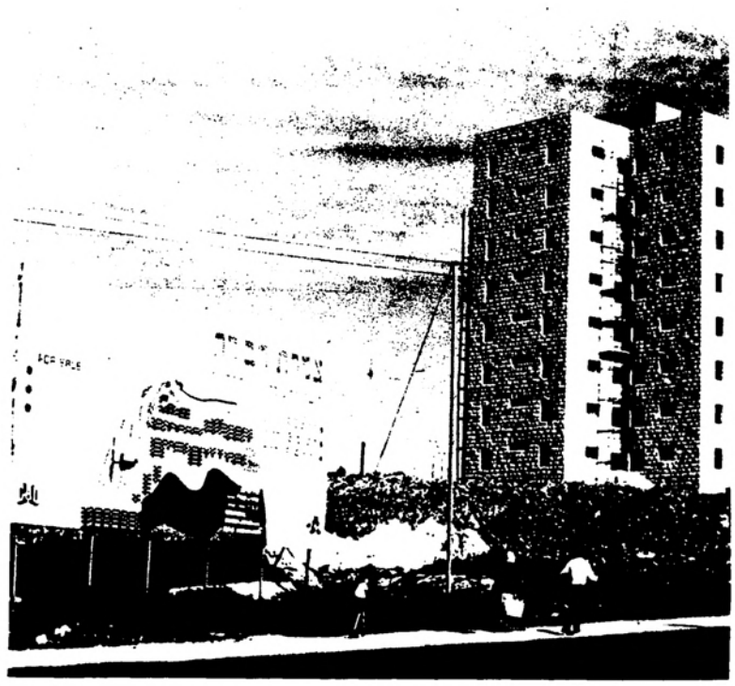
The pattern of land expropriation and resettlement has undoubtedly led to substantial Jewish settlement in formerly Arab areas as the Jewish population has rapidly increased. Lower levels of the military administration over the Arab population were dismantled in 1966 (the military governors retain their authority), but again, it is an open question what that has meant in practice. There are reports that the civilian police administration in effect took over the tasks formerly carried out by the military, and that practices were not modified in any significant fashion. I have been able to find very little specific information on this subject. There appear to be only dim prospects for first-class citizenship for the Arab population of Israel. I very much hope that my skepticism about this matter will be proven wrong.

If Israeli control, direct or indirect, extends over a million Palestinian Arabs, as appears not unlikely at the moment, then obviously the seeds exist for future troubles, quite apart from the partially unpredictable flux of international politics or the changes that might occur in the surrounding Arab states. What is now happening in Gaza might be a forewarning. The details are still unclear, but it appears that there is a good deal of violence, much of it among Arabs, and harsh repression by the Israeli Border Police. Perhaps Israel will succeed – as it would of course prefer – to institute a liberal occupation policy and create tolerable material conditions for its Arab population. Conceivably, there will be substantial withdrawal and some degree of autonomy for the presently occupied areas, with the establishment of a Palestinian state of some sort. Personally, as I mentioned earlier, I believe that a more desirable outcome might be imagined, but, increasingly, I doubt that it can be achieved.

NOTES

[1] In *Maariv*, July 7, 1968; cited in a publication of the Israeli Group against Oppression, January 1970.

[2] Added, March 1971. John Cooley reports in the *Christian Science Monitor* (March 3, 1971) that 35 Syrian villages were "totally demolished by the Israeli Army after its final conquest of the Golan plateau" and that "thousands of new Israeli settlers . . . have moved into the new sites," where Arab villages were formerly located. Three settlements are paramilitary, about 15 others civilian, he reports. On March 11, Ehud Yonay reports in the *Monitor* that the "master plan" calls for a population of 55,000-60,000 within 10 years (including 10,000 Druze), in industrial and agricultural centers including 17 cooperatives.



New apartments on French Hill, northeast section of Jerusalem.

II

The tendencies noted in the preceding remarks have become more pronounced in the 16 months that have passed since they were delivered. The Palestinian movements have been crushed. Israeli economic and technological superiority is increasingly evident, as is the Israeli preponderance in offensive military capability.[1]

Steps towards integration of the "administered areas" with Israel are proceeding. At one level, the integration is economic, as Israel increasingly comes to rely on Arab workers in construction and other branches of manual labor. At another level, settlement in these areas is creating the facts of the future. A likely future will see some form of Israeli control over the presently occupied areas, with a scattering of Jewish paramilitary and civilian settlement in the West Bank ("Judea and Samaria," in Israeli terminology); a greatly expanded Jerusalem and probably some new Jewish towns; denser settlement in the Gaza strip; only Jewish and Druze settlement in the Golan Heights, now free of other Arabs; and permanent occupation of Sharm e-Sheikh and the communications links to it and very probably much or all of the Sinai peninsula. Very likely, some degree of home rule will be permitted in the West Bank, and perhaps Egypt will be offered the right to carry out civilian administration in parts of the Sinai peninsula, as long as Israeli military control is maintained. These appear to be quite plausible prospects for the foreseeable future.

If Israel succeeds in integrating the "Oriental" Jews successfully into the society now dominated by European (and American) settlers and their descendants, there will be three classes of individuals within the areas that remain under *de facto* Israeli control: Jews, Israeli Arabs, and other Arabs. The Israeli Arabs will be second-class citizens in a Jewish State. The remainder of the Arab population will be effectively deprived of political rights beyond the local level. It is possible that with relative peace and continued economic growth, the treatment of the second and third class strata of the society will be fairly decent, and that their level of consumption may increase. However, as observers who are by no means unsympathetic to Israel have pointed out: "There is little doubt that this Palestinian minority will become, in the long run, a reservoir of over one million human time-bombs, already ticking away, already becoming a living promise of tears, blood and explosions;" "the Israelis, too, will discover that men who have been deprived of honour and dignity cannot be trusted for ever not to attempt to regain them."[2]

Responding to the Hussein plan for a Jordanian Federation on March 15, 1972, Premier Golda Meir stated that:

> "Israel will continue to pursue her enlightened policy in Judea and Samaria and will maintain the policy of open bridges. She will continue to look after the provision of services to the inhabitants of Judea and Samaria, and will respect every peaceful and law-abiding citizen"

The Israeli Parliament added: "The Knesset has determined that the historic right of the Jewish people to the Land of Israel [understood as including the West Bank] is beyond challenge." This declaration is the first official statement to that effect. Strictly speaking, it does not imply that the occupied territories are to be permanently retained; some who speak of the "historic rights of the Jewish people" nevertheless add that these "rights," from two millenia ago, should not be enforced. Taken in context, however, the declaration strongly suggests the intention to stand by these "historic rights." And it has been so understood by knowledgeable and sympathetic correspondents. Walter Schwarz writes:

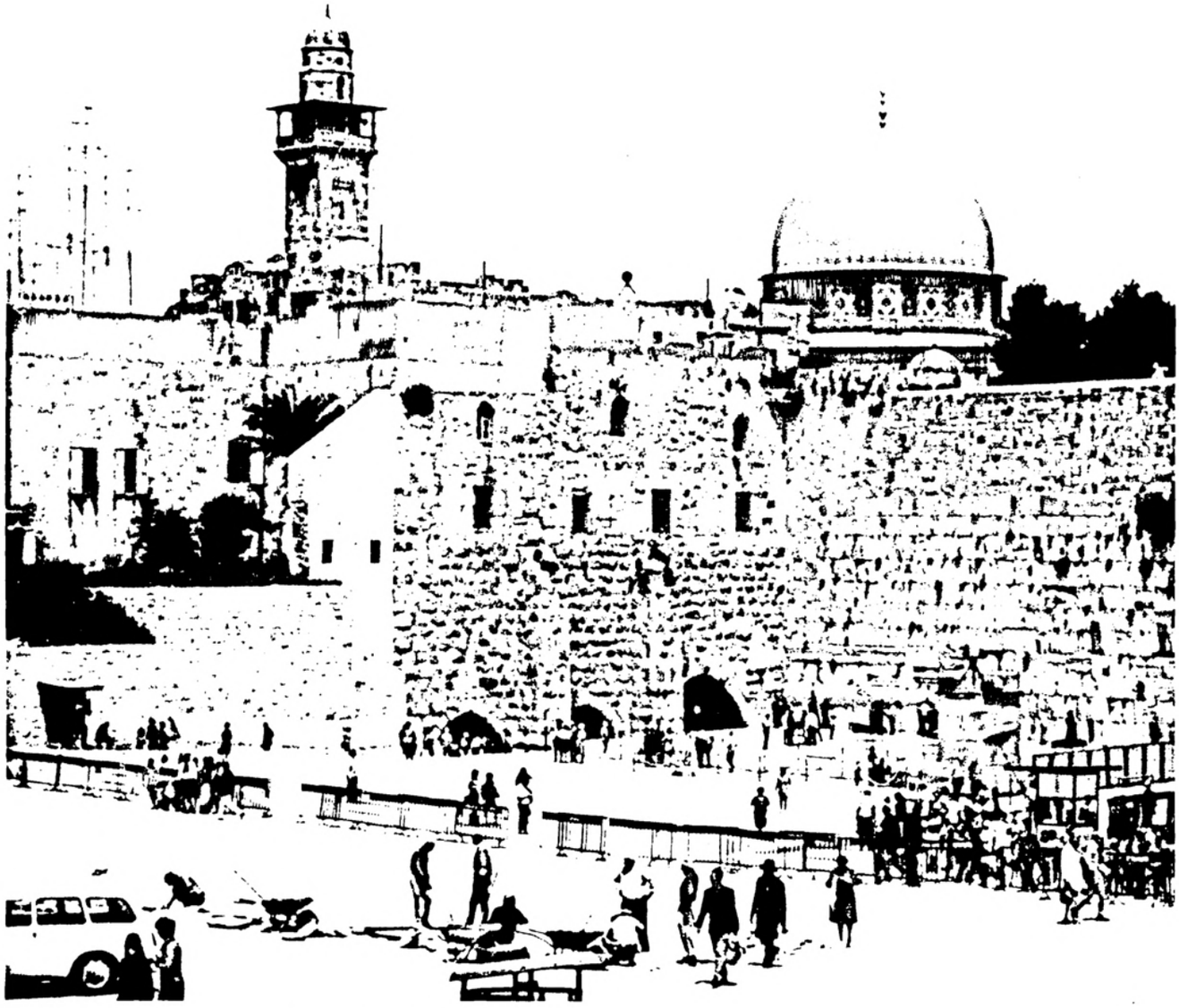
> "In reality, the Israeli statements mean exactly what they say. The Israelis have raised their sights. It is no new phenomenon. Zionism began without insisting on a state at all. At every stage, Arab intransigence has created new situations, invited new claims, and opened up new horizons. All the while, genuine fears for security have been insidiously mixed up with dreams of a bigger country, embracing more, if not all, of the historical borders of ancient Israel."[3]

Jewish Opposition To A Palestinian State

It is difficult to see in Hussein's proposal, whatever its defects may be, a further sign of "Arab intransigence" which "invites new claims." It would, I think, be more reasonable to interpret the Israeli response as an indication of the intention, perhaps not yet fully conscious or explicit, to maintain Israeli control over "Judea and Samaria." There is no doubt that this response constituted a hardening of the Israeli position with regard to the West Bank. Minister Israel Galili, Premier Meir's political adviser who directs policy on settlement in the administered areas, stated on television that the River Jordan should become Israel's "agreed border – a frontier, not just a security border." The Allon Plan, hitherto the minimal Israeli position, employed the term "security border" in referring to

the Jordan River, suggesting the possibility of semi-independence for the West Bank. Mrs. Meir added: "We do not agree that between Israel and Jordan there should be a Palestinian state." Such a state "could have only one simple purpose and that is to be a state which will press against Israel to 'liberate' the Palestinian homeland for the Palestinian people – that is, to throw the Israelis into the sea."

Given the actual balance of forces, the comment can only be reasonably interpreted as signifying a refusal to contemplate any form of independence for a "Palestinian entity." She went on to say that Israel would "certainly not encourage any organization or any voice which will say the West Bank is a separate Palestinian state, because our policy is against it."[4] The phrase "not encourage" is something of a euphemism. With some justice, the liberal Israeli commentator Amnon Rubenstein sees in the Israeli government declaration the "increasing influence of the Herut movement [the 'nationalist, anti-Arab, and extremist religious' right wing of Israeli politics] over the labor party."[5] This is an important matter, to which I will briefly return.



The Western (Wailing) Wall with its plaza and its pilgrims, topped by the Dome of the Rock, a minaret and intrusions from the modern communications media.

Whatever the conscious intentions of the Knesset may have been in announcing the historic rights of the Jewish people to the full Land of Israel, some form of indefinite Israeli occupation is implicit in the dynamics of the post-1967 situation. A headline in the journal *Maariv* stated that " 'General Time' is working for the benefit of Israel in Judea and Samaria" (Dec. 31, 1970). The article quotes Sheikh Muhammad Ali al-Jaabari who points out that "as the months pass, Israeli rule will be consolidated in these territories." In a speech that aroused some controversy, Defense Minister Dayan, by no means an extremist within the framework of Israeli political life, suggested that Israel should regard itself as the "permanent government" ("memshelet keva") in the occupied territories. A criticism from the right in the journal of the National Religious Party questioned the public statement of such views, suggesting rather that "whatever has to be done can be implemented without an explicit statement which could be viewed by the world as a proposal for official annexation."[6]

Left-liberal Israeli commentators have pointed out that the consequences of maintaining the present borders are: "becoming either a binational state or another Rhodesia."[7] Rejecting these prospects, many have called for withdrawal from the occupied territories and a clear policy of support for UN Resolution 242. One may sympathize with them and respect their motives, but in fact, their program is unrealistic. Unless great power pressure is employed – an unlikely as well as ugly prospect – the argument against withdrawal will always be persuasive within Israel. The Arabs, it will be urged, cannot be trusted; security can only be guaranteed through force; we can only rely on ourselves; genocide awaits if we relax our guard. Stability will always seem preferable to the risks of tentative accommodation and compromise. No military force in the region can compel withdrawal or raise the costs of occupation to a significant level, and the great powers have no interest in imposing an alternative solution by force. "General Time" will take care of the longer run.

Under these circumstances, integration of the occupied territories will appear to many to be the humane course, as suggested by Mrs. Meir's remarks, quoted above. After all, the Arabs must exist within some organized structure, and their standard of living may well rise under Israeli administration. Dissidents will be expelled or silenced. Collaborators will be found for local administration. Settlement will proceed in accordance with the long-standing policy of "dunam after dunam," a policy that had progressive content under the British occupation in opposition to the reactionary forces of political Zionism, and that is now second nature to the leaders of Israeli society whose point of view was formed in that period. As Mr. Dayan explained:

> "We must devise a pattern of living and of situations which can be tolerated by the Arabs. By this I do not mean arrangements which are to their liking, but those they can live with, if they so wish."[8]

If they do not so wish, they can emigrate, with official blessings. Israel has the capability to develop a program of this sort, and there is every reason to expect that it will continue to receive public support.

"The Supreme Court of Israel has recently ruled that 'there is no Israeli nation apart from the Jewish people and the Jewish people consists not only of the people residing in Israel but also of the Jews in the Diaspora.' The Court so ruled in rejecting the contention of Professor George Tamarin that Israel is separate from the Jewish people, and thus denied his appeal to change the designation 'Jew' in his identity card to 'Israeli.' The ruling no doubt expresses the implicit content of political Zionism."

Surveys of Public Opinion

Public opinion polls reinforce this natural expectation. The Jerusalem *Post* reported on January 8, 1970, that 41.5% of the population believe Israel should integrate the occupied territories into Israel and 86.4% favor widespread settlement throughout the areas,[9] surely the prelude to further integration, in the real world. A year ago, the Israpol public opinion survey reported the following response to the question, "What territories should Israel be ready to relinquish in exchange for a peace settlement with the Arab countries?": Sinai – 48%; Judea and Samaria – 21%; the Gaza Strip – 17%; Sharm e-Sheikh – 3%; the Golan Heights – 2%; Jerusalem – 0.6%; no territory whatsoever – 30%. A more recent poll indicates that 31% of the population want to retain the whole of Sinai, 56% the whole West Bank, 73% Gaza, 91% Sharm e-Sheikh, and 92% the Golan Heights.[11] Surely it is reasonable to expect that these attitudes will harden, if explicit decisions have to be made.

At the time of the six-day war in June 1967, I personally believed that the threat of genocide was real, and reacted with virtually uncritical support for Israel at what appeared to be a desperate moment. In retrospect, it seems that this assessment of the facts was dubious at best. Some Israeli military experts take a very different view. Reserve General Mattityahu Peled, a member of the Israeli General Staff during the six-day war, wrote recently that Israel has, in his view, been in no real military danger from Arab attack since 1948, and that there was no threat of destruction in 1967; rather, Israeli forces greatly outnumbered the Egyptians in the Sinai, not to speak of the technological balance.[12] By now it is clear that the potential dangers to Israel, in the short run at least, are not military. They are real, but they lie elsewhere.

One continuing danger, recently emphasized by the brutal massacre at the Lod airport, is that of terror, a weapon of the weak and the desperate which may continue to plague Israeli life. But there are other dangers, more subtle, but no less real, and disturbing to liberal Israelis. Professor Yehoshua Arieli, at the convention of the Movement for Peace and Security in

"The fact is that Israel is already a binational state, at least in the sense that it is a state that contains two identifiable national groups, Israeli Jews and Palestinian Arabs . . . The operative question is how Israel will deal with the fact of binationalism. One approach is to try to change the fact by Israeli withdrawal from the administered territories . . . Shortly after the six-day war I became convinced that the fact of binationalism was unalterable in the short run at least, that Israeli withdrawal from the occupied territories was a highly unlikely prospect. I have expressed this view since in personal communication with Israeli friends (very few of whom agree) and in public lectures and articles. It now seems to me increasingly apparent that this assessment was correct . . ."

February, 1972, warned that current trends would lead to increased dependence on the United States, the consolidation of a "vested interest" of war profiteers, reliance on Arabs for unskilled manual labor, the deterioration of the democratic structure of the country: "If the status quo continues, the internal situation is likely to veer sharply towards non-homogeneity, non-identification with the goals of the Jewish State [meaning internal democracy, social justice, and the fundamental values of independent Jewish labor], a lower intellectual level, internal disunity and fragmentation."[13]

Israeli Policy in Gaza

Events in the Gaza region, mentioned briefly at the end of section I, illustrate a continuing danger, not military, but moral. To update these remarks, in recent months it has been reported that families of wanted terrorists from the Gaza Strip have been held for a year at a desert camp and permitted to return home only when the hunted man is killed or captured.[14] In the Gaza area, thousands of acres have been fenced off by the Israeli army and thousands of Bedouins evacuated, their wells blocked to prevent return, and some homes and cultivated areas destroyed. The intention appears to be to "dissect the strip," to establish Israeli settlements, urban and rural, paramilitary and civilian, and a new Israeli port town. According to an estimate in the journal of the Labor Party, about 1/3 of the Gaza Strip is to become "state land" (*Davar*, March 20, 1972). The expulsion of the Bedouins was revealed by members of neighboring Mapam Kibbutzim in violation of military censorship, setting off public protests by Israeli peace groups.[15]

Protests may continue, but new facts are being created, in accord with the declaration of Minister Galili in 1969: "It can be said with absolute certainty that the Gaza Strip will not be separated from the State of Israel again."[16] Peter Grose reports (see note 15) that the Gaza Strip "is gradually being assimilated into Israel" with "a pattern of carrot-and-stick tactics by the occupation administration;" "economic integration with Israel is well advanced, and controversial preparations are under way for new Jewish settlements on land occupied in the 1967 Arab-Israeli war." There is an "apparent program not officially announced – to settle Jews in the rich farmlands of Gaza" and to resettle 3000 Gaza residents yearly elsewhere in the region, he reports, quoting also a statement by Galili (March 27, 1972) that "Gaza will not again be separated from Israel."

Quite apart from the injustice of such deplorable policies as the use of families as hostages and population expulsion, the impact on Israeli society will surely be significant. In the first place, there will be protest and resistance. There are, for the first time, a number of resisters in Israeli prisons, refusing to serve in occupied areas. In the natural cycle, resistance will lead to repression. As an example, a 16 year-old boy, Eytan Grossfeld, has been confined for two months of psychiatric observation for participation in Black Panther demonstrations (*Ha-Aretz*, Jan. 30, 1972). It is not impossible that dissident groups within the Oriental Jewish community, such as the Black Panthers, will find some common ground with Arabs in Israel and the occupied territories, in which case Israel will have many more than "one million time bombs" to concern it. This is particularly likely if the state, devoting substantial resources to military purposes, finds itself unable to deal with pressing internal social needs. But far more serious than resistance in its implications for Israeli society would be acceptance of the Gaza pattern as the norm, as an unpleasant necessity. This would surely have a corrosive effect on Israeli democracy and social life.

Israel will have to come to terms somehow with the fact that it is a Jewish State governing a society that is in part non-Jewish. This fact, rarely faced in a serious way, has always been the Achilles' heel of political Zionism. If a state is Jewish in certain respects, then in these respects it is not democratic. That much is obvious. If the respects are marginal and merely symbolic – the color of the flag, the timing of state holidays, and the like – the departure from democratic principle is not serious. If the respects are significant, the problem is correspondingly severe. The problems of achieving democratic goals in a multi-national or multi-ethnic society are not trivial ones. It is pointless to pretend that they do not exist.

The Problem of a Jewish State

It has frequently been suggested that the Jewish state is to be Jewish only in the sense that France is French or England is English. This is patently impossible, however. An immigrant who receives French citizenship is French. If there is some form of institutional discrimination against him, if he is not "truly French" in the eyes of the law or administrative practice, this will be regarded as a departure from the democratic ideal. A citizen of the Jewish State, however, does not become Jewish. This is a matter of principle, not a departure from some ideal norm towards which the society strives. Since it is a matter of principle within a Jewish State, there will be no remedy through slow progress.

The respects in which Israel is a Jewish State are not trivial

or merely symbolic, and there is no indication that this situation will change. A non-Jewish citizen suffers various forms of discrimination. He is not permitted to lease or work on state lands or lands owned "in the name of the Jewish people." He is not able to reside in all-Jewish cities, such as Karmiel, built on lands confiscated from Israeli Arabs. To mention a recent case, a Druze, formerly an officer with 20 years service in the Israeli Border Police, was denied the right even to open a business near Karmiel by decision of the Israel Land Authority (*Yediot Aharonot,* Feb. 8, 1971).

According to a publication of the Israeli League for Civil and Human Rights (August, 1971), there are tens of thousands of stateless Israeli Arabs, unable to satisfy the requirements of the Israeli Nationality Law; and the number is increasing, since statelessness is inherited. Arabs born to parents without citizenship, who may not even be aware of this fact until they apply for passports or other documents, do not acquire Israeli citizenship by virtue of the fact that they are born in Israel, in villages where their families may have lived for generations. Arabs do not receive benefits from laws that remunerate families of members of the Israeli Armed Forces, i.e., virtually all Jewish families and, apart from the Druze, no others. In myriad ways, Arabs will not enjoy the full rights of citizenship. It is for such reasons as these that left-wing elements in the Zionist movement were always wary about the idea of a Jewish State, which did not, in fact, become official Zionist policy until 1942, at the time of the destruction of European Jewry by Nazi terror.

The problem is not a small one, no matter what the size of the Arab population in Israel, but it takes on major dimensions when this population is very large, as it will be if the tendencies noted earlier persist. The Supreme Court of Israel has recently ruled that "there is no Israeli nation apart from the Jewish people and the Jewish people consists not only of the people residing in Israel but also of the Jews in the Diaspora." The Court so ruled in rejecting the contention of Professor George Tamarin that Israel is separate from the Jewish people, and thus denied his appeal to change the designation "Jew" in his identity card to "Israeli."[17] The ruling no doubt expresses the implicit content of political Zionism. It also reveals that the legal structure of the state, as well as its customary social practices, will be inherently discriminatory. Liberal Americans oppose laws that discriminate against blacks, and would be appalled if New York City should adopt an urban development program to preserve the "white character" of the city. It is unclear why they should react differently when Minister Shimon Peres outlines a plan for development in Jerusalem that is to perpetuate its "Jewish

Inside the Old City of Jerusalem. In the foreground, part of the excavations around the Temple area. In the background, the rebuilding of the former Jewish Quarter.

character"[18] or when non-Jews are excluded from the extensive state or national lands, or even from the grant of citizenship.

The Actual Binationalism of Israel

The fact is that Israel is already a binational state, at least in the sense that it is a state that contains two identifiable national groups, Israeli Jews and Palestinian Arabs. Even this is misleading, in that some may choose to identify themselves differently (like Professor Tamarin), and Arabs may understand their associations in very different terms. While all of this may have seemed a secondary issue before 1967, after the six-day war it became a major problem. If the analysis of current trends outlined above is accurate, it is a problem that will become increasingly serious. The operative question, in my opinion, is how Israel will deal with the fact of binationalism.

One approach is to try to change the fact by Israeli withdrawal from the administered territories. As I have mentioned, left-liberal forces in Israel have urged such a policy. I think that they are justified, and should be encouraged in this effort. Though it would not, in my personal opinion, be the optimal solution, it might still be a tolerable one, and for Israelis who actually take part in the internal debate, it is a proper position to uphold. Nevertheless, it seems to me futile, for reasons already mentioned. If I may interpolate a personal note, shortly after the six-day war I became convinced, for the reasons cited, that the fact of binationalism was unalterable in the short run at least, that Israeli withdrawal from the occupied territories was a highly unlikely prospect. I have expressed this view since in personal communication with Israeli friends (very few of whom agree), and in public lectures and articles. It now seems to me increasingly apparent that this assessment was correct, and that the expectation of Israeli withdrawal and establishment of an independent Palestinian entity of some sort is illusory. If so, the first approach to the fact of binationalism is not a feasible one.

A second approach is the South African or Rhodesian model, not necessarily with the brutality or viciousness of the white racists of Africa, but with a similar institutional structure. Surely this is an intolerable outcome, though it is far from obvious that it is not a likely outcome. General Dayan, in a recent television interview, stated that:

> "First we must be in a position to control the entire West Bank absolutely from a military point of view, should the need arise . . . Second, the West Bank is not a 'bank' but Judea and Samaria, which must be open to Jewish settlement. Any agreement must be such that allows Jewish settlement everywhere. Third, what is needed is an entirely different, much closer tie between Israel and the West Bank, if the West Bank areas do not remain in our possession. I say 'if' for I do not think it likely that we'll have to part with them."

Commenting, Israeli journalist Victor Cygielman observes that under this plan, the West Bank would be "a sort of Israeli protectorate, a reservoir of cheap labor for the Israeli economy, and a market for Israeli industrial goods."[19] While Dayan added that "all citizens of Israel, including Arabs, must be equal citizens," this remains in fact a virtual impossibility in a Jewish State. Dayan, in the past, has been realistic in his commentary, and there is no reason not to take his remarks quite seriously.

A third approach would be "population exchange," which means in effect expulsion of much of the Arab population. As noted in section I, this has been seriously suggested. In the article cited above in *Davar*, Yosef Weitz wrote that the "demographic problem" is the most serious problem faced by the State, since the "territorial victory" in the six-day war did not lead to the flight of most of the Arab population. He recalls that many years earlier he had concluded that it would be necessary to transfer all Arabs from the area west of the Jordan ("at least"). Rethinking the matter after the six-day war, he observes that a substantial Arab population "is likely to destroy the foundations of our State," a judgment which may well be accurate. Weitz does not go on to consider the implications of his analysis, under the condition of permanent Israeli occupation of the West Bank. It is difficult for me to believe that Israeli public opinion would accept what appears to be the natural conclusion, that the Arab population must, under these conditions, be removed.

No "Melting Pot" for Israel

A fourth possible approach is the American "melting pot" model. But this is inconsistent with Zionist ideology, and will almost surely not be acceptable within Israel. Mayor Teddy Kollek of Jerusalem has stated that "we have no intention of creating a melting pot for Arabs and Jews along American lines." But he adds, quite properly, that "if, in a few years, the educational and social gaps between Jews and Arabs in Jerusalem do not disappear, some day . . . there will be an explosion."[20] He then goes on to explain that "this year we are building 6000 dwellings for Jews" and "only 100 housing units for Arabs" – although he would prefer to see 300. He does not go on to comment that the disparity revealed is not a mistake or an oversight, but is rather inherent in the concept of a Jewish State with non-Jewish residents. Furthermore, even in the unlikely event that social, educational and economic gaps disappear, the "gaps" in political rights are in principle insurmountable, given the legal doctrine that "there is no Israeli nation apart from the Jewish people," which includes the Jews of Israel and the Diaspora.

A fifth approach is the federal model, for example, along Yugoslav lines, with federated republics each dominated by

"There is still another approach to these problems: to bury one's head in the sand and pretend that they do not exist. Unfortunately, this approach is characteristic of many Americans who regard themselves as supporters of Israel. Whether or not they are supporting Israel in a meaningful way by adopting this attitude is another question."

one national group, and efforts, one would hope, to achieve social, economic and political parity. With all of its problems, this approach has possibilities. The inevitable discrimination in a multinational society in which one group dominates might be relieved through the federal structure. One might imagine that a regionally-based federation might gradually evolve towards closer linkages, if forms of association along other than national lines prove to be meaningful and firm. A federal approach would imply that in the short run, at least, Palestinian Arabs who wish to return to their former homes within the Jewish-dominated region would have to abandon their hopes; and correspondingly, that Jews who wish to settle in the Arab-dominated region would be unable to do so. Personally, I feel that among those policies that are at all realistic, given present circumstances, some kind of federal solution is the most desirable.

Other possibilities may be envisioned; for example, parallel national institutions throughout the whole territory with a free option for each individual; and also the option of dissociation from national institutions with retention of full rights of citizenship for those who prefer. I will not sketch out details, though it might be a useful exercise, because it is, for the present, purely an academic exercise. Before such questions can even be faced it is necessary to come to terms first with certain overriding realities: Israel is a binational society; the concept of a "democratic Jewish state" with non-Jews as citizens (or residents in "administered areas") is inherently flawed.

The Ostrich Approach

There is, to be sure, still another approach to these problems: to bury one's head in the sand and pretend that they do not exist. Unfortunately, this approach is characteristic of many Americans who regard themselves as supporters of Israel. Whether or not they are supporting Israel in a meaningful way by adopting this attitude is another question. One of the few articles that even attempts to deal with these problems, by political scientist Michael Walzer,[21] can serve as an illustration. Walzer blandly asserts that "if one could draw the line between an Arab and a Jewish entity, few people would object to making it a dotted line and compromising in small or even in significant ways the absolute independence of the two political systems," in a federal arrangement.

It is, however, quite untrue that "few people would object." As noted earlier, most Israelis object to abandonment of Israeli control over any significant part of the occupied territories, and the Israeli political leadership explicitly rules out any notion of a Palestinian state. To my knowledge, support for compromising Israeli independence is virtually

Panoramic view of the controversial new apartment buildings on French Hill in the northeast section of Jerusalem.

non-existent in Israel. Of course it is true that "few people would object" to a dotted line on the Jordan and the Nile (or perhaps even through the mid-Sinai) with no compromise of absolute political independence, but that would leave the essential problem of a Jewish State with a million Arabs unresolved. As to this problem, Walzer has nothing to say, except that the problems can be "smoothed by helping people to leave who have to leave." He considers it sufficient to deride those who "disdain Jewish aspirations to statehood or suggest that Jews (especially) should seek nobler ends," and asserts that "to respond to such people . . . no elaborate argument is necessary."

In Walzer's view, "a democratic secular state called Israel . . . already exists in substance (despite the power of Orthodox Jews)," and he criticizes contemporary advocates of binationalism, who "deny the existence of a *nation* of Jews capable, as Greeks, Poles, and Germans are capable, of rescuing and rehabilitating their fellow nationals." Again, the fallacious argument that Israel will be Jewish only in the sense that France is French. Since he makes no explicit references, it is unclear whose views he has in mind in these comments. But it is evident that he is simply missing the point. Even if the power of Orthodox Jews were to diminish to zero, the real problems of a Jewish State with a non-Jewish minority would not disappear, and it would not in any meaningful sense be a democratic secular state, for obvious reasons already noted.

These problems are serious enough to require an "elaborate argument." They have nothing to do with "disdaining Jewish aspirations" or suggesting that Jews "seek nobler ends," and they are raised precisely by people who recognize the validity of Jewish national goals and associations. Vague and misleading references, in the currently fashionable mode, to "upper-class radicals who are impatient with working-class materialism" also contribute nothing to solving the real problems which Walzer merely evades.

Dissent in Israel

It is, I think, important that some Israelis are seriously facing the facts. After participating in a protest, which he helped to organize, against the expulsions in the Gaza region, Amos Kenan wrote that if, as maximalist groups argue, "one who believes that he has no right to Gaza must also doubt his right to Tel Aviv," then he, Amos Kenan, will "begin to doubt if indeed I have a right to Tel Aviv – at least to Tel Aviv as it now is: a Jewish city, in a Jewish state with a million Arabs deprived of rights" (*Ha-Aretz*, April 18, 1972). "Today," he writes, "we are not living in a Jewish state, but in a binational state." The old Israel came to an end in June 1967, and "a colonialist Israel," which he finds "ugly," was born at that time. The "dynamics of Israel 1972 has already left behind it the protesters of the past," those who called for withdrawal. Presently, the state of Israel rules over a million non-Jews who lack the rights of equal citizens and who now "furnish Israel with cheap labor, without which its high standard of living cannot be preserved." These are the bitter comments of a person who has struggled courageously to prevent the permanent occupation that is now taking shape, with its inevitable consequences for a "democratic Jewish state."

"The problems of the Middle East are serious enough in themselves. It would be quite improper to infuse them into internal American political debate. There is extensive and quite natural sympathy for Israel within the United States. We can all agree, I presume, that it would be no service to Israel or to the search for a just peace, if this sympathy were to be exploited for personal political vendettas."

I noted earlier Amnon Rubenstein's observations on the increasing influence of Herut on the Labor Party. He adds that Menahem Begin is correct in claiming that the Government declaration on the "historic right" of the Jewish people to the Land of Israel is an expression of the traditional point of view of the Herut movement and its Revisionist predecessors:

> "In fact we observe here a strange process, in which the influence of Herut is growing without any relation to an increase in its electoral strength. This increase strengthens the significance of the Herut movement and the point of view that prevails in it."

The process that Rubenstein describes has historical roots. The Revisionists were forced out of the Zionist movement because of their advocacy of a Jewish State, but their position was officially adopted, in effect, years later, in the wake of the holocaust. In both cases, one can point to external factors that led to the growing influence of right-wing nationalist views, though I believe that the present example is far less justifiable than the decision of the 1940s, understandable at the time, to adopt the program of a Jewish State.

The Tension in Zionism

Throughout the history of Zionism there has been a certain tension between radically opposed conceptions, one socialist and "universalist," the other nationalist and exclusive. On the one hand, the Jewish settlement (Yishuv) in Palestine, later Israel, developed the most advanced democratic socialist institutions that exist anywhere, institutions that might be described – without exaggeration, in my opinion – as a model in microcosm for decent human survival. These represent the positive side of a revolutionary development that combined socialism and nationalism.

At the same time, the Zionist movement incorporated expressions of the value of national identification and racial purity that I, at least, find quite objectionable. To cite one case, Joachim Prinz wrote in 1934[22] that the "German revolution" signifies the end of the liberal era and the decline of parliamentary democracy: "The development from the *unity of man* of the Enlightenment to the *unity of nation* of the present contains within itself the principle of the development from the concept of mankind to the concept of the nation," a development that he appears to regard favorably

and which, he states, places the "Jewish question" in a new light. In place of assimilation, natural in the era of liberalism, he proposes the principle of "recognition of the Jewish nation and the Jewish race." "A state which is built upon the principle of the purity of nation and race can only have esteem and respect for the Jews when they identify themselves in the same manner." Jews must therefore identify themselves as people "of one nation and one race."

Putting aside the fact that an emphasis on Jewish nationhood and racial purity would hardly have been likely to awaken respect among the Nazi gangsters, there are unpleasant overtones in these remarks. The Zionist opposition to assimilationist tendencies was, in my opinion, justifiable, but not if it leads to an emphasis on the profound significance of purity of nation and race. Even if it were accurate to claim that the enlightenment view of human unity is disintegrating, I cannot accept the view that this process of disintegration is to be regarded with favor (nor is the "enlightenment view" incompatible with forms of social organization that permit those who wish to retain ties of national identification). Embodied in the political institutions of a Jewish State, concepts of purity of nation and race can prove quite ugly. The legal debate in Israel over "who is a Jew" is an example, in my opinion.[23]

"Throughout the history of Zionism there has been a certain tension between radically opposed conceptions, one socialist and 'universalist,' the other nationalist and exclusive. On the one hand, the Jewish settlement (Yishuv) in Palestine, later Israel, developed the most advanced democratic socialist institutions that exist anywhere, institutions that might be described – without exaggeration, in my opinion – as a model in microcosm for decent human survival. These represent the positive side of a revolutionary development that combined socialism and nationalism. At the same time, the Zionist movement incorporated expressions of the value of national identification and racial purity that I, at least, find quite objectionable."

American Emotionalism

The point is that the tension between competing elements in the Zionist tradition remains unresolved, and has become a matter of fundamental importance under the conditions that now exist in Israel. The problems, of course, can only be faced and dealt with by those who are on the scene. Sympathetic outsiders might be able to be helpful, if it becomes possible to create an intellectual and emotional climate in which rational discourse on the topic is possible.

In the United States, at least, this has hardly been the case. Since the six-day war, critics of one or another aspect of Israeli policy have been subjected to ridiculous accusations and childish distortion. They have been portrayed as supporters of terrorism or even genocide, or as opponents of democracy. They are asked why they do not denounce Iraqi and Syrian oppression and atrocities, surely quite real, and are told that only those who prove their good faith by "support of Israel" are permitted to criticize the policies of the State. A generation ago, left-wing critics of the Soviet Union were told that only true supporters of the "revolution" had the right to criticize the Soviet regime and society, and they were asked: "What about the lynchings in the South?" With such defenders as these, Israel hardly needs enemies.

Examples are many.[24] It is, for example, common to identify binationalism with the PLO position in support of a "democratic secular state."[25] This is a gross error. The PLO (Fatah in particular) has always opposed binationalism in quite explicit terms. This kind of confusion contributes to the unfortunate tendency to identify any critical discussion of current Israeli policy, and any speculation about alternative political arrangements in the Middle East, as "support for terrorism." Or consider the Op-Ed statement by Irving Howe in the *N.Y. Times* (March 13, 1971).[26] Howe claims that opposition to Israel among "a portion of New Left intellectuals" results from their "downright contempt . . . toward the very idea of democracy." He claims that "the campus Guevarists, Trotskyites, Maoists and Panthers" support the Arab states against Israel precisely because of their opposition to democracy, i.e., because the "Arab opponents [of Israel] are ruled by rigid dictatorships" (e.g., Egyptian Communists languish in jail," etc.).

Consider the reasoning. For Howe's thesis to be coherent, it would at least be necessary to show that the groups he identifies support Egypt and other Arab states against Israel. Howe offers no documentation to support this claim, which, so far as I am aware, is quite untrue. It is certainly false with regard to Sartre (whom he specifically mentions) and his attempt to imply that the *New York Review* and the New Left "everywhere" – from Scarsdale to Palo Alto – support the Arab states against Israel is hardly worthy of comment. There are segments of the New Left that give unreserved (and, in my opinion, often rather mindless) support to the Palestinian organizations,[27] but these latter organizations are not, of course, to be confused with the Arab states to which Howe restricts his comments. Furthermore, these Palestinian organizations are, to my knowledge, supported in the belief that they represent a socialist alternative to the rigid dictatorships that Howe irrelevantly discusses. One might argue that the belief is false, but then the argument no longer serves as a stick to beat the New Left for its alleged totalitarianism. In any event, it is quite obvious that Howe's critique as formulated is simply irrational, quite apart from his misrepresentation of the beliefs of his political opponents.

Criticism of Israel is Not Anti-Semitism

The problems of the Middle East are serious enough in themselves. It would be quite improper to infuse them into internal American political debate. There is extensive and quite natural sympathy for Israel within the United States. We can all agree, I presume, that it would be no service to Israel or to the search for a just peace, if this sympathy were to be exploited for personal political vendettas.

Surely it is obvious that a critical analysis of Israeli institutions and practices does not in itself imply antagonism to the people of Israel, denial of the national rights of the Jews in Israel, or lack of concern for their just aspirations and needs. The demand for equal rights for Palestinians does not imply a demand for Arab dominance in the former Palestine, or a denial of Jewish national rights. The same is true of critical analysis that questions the existence of the state institutions in their present form.

If one were to propose that the time is ripe for consideration of a South Asian federation, say, linking India, Pakistan, Bangladesh, and Kashmir, it would be appropriate to object on various grounds, but senseless to assert that the person raising this suggestion is "advocating the destruction of India," something which no person of good will can tolerate. If someone were to insist that discussion of the problems of South Asia must proceed on the assumption that "the survival of democratic India is an urgent moral-political necessity,"[28] and that anyone who suggests alternative social and political arrangements has therefore removed himself from the domain of moral-political discourse, he would not be demonstrating his sympathy and concern for democracy or for the people of India and their just aspirations, but merely revealing a degree of dogmatism that is of little service to these people.

In every part of the world, there are certainly possibilities other than the system of nation-states; they have their merits and defects, which should be rationally discussed. The problems are particularly acute in multinational societies that are dominated by one national group, with the inevitable violation of democratic principle and practice that results. Neither abuse nor evasion of serious issues makes any contribution to the amelioration of problems that are stubborn and simply will not fade away.

NOTES

[1] See E. Luttwak, *New Middle East*, December 1971, for a useful survey.

[2] Yigal Laviv, Tel Aviv, April 1972, in *Israel and Palestine*, no. 10, 5-1972, Paris; Peregrine Fellowes, *New Middle East*, May 1972.

[3] *The Guardian*, (Manchester, London), April 3, 1972.

[4] Walter Schwarz, *The Guardian*, April 3, 1972.

[5] "Truly something terrifying," *Ha-Aretz*, March 22, 1972.

[6] Jay Bushinsky, *Christian Science Monitor*, August 21, 1971.

[7] Michael Bruno, in I. Howe and C. Gershman, eds., *Israel, the Arabs and the Middle East*, Quadrangle-Bantam, 1972.

[8] Bushinsky, *op. cit.*

[9] Cited in *The Arabs under Israeli Occupation*, 1970, published by the Institute for Palestine Studies, Beirut.

[10] *Yediot Aharonot*, May 23, 1971; TADMIT newsletter, June 1, 1971.

[11] David Hirst, *Manchester Guardian Weekly*, May 6, 1972.

[12] "The claim that Israel was under the threat of destruction – 'a bluff,' " *Ha-Aretz*, March 13, 1972. General Ezer Weizmann, former head of the Israeli Air Force, added his agreement, stating further that the remainder of the Sinai (Port Fuad, specifically) was not conquered only through oversight; *Ha-Aretz*, March 20, 1972. For further details, see Amnon Kapeliouk, *Le Monde hebdomadaire*, June 8-14, 1972. He quotes also former Army Chief-of-Staff Haim Bar Lev in support of Peled and Weizmann, and states that "no serious argument has been advanced to refute the thesis of the three generals."

[13] *Yedioth Aharonot*, Feb. 2, 1972; TADMIT Newsletter, Feb. 15, 1972.

[14] *Ha-Aretz*, Dec. 5, 1971.

[15] *Ha-Olam Ha-Ze*, in TADMIT Newsletter, March 15, 1972; *Israel and Palestine*, no. 10, 5-1972; "Robbery in Rafiah," *Information Bulletin* of the Israeli Communist Party, April 1972; also same journal, March 1972, citing several Israeli journals; Simha Flapan, *New Outlook*, March-April 1972; Peter Grose, *N.Y. Times*, April 25, 1972.

[16] Cited by Amnon Rubenstein, *Ha-Aretz*, July 30, 1971; TADMIT Newsletter, Aug. 1, 1971.

[17] *Al-Hamishmar*, Jan. 21, 1972; TADMIT Newsletter, Feb. 1, 1972.

[18] Cited from the Jewish Telegraphic Agency Daily Bulletin, May 19, 1970, in *The Arabs under Israeli Occupation*, 1970 (see note 9).

[19] *New Outlook*, March-April 1972.

[20] *Maariv*, Sept. 17, 1971; TADMIT Newsletter, Oct. 1, 1971.

[21] In Howe and Gershman, eds., op. cit.

[22] Joachim Prinz, *Wir Juden*, Berlin 1934, pp. 150-157.

[23] See B. Shefi, "Israel: the Jewish Religion Abused," *Middle East International*, Dec. 1971, for some examples cited from judicial opinions and other sources.

[24] I have discussed several in an article in M. Chertoff, ed., *The New Left and the Jews*, Pitman, 1971.

[25] See, e.g., C. Gershman, *Commentary*, August 1970.

[26] Reprinted now as the concluding essay in Howe and Gershman, eds., *op. cit.*

[27] I have commented on this matter elsewhere. See my article in A. Jabara and J. Terry, eds., *The Arab World: From Nationalism to Revolution*, Medina University Press, 1971; a talk given in November 1970 at the annual meeting of the Arab-American University Graduates.

[28] From the editors' introduction to Howe and Gershman, *op. cit.*, with "Israel" replaced by "India." The problems involved in "survival of a democratic Israel" are never mentioned. It is merely asserted that "the survival of Israel is a major priority for everyone who cares about democracy." It is tacitly assumed that the only alternatives are the survival of Israel or the destruction of Israel. If correct, then the former would be a major priority for any decent person. But there are other alternatives: namely, the evolution of Israel in a way that will enable it to be a true democracy, hence not (except possibly in symbolic respects alone) a Jewish State, and a variety of possible arrangements, some mentioned earlier, in the former Mandate Palestine.

Village Issue Shows Rift in Israelis' Outlook

By HENRY KAMM
Special to The New York Times

JERUSALEM, Aug. 19 — For weeks, the ruins of two former Arab villages just inside Israel on the Lebanese border have been the focus of a national debate that, in the view of thoughtful Israelis on both sides of the issue, goes to the heart of the problem of this country as it rounds out its first quarter century.

On the surface, the issue looks minor, in the context of a conflict that has left hundreds of thousands homeless. A few hundred Arab Christians from Berem and Ikrit want to return to the villages from which they were expelled 24 years ago. The Government has refused, ruling against the establishment of Arab villages so close to infiltration areas near the border.

The decision has brought protest meetings on the mountains overlooking Lebanon; an Arabic Christian Archbishop closed his churches and threatened to walk the length of the Via Dolorosa bearing a cross, and the police and Arabs have scuffled over possession of the ruins.

To the Government and those Israelis who have taken a stand against it, Berem and Ikrit are symbols of a fundamental divergence among Israeli Jews. The debate confronts those who believe that a nation carved out of hostile territory must above all be tough to assure its survival with those whose philosophy is that Israel is past that primitive phase of nation-building and, while remaining on guard, must assure her place by beginning to heal wounds with suppleness and imagination.

Unconcerned With Left

The Government of Premier Golda Meir, according to sources close to her, is not so much concerned that the radical fringes of the old left, as well as the entire new left, have taken up the cause of Berem and Ikrit. Her view is that Communists and those to their left have always been anti-Zionist.

But Mrs. Meir and the liberal majority that she leads are deeply concerned about evidence that Berem and Ikrit have become symbols of what she considers national self-doubt among some influential people who have clearly succeeded in disturbing the consciences of many, including strongly Zionist and nationalist supporters of the Government.

Only one principal political figure, Deputy Premier Yigal Allon, is known to have opposed the Government's ruling against the villagers last July 23, and Mr. Allon, out of loyalty to the Government, accepted the decision.

The New York Times/Aug. 20, 1972
Controversy focuses on ruined villages of Ikrit and Berem (underlined).

Some political mavericks have also raised questions but essentially the debate has been instigated by intellectuals, authors and poets, whose influence in this articulate and contentious nation is great. The Government appears more worried about the spreading private debate on the issue than it is over the political manifestations, most of which are organized by the zeal of Msgr. Joseph M. Raya, Greek Catholic Archbishop of Galilee.

Writers Debate Mrs. Meir

Such influential writers as Amos Elon, Abba Kovner, Amos Oz, Haim Hefer and Yoram Kaniuk have made the issue theirs and were among about 20 writers and poets who put their case to Mrs. Meir in an unprecedented seven-hour debate at the Premier's residence.

The result has been, as one Government official who has supported Mrs. Meir's stand said, that "most of us are disturbed over the case of Berem and Ikrit and the wider issues posed."

But for exponents of the "pioneer" philosophy, who often sympathize with the claim of the villagers, those who have espoused the villagers' cause are victims of a false sense of security generated by the scope of the victory of 1967 and two years of near-peace.

Sources close to Mrs. Meir said there was no question in the Premier's mind that to allow the villagers to return would be to expose Israel to so grave a threat to her internal balance that any thought of it must be rejected until a peace agreement for the Middle East has been concluded.

In the Government's view, the sources said, those who demand that Berem and Ikrit be restored to their former inhabitants must realize that Israel's position is not so secure that she can worry more about the grievances created in the cause of establishing security than about security itself.

The Government is worried that the return of the expelled Arabs to Berem and Ikrit—they would be the first displaced Arabs to do so—would set off a chain of "thousands and thousands" of demands from the other Arabs who lost their villages in 1948.

"And not just villages," a ranking official said. "Think of such towns as Lydda, Ramle and Jaffa." They are among the originally Arab towns that are now predominantly Jewish.

Informed sources believe that behind the Government's caution over the Israeli Arabs' claims lies the thought that changes in policy might provoke unrest among the nearly one million Arabs in the conquered territories of the West Bank of the Jordan River and the Gaza Strip, now reclaimed by passivity and five years of occupation.

Above all, a Government official said, Israel is playing for time, for she believes that the longer Arabs live under Jewish government or occupation, the more their hostility will fade through seeing "that Israelis don't have horns." Those who oppose the Government over Berem and Ikrit, in this view, would reverse the process by moving for decisions too soon.

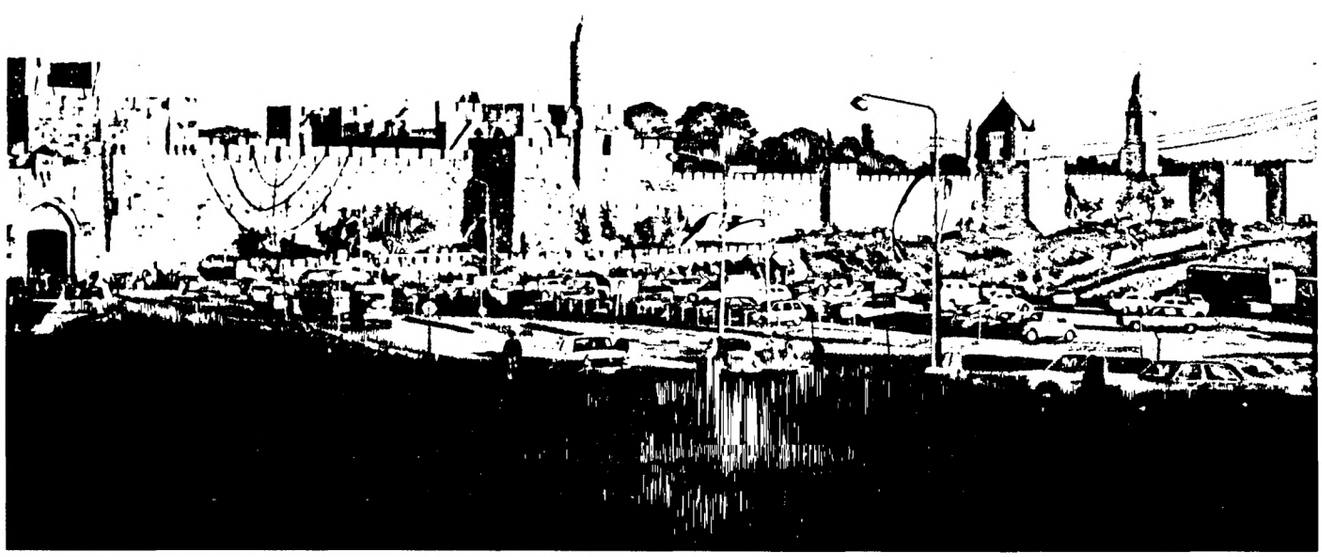
Sources close to the Premier emphasized that Israel does not consider the Arabs' claims as permanently closed cases. But equally firmly, Mrs. Meir feels, the time for definite decision is not yet here.

The Government's critics contend that this is the outdated thinking of those who are afraid that any relaxation in vigilance would lead to collapse and that Israel, as the victor and the stronger, should be the first to show a magnanimity that would begin a process of reconciliation.

Mrs. Meir's Government replies that only the naive would allow the current balance of military power to make them forget that Israel remains a nation of three million among 100 million Arabs.

The Prospect for Arab-Jewish Coexistence In Israel

by
Haim Blanc



The west wall of the Old City of Jerusalem. On the left, the Jaffa Gate, with a decorative Menorah for Independence Day; in the center, the Citadel (also called the Tower of David); and on the right, the Benedictine Church of the Dormition.

Israel now numbers about 3,000,000 inhabitants, of which some 89% are Jews and some 11% Arabs. On the surface this looks like the sort of majority-minority situation that is the rule, rather than the exception, over much of the globe. But the particular modus vivendi arrived at by the two groups is, of course, a reflection of, and a factor in the ongoing "struggle for Palestine," whereby it links up in various ways with the larger Middle East conflict. Some remarks on this modus vivendi may thus not be out of order, the more so as I believe the existence of a state with a Jewish majority and an Arab minority is probably one of the more abiding features of an otherwise fluid situation.

The term "Jewish State" as an informal characterization of Israel is used, not surprisingly, both by those who approve and by those who disapprove of its prima facie implications. I suppose it is neither more nor less justified than, for example, the term "Arab state" as applied to Iraq, the Sudan, Morocco or Algeria, all countries with large non-Arab minorities. Quite apart from value judgments as to what ought or ought not to be, such terms reflect what is essentially a fact of life: majority culture tends to be dominant and to spread, minority culture tends to be restricted to the minority group and even to shrink.

The ensuing problems and frictions are, with rare exceptions, never quite done away with, and various societies have devised various ways, peaceful or violent, liberal or repressive, to live with them. The whole gamut can be found in the Middle East: armed conflict in Iraq and the Sudan, armed truce in Cyprus, internal peace with memories of recent bloodshed in Turkey, various peaceable arrangements in Morocco, Algeria, Iran. The leaders of the Jewish movement of resettlement in Palestine always sought to achieve a Jewish majority and took the existence of an Arab minority for granted, though they seem never to have given much thought to the shape eventual coexistence would take. It was often assumed as a matter of course, no doubt naively, that the Arabs in a Jewish state would enjoy the sort of equitable treatment that the Jews had always advocated for themselves and other minorities in Central and Eastern Europe.

The majority-minority relationship between Jews and Arabs in Israel is conditioned by two major factors: the cultural background (including mode of life and attitudes) of the two groups, and the circumstances surrounding the creation of the state. At the end of the war over partition, in 1949, the great majority of the Arabs (about 700,000) living within the territory assigned to Israel by the armistice lines had left their homes, and about 150,000 remained together with the 600,000 Jews.

"A growing recognition of the necessity of coexistence should strengthen the hands of those of us who are opposed to extreme nationalism and religious fanaticism. There are trends in this direction, and if the future depended only on us, Israeli Jews and Israeli Arabs, I would be confident of the outcome. But much depends on the prospects of peace and on the future of the Palestinians outside Israel."

Even though the bulk of the fighting against Israel had been done by outsiders, the Palestinian Arabs had done their share; the struggle had, after all, been essentially between Palestinian Jews and Palestinian Arabs, whatever the role of various outsiders. That 150,000 elected to stay within the Jewish state did not allay Jewish fears of potential inimical activities. Moreover, the armistice did not bring recognition or peace. The Israeli Arabs' willingness to accept their new status was offset by a vague feeling, or hope, that some day Israeli rule would go the way of Turkish and British rule and "the Arabs would come back." In addition, the state had plunged headlong into the tremendous job of building itself practically from scratch, with enormous expenditures of funds and energy on immigrant absorption (doubling its Jewish population in five years, tripling it in ten, quadrupling it in twenty) in overhauling its shaky economy and in creating a modern military establishment.

Treatment of the Arabs

As a result, government attitudes and policies toward the Arabs revolved around two axes: suspicion on the one hand, and an ill-defined notion of prudent, gradual integration on the other. The feeling was that one had to provide essential services, let the Arab community live its own life, and make sure no one rocked the boat. It went without saying that Arabs were given full citizenship in the formal sense, including of course voting rights for both men and women, and in general the aim was to provide for equality before the law. But this was partly vitiated by various practices, usually connected with security considerations: Arabs were kept out of certain jobs, kept out of the army by simply not being called up, and submitted to various forms of surveillance, of which the most notorious was the Military Government rule of some specific border areas. In addition, property belonging to absentee landlords, i.e. refugees, was taken over by the state, and in general the right of eminent domain was used profusely. Some of these measures created hardships and humiliations that came under much public criticism, and most have gradually been abandoned.

Professor Haim Blanc was born in the United States and grew up in close friendship with Noam Chomsky. He emigrated to Israel in the 1940's and fought in the Arab-Israeli war of 1948. Despite the complete loss of his eyesight because of a battle injury in that war, he went on to earn his A.B. at Harvard and his Ph.D. at Hebrew University in Jerusalem where he is currently professor of Arabic Studies and chairman of the department. He spends much of his time in the Arab villages of Israel, developing his interest in the people and their language.

This paper was originally delivered at a symposium at Holy Cross College on February 6, 1971.

A new cable car takes visitors to the top of Masada in less than five minutes. In the left foreground is the Snake Path, a long arduous hike to the top. In the left center are the remains of the Roman camps of the first century, A.D., and at the top of the picture, the Dead Sea.

"It was often assumed as a matter of course, no doubt naively, that the Arabs in a Jewish state would enjoy the sort of equitable treatment that the Jews had always advocated for themselves and other minorities in Central and Eastern Europe."

The 1948 war and its aftermath, then, have produced a degree of mutual distrust; open hostility, on the other hand, either in work or action, is relatively rare. This is not to be confused with discontent or recrimination, which is as common among the Arabs as it is among the Jews. The dominant attitude among the Arabs has been what I would call non-hostility, a kind of prudent watchful waiting, closely paralleling the government's desire of not rocking the boat. Hence most of the Arab vote has usually gone to "respectable," non-radical, parties; there is no party that claims to represent the Arab community as a whole, but a near equivalent is the so-called "New" Communist party, which consists almost entirely of Arab members who, in 1965, withdrew from the "Old" Communist party. The split came when a decision had to be made between loyalty to the state and loyalty to an increasingly anti-Israeli, pro-Pan-Arab USSR. This "New" party draws, as did the "Old" party in the past, what might be called the Arab protest vote; it is the only party that is both anti-Zionist and Arab nationalist.

Some segments of the Arab population opted, so to speak, for Israel. This is notably true of the entire Druze community, which forms 10% of the Arab population and has always been somewhat apart from the rest by virtue of its separate religion and traditions. The Druzes decided, through their elders, that they owe allegiance to no other state or nation; they have served in the Israeli army since its inception, at first on a volunteer basis, and later, on their elders' insistence, by regular conscription. In addition, a good half of the Israeli Border Police consists of Druzes. The Druze community has a long history of staunchly maintaining a separate identity in a hostile environment (the bulk of the community lives in Syria and Lebanon) by a judicious combination of political acumen and keeping the powder dry. They live in hillside villages in Northern Israel, mostly in mixed villages that also include Christian Arabs, and have so far had little difficulty in maintaining cordial relations both with their Arab neighbors and with the state. A number of individuals and families from other Arab communities, as well as some Bedouin clans, have followed a somewhat similar path.

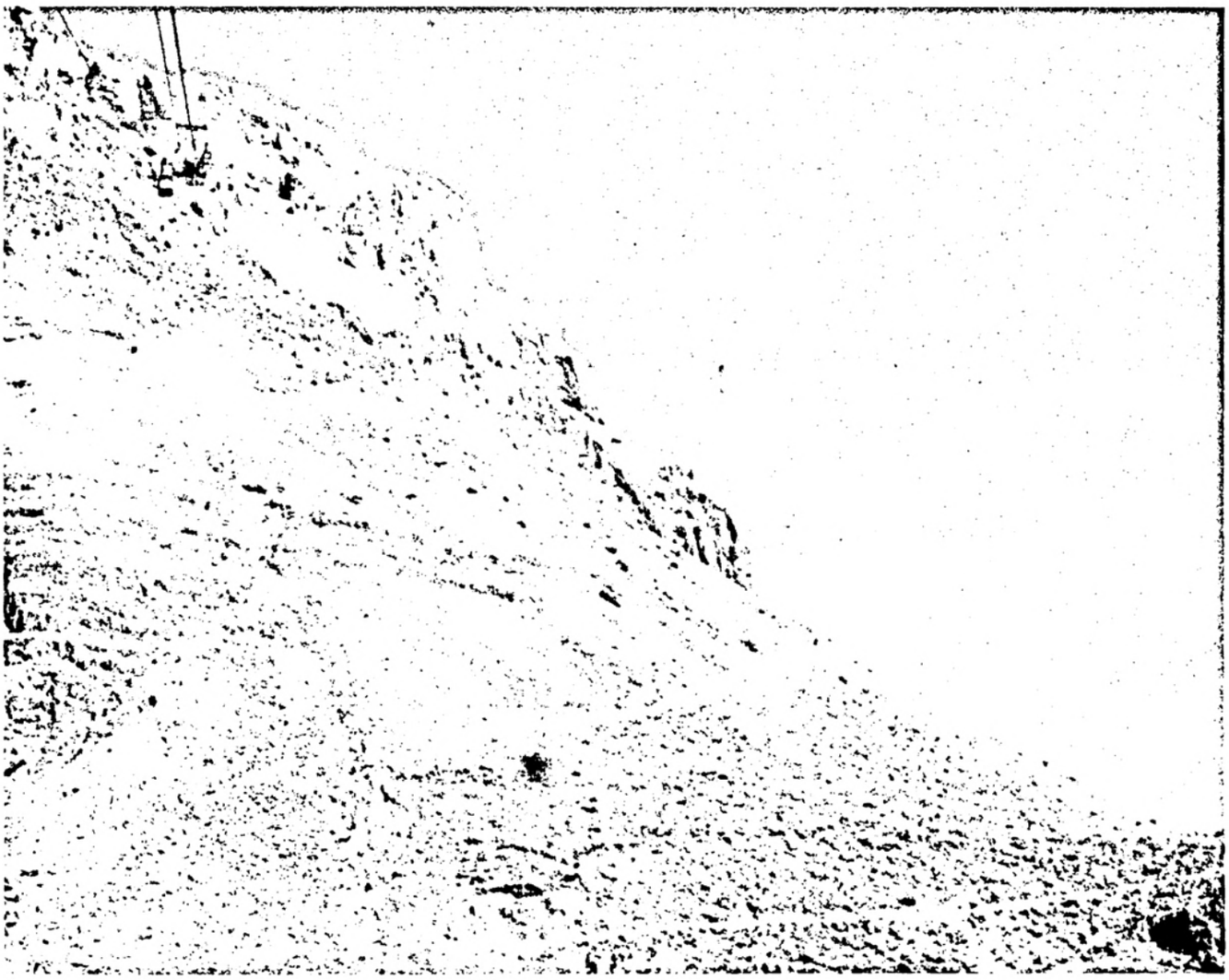
Two Separate Communities

The bulk of the Arab population lives in villages, and though many work in nearby towns or Jewish settlements and Arab-Jewish contacts are not infrequent, relations are superficial, close friendships uncommon, intermarriage a rarity, being doubly difficult because of the absence of civil marriage. The two communities lead essentially separate lives; Arab traditions are, by and large, maintained, though some changes have begun to appear. The question of a separate Arab milieu is complex and has the familiar positive and negative sides. On the one hand, it is only natural that Arabic should be an official language beside Hebrew, and that Arab children should go to their own village schools, where instruction is in Arabic. On the other hand, maintenance of cultural separation tends to maintain, at least in the short run, the initial discrepancy between the traditional Middle Eastern village culture and the urbanizing, Westernizing trends of the majority.

"The bulk of the Arab population lives in villages. and though many work in nearby towns or Jewish settlements and Arab-Jewish contacts are not infrequent, relations are superficial, close friendships uncommon, intermarriage a rarity, being doubly difficult because of the absence of civil marriage. The two communities lead essentially separate lives . . ."

My purpose has not been to establish a balance sheet of achievements and failures. Such a balance sheet would have to take many more factors into consideration, and while further problems would emerge, a more complete picture than is here attempted would also bring out many real achievements on the part of both Jews and Arabs toward greater understanding and cooperation. All I have tried to do is to set the major problems in their proper context.

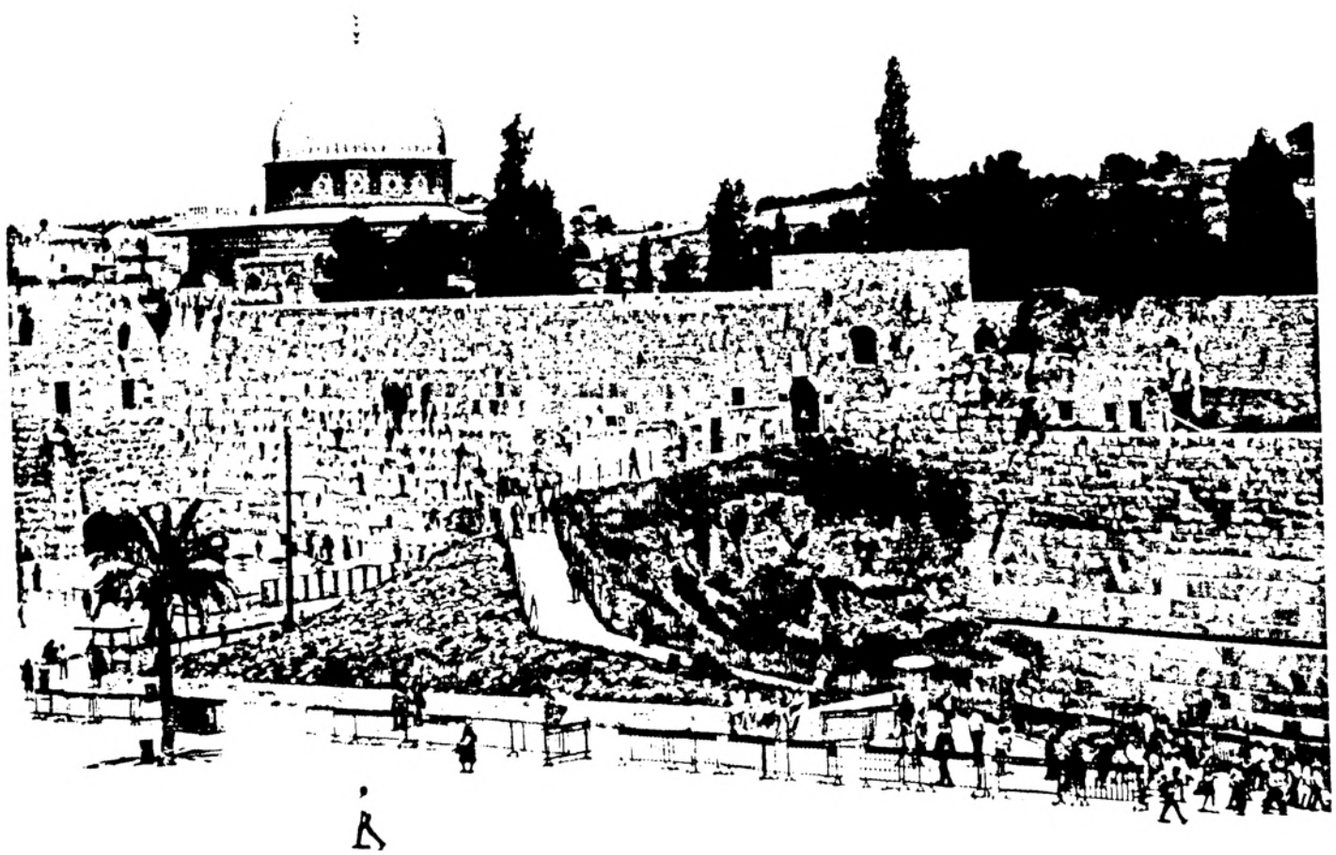
What, then, is the prospect for coexistence? The Arabs need more confidence in themselves and in the permanence of Israel; much the same goes for the Jews, even though some consider that they are already over-confident. Increased maturity and experience with statehood and with democracy and, above all, a growing recognition of the necessity of coexistence, should strengthen the hands of those of us who are opposed to extreme nationalism and religious fanaticism. There are trends in this direction, and if the future depended only on us, Israeli Jews and Israeli Arabs, I would be confident of the outcome. But much depends on the prospects of peace and on the future of the Palestinians outside Israel, and so on. I might just as well end, therefore, by following the practice of a great Arab historian, who used to append to his more speculative disquisitions the note: "God, may He be praised and exalted, knows best, and success is in His hands."



A view of the cable car and the Snake Path, looking up at Masada.

Middle East – An Alternative to War

by
Terence Smith



The Dome of the Rock and the Western (Wailing) Wall. The pathway on the right leads into the Temple area.

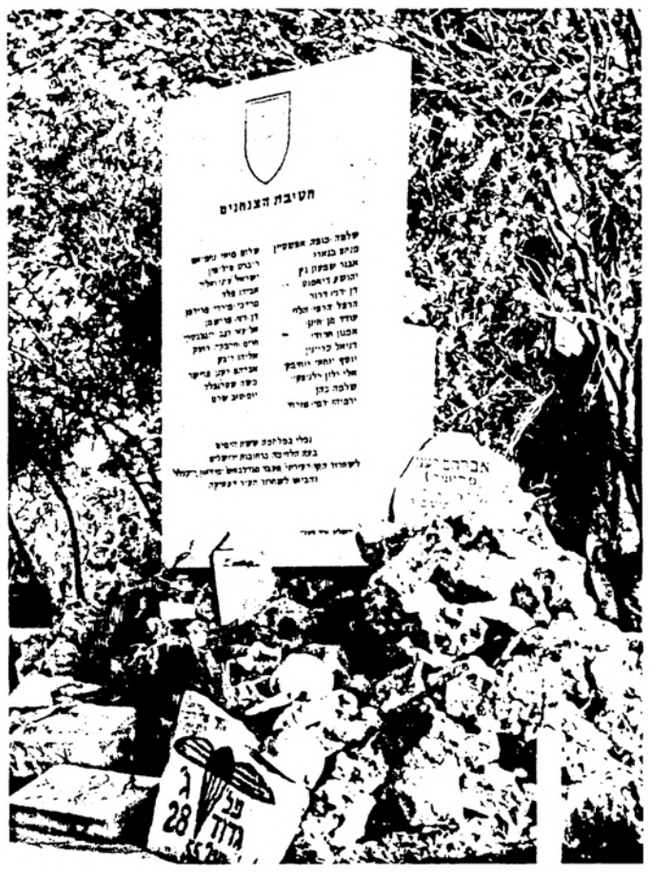
The summer of 1972 was punctuated by a series of significant anniversaries in the Middle East – anniversaries that many people doubted would come to pass without another major war in the area. Israel celebrated its 25th anniversary as a state in May, just a few weeks before June 5, the fifth anniversary of the six-day war. July was the fifth anniversary of the Soviet airlift that signalled the start of the massive Russian rearmament of Egypt, and August marked the second aniversary of the most encouraging recent development in the area: the United States-sponsored cease-fire along the Suez Canal.

Taken together, the anniversaries make the summer of 1972 a particularly good time to consider the problems and prospects of the Middle East. Since the Arab-Israeli conflict is such an explosive and emotional issue, let me begin by explaining the experiences that have shaped my perspective of the area. Essentially they are two: a year spent in Israel beginning in May, 1967, as a correspondent for the *New York Times*; and the last two years spent in Washington observing and reporting the United States' efforts to promote a peaceful settlement.

Brief as it was, the first experience was an extraordinary one. The year I spent in Israel encompassed the preparation for war, the war itself, and the aftermath. It was a time of intense emotional, political and psychological trauma for the people of Israel, not easily forgotten, not even by a foreigner.

The second period, the time spent in Washington, was a vivid lesson in the agonizing ways of international diplomacy. This was the period in which the United States took on the thankless and unenviable task of trying to negotiate first an overall, and then an interim, peace agreement between Israel and Egypt. It was a consummately frustrating exercise. At various points it earned the United States the unconcealed enmity of both sides, but it also provided a face-saving diplomatic alternative to war without which the cease-fire could not have continued. In the terms that prevail in the Middle East, that has to rank as a remarkable success.

From any vantage point, it seems indisputable that the positions of both sides in the Arab-Israeli conflict have hardened during the last five years. Israel is more firmly entrenched than ever in her policy of standing fast. Every move she makes, from modernizing her air force with new and sophisticated American equipment to bolstering the bunkers along the east bank of the Suez Canal, is designed to enable her to maintain the cease-fire lines indefinitely. The accumulated distrust and bitter disappointment of the last 25 years have persuaded Israel's leaders that they have *ein breira* – no alternative – but to hold out for a formal and final peace on Israel's terms. The "principle" of withdrawal from the cease-fire lines has been acknowledged, but the principle is meaningless without specifics, and agreement on these is as distant as ever.



War memorial, near the old Mandelbaum Gate, for the Israeli soldiers who died in the June 1967 battle.

Arab Rigidity

The Arab posture is no less rigid. Rearmed militarily and reinforced politically by the Soviet Union, Egypt is committed to regaining "every inch" of the territory lost in 1967. There was a period, in the summer and fall of 1971, when the Egyptian government seemed prepared to modify its demands somewhat. President Anwar el-Sadat indicated that he would be willing to reopen the clogged Suez Canal in exchange for a

---

Terence Smith, a Notre Dame graduate, has been with the New York Times *for the past eight years. As foreign correspondent he covered the six-day war in 1967 and stayed on in Israel to report the news during the following year. In 1968 he served as roving Southeast Asia correspondent, based in Bangkok, before going on to become Saigon Bureau Chief in South Vietnam during 1969-70. For the past two years he has been diplomatic correspondent in the Washington Bureau, but he leaves in September to become once again foreign correspondent in Israel. Because his father, the well-known Red Smith, writes a column regularly for the sports section of the* Times, *father and son can read each other in the daily pages of that newspaper.*

The former American School of Oriental Research in East Jerusalem is now the W. F. Albright Institute of Archaeological Research.

partial withdrawal of Israeli forces from the Sinai, so long as it was explicitly understood that this was the first stage in a total Israeli withdrawal. But soon even this modest modification was lost in a fog of escalating rhetoric, and by the end of 1971 – Sadat's proclaimed "year of decision" – the prospects for even interim negotiations were more remote than ever.

There seemed to be several factors behind the hardening of the Egyptian position. One was Sadat's personal disappointment at the United States' failure to "deliver" on its pledge to bring Israel to the bargaining table. The Egyptian leader had been led to believe that conciliatory gestures on his part would be matched by the Israelis, but instead, the Israeli government stiffened its position and refused to participate in any negotiations until the United States lifted the embargo on high-performance jet aircraft that it had imposed in July, 1971. When the embargo was finally lifted at the end of 1971, after a face-to-face meeting between President Nixon and Premier Golda Meir in Washington, Sadat's disgust with the American performance was total.

A second factor was Sadat's domestic political situation. Although he survived the challenge to his authority mounted by several of the late President Nasser's associates in the summer of 1971, his personal stature eroded sharply at the end of the year. Disgusted by his failure to make 1971 a "year of decision," frustrated by the burdens of preparing for a war that never seemed to come, the students at Cairo University took to the streets in January, 1972, in the first public demonstration of anti-Sadat sentiment. Sadat handled the students gently and survived this challenge as he had the first, but not without damage to his image as an Arab leader. Clearly he was in no position to make magnanimous offers to the Israelis to cooperate with the American negotiating effort.

As a consequence, the deadlock in the Middle East was more complete than ever by the summer of 1972. Neither side was prepared to budge from its entrenched position and the Nixon administration, caught up in an election year, suddenly lost its taste for diplomatic initiatives. As this is written, it seems virtually certain that no serious negotiations will be undertaken before the November elections.

If this "no-war, no-peace" situation were to prevail indefinitely, the Middle East might very well disappear from the headlines and lose its status as one of the world's most volatile flashpoints. But a hard look at the ingredients of the conflict makes this most unlikely.

The new Ecumenical Institute for Advanced Theological Studies at Tantur on the road between Jerusalem and Bethlehem.

Although peace may be unattainable, the status quo is unacceptable, at least to the Arabs. The presence of Israeli soldiers in the Sinai, staring across from the east bank of the unused Suez Canal, is a constant thorn in the Egyptian national pride. No Egyptian leader, least of all Sadat, can live with it on a permanent basis.

The Flow of Arms

Adding to the danger and the likelihood of renewed fighting is the continuing flow of arms to both sides. In the five years since the six-day war, Israel has received an awesome amount of military equipment from the United States, ranging from tank parts to supersonic Phantom jet fighters capable of penetrating the populated Nile Valley.

At the same time, Egypt has been the object of the most extensive and costliest armament program ever undertaken by the Soviet Union outside of Europe. Arms specialists estimate that about $5 billion in Soviet military equipment has been shipped to Egypt, along with an estimated 12,000 to 15,000 Soviet technical experts, advisers and pilots.* The magnitude of this program dwarfs even the vast military assistance Russia has provided to North Vietnam, according to American estimates.

"Although peace may be unattainable, the status quo is unacceptable, at least to the Arabs. The presence of Israeli soldiers in the Sinai, staring across from the east bank of the unused Suez Canal, is a constant thorn in the Egyptian national pride. No Egyptian leader, least of all Sadat, can live with it on a permanent basis."

**This article, like all the others in this issue, was written before President Sadat on 18 July 1972 abruptly terminated the mission of the Soviet advisers and military experts in Egypt. — Editor*

ABOVE: Mayor Teddy Kollek of Jerusalem has promised to do something about these unsightly television antennas: "We are working on a plan to eliminate the forest of television antennas, mainly in the Arab section of Old Jerusalem. We want to replace them with a central antenna and cables."

BELOW: Rebuilding the former Jewish Quarter in the Old City of Jerusalem.

"The Soviet Union has embarked on an ambitious and so far dramatically successful strategy of increasing its influence in the oil-producing countries of the Middle East. The campaign has been two-pronged. On the one hand, the Russians have been quietly urging the Arab states to follow the lead of Algeria in nationalizing their Western-dominated oil production facilities, while on the other they have been offering their own brand of technical assistance as a substitute for Western expertise."

Nonetheless, the Israelis maintain the technological edge. They have developed the sophisticated equipment and techniques necessary to penetrate the air defense ring the Soviets have installed in the Nile Valley, and they have modernized their land warfare techniques. Another war might not be over in six days, but the odds on an ultimate Israeli victory would be very favorable.

Another unsettling factor in the area is oil. In the long term, which is to say the next 15 to 20 years, the control and distribution of this resource may well dominate the politics of the Middle East. The United States currently imports less than three per cent of its oil from that area, but energy specialists estimate that by 1980, it will require ten times as much. Unless that need is met from as yet undeveloped areas, such as Indonesia, or an alternative resource is introduced, the United States may have to depend on the Arab states of the Middle East to keep its industry functioning.

Soviet Strategy

Perhaps foreseeing this, the Soviet Union has embarked on an ambitious and so far dramatically successful strategy of increasing its influence with the oil-producing countries of the Middle East. The campaign has been two-pronged. On the one hand, the Russians have been quietly urging the Arab states to follow the lead of Algeria in nationalizing their Western-dominated oil production facilities, while on the other they have been offering their own brand of technical assistance as a substitute for Western expertise. Their greatest success to date was the Iraqi nationalization of the giant Iraqi Petroleum Corporation, which was owned by a four-nation Western consortium. The seizure of I.P.C. came just a few weeks after the Russians signed a long-term treaty of friendship and cooperation with Baghdad, similar to the earlier treaties with Egypt and India. Soviet specialists may now move into the gap left by the Western oil experts in Iraq.

All these elements – oil, arms and local politics – aggravate the chronic instability of the Middle East and increase the odds of renewed fighting.

The prognosis clearly is bleak. But is another round genuinely inevitable? In my view, no. It seems to me that there *is* a middle ground between the Israeli and Egyptian positions, a compromise that could be reached if both sides were prepared to give a little. In fact, the elements of the compromise have all been proposed at various times by the more moderate elements on both sides, though never as a package. Taking the best from both sides, one could design a scenario for peace along the following lines:

1. The demilitarization of portions of the Sinai peninsula and the Golan Heights. The demilitarized zones could be patrolled by a Big Four peace-keeping force and inspected by separate Israeli and Arab teams. This would require a partial withdrawal of Israeli troops – something Israel has said she is prepared to do in exchange for a genuine peace – but an Israeli military presence could be maintained at certain sensitive points, such as Sharm el-Sheik and atop the Golan Heights.

2. The reopening of the Suez Canal. The waterway could be cleared in stages, under international supervision, and reopened to all commercial shipping.

A Palestinian West Bank State

3. The establishment of an independent Palestinian state on the occupied West Bank of the Jordan. This would go a long way towards fulfilling some of the legitimate claims of the dislocated Palestinian people. They have suffered grievously in each of the three major Arab-Israeli battles fought over the last 25 years and now strive for a "national home" just as fiercely as the Jews did before the establishment of the state of Israel. The West Bank of the Jordan is the obvious area for such a Palestinian entity. It is contested territory, first annexed by Jordan in 1948 and then occupied by Israel in 1967. Many Israelis have publicly proposed the formation of such a state, noting that it would provide a "buffer" along Israel's eastern border, and in recent months, Jordan's King Hussein has formally recommended that a semi-autonomous Palestinian state be established, in federation with the Kingdom of Jordan, on the West Bank.

4. The creation of an "internationalized core" in the heart of Jerusalem, centered around the holy places. The three great religions, Judaism, Christianity and Islam, could share jointly in the administration of the international core, which would have extraterritorial status. The rest of the city would remain Israeli and be administered by Israelis.

All the major elements of such a peace package have been proposed in the past. The problem, of course, is to bring them together into a coherent whole. This will require bold and enlightened leadership on both sides. Clearly the territorial and juridical problems are solvable; the largest obstacle to peace in any negotiation will be the mutual suspicion and distrust that have separated the two sides for 25 years.

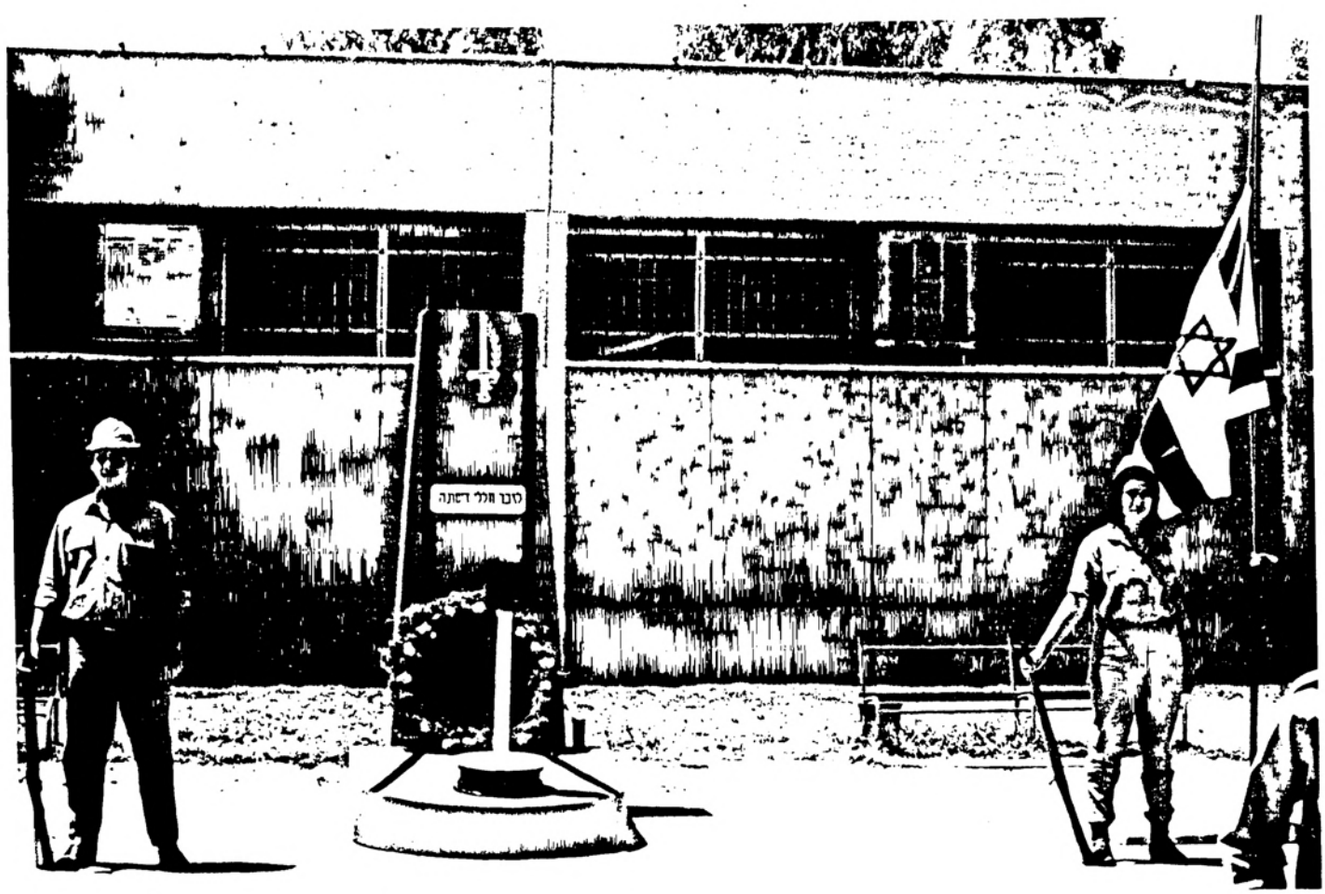
"Clearly the territorial and juridical problems are solvable; the largest obstacle to peace in any negotiation will be the mutual suspicion and distrust that have separated the two sides for 25 years."

Jerusalem—The Holy City *Seventeenth-century Engraving*

View of the northeast section of Jerusalem. The Arab junkyard in the foreground and the Bronx housing project on the horizon mar the beauty of Jerusalem the Golden.

1967+5=1972
Israel Five Years After the Six Day War

by
Meron Medzini



Two members of the Israeli Defence Forces in a vigil at Dimona in the upper Negev on the eve of the anniversary of Independence Day, 1972.

To an outsider Israel must be a country of paradoxes. Still formally at war, its people keep asking for a standard of living not yet reached by more affluent countries long at peace. Reading its newspapers one can get the feeling that Israel is about to fall apart. Indeed, this phrase was attributed, among others, to Secretary of State William Rogers. But let it face an emergency, such as dealing with hijackers at Tel Aviv airport, and the country will close its ranks, forget its many divisions, and unite. Furthermore, although the past five years have brought the country an unprecedented period of relative stability and tranquility, many Israelis are wondering at what price and for how long will they have to live under the present circumstances which may be highly desirable from a security point of view but are less so from a national, social and economic point of view. This article will attempt to outline the trends in Israel during the past five turbulent years and to see if they hold any key to the future.

Five years is not a long time in the life of a nation; it is certainly a short period in the long history of such ancient peoples as the Arabs and Jews. But 1967-1972 will enter history as the most crucial period for both, because it can be said with much conviction that we are witnessing the beginning of the effects that the Six Day War has brought to the entire Middle East. Both Arab and Israeli societies have moved a long way since the fateful days of June 1967: from a deadly military confrontation they are now making a long and slow journey of adjustment to each other. This process of adjustment will be based, for the foreseeable future, on the present status quo.

Of course it is too early to expect any Arab leader to admit that the Six Day War was a major development in Arab-Jewish relations. No Arab leader can openly say that, ironically enough, it was this short war which has done more to bring about closer contact between Israelis and Arabs than the twenty years since the armistice agreements were signed with the Arab countries in 1949. At best, Arab spokesmen will declare the June 1967 war another setback for the Arab efforts to eject Israel from their midst. At worst, they will insist on calling that war "Israeli aggression," which must be resisted continuously. "What was taken by force must be regained by force" – this was the key phrase used by Nasser until his death. When this slogan is uttered by his successor, it has a hollow ring. More Israelis are now convinced that it is finally dawning on the Arabs that force cannot be the solution for the continuing Middle East crisis.

While constantly arguing about the past, Israelis are far more concerned with the present and the future, and a key factor in the present has been the remarkable co-existence which has emerged between 3 million Israelis and 1.5 million Arabs in the areas under Israeli administration. This coexistence, which could lead to a normalization of relations, may result in minor agreements between Israel and the Arab states, therby improving the prospects for a lasting settlement. Although both sides are still far from peace, a meaningful beginning has been made in the attempt to find a common language that will reconcile the legitimate interests and demands of both Arabs and Israelis. It is this change in Arab thinking, expressed this year by King Hussein and the President of Tunisia among others, that may bring about negotiations.

"Israel has used the last five years to entrench herself in the occupied areas and strengthen her defenses. But in the process she has opened up her domestic flank which now needs more attention. This is the basis of the national debate in Israel at present: how to improve the quality of life at home while holding out abroad until the time comes when the Arabs will be ready to accept Israel into the region."

As Israelis survey the situation around them, they find many good reasons for being satisfied with the defense and foreign policies of their government. The Israeli army is sitting tight in all the territories and positions it occupied in the course of the Six Day War. The military occupation of an area about four times the size of Israel and a population half that of the Jewish state has, on the whole, been a decent one. The standard of living among Arabs has risen considerably and the recent municipal elections in the West Bank have shown that Jordanian pressure and Palestinian guerilla intimidation have not deterred the voters from turning out in record numbers. The population of the occupied areas is slowly becoming more involved and integrated into Israel's own economy. Over fifty thousand Arabs are regularly employed in Israel and their numbers are constantly on the increase. Israeli products are sold not only in the West Bank, Gaza, the Golan Heights and Sinai, but are also exported across the Jordan River to a number of Arab states. Tension between Israelis and Arabs is gradually being reduced because the physical barriers which separated both peoples for twenty years of hatred and ignorance have been broken down.

The Decline of the Palestinian Guerillas

Israelis were prepared to live with terror for many years, but they have seen the efforts of the various Palestinian guerilla groups falter. Attempts to hit Israel from within the occupied areas and from across the borders have failed. The main blow was struck at these organizations by the Jordanian government which feared the disintegration of its own country. While the Palestinians cannot be written off, Israelis realize that eventually ways will be found to make contact with them too. For the time being the solution demanded by the Fatah and other groups, namely, the creation of a secular, democratic, multiracial Palestine, where the Jews will be a tolerated minority, has not found much echo in the world, and little among the Arab states themselves. The slow decline of the Palestinian organizations does not mean that many Israelis

Meron Medzini, a native of Jerusalem, holds a Ph.D. degree in history from Harvard University. He now lectures at both the Hebrew and Tel Aviv Universities in Israel.

"There are still some doubts in Israel about the real intentions of the United States in the event a war were to break out in the Middle East. In view of the present American mood, nurtured by the Vietnam frustration, Israelis are by and large convinced that America will not fight for them and that they must be strong enough to deter any attempt to alter the present status quo by force."

are unaware of the Palestine entity and the need to reach a solution in the future, but all agree that the solution must not mean the elimination of Israel as a sovereign state.

The slow decline of the Palestinian commando groups is also seen by Israel as another symptom of the general disarray in the Arab world and particularly its inherent inability to unite. Naturally, the deeper the divisions in the Arab world, the less its ability to wage war against Israel with any real chance of success. Between 1968 and 1970 Egypt fought a war of attrition against Israel, lasting almost one thousand days. At an enormous cost in both lives and materiel, Israel was able to withstand the mounting military pressure and hold out with vigor until a cease-fire was arranged in August, 1970, much to Egypt's relief. More recently Israel has shown that she could live under constant threat of the renewal of the war. When Sadat's Year of Decision ran out on December 31, 1971, and his ultimatum proved illusory, it was clear that he had lost a major psychological battle. It is also clear that the Soviets were able to prevail on Sadat to withhold his fire for fear that Egypt would suffer another defeat at the hands of the Israelis. But this time the Soviets feared they would have had to intervene to bail out their client. Without Soviet participation, no Egyptian campaign against Israel stands any chance of success.

On the diplomatic front, Israel was able to hold off American pressure to accept new borders, formulated by Secretary of State Rogers, which would have left her with minor (or insignificant) changes from those frontiers which she had on June 4, 1967, and which were not accepted even then by the Arabs. The American pressure was exerted by the withholding of arms supplies and by vague allusions about economic help. Israel was often told that the United States could not afford to remain isolated alone with Israel in the world. But once Israel agreed to an American effort to reach an interim settlement between her and Egypt for the reopening of the Suez Canal Israel was assured of continued American military and financial support.

Israeli fears that both the United States and the Soviet Union were about to impose a settlement on her, a fear which had some basis in 1969, have receded. The massive Soviet aid to Egypt and the Egyptian violation of the cease-fire agreement of 1971 (by moving missiles into the forbidden belt near the Canal) and, above all, the developments outside the Middle East have shown to Washington that the Soviets could not be partners to a Middle Eastern settlement. Their interests ran counter to America's needs. The moment the threat of war declined and everybody breathed more easily, the fear of a Soviet-American confrontation in the Middle East also declined. Hence the pressure on Israel was eased. In any case, Israel was able to demonstrate much independence in her foreign policy, culminating in the visit of Premier Golda Meir to Rumania in May, 1972.

Israel has often been accused of being "rigid," "hard" and "inflexible" in its persistent refusal to draw its future borders, but Israeli diplomacy has displayed flexibility and was able to assure the world that even though, at the moment, Israel has no intention of making major concessions on the main issues, such as borders, refugees and Jerusalem, once meaningful negotiations with the Arabs get under way, Israel will surprise the world with the magnitude of the concessions it will make.

Meanwhile, the long occupation and the strengthening of Israel have dimmed the hope among some Arabs that the present status quo could be forcibly changed in the near future. This feeling, plus the five years since the June War, has brought about results. There can now be discerned among a growing number of Arabs a readiness to accept Israel as a major factor in the Middle East. They no longer speak of throwing her people into the sea. More voices in the Arab world are calling for moderation and not for crusades, for accommodation and not for destruction. This slow transformation has not only developed in the Israeli-held territories, but it has also spilled across the cease-fire lines into Jordan, Lebanon, and even into some segments of the Egyptian intellectuals. There is a growing realization, which is finding expression in Lebanese newspapers and even among some Arab intellectuals that economic cooperation with Israel could be the key to a better Middle East, and that it could slowly pave the way to political understanding and recognition. From a close examination of the situation, a number of Arabs have reached the conclusion that Israel could maintain the present status quo for a very long time, and the only power that could change this reality by force would be the Soviet Union. But they question the real Soviet interest in changing this situation until Russia feels herself well entrenched in her newly acquired positions in Egypt and other Arab states.

The Emergence of Soviet Russia

Those Arabs who say the Soviets cannot be trusted point to the growing number of Soviet Jews permitted to immigrate to Israel at the very time when Russia is busy supplying arms to the Arabs. They cannot fail to see this immigration as a hostile act, but they are powerless to stop it. The Soviet immigration has caused some problems in Israel, where it is still considered as a minor miracle, but coming at a time when Russia is included among Israel's enemies, it only strengthened those in Israel who counseled their government against any concessions. They now say that even Russia has come around and permitted immigration to Israel, thus further adding to the latter's potential and its ability to continue the present status quo.

But a growing number of Israelis are wondering what the continued state of war, or emergency, will mean to them and to their children. While they have no doubt about their

country's ability to defend itself against the Arabs, they are not so sure that Israel could take a Soviet onslaught without outside help. It is very difficult for them, as for the Arabs and the West, to assess the real Soviet intentions for the Middle East in general and for Israel in particular, and especially how much Russia would be willing to risk to achieve her goals.

Israel realizes that for the time being the Russians are the major beneficiaries from the continued state of tension. Russia has made, in the last five years, enormous strides in obtaining favorable positions and extending her influence in the Middle East, thus realizing a century-old ambition. It is questionable whether Israel's victory was responsible for the Soviet gains or whether they would have made them eventually but at a slower pace. In any case, the Soviet Union has now become a power with vast stakes in the Middle East, the Red Sea, the Persian Gulf, and the Indian Ocean as well as the entire Eastern Mediterranean basin. In fact, Egypt has become for the Soviet Empire what it used to be for the British Empire, a major station on the way to India and the Orient. But the Soviet position is not one hundred percent foolproof. The Russians are having problems with Egypt, Libya, Sudan and others. Because they can never be assured of the complete loyalty of the Arabs, the Soviets have made certain that they have their own naval and air bases in Egypt under direct Soviet control, thus making it extremely difficult to evict them in case a pro-Western government takes over in Egypt. Two fifteen-year treaties, one between Moscow and Cairo, the other between Moscow and Baghdad, have seen to that. Hence the Russian presence is now accepted as a reality that Israel will have to live with for a long time. Under these circumstances various people in Israel question the wisdom of returning large chunks of territory to the Arabs for fear it will be taken over by the Russians.

There are still some doubts in Israel about the real intentions of the United States in the event a war were to break out in the Middle East. In view of the present American mood, nurtured by the Vietnam frustration, Israelis are by and large convinced that America will not fight for them and that they must be strong enough to deter any attempt to alter the present status quo by force. All this means the strengthening of Israel's ability both to deter and to withstand an attack from at least two different directions, the south and the east.

But meanwhile, many Israelis are asking what is the price they are paying and will have to pay for a long time for the present security and continued arming of the country. And they are asking what this will mean in terms of the future national and social well-being and ideological vision of a semi-Socialist Zionist state. Perhaps the most poignant aspect of present-day Israel is the growing malaise over the loss of a sense of national goals and at times the anxiety for national unity. The goal of security has been won and is being maintained at an enormous cost and sacrifice. Immigration is steadily increasing, the economy is booming at a feverish pace, bringing in its wake a galloping inflation. Israeli democracy is well entrenched, based as it were on a balance between the political parties, a powerful bureaucracy, a newly emerging class of white collar workers and professionals, the industrialists, and the army which has always been subordinated to the civilian authorities. But there are deep differences of opinion as to what Israel should or should not do, what the national goals for the seventies should be.

It must be noted that the deepest divisions in Israel are not over foreign and defense policies. The Parliament and people are ready at all times to vote budget increases for the armed forces, and if there is occasional grumbling over the mounting defense costs, it has never become a real issue. The basic answer of the Israel government to its foreign policy problem was to continue the same policy it has adopted after the Six Day War, namely, to maintain the existing situation. This is supported by the majority of the people. Even the reduction of the tension along the borders in the last two years has not brought about any major demand for an equivalent reduction in the defense budget. There has been a demand that the army reduce the number of days Israelis must serve in the reserves. This was met and there has been a thirty percent decline in reserve call-ups since 1971. But defense costs are rising due to more expensive weapons which have to be acquired so that the balance of power in the region be maintained. Not a member of any regional defense treaty, not a party to any bilateral defense pact, Israel has to purchase every item it needs. But there is willingness to accept this spiral as long as the Arabs continue to be armed by the latest and most sophisticated Soviet weapons.

Domestic Discontent

The main areas of discontent in Israel are in the domestic sphere. They range from poverty, community tensions between the state and religion, the growing gap between the rich and the poor, worsening labor relations and serious housing shortages for young couples. All this has broken out at the time of increased immigration from both East and West and has added more fuel to the social unrest now prevailing in the country. To the extent that there is serious criticism of the government, it is directed mainly at its home policy, or lack of it, and not at foreign affairs. In fact, a growing number of

"The main areas of discontent in Israel are in the domestic sphere. They range from poverty, community tensions between the state and religion, the growing gap between the rich and the poor, worsening labor relations and serious housing shortages for young couples. All this has broken out at the time of increased immigration from both East and West and has added more fuel to the social unrest now prevailing in the country . . . A growing number of Israelis have the feeling that their government has lost its sense of direction when it comes to dealing with serious social and economic problems."

Israelis have the feeling that their government has lost its sense of direction when it comes to dealing with serious social and economic problems.

These problems are not new to the country. Israel has lived with them since her establishment twenty-five years ago, but there was a national consensus, until recently, to allow some problems to linger on without a solution for the sake of national unity. This was the reason, for example, why relations between the secular and the Orthodox segments of the community have not been resolved. The status quo in religious matters, worked out in 1947, still applies. This means that personal status is under the jurisdiction of the Rabbinate, and certain religious laws are observed by the state. But technological changes, more leisure, the rise in the number of the secularists, have brought about demands for changes. Since religion in Israel is closely connected with politics, many of the questions that could have been settled in the normal course of life have become major issues because the Orthodox members of the Israeli government threatened to walk out and thus bring down the coalition government. The religious status quo has thus become the easiest vehicle for the preservation of both the influence of religion and the Israeli government.

Similar problems exist in Israel in other areas. About fifty percent of Israeli Jews have come from Asian and African countries. Their standard of living, compared with those who originated in Europe and America, is lower, and their chances of improving it, while good, are not immediate. For many years Israel knew it was sitting on top of this explosive situation, but had hoped that the problem would gradually solve itself over a period of time while outside pressure contained the internal seething. Once the foreign pressure had relaxed somewhat, communal tension erupted under the leadership of a group of young Oriental Jews who called themselves the Black Panthers. They demanded more rights and privileges for Oriental Jews, mostly in housing and education and employment. While there was much sympathy in the country with their cause, there was widespread annoyance with both their tactics and the name they had chosen. Yet they have brought an important social question into the open and fulfilled a useful purpose in calling the attention of both the public and the government to their plight.

Inflation, full employment and the continuing flow of money to the country have led to constant demands for wage increases. The inability of the Israeli economy to approve of these demands, ranging at times up to 60 and 70 percent, has resulted in labor disputes and strikes. The once powerful Histadrut (Federation of Labor) has become powerless to control the various independent unions which constitute it and is torn between its role as protector of the worker and that of an employer and a responsible public body, knowing full well the limits of the economy and the risk of a depression. In the past five years Israel has experienced many strikes in the public services.

The relative tranquility on the borders has enabled Israel to examine more carefully the working of the economy and it was found to be functioning satisfactorily on the whole. But there were a number of glaring cases of waste, inefficiency, and even some corruption. Public investigations have shocked Israelis to the realization that the days of selfless pioneering may be over for good and that the country is gradually becoming as "normal" as any other nation. This worries many veterans who had spent their lives aspiring to create a different and new society, a country with a message and a meaning. Even the Kibbutz, that unique Israeli contribution to the world, has declined in its standing in the country. It has failed to attract the Soviet immigrants and now faces the possibility of stagnation. The Kibbutz has long ago abandoned agriculture as its major source of income and has gone into industry, and in some cases, tourism. This paved the way for hired labor which in turn caused major arguments about the egalitarian Kibbutz society.

"It is also clear that the Soviets were able to prevail on Sadat to withhold his fire for fear that Egypt would suffer another defeat at the hands of the Israelis. But this time the Soviets feared they would have had to intervene to bail out their client. Without Soviet participation, no Egyptian campaign against Israel stands any chance of success."

The Americanization of Israel

The mass culture of the West, particularly America, has swept Israel, leading many writers and artists to wonder what has happened to the original Israeli art, music, literature and dance. This factor has contributed to the growing alienation of some of the intellectuals who feel that the politicians are not sufficiently aware of the new problems which now face Israel and with which the country will have to grapple in the seventies. These are mostly the problems of Israel's slow transition to the post-industrial age of technology, and the resulting political, social and bureaucratic adjustment to the needs of this age. It is not a coincidence that the defense effort has contributed much to the ushering in of the new age. Missiles, electronics, aviation and other industries connected with the defense establishment have sprung up in the country in the past five years. While they have eaten up much capital, they have become leading stimulators of the country's industrial development and exports.

Thus Israel continues to live under outside threats and internal change, and the past five years have contributed a unique chapter to its history. It may not be much of a solace to Israel to realize that at the same time the Arabs have also become much more aware of their own internal problems, which for many years they too have subordinated to their war against Israel. For the Arabs states are also moving slowly into the industrial age with all its accompanying problems. The needs of the people have become different, life has become more complex, and the expectations larger. It is no longer enough for Arab leaders to promise their people material

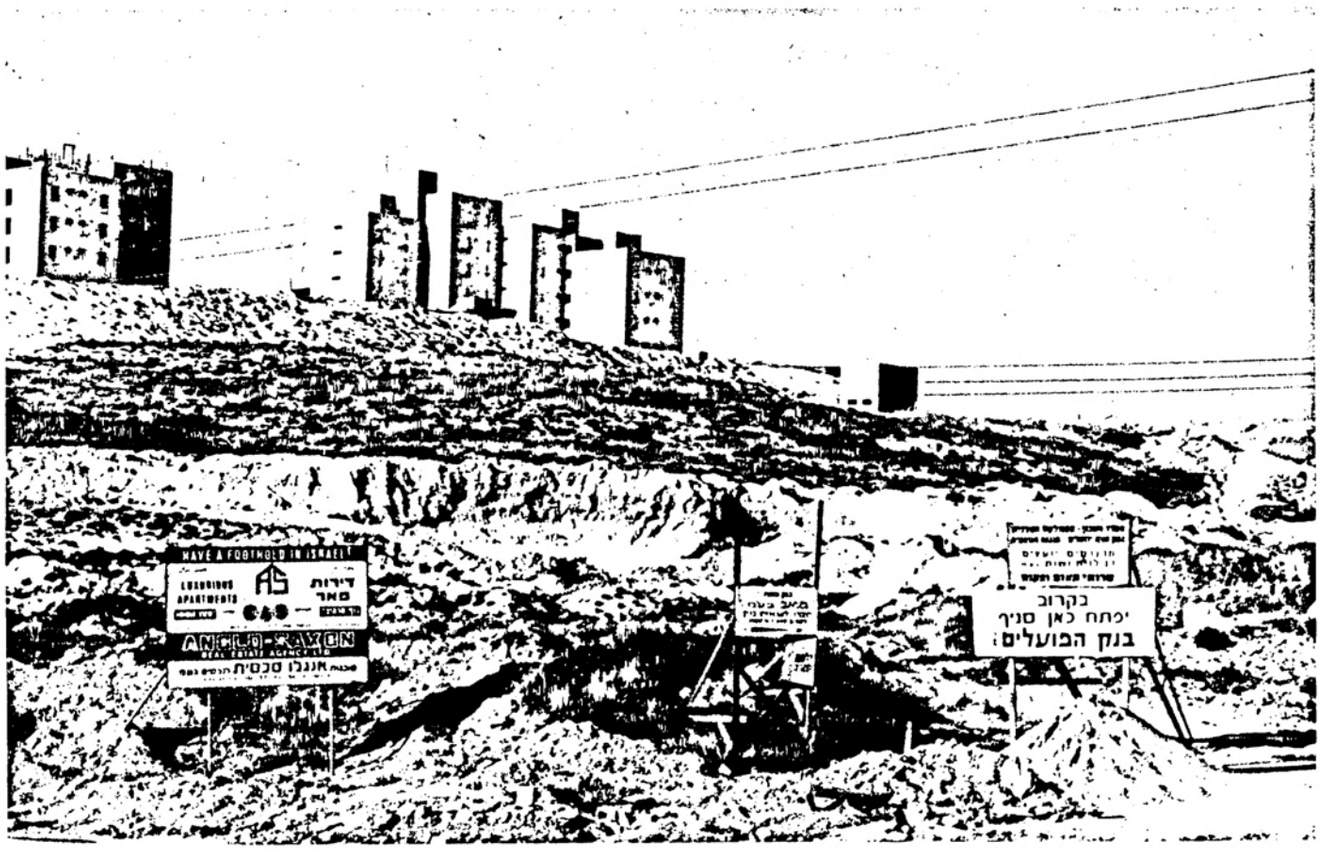
goods after the fateful battle against Israel has been won. King Hussein seems to have realized that this is no longer possible or even politically wise. Sadat continues to proclaim the impending war while seeking third party mediation with Israel. Both sides realize that the psychological adjustment of the Arabs to the Jewish State is a long process and will require a long period of "no-peace, no-war." This seems to fit well with the present Israeli policy. It is also the Soviet policy in the region; ironically enough, possibly the only thing both Israel and Russia agree on.

The Status Will Be Quo

The status quo is likely, therefore, to last for some time. But Israelis are not content to accept it without wondering about its impact on their own future. Israel still does not know how, for example, the occupation of Arab territories will affect her people. There are many other unanswerable questions. But one thing is clear. Even though Israel has no control over her immigration or the sources of much of her income or the Arab decision to renew the war, she is facing the future with far more self assurance and confidence than she did five years ago. This feeling is gradually permeating across the borders, and if the Arabs had hoped that the Jewish State would fall apart because of internal strife, they have again been wrong.

If the past five years are an indication of what is to come, then the answer is: "more of the same." In terms of short range national security, this is a wise policy. In terms of a long range social and national development in Israel and relations with the Arab states, the answer is less clear. The Middle East has seen that time is on the side of the one who uses it wisely and effectively. Israel has used the last five years to entrench herself in the occupied areas and strengthen her defenses. But in the process she has opened up her domestic flank which now needs more attention. This is the basis of the national debate in Israel at present: how to improve the quality of life at home while holding out abroad until the time comes when the Arabs will be ready to accept Israel.

The country has developed two ways of life. One level is devoted to the problems of physical existence and security. On this level everything is subordinated to security needs. The other level is that of the normal life, as though there were no national emergency for twenty-five years. The people carry on their daily activities and develop arts and sciences, agriculture and industry, attracting immigrants and tourists, thus becoming a major factor in the Middle East. Israel has shown that a modern society with a will to live and to progress can maintain both modes of life, because, in spite of its tensions, Israeli society is basically a healthy and vigorous one, ready to face the future with confidence and renewed assurance, derived from the experiences of the past five years.



More new apartments on French Hill, northeast section of Jerusalem.

Hindsight on a Hijacking

by
Frederick W. Marks III

Minutes after our Pan American jumbo jet 747 climbed away from Amsterdam airport, homeward bound for New York, the captain's voice came over the loud speaker alerting us to the fact that we were being taken to a new destination by some gentlemen who belonged to the Popular Front for the Liberation of Palestine. The new destination: Beirut, Lebanon. Everyone was urged to remain as calm as possible and to try to relax. As the huge plane began to veer sharply on its wing, I turned to my wife Sylvia. We were speechless.

Fifteen hours of the highest drama were then played out before our eyes, climaxed by the demolition of our aircraft on the runway of Cairo airport, seconds after we had slid to safety from an emergency exit.

None of the hundred and seventy passengers and crew seemed particularly alarmed at the initial announcement, nor did any signs of hysteria appear as the passing of the hours revealed the true danger of our situation. Part of the reason for this was the fact that neither of the two hijackers, though armed with grenades and pistols, and evidently desperate, made any attempt to interrupt the normal flight routine. The passengers found themselves free to converse, to walk around, and use the rest rooms. The hostesses moved rapidly about with little trace of concern. One of the commandos even made several trips through the cabin and spoke in reassuring tones to many of the persons along the way. His smile and gentlemanly dress bespoke more the selfless fanatic than the hardened criminal. Neither he nor his companion made any real attempt to guard themselves from attack. They turned their backs nonchalantly and drew various groups into a discussion of the alleged injustice of American aid to Israel and the need to stamp out Jewish imperialism. One passenger felt bold enough to snap photographs from his seat while another held up a tape recorder to the plain view of all.

Frederick Marks, Class of 1962, earned his doctorate in American diplomatic history at the University of Michigan and is currently teaching in the Department of History at Purdue University. In this article he tells of his experiences and emotions when he and his wife in September 1970 found themselves aboard a Pan American jumbo jet that was hijacked by two Palestinian guerillas and finally forced to land at Cairo's airport, where it was blown up by the guerillas immediately after a hasty evacuation.

Hostages

Below the surface, however, there always remained a sense of impending catastrophe. The first class passengers had been requested to move back to the tourist section to make room in the front for hostages. Everyone had then been asked to hand in their passports. Sylvia had turned to me again with searching eyes, her knees trembling. Should we comply with such a request? We did. Then came the dreaded call for hostages. A French diplomat was called to the front, then a professor, then all military personnel. Two hostesses were also held. Minutes later, the diplomat's wife fainted as she made her way down one of the aisles.

One began to ponder the possible results of the ordeal, none of them pleasant. The prospect of death was not as much of a concern as the possibility of a separation from Sylvia. At times there seemed to be a nearly irresistible temptation to overpower one of the hijackers in an all-or-nothing gamble. Yet it was obvious that the explosion of a grenade or even a bullet hole in the cabin wall would doom everyone to sudden death. Fortunately, no one attempted the impossible.

After finally arriving in Beirut we had hoped for the negotiation of our release. But the tension only increased. Several more guerillas boarded the plane with suitcases full of

"At times there seemed to be a nearly irresistible temptation to overpower one of the hijackers in an all-or-nothing gamble. Yet it was obvious that the explosion of a grenade or even a bullet hole in the cabin wall would doom everyone to sudden death. Fortunately, no one attempted the impossible."

dynamite. Then, with a fresh load of fuel, we taxied out again into the darkness. Since the runway had never accommodated a jet as large as ours, the pilot proceeded with noticeable care. He backed up somewhat from the customary starting position, paused, and then opened his engines wide, trying hard to maneuver his lumbering bird off the ground.

Once in the air again, another destination was announced: Cairo, Egypt. Again our captors made their way along the aisles engaging in polite conversation. Twice they passed our seat as Sylvia and I grimly riveted our heads in a forward direction. The third time, however, one of them was attracted by the sight of my book. He stopped and began to read the title aloud with slow deliberation: *Woodrow . . . Wilson . . . and . . . World . . . Politics!* I remembered distinctly that President Wilson had befriended the Zionist cause. My heart skipped several beats. But I said nothing, and the men moved mercifully on.

Our approach to Cairo was punctuated by the most startling message of the trip. An emergency evacuation would be attempted upon landing. Our plane was going to be blown up! The instant we had come to a complete stop on the ground, we were to jump through the exit doors, slide down the pre-inflated ramps, and run as fast and as far as we could. We should take off our shoes and leave them behind along with all other extraneous objects such as briefcases and handbags.

The steward in charge seemed organized. At key moments, his coolness and grit proved decisive. He issued instructions several times to eliminate possible misunderstanding and grouped the passengers at each exit. It was firmly understood that women and children were to go first. I kissed Sylvia good-bye. We were ready.

Terra Firma

The rest was like clockwork. A four point landing was followed by the roar of our engines in reverse, then an abrupt halt. Exit doors swung open and the signal was given to jump. In a matter of seconds, children vanished into the night, and women began to disappear. The men stood politely by and then broke out in turn. I hurtled down the plastic shoot, felt my legs burning from friction, and thumped gratefully down on the tarmac, only to be hurled repeatedly off my feet by the blast of the jet turbines still churning (the pilot, with pistol at his head, had not been permitted to turn them off).

I ran shoeless through the desert sands with a little girl in my arms until my legs gave out. At the sound of explosives, I looked back. Our 747 loomed majestically with its line of lighted cabin dots, seemingly indestructible. But as I hurried along once again, my backward glance caught the blasts of dynamite as they sparked the night air, and reduced the once-proud giant to formless rubble. It was about four o'clock in the morning.

Sylvia was nowhere to be seen. Not until I reached the airport did I see her familiar features again. We were both bleeding from our brush with the tarmac. But we were not alone. Egyptian airport officials began administering medication and gauze as buses arrived periodically with other tattered travelers, including older women, expectant mothers, little tots, and crew members (who were greeted with cheers). Could it be possible that by some miracle everyone was safe? The eventual answer in the affirmative to this question outweighed all of our physical pain.

The rest was anticlimactic – the hospitality of our Arab hosts, the fear of a guerilla raid on the airport, an early-dawn vista of sun-spangled Cairo with its ivory spires and minarets over miles of sand and the smoking hulk of our 747, the efficiency of the airline and State Department officials which resulted in the arrival of another jetliner the following afternoon, and a smooth flight home via Rome.

In retrospect, we can see that we gained considerably more from the experience than we lost, harrowing as it was. When one is brought so rapidly and determinedly to the threshold of death, one cannot fail to be impressed by the uncertainty of life, and the need to believe in and work for that which is greater than life. One realizes how powerless individuals may be to control the course of their lives in anything but a spiritual sense. The only reason that Sylvia and I were aboard the 747 was that we had decided, on the spur of the moment, to curtail our stay in Amsterdam and switch our flight reservations from Royal Dutch to Pan American. Perhaps this was pure coincidence. We think not.

There was, too, a sudden recognition of the triviality of many of our pre-flight concerns. While in England, for example, I had fretted at length over the purchase of a new pair of shoes. The additional question of whether or not to invest in a new raincoat had also seemed serious at the time. Yet when I had reached the sands of Cairo, my shoes were gone, my coat in shreds. Instead of the expected feeling of deprivation at the thought of material loss, I recall a surprising sense of liberation. For once I was unencumbered by earthly possessions. For once I was absolutely compelled to place my trust in the goodwill of strangers, the Pan American crew, government officials, fellow passengers, Arab rescuers, even the hijackers themselves. And I was treated to a rare view of human nature at its best.

In the end, one can only feel a bit more human as well as a bit more divine; closer to man and closer to God; less sure of the future, but more certain that it will be worthwhile. And our one hope is that the memory of Cairo will be indelible – that it will remain as a torch to illuminate the life that is still to come.

Panorama of the Jerusalem area from Government House Hill. On the left horizon, the new Israeli housing project; on the right horizon, the Mount of Olives.